AUG 27 1937

REVUE DE PARIS

L ROOM LIBRARY OF MICH.

15 AOÛT 1937

ENRY BORDEAUX	*Français en Méditerranée* . . .	721
D. GISCARD D'ESTAING	*Le Fonds d'Égalisation*	758
EAN GIONO	*Batailles dans la Montagne.* - IV.	771
ACQUES DORIOT	*Guerre en Chine.*	814
ENÉ LALOU	*Roger Martin du Gard.*	821
ARGUERITE YOURCENAR	*Le Prince Genghi*	845
OMTE KOKOVTZOFF	*Souvenirs.* — Fin	855
OBERT DEBRÉ	*La Contagion de la Tuberculose.*	894
AUL VIGNAUX	*Le Syndicalisme Chrétien* . . .	914
IERRE D'ESPEZEL	*L'Exposition de 1937*	930
ENRY BIDOU	*Le Mouvement Littéraire* . . .	946

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 Fr. 50

44e ANNÉE NUMÉRO 16

LA NATIONAL

Compagnie anonyme d'Assurances sur la Vie

Entreprise privée, régie par la loi du 17 Mars 1905

ANCIENNEMENT COMPAGNIE ROYALE D'ASSURANCES SUR LA VIE
FONDÉE EN 1830 – CAPITAL SOCIAL 75 MILLIONS

SIÈGE SOCIAL : 2, Rue Pillet-Will, PARIS

Depuis son origine jusqu'au 1er Janvier 1937, ses opérations ont porté

plus de 12 milliards de francs
de Capitaux assurés

et plus de 180 millions de francs
de Rentes Viagères constituées

ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS – MIXTES
ASSURANCES MIXTES COMPLETES
AVEC PARTICIPATION DANS LES BÉNÉFICES
ET COUVERTURE DU RISQUE D'INVALIDITÉ

ASSURANCES COLLECTIVES POUR LE PERSONNEL
ASSUJETTI OU NON AUX ASSURANCES SOCIALES

Rentes Viagères

Pour les personnes parvenues à l'âge de la retraite, la Re
Viagère est le remède le plus efficace à la cherté de la vie
constitue le plus sûr des placements.

Les garanties les plus important
Les tarifs les plus avantageu

Renseignements confidentiels et prospectus gratuits au Siège Social, à P
ou chez les Agents Généraux en Province.

LES SOUVENIRS FRANÇAIS EN MÉDITERRANÉE

Ces îles éparses dans la Méditerranée, du continent italien à l'Asie Mineure, tantôt fertiles et étendues comme Corfou, la Crète ou Rhodes, et tantôt réduites à quelques terres sur des rochers comme Santorin, Patmos ou Malte, ces îles innombrables, visitées et presque mises à la mode aujourd'hui par la multiplicité des croisières, pourquoi les guides ne soulignent-ils jamais que leurs origines antiques? Oui, sans doute, Chypre est dédiée à Vénus, Délos à Apollon, Rhodes au grand Pan, mais combien d'entre elles demeurent encore chargées, comme des corbeilles emplies de beaux fruits, des souvenirs laissés par la France au service de la chrétienté et au service de la Grèce? Pourquoi les voyageurs ne sont-ils pas conviés à ces pèlerinages qui évoqueraient tout un passé de chevalerie et de généreuse offrande? N'est-ce point l'heure de les rappeler quand les eaux méditerranéennes suscitent la rivalité nouvelle de la Grande-Bretagne et de l'Italie, comme si nos flottes, longtemps, n'y avaient pas joué le premier rôle?

Voici donc ce que j'ai pu évoquer, au cours de récentes escales, à Candie et à Rhodes...

I. — LA CRÈTE

De bonne heure, le matin, je regarde, du pont supérieur du *Champollion*, défiler les côtes de la Crète aux falaises abruptes, dominées par le massif des Montagnes Blanches,

les bien nommées, car la neige les recouvre encore. Puis ces falaises s'abaissent pour laisser place à une plaine doucement inclinée qui entoure le golfe où repose mollement Candie, la petite capitale. Un môle protège le port, où les bâtiments de fort tonnage peuvent se mettre à l'abri. Nous y pénétrons lentement et c'est un spectacle féérique qui va du bleu profond de la mer aux campagnes vertes couronnées par le mont Ida, lui aussi couvert de neige et profilé sur le bleu plus léger du ciel.

L'entrée semble encore défendue par un énorme bastion vénitien, dont l'emblème du lion a été à moitié détruit par un boulet turc. La ville serait bien banale sans les remparts et sans la fontaine des lions aux belles vasques qui rappellent la domination de Venise. Vite, vous êtes convié à courir au musée des Antiques et à Gnossos, où sir Arthur Evans s'est ingénié et même amusé à refaire le palais de Minos et à rétablir la civilisation minoenne. Je résiste, car j'ai découvert, derrière le musée, une plaque de marbre fixée au bastion de Sabionera avec cette inscription :

A la mémoire du duc de Beaufort, amiral de France, et des officiers, soldats et marins français, au nombre d'un millier, tombés sous les murs de Candie : 16 décembre 1668-25 juin 1669.

Personne, ou presque personne, ne déchiffre ces caractères. Le duc de Beaufort? Qui donc était-ce? Quelqu'un, plus instruit, murmure avec dédain : *le roi des Halles*. On passe. Le palais du roi Minos attend les visiteurs avec ses colonnes peintes et ses fresques coloriées. Qui donc se souvient des interventions françaises dans cette île de Crète que le grand doge Henri Dandolo, le conquérant de Constantinople, prit en 1204, qui demeura quatre siècles et demi sous la domination de Venise et qui ne lui fut arrachée qu'en 1669, après un siège de vingt-trois ans, l'un des plus mémorables de l'histoire? Andrinople, Scutari, Janina n'ont pas opposé, dans les guerres des Balkans, une résistance comparable. Mais quelle fut, dans ce siège, la part de la France?

I. — Le Duc de Beaufort.

Il nous faut revenir au temps où les Turcs menaçaient l'Europe et tenaient la Méditerranée. Venise fut leur grande rivale sur la mer, avec les Dandolo, les Contarini, les Mocenigo, les Foscari. N'a-t-elle pas installé sur le portail de Saint-Marc les quatre chevaux de bronze doré, ornement de l'arc de Trajan, que l'empereur Constantin avait emmenés de Rome à Byzance où Dandolo les trouva? Ils refirent en sens inverse le voyage marin qui les avait transportés d'Italie en Orient. Un autre empereur, plus tard, leur devait imposer un autre voyage, celui de Paris. Bonaparte, pour son arc de triomphe, avait besoin de quadrige.

Tout rappelle à Candie la longue occupation vénitienne, les remparts construits par San Michele et encore intacts, le port et la belle fontaine des lions. Venise s'entendait à célébrer ses gloires. Elle a tiré son art et sa beauté de la glorification de son passé. Les noms de ses palais racontent déjà son histoire, mêlée à celle de son aristocratie; ses églises célèbrent sa grandeur avec ses tombeaux. Aux Frari, à S.S. Giovanni et Paolo, les murs disparaissent sous l'accumulation des monuments commémoratifs. On en peut discuter la décoration, non pas l'importance nationale. Les plus anciennes de ces tombes suspendues représentent encore les vieux doges couchés dans la paix suprême. Mais bientôt la mort est oubliée : debout, les hommes d'État ou les capitaines, debout ou à cheval, car ce n'est pas une pensée de recueillement qu'on leur demande, c'est une excitation à travailler pour la patrie. Venise n'est pas une ville de mort, faite pour caresser les fièvres des neurasthéniques, c'est une perpétuelle vision d'orgueil destinée à apprendre à ceux-là qui l'oublient comment la vie sort jusque des tombeaux. Le d'Annunzio de la *Nave* a raison contre le Barrès de *la Mort de Venise.*

Et voyez comme Venise dose politiquement sa reconnaissance. Francesco Morosini, qui eut l'honneur d'être surnommé *Peloponesiacus*, fut l'un des plus grands doges. C'est lui qui soutint vingt-trois ans le siège de Candie, mais enfin il rendit

la ville aux Turcs. Il est enterré à San Stefano, cette église dont on se demande, avec sa voûte brisée et ses colonnes espacées, comment elle peut tenir, si légère et si aérienne. Mais ne le cherchez pas, comme ses collègues les plus fameux, à cheval ou debout devant l'une des parois. Si vous foulez le pavé de la nef principale, vous marchez sur sa pierre tumulaire : une inscription et le bâton de commandement en bronze signalent seuls son souvenir à votre attention. Il convient d'honorer sans fracas un héros sans succès.

Toute l'Europe suivait ce siège de Candie. C'était la lutte de la Croix contre le Croissant. L'une ou l'autre des puissances occidentales, malgré son égoïsme, envoyait à la République de Venise des secours en argent, en vivres ou en soldats. Trois fois Louis XIV, plus soucieux de son rôle en Orient, fit intervenir la France. Une première fois, en 1662, il expédia un corps de 4 000 hommes qui livra plusieurs combats aux Turcs autour de La Canée et qui, transporté à Candie, fut décimé par la peste.

En 1668, le roi autorisa la formation d'un corps de volontaires, sous les ordres du duc de La Feuillade. Peu de temps après leur arrivée à Candie, les Français tentèrent une sortie (16 décembre). Par une offensive audacieuse, ils refoulèrent les postes turcs ; mais bientôt ils furent entourés par des forces trop nombreuses. Longtemps ils s'obstinèrent à conserver le terrain conquis. Mal secourus par les Vénitiens, ils ne rentrèrent qu'avec peine dans la place. Sur 600 gentilshommes, près de 300 étaient morts ou moururent des suites de leurs blessures. La Feuillade, qui avait montré le plus brillant courage, rentra en France avec les débris de son admirable corps.

L'année suivante, le roi prépara lui-même l'expédition qu'il voulait envoyer au secours de Candie. Elle comprenait 40 navires de guerre ou de transport, 8 000 soldats de l'armée de terre, plus de 7 000 marins et soldats de marine, près de 5 000 forçats pour le service des galères. Le commandement en chef fut confié au duc de Beaufort. Quand on cite le nom de ce petit-fils de Henri IV et de Gabrielle d'Estrées, on se contente généralement d'ajouter : « Ah ! oui, le roi des Halles ! » Or le roi des Halles fut un grand marin et un mer-

veilleux soldat. Louis XIV, qui se connaissait en hommes, lui pardonna la Fronde et lui donna le grade d'amiral. Comme Beaufort s'était signalé, quelques années auparavant, par une série de victoires sur les pirates barbaresques, il lui confia l'expédition de Crète. Les troupes étaient sous les ordres du lieutenant-général de Navailles, la flotte sous ceux du duc de Vivonne. Les instructions de Louis XIV, détaillées et précises, fixaient à chacun son rang et son rôle. La flotte quitta Toulon le 6 juin 1669 et jeta l'ancre devant Candie le 19. Beaufort et Navailles descendirent à terre ; ils trouvèrent, pour les attendre, un autre Français, le lieutenant-général du Puy-Montbrun, marquis de Saint-André, qui était depuis plusieurs années au service de Venise avec l'autorisation du roi et commandait l'infanterie de la défense sous les ordres de Morosini.

Les Français étaient pressés d'agir et Beaufort tenait pour l'offensive ; il fut décidé qu'une grande sortie serait tentée le 25 juin. La place était, du reste, serrée de près et réduite aux dernières extrémités. Rassemblée autour du bastion de Sabionera, les Français attaquèrent dans la nuit, un peu avant le jour, avec un bel élan. Le début fut heureux ; les avant-postes turcs culbutés, leurs premières positions enlevées, la victoire paraissait certaine ; les camps turcs eux-mêmes furent atteints. Malheureusement une série de circonstances compromit bientôt le succès. Quelques fractions se débandèrent pour piller les camps. Puis des explosions de mines provoquèrent çà et là des paniques. Enfin, les troupes de réserve turques eurent le temps d'arriver ; elles étaient commandées par le grand-vizir lui-même, le célèbre Kupruli, de cette famille qui mit au service des Sultans, pendant près d'un siècle, toute l'énergie albanaise. Malgré les efforts des chefs, la retraite commença. Quand les Français rentrèrent dans la place, près de 800 officiers et soldats manquaient à l'appel, tombés dans les positions des Turcs, sur les glacis, dans les fossés, et, parmi eux, le chef de l'expédition, le duc de Beaufort. Son corps ne put être retrouvé. Sans doute, selon les coutumes d'Orient, le duc avait eu la tête tranchée et avait été dépouillé de ses vêtements. Les recherches prescrites par le grand-vizir, qui aurait désiré satisfaire le roi de France

en lui renvoyant le corps de son cousin, ne donnèrent pas de résultats.

La mésintelligence s'était mise entre les alliés ; les Français reprochaient aux Vénitiens de n'avoir pas exécuté, de leur côté, la sortie convenue qui devait détourner une partie des forces ennemies. Le duc de Navailles, exaspéré de cette mauvaise foi, se rembarqua avec l'armée et rentra en France. Les efforts de la place étaient à bout. Le 28 août, Morosini dut capituler à des conditions honorables. Telle fut la fin de ce long siège, dont le marquis de Saint-André a pu dire qu'après une carrière de quarante années de guerres et de batailles, il devait reconnaître que « tout ce qu'il avait vu n'était que jeu d'enfants auprès des événements du siège de Candie ».

Pendant les trois dernières années du siège, les plus actives, il y avait eu 68 assauts des Turcs, 80 sorties des assiégeants ; 1 364 mines avaient fait explosion, 30 000 chrétiens, plus de 100 000 Turcs étaient morts.

Une légende des temps chevaleresques nous avertit que si l'on ramasse l'épée d'un chef tué sur le champ de bataille, on lui prend, avec son arme, son courage et sa force. Ne manquons pas de ramasser les épées françaises, si loin qu'elles soient tombées...

J'ai retrouvé le duc de Beaufort, mais défiguré, dans les *Mémoires* de madame de Motteville qui, pour l'immoler à Mazarin, pratique l'art de discréditer le courage militaire avec plus de finesse dans la perfidie que tous les ministres de la République désireux d'empêcher la popularité dans l'armée.

Certes, Beaufort, en face de Mazarin, fait piètre figure politique. Mais sa défiance du ministre italien n'est-elle pas naturelle ? Avant d'avoir vingt ans, il a fait ses preuves à la bataille d'Avein et au siège de Corbie. Il s'illustre à Hesdin, à Arras. L'empire qu'il exerce sur tous les cœurs est extraordinaire. Comment supporterait-il aisément le gouvernement d'un étranger ? Comment ne serait-il pas ambitieux, quand tous les succès le favorisent et qu'il se sent de race royale ? Son rôle, pendant cette néfaste guerre civile que fut la Fronde, n'est du moins pas déloyal. On le surnomme le roi des Halles, non point pour sa popularité seulement, mais parce qu'il a

très effectivement ravitaillé Paris menacé de famine. On le défie d'aller au Louvre où il risque d'être arrêté, et il y va, et on l'arrête. Cinq ans enfermé à Vincennes, il s'en évade, un jour de Pentecôte, grâce au dévouement d'un ouvrier ; mais pour descendre dans le fossé et pour en remonter, le duc exige que son sauveur passe devant. Personne ne courra plus de risques que lui : c'est son point d'honneur. Après l'affreux combat de la rue Saint-Antoine, quand il est question de traiter, de tous les frondeurs c'est lui qui a le plus souffert, mais c'est lui qui se montre le moins exigeant. Ses erreurs ne seraient pas sans excuse si l'on était jamais excusable de porter les armes contre son pays. Mais il va les réparer. Appelé au gouvernement de Paris, il y fait respecter l'autorité royale. Louis XIV sait utiliser ses services. Un Beaufort est de ces hommes qui valent mieux aux armées qu'à la Cour ; il y a en eux une surabondance de vie, une richesse de sang, un besoin d'aventures qui les rendent dangereux dans la vie ordinaire, mais aux camps ils font merveille. Beaufort, à la tête d'une escadre, fait merveille en effet. Il débarrasse les côtes d'Afrique de tous les pillards turcs et algériens, et quand le roi l'appelle à commander l'expédition de Crète, il y court avec joie. Comme dans le fossé de Vincennes, il veut passer premier et se fait tuer. C'est peut-être un tort pour un chef, mais c'est un beau tort.

Or voici comment l'auteur de *l'Esprit de la Fronde*, visiblement inspiré de madame de Motteville, le juge : « François de Vendosme, duc de Beaufort, était né avec toutes les qualités du corps et de l'esprit qui peuvent charmer un peuple. Petit-fils de Henri IV, il en avait le courage, mais c'est tout ce qui lui en était resté ; encore ce n'était pas le courage des héros, mais cette bravoure factice qui s'étourdit sur les dangers plutôt qu'elle ne les méprise, qui succomberait peut-être si elle les considérait. De grands cheveux longs, très blonds, qui lui descendaient sur les épaules et qui paraient sa mine efféminée, lui donnaient plutôt l'air d'un Anglais que d'un Français. Ses expressions, aussi basses que celles de la Halle, le rendaient encore plus charmant que sa figure aux yeux de la populace, dont il était l'idole. L'espèce d'adoration qu'elle lui avait vouée l'aurait fait courir après lui

dans un précipice, s'il eût daigné l'y conduire ; aussi en avait-il retenu le nom de *roi des Halles* et, par ses manières, il n'était pas indigne de ses sujets. Elles étaient encore plus grossières que populaires et il avait l'art de les donner pour de la franchise. On aurait cru quelquefois, à sa mine fière et hautaine avec les courtisans, qu'il avait de la grandeur dans l'âme ; il n'y avait que de la présomption... Au reste, adroit dans tous les exercices, infatigable dans tous les travaux, intrépide dans tous les dangers, il avait cette espèce de mérite qui pouvait être précieux dans les temps héroïques où les avantages du corps étaient les plus recherchés, mais qui sont devenus peu de chose depuis qu'on a reconnu la supériorité des avantages de l'esprit... »

Depuis lors, n'avons-nous pas entendu pareillement célébrer du bout des lèvres, avec une doucereuse hypocrisie, cette *bravoure factice* qui méprise le danger parce qu'elle n'est pas assez intelligente pour s'en rendre compte, cette *espèce de mérite* qui consiste à s'aller faire tuer au service du pays, et la *supériorité des avantages de l'esprit?* Heureusement, cette *espèce de mérite* fait encore la gloire des Guynemer, des Mermoz et des Bournazel.

II. — Les Français en Crète.

Donc, voici les Turcs maîtres de la Crète en 1669. Leur domination fut cruelle aux populations chrétiennes de l'île, dont l'état, à la fin du XVIIIe siècle, était lamentable. Pour éviter la persécution, des villages entiers, où l'on n'avait pas de goût pour le martyre, abjuraient leur foi, conduits par leurs prêtres et se faisaient musulmans. On dissimulait, mais on gardait ses haines. Un jour de l'année 1798, Bonaparte, qui se rendait en Égypte, fit escale en Crète. De ce passage on ne trouve, je crois, aucune trace dans nos archives. Mais en Orient, les traditions demeurent longtemps vivantes. Sur la côte sud de l'île, on a gardé mémoire de l'événement. Il est consigné dans une histoire de la ville et de la province de Sphakia, parue en 1888. C'est en effet à Sphakia que Bonaparte — notre ouvrage l'appelle déjà Napoléon — débarqua et

reçut les doléances des habitants, et le récit de toutes leurs souffrances accumulées. Ils se confiaient à lui comme s'il était le maître du monde. Bonaparte les réconforta : il leur promit que ce serait lui, et non pas les Russes, qui délivrerait la Crète et toute la race grecque qu'il aimait particulièrement. Son imagination démesurée, hantée par le prestige de l'antiquité, lui représentait déjà la grandeur de ce rôle historique. « Il fallait pour le moment, lui fait-on dire, que les Crétois subissent tous les maux avec patience et résignation, afin de ne point entièrement se faire exterminer, en attendant le jour de leur délivrance. » Quand il quitte Sphakia, il emmenait avec lui 80 jeunes gens qui avaient demandé à l'accompagner pour combattre les Turcs. C'était le tribut de ce Minotaure. Il débarqua encore à Hiérapétra, si l'on en croit une carte postale qui représente la maison, basse et modeste, où il passa la nuit avant de reprendre la route d'Égypte.

Napoléon ne put accomplir ses projets, et la Grèce n'entreprit qu'en 1821 la guerre de l'Indépendance. Dès lors, c'est, en Crète, l'histoire presque ininterrompue des insurrections. Là encore, dans cette série de luttes pour la liberté crétoise, on retrouve à diverses époques des noms français. Balleste, ancien officier de l'Empire, y mourut en 1822, puis ce sont les volontaires de la grande insurrection de 1866-1868 : Jules Ballot, qui nous a laissé le récit des misères supportées et des combats livrés sous le soleil et dans les neiges des Montagnes Blanches ; Flourens, qui revint en France pour terminer son aventureuse vie dans la Commune.

En 1897, les puissances, toujours lentes, se décident à intervenir pour assurer la paix en Crète. Faut-il rappeler le rôle joué par l'amiral Pottier, qui exerça longtemps la présidence du Comité des amiraux, et dont la droiture et la fermeté assurèrent à la France un rôle digne d'elle dans ce concert des nations? Quand les flottes furent rappelées, le colonel Destelle, qui avait administré le secteur oriental de l'île, revint à La Canée, où il fut le premier commandant supérieur des troupes internationales. L'un de ses successeurs, le colonel Lubanski, mourut dans l'exercice de ses fonctions, en

décembre 1907. Le général Delarue, le dernier, commanda les divers contingents envoyés par les puissances ; on n'a pas oublié, à La Canée, l'union qu'il sut établir entre eux et la façon dont il représenta la France. Au moment de l'évacuation définitive, à la fin du mois de juillet 1909, la Crète gardait les tombes de 80 soldats et marins français.

Cette évacuation, qui mettait fin au régime du haut-commissariat exercé par les quatre puissances protectrices : Grande-Bretagne, France, Italie et Russie, fut fixée au 26 juillet 1909. Le commandant Bordeaux, aujourd'hui général, qui commandait le bataillon français, en a publié le récit dans la *Revue des Etudes Historiques :* « Simultanément, écrit-il, à La Canée, à Réthymno, à Candie, les détachements anglais, français, italien et russe devaient être embarqués et ramenés dans leur pays. C'était la liquidation d'une longue période. Nous avions là-bas un matériel important ; une partie fut rapportée en France ; le reste, avec les chevaux et les mulets, fut vendu sur place. Diverses cérémonies eurent lieu. On s'invita entre contingents ; les officiers grecs de la gendarmerie et de la milice s'associèrent activement à ces réunions. Le 14 juillet, les Français avaient donné leur fête au jardin public de La Canée. Les invitations étaient faites pour 5 heures. Quelques instants avant, les portes n'étaient pas encore ouvertes, le colonel Delarue n'était pas encore arrivé, quand un homme se présenta : c'était M. Venizelos. Malgré la chaleur extrême de la saison, il était en redingote et chapeau haut de forme. Je me portai rapidement au devant de lui. « Je suis venu de bonne heure, dit-il, j'ai voulu arriver ici » le premier, parce que la fête de la France est aussi la nôtre, » comme elle est celle de tous ceux qui attendent encore leur » libération et la réalisation de leurs désirs. » Le 23, la municipalité de La Canée donna une fête d'adieu. Le 25, nous allâmes en corps au cimetière catholique rendre hommage aux soldats et marins morts pendant l'occupation. Le 26 juillet, dès le matin, hors du port, insuffisant pour les recevoir, étaient rangés les navires de guerre et de transport. Pour la France, il y avait le cuirassé *Jules-Michelet*, le contre-torpilleur *Faucon* et le vapeur *Crimée*, où devait être embarqué le bataillon. A 9 heures, sur le quai, orné et pavoisé, étaient

réunis le corps consulaire au complet, les officiers des quatre contingents, et, avec eux, le Gouvernement crétois et la municipalité de La Canée. Au nom du Gouvernement, M. Venizelos, conseiller pour la Justice et les Affaires extérieures, adressa aux partants les adieux de la Crète. Il rappela l'intervention de 1897, l'œuvre des puissances protectrices, utile et féconde, et la période paisible et prospère qui venait de s'écouler. Après lui, M. Siradakis, maire de La Canée, adressa les adieux de la municipalité et annonça que les commandants des quatre contingents étaient nommés, à titre d'honneur, citoyens de La Canée. Le colonel remercia. L'embarquement se fit à 11 heures, et la *Crimée* leva l'ancre vers 13 heures, en même temps que les autres transports. C'était la fin d'un régime qui avait duré douze ans. Sans doute, c'était un pas de plus vers la réunion de l'île à la Grèce ; mais les patriotes eux-mêmes, qui voyaient ce départ sans regret, ne contestaient pas que ç'avait été pour leur pays une période heureuse, une ère de réparation. Le calme s'était rétabli partout ; les finances étaient en bon état ; l'agriculture, dans ces régions autrefois si agitées, avait repris son essor ; la province de Vamos par exemple, lieu de rencontre dans toutes les insurrections, qui avait été si souvent ravagée au cours du XIXe siècle, au point d'avoir vu quatorze fois les oliviers coupés au ras du sol et détruits, avait enfin connu la sécurité et la tranquillité. Pendant toute cette longue période, et ceci mérite d'être signalé, les quatre puissances étaient demeurées constamment d'accord dans leurs vues et dans leur action. La France avait toujours été bien représentée... »

Le colonel Delarue, qui, le dernier, exerça le commandement des troupes internationales, sut établir entre elles une entente, une collaboration qui présageait les accords de la Grande Guerre. Une épée d'honneur lui fut offerte par tous les officiers et, la veille du départ de La Canée, les chefs des bataillons anglais, italien et russe firent déposer chez lui, à titre d'hommage, les drapeaux qui avaient décoré leurs casernes. Nommé général, il devait être tué, le 20 mars 1915, en Champagne, où il commandait une division.

Cependant la Crète, après le départ des troupes étrangères, si elle avait recouvré son autonomie, n'était pas encore

annexée à la Grèce, comme elle le réclamait. Nominalement, elle continuait d'être rattachée à la Turquie. De là des troubles continuels dans l'île, aggravés par les troubles provoqués à Athènes par la Ligue militaire. Puis le roi Georges appela à la présidence du Conseil Venizelos qui, député de Crète, avait démissionné pour être élu député d'Athènes. Le calme revint en Crète : elle avait confiance dans son fils préféré. Venizelos, pour réformer l'armée et la marine, demanda à la France une mission militaire et à la Grande-Bretagne une mission navale. La mission militaire française, commandée par le général Eydoux, exerça sans nul doute un rôle de préparation considérable pour les guerres prochaines des Balkans.

La Turquie avait été détournée de s'occuper de la Crète par sa guerre avec l'Italie, qui aboutit au traité de Lausanne (18 octobre 1912). Mais la Crète s'agitait pour être réunie à la Grèce. Enfin, la campagne victorieuse des Alliés balkaniques, à la fin de cette même année, la devait libérer. Elle s'y était associée par l'envoi de ses bataillons. Le premier formé partit pour la Thessalie et son commandant, porteur d'un nom grec illustre, Colocotronis, fut le premier chef de bataillon qui tomba devant l'ennemi. Le traité de Londres (30 mai 1913) disait, dans son article 4 : « Sa Majesté l'Empereur des Ottomans déclare céder à Leurs Majestés les Souverains alliés l'île de Crète et renonce en leur faveur à tous les droits de souveraineté et autres qu'il possédait sur cette île. » Le 25 juin suivant, le monument au duc de Beaufort et aux morts français était inauguré à Candie, sous le patronage du Souvenir français, par le colonel Bordeaux, qui faisait partie à Athènes de la mission Eydoux et qui retrouvait son ancienne garnison crétoise.

Au mois de novembre de cette même année (1913), séjournant à Athènes, où je donnais une conférence au profit des blessés des guerres balkaniques, je fus reçu par M. Venizelos, dans son cabinet de travail au Ministère de la Guerre. Il me parla de l'Epire, dont le sort l'angoissait ; ses yeux extraordinaires brillaient derrière ses lunettes ; son visage, qui ressemblait à l'oiseau de Minerve, se durcissait et, de ses mains qui esquissaient un geste tranchant, il me sembla qu'il

tentait de rogner — délicatement et le moins possible — les ailes à la Victoire, afin de la garder définitivement dans son petit temple sur l'Acropole.

Ce sage Venizelos ne devait-il pas redevenir à la fin de sa vie l'*aventurier crétois*, comme l'appelaient ses adversaires politiques au début de sa carrière? Mais le nouveau roi, Georges II, dans son désir de réconcilier les partis, lors de son voyage en Crète, rendit visite, le 9 mars dernier, au tombeau de Venizelos aux environs de La Canée.

Au cours de ma récente escale, j'ai traversé l'île de part en part, de Candie à Phoestos. Les campagnes, bien cultivées, sont plantées en vigne et seigle. Les villages, bâtis sur les hauteurs, ressemblent par leur pittoresque à nos villages de Provence ou à ceux du Piémont. La route, qui est bonne, contourne le mont Ida et, après un col mal dégagé et des séries de vallonnements, redescend sur la plaine large et fertile de la Messara, où les villages se multiplient, de préférence aux flancs des coteaux qui la bordent.

C'était jour de marché à Mirès, qui est un gros bourg assez populeux. Notre automobile ne cessait de dépasser ou de croiser des cortèges de paysans, tous montés à âne, cheval ou mulet, à califourchon ou les jambes pendantes. Pas un piéton. Les vieillards, seuls, sont beaux avec leur courte barbe blanche, leur visage aux traits accentués, leurs yeux perçants et leur foulard roulé autour de la tête en forme de turban. Cette coiffure s'appelle le *sariki*. Les jeunes gens portent des moustaches tombantes et ces hideuses casquettes plates qui tendent à devenir la coiffure universelle. Ils perdent ainsi tout caractère esthétique. Les femmes sont courtes, fortes, trapues, quelques-unes avec de rondes et fraîches figures brunes assez avenantes.

Mirès était encombré de troupeaux pressés les uns contre les autres, le marché agité et plein de cris, les cafés remplis de sobres consommateurs. Que de voix sonores, que d'orateurs populaires, que de tumulte dans le soleil! Et déjà, hélas! des autobus hideux et pleins de poussière, quand il y avait tant d'ânes!

Il faut traverser l'Ieropotamos. Sur le bord du fleuve était Gortyne, la romaine, l'ancienne Electra grecque. Il n'en

reste plus que les ruines d'une basilique. Puis nous quittons la voiture et nous montons à Phoestos par un sentier charmant dont le dernier lacet est en corniche au-dessus de la vallée et de la mer. Il y a là une petite habitation délicieuse, bâtie par les archéologues italiens chargés des fouilles. Ces fouilles permettent d'identifier les monuments détruits de trois âges superposés. Mais le palais de Minos est difficile à déchiffrer. J'avoue avoir été plus sensible, à Phœstos, à la pureté de l'air et à la splendeur du site vu des terrasses supérieures. Le ciel était ineffable, et la mer, encastrée entre les collines, pareille à un volumineux saphir, tandis que la plaine de la Messara étalait avec complaisance la promesse des récoltes futures et que les contreforts de l'Ida offraient le spectacle rafraîchissant de leurs petits névés qui constrastaient avec le jardin en fleurs.

Dans le plaisir de cette trop courte escale, il me fut agréable de savoir que la France avait laissé en Crète tant de souvenirs et de m'en être aperçu à mille signes bienveillants parce que les officiers de nos missions en Grèce et les troupes de notre dernière occupation ont renouvelé sans combat la généreuse et déjà lointaine intervention du duc de Beaufort et de ses compagnons d'armes.

•

II. — RHODES

I. — L'essor de Rhodes.

Cette île merveilleuse, la plus grande des Sporades, a reçu de l'antiquité toute une litanie de surnoms destinés à symboliser ses merveilles. Tour à tour elle fut appelée : *Héliousa*, l'amie du soleil ; *Aethrea*, l'aérienne ; *Astœria*, du nom de la fille de Céos, un des Titans et de Phœbus ; *Telchinis*, l'enchanteresse ; *Macaria*, la bienheureuse ; *Corymbia*, l'île aux couronnes de lierre, à cause du triomphe de ses athlètes ; *Paessa*, l'île de Pan à qui un temple était élevé. Une ombre pourtant obscurcit ces louanges, car elle fut aussi nommé *Ophiousa*, l'île des serpents, dont elle était infestée. Mais le nom qui prévalut est le plus beau de tous, *Rhodos*, qui signifie Rose et qui n'est

peut-être que la terminaison de laurier-rose. L'île était en effet couverte de laurier-roses et le laurier est l'arbre d'Apollon dont Rhodes fut le lieu favori et le séjour de sa nymphe préférée, Rhodon.

J'ai résolument négligé les souvenirs antiques pour retrouver dans ces îles méditerranéennes les souvenirs français. Comme Barrès à Sparte cherchait, au lieu de Léonidas et des héros grecs, les restes de cette *domination franque dans les provinces de l'empire grec* que lui avait désigné Buchon, cet érudit beaucoup trop oublié, j'ai recueilli sur place l'extraordinaire épopée des Hospitaliers de Rhodes, dont les grands maîtres les plus illustres furent de France. Plus que les Grecs, malgré le témoignage de quelques splendides morceaux de sculpture au musée : cette stèle mortuaire qui réunit la mère et la fille avec un si beau geste déférent de celle-ci qui s'incline, la fameuse Vénus qui sort des eaux et tord ses cheveux d'une main un peu épaisse, mais la pose est si charmante ! et ce torse émouvant de femme drapée, et cette déesse marine effilée et élégante, et ce visage de femme pudique et noble qui serait un prodige sans la cassure du nez !... — plus que les Romains qui, multipliant les amphores de vin et d'huile, développèrent le commerce et la richesse de l'île ; plus que la décadence byzantine qui n'éleva guère que de chétives églises à coupoles, dont la plupart sont à demi effondrées et n'offrent plus que de rares mosaïques intéressantes, les Chevaliers de l'Hôpital, dont la domination dura plus de deux siècles, ont laissé à Rhodes leur empreinte, aussi forte que celle des Croisés qui bâtirent, le long de la côte, les châteaux de Syrie, le Kalaat-el-Homs ou Krach des Chevaliers, toujours intact, le Markab et Tortose et Beaufort, formidable ligne de défense pour protéger l'Europe contre les dangers de l'Asie. Du jour où ils durent évacuer l'île, après un siège que je rappellerai, ce fut pire que du temps de Byzance. Les Turcs se contentèrent de transformer les églises en mosquées et Rhodes somnola, devenue un lieu de relégation pour les vizirs et les pachas qui avaient déplu. Or, le 4 mai 1912, pendant la guerre italo-turque en Tripolitaine, l'Italie occupa l'île tranquillement. Cette possession de fait fut transformée en possession de droit par le traité de Lausanne, en 1923.

Il faut reconnaître que la domination italienne a réveillé l'île endormie. J'évoque avec joie mon débarquement. De la mer, déjà, au lever du jour, mon hublot ouvert m'avait livré le spectacle viril du fort Saint-Nicolas, des tours et des remparts qui reportent sans retard le voyageur aux siècles révolus des luttes des Hospitaliers contre les Turcs. La ville ancienne a été respectée, à la manière de Lyautey qui bâtit les villes nouvelles du Maroc en dehors des cités marocaines, gardées dans leur pittoresque et leurs mœurs. Comme elle illustre le passé, cette ville ancienne ! Rhodes est si près des côtes d'Anatolie que la mer, devant elle, fait l'effet d'un grand lac bleu. Rhodes était donc le bastion de l'Occident contre les incursions et les invasions du Levant. Ainsi les chevaliers l'avaient-ils fortifiée : trois lignes successives de remparts, parfois quatre, avec des douves, des murailles si épaisses que deux ou trois chars y pourraient passer de front. A l'intérieur même, les maisons, défendues par leurs hauts murs, pouvaient tenir encore contre les assiégeants, comme des îlots quand les vagues ont recouvert la plaine. Au bas de ces remparts, dans les herbes et dans les bois gisent les tombes innombrables des soldats musulmans qui furent tués et ensevelis sur place : on en pourrait compter des milliers et des milliers. Elles achèvent de donner au paysage un air tragique.

La rue des Chevaliers, où l'on accède par la porte d'Amboise, était l'âme de la cité. Elle est restée intacte avec ses auberges d'Angleterre, de France, de Provence, d'Italie, et qui ne désignaient pas des hôtelleries, mais les commanderies, diverses et divisées en nations, des Hospitaliers. Celle d'Italie conduit par un escalier sur une terrasse d'où l'on découvre mieux la ville. Celle de France, marquée sur la façade des fleurs de lys, est la plus vaste et la plus belle, comme il convenait, puisque la France fut la grande pourvoyeuse de chevaliers. Elle a été achetée, en 1913, par notre ambassadeur à Constantinople, M. Bompard, qui en fit cadeau à l'État français. Au lieu d'y installer notre consulat, ce qui s'imposait et nous reliait à un passé magnifique, l'État l'a louée aux Messageries Maritimes. Ainsi le Quai d'Orsay est-il parfois déconcertant.

L'hôpital lui-même ressemble à une forteresse. Soliman, quand il fut maître de l'île, en fit une caserne. Aujourd'hui,

c'est un musée arrangé avec goût et d'où l'on gagne des terrasses charmantes, avec des jardins fleuris et des orangers dont l'air est tout parfumé. Les murs sont tapissés de clématites et de volubilis. Un paon gagne la terrasse supérieure et, sans en être prié, fait la roue pour achever ce décor de Renaissance.

Le quartier turc, le quartier juif avec leurs ruelles mystérieuses, leurs entrées clandestines, leurs bazars sont restés à peu près tels qu'ils étaient autrefois, sauf, peut-être, que l'influence italienne, ou plutôt mussolinienne, y introduit plus de propreté et d'ordre. Et même cette immobilité séculaire de l'habitation, des costumes, des habitudes, dans son pittoresque fixé, a quelque chose de troublant : on ne sait plus si l'on vit dans le passé ou dans le présent. L'île compte aujourd'hui 45 000 habitants dont 25 000 Grecs, 5 000 Musulmans, 5 000 Israélites et 12 000 Italiens. Ceux-ci ont édifié une ville nouvelle, qui est aimable et entourée de jardins. Un chemin de circonvallation, par intervalles en corniche au-dessus de la mer, permet d'en faire le tour en longeant des champs d'anémones roses et blanches. Les innombrables villas se plongent ainsi dans la campagne, comme un troupeau dans l'herbe de la grasse Normandie.

Oui, vraiment, les nouveaux possesseurs de l'île ont bien travaillé. De belles routes la traversent. J'ai pris celle qui conduit au mont Philerme, à travers des floraisons de marguerites. Le sommet de la colline porte le sanctuaire de Notre-Dame-des-Grâces, que les Hospitaliers avaient entouré d'un cloître : c'était une vierge byzantine miraculeuse très ancienne, qui fut emportée à Malte ; puis, de Malte, on l'enleva pour la déposer en Russie. On ne sait ce qu'elle est devenue. L'image vénérée à Rhodes n'est qu'une copie. Du sanctuaire, une allée de cyprès, bordée d'un chemin de croix, aboutit à un immense crucifix de pierre, creusé à l'intérieur. De là le regard embrasse l'île presque entière. Des mamelons incultes défendaient Rhodes, dont la position était en effet inexpugnable par terre, en raison de l'étroitesse et de l'abrupte sévérité de la langue de terrain. Au delà s'étendent, au contraire, des vallées bien cultivées qui promettent la fertilité.

Lindos, au sud de l'île, à plus de cent kilomètres de Rhodes,

est relié par une route qui passe sur un haut plateau et dont la descente, par des virages assez impressionnants, offre des visions d'un changeant pittoresque. Son château fort, dressé sur une roche pareille à l'Acropole d'Athènes, est à lui seul toute une révélation du passé. Le présent est tout autre. Lindos s'équipe pour devenir une base navale comme Rhodes. L'île tout entière devient un bastion italien dans la Méditerranée, comme Malte et Chypre sont des bastions anglais. La rivalité des deux nations s'accuse dans ces eaux où jadis les flottes de France faisaient avec tant d'éclat la guerre aux pirates barbaresques et aux vaisseaux turcs. Les désastres d'Aboukir et de Trafalgar n'ont pas été suffisamment réparés quand notre domaine colonial de l'Afrique du Nord exigerait une garde attentive et la sécurité des transports.

Les officiers que je croise dans Rhodes ont cet air de fierté presque arrogante qui leur vient de l'imitation naturelle du Duce. L'uniforme des soldats est neuf et soigné. Au coucher du soleil, quand, au palais du gouverneur, sur un coup de canon, le pavillon est amené, une compagnie rend les honneurs et les clairons sonnent aux champs. Aussitôt la circulation s'arrête, chacun se fixe et salue. C'est une ville militaire, ordonnée et tenue à merveille. Et c'est aussi une villégiature proposée par le tourisme avec intelligence et efficacité. Le climat est salubre, le beau temps habituel, la plage délicieuse. Les fleurs, roses, hibiscus, lauriers-roses, bougainvillées, cyclamens abondent, et de même les fruits, oranges de Malona qui rivalisent avec celles de Jaffa, raisins, bananes, dattes, etc... Le principal hôtel ne porte-t-il pas le nom d'auberge des Roses? Par surcroît, la vie est à bon compte : des pensions confortables de 30 à 40 lires sont faites pour attirer le touriste, et un service d'avions relie en quelques heures Brindisi à Rhodes à des prix surprenants. Notre hôtellerie et nos services ne pourraient-ils donc pas mieux aménager notre France si diverse pour séduire le voyageur étranger? Que de fois j'ai eu l'occasion de comparer avec mélancolie notre apathie, notre indolence avec l'ingéniosité active de tant d'autres nations !

Le palais du gouverneur, d'un gothique neuf, s'étale le long de la mer en attendant qu'on achève de reconstruire

pour lui, au haut de la rue des Chevaliers, proche la porte d'Amboise, l'ancien palais de Pierre d'Aubusson, le plus fameux des grands maîtres des Hospitaliers, qui servit longtemps de prison et qui tombait en ruines. Et même je me méfie de cette restauration à la Viollet-le-Duc, qui risque d'introduire une note disparate au cœur de la vieille cité. J'ai rendu visite au gouverneur, le comte de Vecchi di Val Cismon, qui est un des grands personnages du régime fasciste. Ses états de service sont éblouissants : pendant la guerre, six médailles de la Valeur militaire, une blessure pour la Cause nationale, à Casal, le 6 mars 1921. Fondateur du mouvement fasciste en Piémont — non sans difficulté, car le Piémont résistait à l'enthousiasme général — président des Congrès fascistes à cinq reprises, commissaire général de la *Milizia Volontaria Sicurezza Nazionale*, il est un des *Quadrumvirs*. Après la marche sur Rome, quand Mussolini fut appelé au pouvoir, il fut de ceux qui lui conseillèrent de garder la royauté, symbole de l'unité italienne et de son avenir.

Député au Parlement, plusieurs fois sous-secrétaire d'Etat, gouverneur de la Somalie en 1925 (il dirigea et exécuta les opérations de conquête des Sultanats de Obbia et des Migiurlini), sénateur, tour à tour ministre d'État, ambassadeur d'Italie au Vatican, ministre de l'Éducation nationale, il fut nommé, le 22 novembre 1936, gouverneur des possessions italiennes de l'Egée. Ajoutez qu'il est membre de l'Académie royale de Turin et président de la Junte centrale des Études historiques.

Le comte de Vecchi porte la cinquantaine avec cette aisance qu'une certaine corpulence ne semble pas diminuer. Il a cette affabilité italienne qui est néanmoins toujours en éveil et ne se laissera jamais surprendre par l'interlocuteur. Si je lui parle, avec un certain orgueil, des grands maîtres français des Hospitaliers, il me riposte, avec un sourire, par l'éloge de Fabrizio del Carretto, qui ne fut tout de même que le second de Pierre d'Aubusson, et par le rappel de quelques ingénieurs militaires, comme Gerolamo Bartolucci, les frères della Scola, qui refirent les murs de Rhodes. Mais, pour me séduire, il ajoute que ce del Carretto était Piémontais, et il rend hommage à ma Savoie natale. Lui-même est d'origine pié-

montaise. Ainsi le voisinage nous doit-il réunir. Et comme il est fier de l'œuvre accomplie à Rhodes par ses prédécesseurs et par lui-même ! Comme le maréchal Balbo en Tripolitaine, il travaille pour la plus grande Italie. Je sais que son influence est grande auprès du Roi comme auprès du Duce et que de larges crédits lui sont ouverts. Il veut accomplir de grandes choses et il ne s'en cache pas. De grandes choses : l'aménagement du port pour les escadres méditerranéennes, l'accroissement de la culture et de la production, l'attirance des touristes aux devises étrangères. Mais il ne me dira pas que l'enseignement du français a été supprimé dans l'île et que les rares Français qui y restent encore sont instamment priés de demander la naturalisation italienne ou de s'en aller. L'Italie veut être ici dominatrice.

Elle ne l'a pas toujours été. Et voici que m'apparaît sur les remparts la multitude des Chevaliers français qui ont fait l'honneur et la gloire de Rhodes.

II. — Les Hospitaliers à Rhodes.

L'ordre des Hospitaliers avait été fondé, vers le milieu du XIe siècle, par de pieux marchands d'Amalfi qui obtinrent du sultan d'Égypte, alors maître de Jérusalem, l'autorisation de construire, à l'intérieur de la ville, une église et un hospice à l'abri des murailles pour y recevoir les pèlerins. Mais l'invasion des Turcomans valut bien des déboires aux pèlerins et à leurs hôtes. Puis, les Croisés s'emparèrent de Jérusalem. L'hôpital Saint-Jean était alors confié à la direction de Gérard Tunc, de Martigues-en-Provence, surnommé le Père des Pauvres ; il fut d'un grand secours aux malades et aux blessés. Godefroy de Bouillon, reconnaissant, lui accorda toutes sortes de faveurs. Gérard demanda alors au pape de donner à son ordre une institution légale. Ainsi les statuts imposèrent-ils le triple vœu de chasteté, de pauvreté et d'obéissance et adoptèrent pour l'ordre, avec le titre de serviteurs des pauvres, un manteau noir à capuchon, orné sur la poitrine d'une croix blanche. Mais il ne suffit pas de soigner et héberger les pauvres pèlerins. Bientôt, il fallut les défendre. L'ordre devint militaire. Il fournit aux Croisés ses meilleurs

chevaliers et ses troupes les plus disciplinées. Il fut de toutes les batailles.

Comment le royaume de Jérusalem, fondé, en 1099, par ce grand chevalier franc, Godefroy de Bouillon, ne dura-t-il qu'un siècle? Au nord de la Mer Morte, j'ai vu les ruines du Karak, la Pierre du Désert. C'était le château qui commandait la route d'Égypte. De là, Renaud de Châtillon, ce gentilhomme champenois, venu en Orient avec la Croisade de Louis VII et devenu prince d'Antioche, c'est-à-dire le premier après le roi de Jérusalem, par le caprice de la veuve de Raymond d'Aquitaine, guettait les riches caravanes et les pillait malgré les armistices et les trèves. Mais un jour, il fit prisonnière la sœur du sultan Soliman, lequel jura de se venger et ce fut la perte du royaume. Un petit gentilhomme qui ne sait pas gouverner sa principauté, ni observer les traités, un commandant de compagnie qui n'est pas apte à changer de grade et à devenir général et à la tête d'une armée reste chef de bande, cela suffit à ruiner l'œuvre prodigieuse des Croisés en Terre Sainte. Quelle illustration de *l'Étape!*

Je devais, au cours de ce même voyage, retrouver le souvenir de Renaud de Châtillon sur les collines qui dominent Nazareth, les Cornes d'Hattin. Saladin avait donc résolu d'en finir. Au printemps de 1187, il attaqua le royaume avec toutes ses forces sur le territoire de Tibériade. Le nouveau roi de Jérusalem, Guy de Lusignan, convoqua toute l'armée. Tibériade perdue, les Croisés tinrent un conseil de guerre aux fontaines de Séphorie; le comte Raymond de Tripoli conseilla de temporiser. Mais Renaud, appuyé par le grand maître du Temple, l'insulta. On décida la marche en avant sous un soleil de feu. Le lendemain, après une journée de lourde chaleur, les Croisés, déjà fatigués, attaquèrent le camp de Saladin, à Hattin, le samedi 4 juillet 1187. Saladin avait mis le feu aux herbes desséchées, en sorte que l'atmosphère était brûlante et la soif douloureuse. Sous les charges multipliées de la cavalerie sarrasine, les Croisés résistèrent avec une incroyable énergie. Mais le comte de Tripoli, qu'on n'avait pas écouté, s'en alla avec ses troupes, et Saladin donna l'ordre de le laisser passer. Les Musulmans s'étant emparés de la vraie Croix, les derniers Croisés, à leur tour, chargèrent. Leur

courage fut inutile et les principaux chefs furent faits prisonniers ; le roi, le grand maître des Templiers et celui des Hospitaliers, enfin le fameux Renaud qui avait entraîné toute l'armée. C'était la plus grande défaite de la Chrétienté : le royaume de Jérusalem, créé par la sagesse, l'intelligence, le haut commandement et la force politique de Godefroy de Bouillon, allait accomplir ses destinées. Saladin, passant la revue des captifs, exhala sa colère contre Renaud, mais offrit à Guy de Lusignan, qui mourait de soif, un sorbet d'eau de rose rafraîchie avec de la neige. Le roi, sans doute pour le sauver, — car il connaissait la coutume musulmane de l'hospitalité sacrée, — tendit la coupe à Renaud qui, d'un trait, la vida. Saladin, irrité, lui dit : « Tu ne m'as pas demandé la permission de donner à boire à ce maudit, je ne suis donc pas tenu de l'épargner. » Et après avoir proposé l'abjuration à Renaud, qui refusa, il le tua d'un coup de dague. La tête sanglante fut promenée dans la ville et les châteaux de Syrie et d'Egypte. A cent ans de distance, la fondation et la perte du royaume de Jérusalem s'expliquent par la valeur et la faute d'un homme : Godefroy de Bouillon, Renaud de Châtillon, égaux en courage, mais l'un doué de toutes les qualités du chef, et l'autre incapable de se commander à soi-même et de refréner le moindre désir...

Après la défaite d'Hattin et la perte de Jérusalem, les Croisés se sont retirés dans les ports de la côte de Syrie. Successivement Jaffa, Tripoli, l'énorme Markab, qui domine la mer, sont perdus. Reste Saint-Jean-d'Acre. Mais Saint-Jean-d'Acre est la forteresse la mieux défendue, la mieux armée. Le sultan n'ose encore se mesurer avec la vieille citadelle qui abrite le luxe le plus insolent, tous les marchands de Venise et de Gênes, les princes les plus magnifiques, le roi de Chypre, les princes de Galilée et d'Antioche, le comte de Tripoli, les seigneurs de Tyr et de Sidon, les maîtres du Temple, de l'Hôpital et de l'Ordre teutonique et, par surcroît, les fêtes, les tournois et aussi les discordes, les querelles et tous les vices. Car Saint-Jean-d'Acre est défendu par des portes flanquées de tours, des blocs de pierre, des murailles si épaisses que deux chariots peuvent s'y croiser, une garnison nombreuse et entraînée, sans compter l'assistance de la mer

qui permet de la secourir et ravitailler. Un incident privé déchaîne la tempête qui, dès longtemps, gronde et menace. « Un riche bourgeois de la ville surprend sa femme en partie de débauche avec un Musulman, rapporte l'auteur arabe Mohi-ed-Sin, dans un jardin hors la ville. Il les poignarde tous deux, puis, ivre de sang, se précipite sur tous les Musulmans qu'il rencontre et en tue plusieurs. » Cette exagération de vengeance conjugale fournit au sultan un prétexte pour rompre la trêve conclue et la guerre sainte est proclamée.

La ville comptait 14 000 soldats, dont 800 chevaliers. L'armée de Malek-el-Ashraf, devant Acre, ce mois de mars 1191, était la plus formidable que les Musulmans aient rassemblée : 60 000 cavaliers, 160 000 hommes de pied, 92 catapultes, dont quelques-uns lançaient des rochers d'un quintal. Cependant le courage des Francs était tel qu'ils ne s'effrayèrent pas d'une telle disproportion. Bien plus, ils ne cessèrent pas de se disputer à l'intérieur. Peu à peu, l'étreinte se resserre. Deux fois les Turcs, qui pouvaient se croire maîtres de la ville, sont encore repoussés par l'intervention d'un extraordinaire capitaine, Mathieu de Clermont, maréchal des Hospitaliers. Quand une porte ou une tour est en péril, il arrive, et l'effroi qu'il inspire est tel que l'ennemi s'enfuit. Mais les troupes écrasées sont remplacées sans cesse par des troupes fraîches. La ville est forcée, comme un cerf aux abois. Presque tous les chevaliers, Hospitaliers, Templiers, Teutoniques, sont morts. Mathieu de Clermont, qui sans cesse remonte et redescend le courant, multipliant sa bravoure contagieuse, finit, l'invincible, par être tué près de la rue des Gênois. La panique précipite les fuyards vers le port pour gagner les bateaux. A cause de l'état de la mer, six seulement peuvent appareiller, mais l'un ou l'autre chavirent avant de prendre le large. Le roi de Chypre peut s'embarquer. Roger de Flor, qui deviendra le chef des routiers catalans, prend la nef *le Faucon* : « Il s'était bien battu, dit Schlumberger, l'historien de *Saint-Jean-d'Acre*, mais il extorqua aux dames à son bord une fortune et, pour ce hideux chantage, fut chassé de l'ordre du Temple. » Ainsi quelques centaines de privilégiés, femmes, enfants et même combattants, gagnèrent-ils l'Arménie, Chypre

ou l'Italie. Tous ceux qui restaient furent massacrés ou réduits en esclavage. Les Dominicains moururent en chantant le *Salve Regina*. Le nombre des captives faites à Saint-Jean-d'Acre fut si grand qu'on les vendait couramment une drachme pièce sur le marché aux esclaves.

Cependant les grands ordres luttaient encore dans le sac de la ville, comme des ilôts que le flot ne peut submerger. Leurs forteresses, où s'étaient réfugiés un certain nombre d'habitants, tenaient toujours le soir du 19 mai. Le grand maître du Temple ayant tenté de négocier, le sultan promit la vie sauve, mais ses soldats brutalisèrent les premières femmes qui voulurent sortir. Les derniers assiégés massacrèrent ces forcenés, et la lutte recommença. Il n'y eut là ni vainqueurs, ni vaincus : le château même s'écroula sur les assiégeants.

Ainsi finit Saint-Jean-d'Acre, dernier reste du royaume de Jérusalem, dont la chute consterna l'Occident et qui avait coûté 60 000 morts aux Sarrasins. L'Occident ne l'avait pas secouru, pas plus qu'il ne secourra, nous le verrons, les Hospitaliers dans Rhodes, — ni Byzance assiégée. C'est l'éternelle histoire de notre Europe désunie, acharnée à se détruire elle-même. Car tout recommence et les poisons d'Asie continuent de s'infiltrer chez nous. De même, au récit de ces massacres qui suivent le sac d'une ville, n'essayons pas d'opposer notre civilisation. Les Turcs ont, tout récemment encore, massacré nos petites garnisons françaises d'Ourfa et de Bozanti, en 1920, après leur avoir promis les honneurs de la guerre. Ce qui s'est passé en Russie, ce qui se passe en Espagne, sans oublier notre Révolution avec ses tueries de la Conciergerie et des Carmes, avec sa guillotine et ses noyades, ne nous permet pas de vanter notre progrès : la bête humaine est bientôt déchaînée quand se perdent ou s'altèrent l'autorité, la hiérarchie, la morale, la religion.

Les remparts de Saint-Jean-d'Acre sont sa véritable poésie, comme le sont pour Rhodes ses remparts : massifs et rougeâtres, cuits au soleil et au feu des batailles, jonchés, quand je les vis, de marguerites jaunes et de coquelicots, ils sont tout chargés d'histoire ; or l'histoire de Rhodes se relie directement à la chute de Saint-Jean-d'Acre, car c'est à Rhodes que l'ordre des Hospitaliers, chassé de Palestine et de Syrie,

vint s'installer pour deux siècles. « C'est de lui, dit l'historien grec Béliotti, que Rhodes reçut une vie nouvelle, par lui qu'elle redevint un état libre et florissant, entouré d'une ceinture de travaux gigantesques encore debout, tout aussi bien que la plupart des édifices qu'ils protègent : monuments impérissables du génie, de la force et de l'héroïsme. »

Que va devenir l'ordre des Hospitaliers après le départ de Terre Sainte et la reprise de l'Orient par le Croissant? Il est resté puissant, avec ses commanderies dans toutes les nations d'Europe où il se recrute, et surtout en France. Un temps, il reçoit l'hospitalité, d'ailleurs restreinte et coûteuse, de la dynastie des Lusignan à Chypre. Il a hâte de reprendre sa liberté, d'être chez lui. Son grand maître, Foulques de Villaret, vise l'île de Rhodes qui, nominalement, appartient à l'empire de Byzance, mais qui, de fait, n'est qu'un repaire de corsaires sarrasins. La fleur de la Chevalerie, en France, en Italie, en Allemagne, s'enrôle pour venir à son aide et prendre part à l'expédition. Le petit corps expéditionnaire, commandé par Villaret, débarque dans l'île, bat les Sarrasins et les Grecs réunis et met le siège sur la ville. Le 15 août 1309, il s'en empare. Un chroniqueur rapporte que, pour s'en emparer, les Chevaliers empruntèrent à *l'Odyssée* le stratagème d'Ulysse utilisant les moutons du Cyclope. Le vieil Homère fut de la victoire. « S'étant couverts de peaux de moutons, ils se mêlèrent, par une soirée sombre et pluvieuse, aux troupeaux que des pâtres faisaient rentrer dans la ville. Conduits en toute sécurité jusqu'à la porte, ils se redressent, massacrent les gardes, font face aux soldats accourus aux cris des sentinelles, et donnent aux leurs le temps d'arriver et de pénétrer dans la ville qui ne se rendit à discrétion qu'après un combat sanglant. »

Voilà donc l'ordre des Hospitaliers maître de Rhodes, qu'il va administrer et garder deux siècles. Très vite, avec la sécurité et la discipline, il y ramène la prospérité. Mais il aura sans cesse à lutter contre la menace sarrasine. Rhodes devient le boulevard de la Chrétienté contre les Turcs. Nul doute qu'elle ait retardé la chute de Byzance. *Cruce, Ense et Aratro*, par la Croix, l'Epée et la Charrue, les Hospitaliers accomplirent leur œuvre religieuse, militaire et agricole.

Avec tous ses beaux surnoms, l'île méritait-elle celui de *l'Ophiousa*, l'île des serpents? Elle en fut débarrassée et l'histoire du dragon qui la désolait, plus ou moins authentique, plus ou moins légendaire, en est le symbole. Des fresques, des tapisseries l'ont reproduite, sinon authentifiée. Hélion de Villeneuve avait succédé à Foulques de Villaret, dépossédé à la suite de scandales financiers, à la tête de l'Ordre. On lui signala l'existence du monstre qui infestait la campagne. « Ce monstre, rapporte la chronique, avait la forme d'un crocodile énorme, assez semblable à ces gros lézards que l'on voit aujourd'hui, en été, sur tous les vieux murs à Rhodes; mais outre les quatre pattes armées de puissantes griffes, il avait aussi deux petites ailes qui, soulevant son corps, accéléraient sa course plus rapide que celle du meilleur cheval; il avait la tête longue et plate, surmontée d'oreilles de mulet, la gueule profondément fendue, armée d'une double rangée de dents aiguës, les yeux de feu, le corps de la taille d'un cheval de moyenne force, d'une teinte gris de fer, et recouvert d'épaisses écailles, tandis que le ventre était nu et verdâtre. » C'est à peu près le dragon écrasé par Saint-Michel. Ou encore la tarasque de Tarascon.

Il dévastait la région, dévorant moutons, vaches, chevaux, et jusqu'aux pâtres. Les Chevaliers qui avaient tenté de le combattre avaient péri. Ses écailles le protégeaient contre le fer. Le grand maître de l'Ordre interdit, sous la peine la plus sévère, de s'attaquer à lui. Un de ses plus jeunes chevaliers, Dieudonné de Gozon, d'une famille languedocienne, résolut alors de désobéir et de débarrasser l'île. Il approcha le dragon, mais en se mettant à l'abri, afin de prendre exactement sa forme et ses proportions. Puis, il demanda un congé assez long, se retira dans le château de sa famille et fit construire sur les données qu'il rapportait un mannequin articulé, en tout semblable au monstre. Le point faible ne pouvait être que le ventre non protégé par les écailles. Il dressa deux dogues énormes à saisir l'appareil à cet endroit et il accoutuma son cheval à la présence de l'étrange mécanique. Après quoi, il retourna à Rhodes, et, sans faire part de son projet à personne, après une prière à l'église Saint-Étienne, il monte à cheval, siffle ses chiens et le voilà parti à la recherche du dragon. Du

premier coup sa lance se brise contre une écaille, et son cheval, malgré les répétitions languedociennes, se cabre et s'épouvante. Il met pied à terre, tire son épée, excite ses dogues. Ceux-ci mordent au ventre la bête formidable et leurs crocs y restent plantés, tandis qu'il plonge son épée dans la gueule béante. Le dragon expirant le renverse et il perd connaissance. Mais il est vainqueur. Ses serviteurs, qui l'ont rejoint, lui baignent d'eau fraîche le visage. Quand il rouvre les yeux, il voit près de lui la bête inanimée. Aussitôt, ses forces lui reviennent, il remonte à cheval et va porter à Rhodes la bonne nouvelle.

Toute la ville l'acclama comme un libérateur. Mais le grand maître, pour avoir donné cet exemple d'indiscipline le fit dépouiller de l'habit de l'Ordre et l'envoya en prison. Il ne tarda pas à le libérer et le prit comme lieutenant dans le gouvernement de l'île, ce qui le désignait pour sa succession dans la grande maîtrise. Gozon lui succéda en effet, non sans une certaine brutalité. Comme les votants hésitaient entre plusieurs candidats, il s'avança dans la salle pour déclarer que nul n'était plus digne que lui-même. C'était vrai, les plus jeunes acclamèrent son audace, et il fut nommé.

Il paraît que la tête du monstre « fut détachée du corps et clouée sur la porte d'Amboise où elle resta jusqu'en 1857 ; alors, comme elle tombait en poussière, elle fut jetée par les ouvriers chargés de réparer le château ». Quel dommage qu'elle ne figure pas dans un musée d'histoire naturelle !

L'histoire des Hospitaliers à Rhodes est à la fois compliquée et simple : compliquée à cause de l'enchevêtrement des faits, et simple à cause de leur répétition. Car ce sont les mêmes luttes contre les incursions du dehors — les sultans ayant juré la perte de l'Ordre, qui est leur grand adversaire, et la reprise de l'île — et contre les excès du dedans, la puissance et la prospérité amenant peu à peu leur cortège habituel de vices et d'abus. La peste, au xve siècle, sous la maîtrise de Jacques de Milly, ravage l'île. Jacques de Milly secourt tous les malheureux, prend des mesures énergiques pour atteindre la source du mal, et profite même du mal pour essayer de purifier l'atmosphère morale elle-même corrompue. Ainsi entreprend-il de chasser de Rhodes toutes les courti-

sanes. Mais, ajoute un ancien chroniqueur, « mû par de bonnes raisons, il changea d'avis et se contenta de les resserrer en quartier ».

III. — Pierre d'Aubusson.

Deux épisodes, cependant, se détachent en clarté de cette histoire de Rhodes, et ce sont les deux grands sièges menés par Mahomed et par Soliman, le premier en 1480, qui dut être levé après la défaite des Turcs, et le second, en 1521, qui fut la perte de l'île, mais non celle des Hospitaliers qui, après avoir été les Chevaliers de Rhodes, devaient être, plus tard, les Chevaliers de Malte.

Lors du premier, Pierre d'Aubusson, d'une grande famille d'Auvergne, était grand maître de l'Ordre. Déjà, il était célèbre dans les travaux de fortifications : c'est lui qui avait mis en état de défense la série des châteaux de l'île, avec ordre aux paysans de s'y réfugier dès l'approche des Turcs ; lui qui, le long des côtes, avait bâti des tours pour l'échange des signaux. Ainsi avait-il été le meilleur collaborateur du grand maître précédent et connaissait-il le fort et le faible de tous les ouvrages. Il sut emmagasiner à temps les vivres et les munitions, rassembler tous ses chevaliers épars, obtenir des subsides du pape et du roi de France, qui était alors un grand politique, Louis XI. En vain essaya-t-il de s'allier à Venise. Le doge voulut mener sa guerre à part. Ce manque d'entente entre les princes chrétiens devait en toute occasion favoriser les Infidèles, et la leçon de Jérusalem et aussi de Byzance qui venait de tomber, ne servait à rien. Faut-il croire que de tout temps les chefs de gouvernement ont été rebelles à la compréhension de l'histoire, qui ne cesse de montrer que les mêmes causes produisent infailliblement les mêmes effets ?

Le 23 mai 1480, la flotte turque apparut en vue de l'île : 160 gros navires, outre les bateaux de transport, pour une armée de 100 000 hommes commandée par Messib Pacha. Le débarquement ne s'opéra pas sans peine, mais l'île avait des points vulnérables. Rhodes fut bientôt cernée par mer et par terre. Le grand maître gardait son calme imperturbable. La barrière humaine qui défendait Rhodes valait sa barrière de pierres.

Cependant l'occupation de certains points stratégiques démontrait une connaissance de l'île qui ne laissait pas de l'inquiéter. Comment l'ennemi était-il si bien renseigné? Une batterie de gros calibre était installée par les Turcs sur les ruines de l'oratoire Saint-Antoine et ouvrit le feu sur le fort Saint-Nicolas, clé de la cité. Expert en artillerie, Pierre d'Aubusson riposta par une contre-batterie qui, du jardin d'Auvergne, prenait de flanc les tireurs turcs. En sorte que le siège n'avançait pas.

Ici, se place un épisode rapporté par un des chroniqueurs de la guerre. Un déserteur se présente devant les fossés en suppliant. Le grand maître ordonne de l'introduire et de le lui amener. C'est un homme de haute taille, de belle mine, qui avoue son apostasie et demande à rentrer dans l'Église. On reconnaît en lui un Allemand, du nom de Georges Frapmann, plus connu sous le nom de maître Georges; c'est lui qui a conseillé les Turcs et leur a désigné les emplacements favorables. Le premier, il s'accuse, il veut expier. « Interrogé par le grand-maître sur les forces et les moyens de l'ennemi, le fourbe montre à d'Aubusson la puissante flotte qui entoure la ville; il lui affirme que l'armée compte plus de 100 000 hommes, pour la plupart anciens soldats aguerris. Il parle avec plus d'ardeur de ces canons formidables, sa création, des boulets énormes qu'ils lancent, de l'habileté des canonniers qu'il a dressés; et comme il surprend sans doute quelque méfiance dans le regard du grand maître, il ajoute des avis importants et des conseils pour la défense, conseils et avis dont les événements prouvèrent l'efficacité. » Le Conseil croit à la sincérité de l'Allemand. Seul, le grand maître continue de douter de lui et ordonne en secret de le surveiller. Une flèche lancée dans la ville ne contenait-elle pas ce billet : « Méfiez-vous de maître Georges »?

Les canons turcs continuent de battre le fort Saint-Nicolas. Les visiteurs de Rhodes sont encore surpris du poids et du volume des boulets en grès qui furent alors lancés. Tout un pan de muraille s'écroule, la brèche est ouverte. Elle est aussitôt réparée, sous le feu de l'ennemi, par le commandeur Fabrice Carretto, le meilleur lieutenant du grand maître, qui, de sa personne, défend le fort menacé. Le 9 juin, l'assaut est

donné. D'Aubusson commande la résistance. Son armure est faussée, son casque est abattu. Il prend celui d'un mort. Carretto, tremblant pour son chef, le conjure de se retirer. « Le poste d'honneur appartient au chef », répond le grand maître. Et il ajoute en souriant : « Si je suis tué, il y a plus à espérer pour vous qu'à craindre pour moi. » C'est une promesse d'avancement, et l'autre proteste. Les Turcs finalement sont repoussés. Ils ont laissé au pied du fort plus de 700 cadavres et demandent une trève pour les ensevelir.

Messib Pacha renonce au fort Saint-Nicolas. Il tente d'ouvrir une autre brèche dans le quartier juif, par le faubourg Saint-Georges. Les murailles s'écroulent, mais, ô surprise ! d'Aubusson, qui l'a prévu, a fait raser le quartier et édifier avec les matériaux une autre muraille intérieure par les paysans réfugiés dans la ville et devenus d'excellents terrassiers. Décidément l'Allemand avait raison. La clé de la ville, c'est le fort Saint-Nicolas, et le commandant turc recommence à le bombarder pour y donner l'assaut. Il veut aussi l'attaquer par mer et construit un pont de bateaux amarrés aux rochers du Lazaret, en face de l'oratoire Saint-Antoine. Un matelot anglais plonge et coupe le câble. Le pont s'en va à la dérive, sous le feu meurtrier des Hospitaliers. Le pacha le fait remorquer par des barques et accoste dans la nuit du 19 juin. L'assaut dura dix heures, les Turcs perdirent 2 500 hommes et durent abandonner leur pont.

Cependant la population de Rhodes murmure. Des rumeurs défaitistes circulent. On ne parle que de reddition. Qui donc sème la panique? Maître Georges Frapmann, convaincu de trahison, est pendu en vue du camp turc. Il a eu le temps de laisser des émissaires chargés d'empoisonner d'Aubusson. L'un d'eux les trahit et les livre. D'Aubusson est en effet l'âme de la résistance. C'est encore lui qui dirigera la défense contre le troisième et dernier assaut, livré le 28 juillet au lever du soleil, par le quartier juif cette fois. Messib Pacha a lancé 40 000 janissaires et spahis en leur accordant le pillage. Déjà ils ont franchi la première enceinte. Le pacha, croyant la victoire certaine, fait alors proclamer que les trésors de l'Ordre appartiennent au sultan. Les assaillants, qui s'étaient munis de sacs pour le butin, ont un instant d'hésitation dont les

Chevaliers profitent pour les culbuter et les refouler aux remparts. Messib fait recevoir les fuyards à coups de cimeterre, il promet à nouveau les richesses de la ville aux vainqueurs. « La cupidité et le nombre, rapporte l'historien, semblent enfin triompher de l'héroïsme ; les Chevaliers commencent à plier ; mais d'Aubusson, atteint de plusieurs blessures, inondé de sang, s'élance au premier rang et s'écrie : « Mourons ici, « mes frères, pour la Foi plutôt que de reculer. » Électrisés par ces mots et par l'exemple héroïque de leur vieux chef, les Chevaliers, par un effort suprême, forcent les Turcs à lâcher pied à leur tour ; le désordre se met dans leurs rangs et une fuite honteuse les ramène dans leur camp... »

3 500 morts, d'innombrables blessés, la perte de plusieurs étendards, parmi lesquels celui du pacha, tel fut le bilan de cette journée pour les Turcs. Le 3 août (1480), Messib Pacha se décida à lever le siège et partit avec sa flotte pour Constantinople. Il avait perdu 9 000 hommes, 15 000 blessés et de nombreux bateaux. Le sultan l'exila à Gallipoli. L'Ordre, de son côté, avait perdu la fleur de sa chevalerie. Le grand maître, mal remis de ses blessures, fit élever une chapelle à Notre-Dame-de-la-Victoire, et, sans retard, prévoyant l'avenir, ordonna de reconstruire les murailles endommagées. Sa renommée s'était répandue dans toute la Chrétienté. Le pape Innocent VIII le nomma cardinal. Charles VIII lui offrit le commandement des armées françaises en Italie. En 1495, le nouveau pape Alexandre VI le voulut comme généralissime d'une ligue contre les Turcs, comme si une ligue était possible en Europe ! Les Alliés, comme toujours, se hâtèrent de se désunir. Pierre d'Aubusson, chargé d'honneurs et de gloire, mourut en 1505 à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Il mérita le surnom de *Bouclier de l'Église*. Ses chevaliers lui érigèrent un magnifique tombeau. Mais il connut la mélancolie d'entrevoir la fin de son œuvre par les divisions de la Chrétienté.

IV. — Philippe Villiers de l'Isle-Adam.

Moins de vingt ans plus tard, Rhodes, en effet, était à nouveau assiégée. Le grand maître était alors Philippe Villiers de l'Isle-Adam, élu, en 1521, à l'âge de cinquante-sept ans.

C'était un homme sage, ferme, obstiné, sans ambition. Il était en France quand le Conseil le choisit, tandis que le prieur de Castille, André del Miral, convoitait la place et fut si déçu qu'il devait plus tard trahir son chef comme l'Allemand Georges avait trahi Pierre d'Aubusson. Les corsaires turcs essayèrent de lui barrer la mer. Il passa et débarqua, le 19 septembre, dans l'île, où sa présence ranima tous les courages. Déjà l'on ne pouvait ignorer les préparatifs de Soliman le Magnifique, qui avait résolu de s'emparer de Rhodes et de détruire les Hospitaliers. Il avait rassemblé 700 navires et son armée atteignit le chiffre de 140 000 hommes, plus 60 000 pionniers. Pierre d'Aubusson n'avait pas en face de lui de pareilles forces. Le nouveau grand maître ne commandait que 600 chevaliers et une milice de 4 500 hommes, plus les commerçants et paysans mobilisés qu'il fallait dresser et dont le nombre ne dépassait pas 1 500. Il était décidé à se défendre jusqu'au bout. En vain demanda-t-il secours à la Chrétienté. Mais il s'approvisionna en grains et en vin à Naples, en Sicile, à Candie d'où son envoyé lui ramena, en outre, 500 recrues déguisés en commerçants et matelots, et surtout le célèbre ingénieur Martinengo qui, dès son arrivée, répara ou exhaussa les remparts, construisit des casemates et perça des passages souterrains pour faire communiquer les postes entre eux.

L'historien turc Ahmed-Hafouz a retracé tout au long les péripéties du siège. Dès le 9 juillet (1521), le blocus avait commencé. Le château de Rhodes était si bien construit que l'artillerie ottomane ne lui occasionnait que des dégâts insignifiants, et de même le fort Saint-Nicolas. Soliman ordonna alors de combler les fossés avec des fascines et de donner l'assaut avec des échelles. Ce fut plus une tuerie qu'une bataille. Ahmed-Hafouz la raconte ainsi avec une piété attendrissante : « Ce n'était pas assez de recevoir les Victorieux (ainsi nomme-t-il ses compatriotes) avec le fer et le feu, les assiégés versaient encore sur eux des chaudières de goudron et de poix bouillants ; les braves soldats de l'Islam tombaient par centaines, et les anges ouvraient pour leurs âmes les portes du Paradis ; car du haut du château on lançait aussi sur les échelles chargées d'hommes d'énormes quartiers de roche et

des monceaux de ferraille. A midi, le nombre des morts était si considérable qu'on dut suspendre le combat ; les cadavres des Musulmans étaient si nombreux qu'on les jetait dans les caissons sans les compter. Mais Dieu tint certainement compte du nombre d'âmes pures qu'il reçut ce jour-là dans son paradis... »

Seulement la flotte égyptienne, le même jour, vint renforcer l'armée de Soliman. Celui-ci tint un conseil de guerre où il fut décidé que l'on creuserait des mines et que l'on élèverait des buttes de terre pour exhausser et protéger les batteries contrebattues par les canons des forts. Villiers de l'Isle-Adam commanda une sortie pour enlever ou enclouer l'artillerie turque : elle fit un grand massacre, mais échoua dans son but. Puis, ce sont de nouveaux assauts qui échouent (5 et 6 septembre), malgré les explosions des mines que Martinengo n'a pas pu toutes éventer. Le 18 septembre, la tuerie recommence selon le récit de l'historien turc : « Les victorieux soldats de l'Islam étaient si nombreux dans les fossés qu'ils ne pouvaient avancer qu'en masses serrées ; cent nouveaux combattants prenaient la place d'un mort et ils furent nombreux ceux dont les âmes montèrent au ciel, car le fer et le feu des infidèles frappèrent à coup sûr dans ces rangs compacts, tandis que les armes des Victorieux s'émoussaient contre les pierres des épaisses murailles. Tel fut le nombre des morts que les vivants marchaient sur un chemin de cadavres ; force leur fut de suspendre le combat pour donner la sépulture à tant de nobles victimes. »

C'est presque un refrain. Soliman ne ménage pas ses hommes et compte sur leur fanatisme. Il les envoie en tas à la mort. Il sait qu'il en a des réserves inépuisables. Le 20, il recommence avec l'aide de la flotte, qui vient s'embosser au pied du Château et ouvre le feu. Le sultan lui-même prend le commandement des troupes d'assaut : « Combattant comme des lions déchaînés sous les yeux de leur souverain, rapporte la même chronique, les Musulmans font des prodiges de valeur ; ils emportent les premières enceintes, s'y maintiennent pendant quatre heures, mais harassés de fatigue, mourant par centaines, dans ce sanglant et mémorable combat, ils sont enfin obligés de renoncer à une victoire que Dieu ne veut pas

leur accorder et ils se retirent au déclin du jour, au moment où les infidèles commençaient eux-mêmes à désespérer... »

Pendant les mois d'octobre et de novembre, les assauts se multiplient, toujours avec des pertes sévères pour les Turcs. Mais les forces des Chevaliers Hospitaliers s'épuisent et, peu à peu, la population civile se décourage, malgré les exhortations du grand maître. Une jeune femme grecque, Anastasia, maîtresse d'un Chevalier, ayant vu mourir son amant, poignarde elle-même leurs enfants, après les avoir embrassés afin qu'ils ne fussent pas esclaves et, s'armant d'une épée, va se jeter et périr dans la mêlée non sans avoir vengé sa mort à l'avance et celle des siens.

La trahison vient rendre la lutte plus ingrate encore. Le commandeur del Miral, qui s'est vu préférer Villiers de l'Isle-Adam, révéla à Soliman le triste état de la ville épuisée. Sa félonie découverte, il fut jugé et décapité et sa tête exposée au haut d'une tour. Or le sultan, lui aussi découragé, allait lever le siège quand lui vint cet avertissement. Dès lors, c'est l'agonie de la place réduite aux bastions militaires qui sont encombrés de malades, de blessés, de femmes et d'enfants qui réclament l'*aman*. Le sultan propose lui-même au grand maître une capitulation honorable, lui accordant un délai de trois jours, faute de quoi « ils n'eschapperaient ni petits, ni grands, mais que, jusqu'aux chats, tous seraient mis en pièces ». Villiers de l'Isle-Adam demanda un plus long délai qui fut refusé et la bataille reprit furieusement le 18 décembre. Le 19, le bastion d'Espagne était perdu. La prolongation de la défense devenait presque impossible. Les négociations furent donc reprises.

« Il fut convenu, rapporte l'historien de *Rhodes*, que les habitants latins et grecs conserveraient leur religion, qu'ils ne seraient inquiétés ni dans leurs biens, ni dans leurs familles et qu'ils seraient exempts d'imposition pendant cinq années ; que ceux qui voudraient abandonner leurs propriétés pour suivre les Chevaliers auraient la faculté de sortir de l'île en emportant leurs meubles et leurs bijoux. Après avoir ainsi sauvegardé les intérêts de ses vassaux contre les droits de la conquête, avec autant d'énergie qu'il avait mis de bravoure à les défendre, l'Ordre, jusque-là désintéressé dans les clauses

du traité, imposa au vainqueur le respect de ses biens les plus chers. Soliman accepta que les reliques, les vases et ornements sacrés et les archives soient emportés ; que la flotte armée en guerre serait laissée aux Chevaliers et que le vainqueur fournirait en outre les vaisseaux nécessaires, en cas d'insuffisance de cette flotte, pour les transporter gratuitement à Candie, avec ceux des habitants déterminés à quitter Rhodes. Il fut enfin convenu que le gros de l'armée turque reculerait de quelques milles et qu'une garnison de 4 000 janissaires occuperait seule la ville jusqu'au départ des Chevaliers, auxquels il avait été accordé un délai de onze jours. »

A travers les clauses du traité, il est facile de comprendre que Soliman redoutait une prolongation de la lutte qui se traduirait encore pour son armée par de lourdes pertes. Les Chevaliers étaient vaincus, mais demeuraient redoutables. Rien, ici, qui ressemble à la prise de Saint-Jean-d'Acre, ni à celle de Constantinople, qui furent suivies d'effroyables massacres et de hideuses scènes de pillage. Certes, le traité ne fut pas entièrement respecté : il y eut des actes de désordre et des meurtres commis par les soldats turcs. D'une façon générale, néanmoins, Soliman observa les clauses.

V. — Le départ pour Malte.

Le jour de Noël, vêtu de blanc, avec ses janissaires blancs, il fit son entrée solennelle dans la ville au son du canon. Le grand maître prit congé de lui le 31 décembre et reçut de lui des présents. Le 1er janvier 1523, il s'embarqua au soleil levant avec toute sa flotte, ses Chevaliers, ses reliques, ses trésors et 5 000 habitants désireux d'échapper à la domination turque. Lui-même était à bord de la *Sainte-Marie*, avec les plus précieuses des reliques. Son pavillon portait l'effigie de la Vierge au cœur transpercé, avec cette devise : *afflictis spes mea rebus*. Il disait adieu pour toujours à l'île de Rhodes que les Hospitaliers avaient glorieusement habitée pendant deux cent treize ans. Réfugié à Viterbe, il reconstitua son Ordre et obtint de l'empereur Charles-Quint, en 1530, l'île de Malte. Les Chevaliers de Rhodes allaient devenir les Chevaliers de

Malte. Villiers de l'Isle-Adam mourut quelques années plus tard à l'âge de soixante-dix ans, attristé par les désordres que les héros mêmes de l'un des sièges les plus mémorables commençaient d'introduire dans leur nouvelle possession.

Lentement, après les Croisades, les Turcs reprenaient l'avantage. Le royaume de Jérusalem écroulé, ils s'étaient tournés contre Byzance. Rhodes, l'un des plus solides remparts de la Chrétienté, tombait entre leurs mains. La cause essentielle de leur revanche n'était autre que la division de l'Europe. Tandis que Rhodes est investie, attendant, espérant des secours qui ne viennent jamais, commence la désastreuse rivalité de François Ier et de Charles-Quint. Le roi de France perd le Milanais, malgré le courage de Bayard ; il est trahi par le connétable de Bourbon, il sera battu et fait prisonnier à Pavie. Changeant alors de politique, il s'alliera avec les protestants d'Allemagne. Il s'alliera avec Soliman, dont les armées entrent en Autriche. C'est déjà l'Empire qui menace la liberté du monde. Aujourd'hui comme hier, l'Europe divisée n'entrevoit que des guerres intestines et n'aperçoit pas le danger qui vient, comme autrefois, d'Asie, car l'Asie n'est pas seulement le Levant et se prolonge bien au delà. Elle ne comprend donc pas qu'elle porte le destin d'une civilisation qui, de la Grèce et de Rome, a achevé de se perfectionner avec le christianisme et ne peut être atteinte sans que l'humanité retourne à la barbarie, même si cette barbarie est toute hérissée de ces forces mécaniques que les sots confondent avec le progrès.

Telle fut l'histoire des Chevaliers de Rhodes. Retenons quelques beaux noms de France : Foulques de Villaret, le conquérant de l'île ; Dieudonné de Gozon, le tueur du dragon ; Jacques de Milly, l'ennemi de la peste et des mauvaises femmes ; surtout Pierre d'Aubusson et Philippe Villiers de l'Isle-Adam, les deux adversaires de Mohamed et de Soliman, les assiégés héroïques, l'un vainqueur, l'autre vaincu, dont tout visiteur de l'île doit évoquer les hautes silhouettes cuirassées et casquées sur les remparts. Ces visages de France, différents selon les temps et néanmoins pareils dans leurs traits généraux, je les ai partout retrouvés dans mes voyages, au Canada, en Syrie, en Égypte, au Maroc, en Afrique Occidentale : soldats et religieux d'autrefois, d'hier et d'aujourd'hui,

intrépides et calmes, gardant leur belle humeur dans les pires traverses, fleur d'une race ancienne qui n'a pas cessé de se renouveler et qui ne doit pas périr. La Méditerranée voit passer bien des bâtiments anglais et italiens, mais chacune de ses îles porte une empreinte française...

Le *Champollion* lève l'ancre dans la gloire du couchant. Je l'ai rejoint par la dernière vedette. Auprès du nôtre quatre paquebots portant pavillon étranger sont mouillés dans la rade où sont apparus trois sous-marins italiens, toute une flotte. L'hydravion de service vient doucement se poser devant nous : à peine l'eau a-t-elle remué à son contact. C'est une soirée d'enchantement, de féerie. Tout l'horizon se pare de rousses vapeurs et tout à l'heure, après le départ, la lune se lèvera sur la mer. Comme on comprend, dans cette splendeur, que l'on se soit tant battu pour prendre ou pour garder l'île des Roses !...

HENRY BORDEAUX,
de l'Académie française.

FONDS DE STABILISATION ET FONDS DE SOUTIEN

Les peuples heureux n'ont pas d'histoire. Il en est de même des monnaies. Si l'on en juge par l'avalanche des textes qui fixent le régime du franc ou réglementent le cours des rentes, la monnaie et le crédit public sont l'un et l'autre bien malheureux. Il est de fait que, depuis un an, les finances publiques de la France connaissent des troubles profonds et mortels. Le Gouvernement imagine toutes les mesures techniques susceptibles d'arrêter l'hémorragie d'or et la faiblesse du cours des rentes, et il multiplie à cet effet les accords avec la Banque de France ou la Caisse des Dépôts.

L'opinion comprend mal ce qui se passe et d'autant plus que les commentaires obscurcissent les questions plutôt qu'ils ne les éclairent. La vérité serait, certes, toute simple à dire et à connaître ; mais il est peu d'esprits qui en supportent la nudité et les malades préfèrent bercer leur douleur par la chanson de mots choisis.

C'est ainsi qu'on parle couramment d'un programme de redressement financier, au moment même où il serait plus courageux de montrer les causes profondes des difficultés économiques et sociales que traverse notre pays. Jacques Rivière marquait son étonnement en ouvrant un journal allemand, pendant la guerre, d'y voir le titre flamboyant : « Soixante Norvégiens sauvés », alors que l'article signalait qu'un navire allemand, ayant bombardé par erreur un bateau de pêche, avait sauvé soixante passagers sur cent. De même,

nous nous habituons trop facilement à ranger, sous la rubrique flatteuse « l'organisation de la paix », des conflits qui se règlent à coups de canon. Quand nous rendra-t-on la franchise et la lumineuse simplicité? Ce jour-là on ne parlera plus d'organiser le redressement de nos finances, mais tout uniment d'interrompre leur destruction.

*
* *

En septembre 1936 se produisit la première culbute de notre monnaie, à la suite des erreurs massives commises depuis quelques mois. La loi monétaire du 1er octobre 1936 prononça la dévaluation du franc, en décidant que son équivalence métallique, qui était depuis huit ans de 65,5 milligrammes, ne pourrait être désormais inférieure à 43 milligrammes, ni supérieure à 49 milligrammes. Ces teneurs correspondaient approximativement à des valeurs de la livre sterling de 98 francs et 112 francs. La réévaluation de l'encaisse de la Banque fut faite sur la base du franc à sa valeur supérieure (livre à 98). Comme cette opération faisait apparaître, bien entendu, une valeur nominale du stock bien supérieure à la valeur ancienne, on profita de l'occasion pour créer un Fonds de soutien du change, auquel on apporta 10 milliards d'or.

Les opérations une fois terminées, la Banque de France avait une encaisse-or de 57,4 milliards de francs à 49 milligrammes (1), sur lesquels 4 milliards devaient être réservés pour payer l'emprunt anglais. Le Fonds d'égalisation avait, d'autre part, une masse d'or de 10 milliards, ce qui faisait que l'or détenu en France représentait 67,4 milliards de nouveaux francs.

L'institution du Fonds de soutien a été généralement louée et, à notre avis, elle devait l'être. Il est incontestable que la

1. Il devient extrêmement difficile d'exposer avec un vocabulaire classique des opérations qui ne le sont pas. On a proposé de nommer les francs successifs d'après leur teneur en or. On aurait ainsi chronologiquement le franc-Poincaré (65,5 mgs); le franc-grand-Auriol (49 mgs); le franc-petit-Auriol (43 mgs) et le franc-Bonnet (non encore défini en or, mais équivalant à 1/132e de la livre sterling). Nous avons écarté cette nomenclature comme irrespectueuse, mais elle simplifierait singulièrement le langage.

France se trouvait depuis des années dans une position de vulnérabilité particulière, puisque les pays du bloc-or étaient les seuls chez lesquels chacun ait le droit d'acheter de l'or auprès de la Banque d'émission en échange des billets émis par elle.

A un moment où cette faculté était refusée par la Banque d'Angleterre et par les banques américaines, la France restait le seul pays où la liberté monétaire fût totale. Il y avait là un risque incontestable, mais dont l'autre face était riche de possibilités. Avec le stock d'or qu'elle possédait, la France était en mesure de faire de son franc une monnaie internationale et cela justement parce que les autres monnaies, si répandues fussent-elles, n'étaient pas échangeables contre de l'or. Malheureusement la politique française s'est désintéressée des chances qu'elle détenait et a réalisé, au contraire, au maximum les risques qu'elle courait. Le maintien de l'étalon-or et des innombrables avantages qui lui sont attachés n'étant compatible qu'avec une organisation inattaquable du crédit public et privé, et un développement économique rationnel, le régime était déjà, en France, condamné depuis plusieurs mois lorsqu'il a succombé en septembre 1936.

Dès lors que le franc craquait, il était tentant de lui laisser une certaine élasticité, le Fonds de stabilisation étant chargé de normaliser les écarts de petite envergure et d'assurer un meilleur équilibre des changes. Des théoriciens éperdus, dont les idées sont d'ailleurs parfaitement justes dans l'absolu, pensent même depuis longtemps que le régime d'une monnaie variable, mais contrôlée par un organisme d'État, est le meilleur qui soit. Il est certain qu'avec une monnaie rigide, l'économie doit se modifier dans toute la mesure où la monnaie ne le fait pas. Aussi, a-t-on souhaité souvent que ce soit la monnaie qui s'adaptât aux conditions économiques, ce qui est incomparablement plus facile. Mais tant que les hommes n'auront pas la sagesse des dieux, nous ne pourrons nous rallier à ce point de vue, et nous préférerons les obstacles naturels aux freins ne dépendant que de notre choix.

Au surplus l'événement a démontré combien il était ambitieux de justifier par des vues aussi hautes ce qui n'était qu'une improvisation due aux nécessités du moment. Un Fonds de

stabilisation doit comprendre dans sa dotation des devises étrangères ou de l'or pour s'opposer à la baisse de sa monnaie, et des ressources en monnaie nationale pour pouvoir acheter l'or qui refluerait et s'opposer ainsi à la montée de sa monnaie. La loi monétaire, en ne remettant que de l'or au Fonds de stabilisation français, avait elle-même écarté implicitement l'hypothèse favorable d'une rentrée d'or, puisque le Fonds aurait été incapable d'acheter du métal faute d'avoir des francs à fournir en échange. A ce point de vue d'ailleurs, la sagacité du législateur n'a pas été prise en faute ; cette heureuse éventualité ne s'est, en effet, réalisée que dans une faible et temporaire mesure.

Au lendemain de la dévaluation quelques capitaux rentrèrent, et d'autant plus que les sorties d'or avaient été plus massives dans les dernières journées qui l'avaient précédée. Pour se procurer des francs, le Fonds de stabilisation vendit de l'or à la Banque de France : une première fois, 5 milliards, puis 2 milliards. On vit alors l'encaisse métallique de la Banque s'élever à 64,4 milliards. On peut penser qu'il existe une certaine relation entre les 7 milliards d'or que le Fonds vendit à la Banque et le nombre de francs dont il avait besoin pour acheter l'or qu'on apportait sur le marché. Il est vraisemblable que si le Fonds s'est procuré 7 milliards de francs auprès de la Banque, c'est qu'il a acheté au moins 5 milliards de métal. Ainsi le total de l'or détenu en France se serait élevé, dans les mois qui suivirent la dévaluation, à environ 72,4 milliards. Cette hausse n'était que temporaire et bientôt les sorties d'or reprirent.

Le Fonds retira successivement 4, puis 3 milliards d'or à la Banque, ce qui indiquait qu'il avait à fournir du métal sur le marché et qu'il utilisait pour cela l'intégralité de sa dotation. Les événements se précipitèrent, en ce sens que les conséquences inévitables d'une direction absurde donnée aux affaires publiques ne pouvaient indéfiniment être reportées. Au surplus, la tactique monétaire était déplorable. Le Fonds maintenait fixe le cours de la livre, et se laissait manœuvrer sans défense. Le stock de la Banque de France était revenu à 57,4 milliards, mais le Fonds d'égalisation des changes se vidait peu à peu de son stock métallique. Bientôt il n'en eut

plus. Il avait reçu un certain nombre de kilos d'or, il les avait vendus et il avait à la place 10 milliards de francs qu'il avait déposés à la Banque de France. Les journaux anglais prétendent même que, dès cette époque, le Fonds fut pendant quelques jours à découvert, mais que les remboursements purent être faits avant que la publication hebdomadaire ait rendu publics les emprunts d'or.

Sous la pression des nécessités, le Gouverment fit, le 5 mars, la volte-face économique et politique que l'on sait, commençant à reconnaître les erreurs tragiques dans lesquelles il avait enserré ce pays. La direction du Fonds fut enlevée à ceux qui l'avaient assurée, et confiée à des mains expertes. Sous les auspices d'une pause qui malheureusement ne devait pas durer, un emprunt fut lancé. On sait qu'il s'appela « emprunt de la Défense Nationale » et il semble qu'il n'eut guère de cette destination que son nom de baptême. Quoi qu'il en soit, le Fonds dut se regarnir quelque peu, à la suite des rapatriements de capitaux faisant suite à un nouvel emprunt anglais. Un espoir avait lui sur l'avenir économique du pays. Bientôt l'agitation reprenait, les intrigues renaissaient pour se concrétiser dans ce défi aux qualités foncières de la France que fut la conduite des travaux de l'Exposition.

Au surplus, les causes subsistant, les conséquences achevaient de se développer. Le 29 juin, on devait fermer la Bourse pour empêcher les cotations et un nouveau Gouvernement recevait des mains de l'ancien une caisse vide et une situation angoissante. L'échec était total, éclatant.

Le Fonds de stabilisation avait alors perdu tout l'or qu'il avait reçu ou momentanément acquis et il fit même un accroc important à l'encaisse de la Banque, ce qui exige quelques éclaircissements.

Quand on avait créé le Fonds de stabilisation, en lui remettant une quantité de métal équivalant à 10 milliards de francs, on avait cru que c'était à lui qu'incombait la responsabilité de défendre le franc et que la masse de manœuvre qui lui était confiée devait lui suffire. En tout cas, on était convaincu que si le Fonds était débordé, il serait nécessaire de demander une nouvelle dotation et que le Parlement aurait à intervenir. La loi monétaire spécifiait que « la Banque de

France aura la faculté de vendre et d'acheter de l'or et des devises étrangères au Fonds de stabilisation des changes ». On pensait qu'il s'agissait des achats et reventes que pouvait faire le Fonds, suivant qu'il aurait, dans la limite de sa dotation de 10 milliards, besoin d'or ou besoin de francs. La localisation, si l'on peut dire, du risque de change sur 10 milliards, que l'on séparait du reste de l'encaisse, était même considérée comme une sécurité renforcée par rapport au maintien de l'encaisse de la Banque, laquelle était réduite mais devait être intangible. Il n'y avait là qu'une apparence. Le Fonds de stabilisation ayant reçu de l'or et l'ayant revendu se trouvait avoir 10 milliards de francs. Il avait alors légalement le droit de racheter de l'or pour 10 milliards à la Banque de France et de le jeter à nouveau sur le marché pour soutenir le cours du franc... Cela est difficilement croyable, mais c'est effectivement ce qui a eu lieu.

Des déclarations publiques ont reconnu que, le 29 juin, 3,5 milliards d'or étaient sortis du stock propre de la Banque de France et avaient suivi le chemin des autres masses métalliques, entraînées par le « specie flow ». Rien ne fait mieux apparaître le véritable trompe-l'œil que constituent des garanties apparentes purement formelles, et qui ne correspondent pas à la réalité d'une situation économique. Par le canal du Fonds de stabilisation des changes, ce n'est pas 10 milliards que le Gouvernement consacrait à la défense du franc (au moment d'ailleurs où il travaillait contre lui), mais c'est toute l'encaisse-or de la Banque qui pouvait, lingot par lingot, s'en aller comme sous le régime antérieur. La seule différence était que les mouvements du stock d'or n'étaient pas apparents et que, par conséquent, l'opinion ne pouvait être alertée à temps, c'est-à-dire tant que le mal était encore réparable. A l'abri de la complication des comptes et derrière la vaine digue que constituait le Fonds de stabilisation, l'or partait et le pays ne le savait pas.

Le 1er juillet, le bilan de la Banque de France était singulier : l'encaisse était ramenée à 48,8 milliards. On peut penser que le Fonds avait retiré, pour les vendre, 3,5 milliards et qu'il avait été doté à nouveau de 5 milliards environ. Ainsi, depuis sa constitution, le Fonds de stabilisation des changes avait

retiré de la Banque de France 18,5 milliards, dont vraisemblablement il lui restait fort peu.

L'autre caractéristique du bilan de la Banque au 1er juillet était l'augmentation des avances à l'État. On sait que la loi monétaire de 1936 avait consenti au Trésor une ouverture de crédit de 10 milliards qui, en fait, s'est trouvée portée à 14,5 milliards, par suite des 4,5 milliards d'avances qui ont été effacés par la dévaluation du 1er octobre 1936. — Le 24 juin, il ne restait sur cette autorisation de découvert que 800 millions. — Le 30 juin, une convention était passée avec la Banque pour mettre à la disposition du Trésor 15 milliards nouveaux qui sont de l'inflation à l'état pur. Dès le lendemain, 1er juillet, le bilan faisait apparaître une sortie de 1.760 millions, qui laisse à supposer qu'au 30 juin les autorisations législatives étaient déjà en fait largement dépassées.

Depuis le 9 mars, le Gouvernement ne s'était survécu que dans la mesure où il se contredisait. Le 30 juin, s'effondrait dans les faits une politique qui n'a pas encore voulu avouer sa déroute, et qui oppose des victoires verbales à des défaites matérielles.

M. Chautemps a déclaré que les sorties d'or pendant le mois de juin s'étaient élevées à 7,7 milliards. Pendant la dernière semaine du mois de juin, l'État a emprunté à la Banque 2.560 millions. Tels sont les chiffres qui mesurent l'appétit du Trésor et le gouffre financier dans lequel on a jeté le crédit et la monnaie qui passaient à juste titre pour les plus forts du monde.

Cette lamentable expérience ne signifie pas que le Fonds de stabilisation des changes soit une chose inutile. Nous sommes profondément persuadés que la stabilité objective des monnaies est une des meilleures sécurités qui existent pour maintenir les économies nationales dans un état sain d'équilibre. Mais dès l'instant que la règle n'est pas respectée par la majorité des grands États, il est parfaitement concevable que le franc soit lui aussi défini non pas par une teneur-or fixe, mais par deux limites de teneur qu'il ne doit pas dépasser. Cette situation ne doit être considérée que comme un pis aller, dont la responsabilité incombe aux grands pays qui n'ont pas encore accepté de se soumettre à la dure discipline d'une monnaie qu'ils s'interdiraient de manipuler.

Avec les monnaies rigides, les écarts du change sont maintenus entre les limites étroites des gold points. Avec des monnaies errantes, il n'est pas illogique de les enfermer dans des limites plus larges qui jouent le rôle de nouveaux gold points.

Il y a donc place pour une nouvelle technique des changes, qui manie des monnaies élastiques avec des moyens appropriés. Mais le problème fondamental des relations existant entre la monnaie d'un pays et son équilibre économique n'en est pas le moins du monde simplifié. Nous pensons, au contraire, qu'il est rendu plus complexe par l'obscurité dont s'entourent désormais les principales données qui aideraient à le résoudre et par la plasticité déformante des organes de transmission.

Pour penser que le franc est victime de la spéculation, il faut une ingénuité telle qu'on serait tenté de lui chercher un autre nom. On ne reviendra pas sur le tableau des désordres économiques de tous genres qui ont été développés à plaisir dans notre pays, et de cette vaste entreprise de démoralisation du travail qui a été organisée et malheureusement conduite à bien par une poignée d'idéologues ou d'agitateurs professionnels, qui n'ont aucun souci de l'intérêt d'une nation à laquelle ils appartiennent à peine.

Pour s'en tenir aux renseignements les plus précis et les plus récents, on examinera le rendement des impôts et la balance du commerce extérieur.

Pendant les six premiers mois de 1937, le rendement des impôts normaux a dépassé celui du premier semestre 1936 de 1.118 millions, ce qui paraît important. Mais 393 millions d'augmentation proviennent de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et 382 millions des douanes, ce qui ne constitue guère un enrichissement. L'augmentation sur les contributions indirectes n'est que de 115 millions, qui correspondent à un pourcentage très inférieur à celui de la hausse des prix. Ces chiffres corroborent la relative stagnation, sinon la baisse de l'activité générale. L'indice de la production industrielle française reste encore de 25 p. 100 inférieur à celui de 1929, tandis que l'indice moyen de la production européenne le dépasse de 7 p. 100.

Le déficit du commerce extérieur en juin 1937 a atteint

1.710 millions, qui est un des chiffres les plus élevés déjà enregistrés et qui est en nouvel accroissement par rapport au déficit des mois antérieurs ; le déficit de juin 1936 ne s'élevait qu'à 675 millions. Pour les six premiers mois de 1936, le déficit de la balance commerciale avait été de 4,7 milliards. Pour les six premiers mois de 1937, il s'élève à 9,2 milliards, c'est-à-dire qu'il a doublé par rapport à une période qui ne passait cependant pas pour favorable.

L'or qui sort de France paie chacune des erreurs qui ont été commises. Si le travail français n'est pas suffisant pour représenter la somme de jouissances que la France veut se procurer, notre pays acquitte la différence en aliénant l'or qu'il avait accumulé. Lorsqu'une grève malfaisante chasse des étrangers qui étaient venus dans un hôtel de France, ce sont quelques kilos d'or qui quittent notre sol pour balancer le geste brutal et inepte qui nous a privés d'une recette.

Au total, l'histoire du Fonds de stabilisation des changes montre l'impuissance absolue de la technique quand elle est seule. Lors de la création du Fonds, la livre était à 104. Elle s'est élevée à 112 et le Fonds s'est trouvé vidé. Elle est aujourd'hui à 132, c'est-à-dire bien loin des limites qui avaient été fixées et il a fallu redonner de l'or au Fonds de stabilisation pour qu'il continue son action ! Certes une situation saine peut être gâchée par ignorance si les moyens techniques dont dispose le Gouvernement sont insuffisants. Mais lorsque c'est l'essentiel même qui manque, aucune subtibilité de l'esprit, aucune adresse cambiste, aucune disposition imprimée au *Journal Officiel* ne pourra aller contre la réalité des choses. Un Fonds d'égalisation est un instrument précieux et nécessaire. Il n'est pas suffisant. L'expérience a été éclatante et tous les Français qui réfléchissent l'ont compris.

*
* *

Le jugement porté sur le Fonds de stabilisation s'applique, à peu de choses près, au Fonds de soutien des rentes, qui est le dernier né des organismes d'intervention sur le marché financier.

Le Fonds de stabilisation a été doté de 10 milliards d'or,

au moment où ce prélèvement était masqué grâce à la première dévaluation du franc, qui donnait au stock restant une valeur nominale plus élevée. Le Fonds de soutien a été doté de 7 milliards lors de la deuxième réévaluation de l'encaisse. Mais il a besoin de francs et non pas d'or ; aussi s'est-on borné à lui affecter la contre-partie de la réévaluation de l'encaisse : le stock ne change pas, mais, puisqu'il a désormais une valeur nominale plus grande, les francs ainsi créés sont remis au Fonds de soutien pour qu'il intervienne sur le marché des rentes.

On ne peut pas ne pas être frappé de l'artificialité de toutes ces opérations qui, finalement, reposent par des détours plus ou moins voilés sur l'encaisse-or de la Banque. Les opérations par lesquelles on prélève de l'or, pour intervenir sur les marchés extérieurs, constituent des ponctions définitives et un appauvrissement durable. Les opérations par lesquelles on donne une valeur plus grande à un stock plus petit, créent des francs nouveaux qui constituent de l'inflation caractérisée.

Au total, la France vit depuis trop longtemps sur ses réserves. Il semblerait que toute la science financière se borne aux procédés de fragmentation d'une encaisse magnifique, dont on ne fit rien tant qu'elle était intacte et qu'on utilise à plein en la débitant par morceaux.

Certes, l'objectif assigné au Fonds de soutien est excellent. Il y a longtemps que tout le monde déplore la mauvaise tenue des emprunts publics et nous avons maintes fois, ici même, comparé les taux de capitalisation pratiqués sur le marché français avec ceux des rentes étrangères sur leurs marchés respectifs.

Nous pensons même que l'abaissement du loyer de l'argent à long terme constitue l'unique solution correcte du problème financier précis qui se pose chez nous. Malheureusement, l'État ne s'intéresse guère à cette question que dans la mesure et au moment où il se dispose à emprunter des sommes considérables pour lesquelles il ne voudrait pas assumer des charges écrasantes. La question ainsi posée est quasi-insoluble, car elle confond une fois de plus une cause profonde et extra-financière avec une manifestation financière qui n'est que

superficielle. Les deux raisons qui font que le marché de l'épargne est déplorable sont, d'une part, la pression constante des nouveaux emprunts de l'État et, d'autre part, l'antinomie avouée existant entre le marxisme au pouvoir et le développement de la propriété individuelle.

Le rapport qui accompagne le décret du 22 juillet déclare bien que ce sont des mouvements essentiellement spéculatifs qui pèsent sur le marché des rentes, mais de pareilles déclarations relèvent de la politique pure et non pas de l'observation. A vrai dire, il serait difficile, en tout état de cause, de maintenir un marché des rentes réellement sain, étant donné la masse d'emprunts que l'État fait et annonce. Mais cela devient quasiment impossible lorsque ce même État fait tout ce qu'il peut, par des discours, des menaces et des mesures d'application, pour montrer son opposition irréductible à toute prévoyance privée.

Il n'est pas exact que l'État ne dispose pas déjà de puissants moyens financiers pour soutenir les rentes. Le fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations, le drainage des fonds des Caisses d'épargne, l'emploi des Caisses d'assurances sociales, la création de la Caisse d'amortissement dotée constitutionnellement d'impôts importants, sont autant de procédés pour absorber des rentes sur le marché public. L'inefficacité relative de tant d'efforts, pourtant considérables, prouve que ce n'est pas une question de ressources financières qui est en jeu, mais une question de principe. Et la création du Fonds de soutien des rentes, qui renforce d'une façon importante les moyens financiers en jeu, reste forcément en dehors du véritable problème.

On a cité en exemple le Fonds de soutien des rentes créé en Belgique, en mai 1935. Il a remarquablement réussi. Mais le secret de son succès est tout simple : l'État ne s'est fait allouer aucune avance nouvelle par la Banque d'émission, et il a restreint ses besoins d'emprunt à une somme de 600 millions en dix-sept mois.

Dans un milieu ainsi assaini, où les nécessités fondamentales de la vie économique sont respectées et où, par conséquent, il ne s'agit en effet que de briser les mouvements épisodiques de la spéculation, le Fonds de soutien est une chose excellente

et nécessaire. Mais l'État éprouve de telles difficultés à placer ses emprunts que tous les souscripteurs doivent être suscités par lui. Qu'ils s'appellent : Caisse des Dépôts, Banque de France, ou Fonds de soutien, le résultat est toujours le même : personne ne peut imaginer qu'un État se soutienne indéfiniment en empruntant uniquement à des substituts de lui-même.

L'État français avait fait un effort sérieux pour freiner son endettement. L'amélioration de la situation était incontestable. Des idées contraires au plus simple bon sens ont été alors répandues par des hommes qui en portent l'ineffaçable responsabilité. Les programmes de dépenses se sont enflés joyeusement, comme autant de sources de prospérité future. On en est aujourd'hui à se demander si la somme que l'on devra emprunter, en 1938, sera de 40 ou de 50 milliards ! En même temps toutes les sources de la prospérité étaient attaquées. L'aventure de la Banque de France est significative. Après un an d'extravagances, on en revient aux hommes mêmes dont on avait voulu écarter les services. Pour le crédit du franc, une Banque de France stable et solide est irremplaçable. Avec du recul, est-il possible de discerner un avantage quelconque dans l'œuvre de désorganisation poursuivie au sein de l'Institut d'émission ? L'histoire, si elle garde un souvenir de l'année qui vient de s'écouler, y verra la plus invraisemblable aventure économique qui ait été infligée à un peuple raisonnable. Les artisans mariniers, qui veulent travailler pour vivre, se voient retirer ce droit et sont obligés de se mettre en grève pour essayer de le reconquérir. Les ouvriers agricoles, qui ont l'audace de moissonner au mois d'août, se font poursuivre à coups de matraque ou sont bloqués dans leurs fermes par les gardes mobiles. Il n'y a rien d'étonnant à ce que sous cet assaut furieux le pays, pourtant riche, résistant et laborieux, ait fini par fléchir.

Qu'on n'aille surtout pas penser que l'amélioration des conditions du travail et le développement des lois dites sociales soient responsables du désordre dans lequel nous gisons. Nous avons la conviction, au contraire, qu'il n'y a pas de progrès que l'on ne puisse envisager avec confiance, étant donné les extraordinaires ressources de la science, si on s'y

applique avec méthode et conscience. Il n'est pas jusqu'à la fameuse « retraite des vieux » qui ne nous paraisse une chose parfaitement réalisable avec le temps. Il est certainement moins chimérique de l'envisager aujourd'hui qu'il ne l'était, il y a trente ans, de prévoir le développement de l'aviation.

Si ce pays, las des divisions et de la politique qui en vit, jette par-dessus bord l'idéologie périmée du marxisme et renvoie les Russes dans leur Asie, puis se met joyeusement au travail, le Fonds de stabilisation et le Fonds de soutien seront de précieux instruments qui l'aideront dans sa tâche. S'il s'obstine dans ses erreurs et s'il préfère les redoubler, sous prétexte qu'il ne s'est pas assez avancé dans la voie de l'absurde, il n'y a rien à faire.

Les débats du Congrès socialiste de Marseille sont un document psychologique et pathologique du plus haut intérêt. On connaissait déjà les médecins de Molière qui, voyant mourir un malade qu'ils avaient saigné à blanc, regrettaient de ne pas lui avoir tiré la dernière goutte de son sang, ce qui l'eût, paraît-il, guéri.

Proposer à la France, en juillet 1937, de réaliser un nouveau train de nationalisations englobant la majeure partie de l'activité privée, est proprement un défi au bon sens. Mais supposez que ce programme soit appliqué, même partiellement : dans ce cas tous les Fonds de soutien imaginables seront débordés et le Trésor du Grand Mogol lui-même n'y suffirait pas.

ED. GISCARD D'ESTAING

BATAILLES

DANS LA MONTAGNE[1]

Il y avait une grosse provision de bois tout coupé et bien placé en stères dans un creux de la paroi, à l'abri de l'humidité. Par terre, la roche portait la marque ronde d'un ancien feu. Le vent avait dû emporter les cendres. Le sol était propre, avec seulement un petit tas de fientes d'oiseaux, sous un nid, là-haut dans la voûte. Les paroles sonnaient; et les moindres gestes quand les souliers cloutés grattaient le rocher.

Les forestiers avaient laissé des outils : un pic au manche tout neuf et une barre à mine, propre, avec sa pointe aiguisée. Et, à un endroit, ils avaient fait comme un petit potager de cuisine sur une caisse renversée : deux marmites de fonte et une grosse touque en fer-blanc, toute vide et qui sonnait elle aussi au moindre bruit comme une petite caverne de métal.

— Attention, dit Saint-Jean, c'est là-bas au fond.

On voyait que, là-bas ils avaient creusé une sorte de petit tunnel, comme un terrier, gros à peine comme le corps d'un homme et, au-dessus de l'ouverture, ils avaient peint sur le rocher une grosse croix à la peinture rouge.

— Alors, ça, n'approchons pas. Ce qu'il faudrait que vous fassiez, Marie, ça serait d'abord d'aller remplir ce bidon avec des blocs de glace. Prenez plutôt la marmite, c'est plus commode à porter. Vous ferez plusieurs voyages. Je vais faire du feu à l'endroit même où ils le faisaient. Ne touchez rien ici dedans sans me le dire d'abord.

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er, 15 Juillet et 1er Août 1937.

Comme il s'y attendait, il trouva une petite hache forestière cachée dans les bûches. Le bois était sec. Il y eut tout de suite de grandes flammes qui se mirent à claquer fort dans tout ce gosier de rocher.

— Oh! On va faire chauffer de l'eau, dit Saint-Jean.

Il avait préparé un foyer de pierre.

... Et après on commencera le travail. Mais maintenant, donnez un peu vos pommes de terre. Attendez, je vais sortir la viande de ma poche. Ah! ça, ça n'est pas le plus facile. Et alors, puisqu'on est resté jusqu'ici sans manger, mangeons chaud. Car, moi alors, j'aime manger quelque chose de chaud. Ça, voyez, il n'y a qu'à les mettre là sur les pierres : les patates et la viande. Vous allez voir, ça va se chauffer mieux que sur ma cuisse et ça va nous faire du bien. Mangez bien, je vous le recommande. Je vous le recommande parce que c'est maintenant qu'il va y avoir beaucoup de choses à faire. Heureusement que tout ce qu'ils ont laissé nous rendra bougrement service. Pendant que nous mangeons, il faut faire chauffer de l'eau dans la grande touque. Vous allez voir : on va avoir à s'occuper d'une chose qui demande mille fois plus de soins que ce qu'on pourra donner. Eh bien! on va tâcher de la contenter. Parce que, si on ne contente pas la dynamite, alors Marie... Je crois qu'on pourra nous attendre. S'il ne gelait pas ça irait tout seul, mais il gèle. S'il ne gelait pas, je vous l'ai dit, ça se porte comme de la peau de lapin. Ça se jetterait par terre; tenez, bien sûr, on ne le fait pas, mais on le ferait sans risques, n'importe quoi, ça se manipule. Mais, dès que ça gèle, alors, oh! halte là! Tenez, aux carrières de Bobbio, on descendait des fois la nuit à travers bois. On prenait un morceau de gomme de dynamite, on le roulait en petite saucisse. Vous allumiez ça, et en avant la musique, ça brûlait gentiment entre vos deux doigts comme une chandelle. Je l'ai fait combien de fois!... Oui, mais un soir, un nommé Natura, un Bergamasque, il descendait comme ça, puis on a entendu péter!... Et ça lui a arraché la main. Pourquoi? Pour un petit bout de gomme gelée quand le feu a touché ce petit bout — peut-être gros comme une puce — ça a sauté. On lui a coupé le bras. Et il n'avait pas droit à l'assurance. Mangez.

Elle regardait en bas dehors le brasillement du névé et,

au delà, l'océan des montagnes et sa tempête de pierres.

— Tenez, venez voir, dit-il.

Il fit sauter sa chasuble en peau de mouton. Il déboutonna sa veste. Il releva son tricot. Il ouvrit sa chemise.

— Regardez, dit-il, là.

Il écarta les poils de sa poitrine avec son doigt.

— Tenez, vous voyez ça?

C'était la plaque de croûte sèche d'un vieux mal, gros comme la paume de la main, redevenue de la peau, mais toute charruée.

— Le pouillant, dit-il.

Il referma sa chemise, son tricot, sa veste.

— La maladie que ça donne.

Il mit la peau de mouton sur ses épaules comme un manteau.

— Et, encore, moi je n'en ai guère. Je faisais le boisage moi, et la charpente, mais j'ai quand même fait des mines. Pour le plaisir, je me suis servi de la gomme parce que ça attire. Oui. On sait que ça peut foutre tout en l'air d'un moment à l'autre, alors ça vous donne une sorte d'envie. Difficile à expliquer. On ne sait pas. Mais d'autres ont du mal sur toute la poitrine. Il ne faut pas se fier que ça a l'air guéri. Ça a toujours l'air guéri, mais c'est dedans comme un rat qui gratte. Vous savez pourquoi? Eh! bien, c'est machinal. Avant de bourrer la mine, on met toujours le bâton de gomme au chaud là, sur la poitrine, sous la chemise, contre la peau, un bon moment, pour être sur qu'elle sera bien dégelée. Si elle n'était pas bien dégelée, quand vous la tassez avec le bourroir, juste une petite tape, elle vous pèterait entre les cuisses. Parce qu'on ne sait jamais le temps qu'il a fait autour des poudrières, pendant les nuits, même l'été. Et avec cette matière là il faut toujours être sur ses gardes et savoir ce qu'elle désire qu'on fasse... si on ne veut pas être éventré. Alors on la met toujours au chaud, là sur la peau. Et elle donne cette maladie. Oh! bien, qu'est-ce que vous voulez, ça ou autre chose... L'important c'est de faire la mine quand on a à la faire. Pas vrai?

— Vraiment, dit Marie, tout ça a pu se passer quelque part?

Elle mangeait et elle regardait loin devant elle la large étendue des montagnes.

— Voilà, dit Saint-Jean, encore une fois où je ne comprends pas ce que vous dites.

Elle fit un petit geste de la main vers tout le large.

— On se demande, dit-elle, s'il y a vraiment autre chose qui existe, en dehors de ce pays qui se montre maintenant au dessus des nuages. Regardez là-bas, la pâture haute, elle aussi elle est au-dessus des nuages. Si seulement Chêne-Rouge avait été bâti à cet endroit-là, nous ne saurions pas encore que tout ce désastre est arrivé. Nous ne le saurions peut-être jamais. C'est quand même une chose que nous devrions comprendre. Le matin où tout s'est effondré, les bêtes montaient dans la montagne, ayant compris avec leur seul sentiment.

— Oui, dit Saint-Jean, mais nous avons de la chance que ça se soit passé quelque part et pour vous le préciser juste, à Bobbio, dans ces carrières profondes qu'on ne voit pas d'ici. Et nous avons de la chance que j'aie cette plaque de pouillant-là, sur mon sein gauche, en train de gratter dessous comme un rat. Car, de cette façon, il va y avoir quelqu'un qui sait manipuler la dynamite et non pas vous qui feriez tout sauter rien qu'en bougeant votre petit doigt.

Il se dressa, mais il regarda quand même l'horizon à perte de vue, rempli de cette tempête de montagnes que la pente du soleil colorait de bleu : depuis là devant les sommets de Bufère pareils à de la gentiane presque noire jusqu'aux entassements de cîmes lointaines moutonneuses, comme les remous d'un baquet de lessive à peine bleuté.

— Allons, dit-il, versez l'eau chaude dans la touque et prenez la marmite à couvercle pour voir si en la mettant dedans elle pourra nous faire un bain-marie. Oui. Eh bien ! tenez, précisément ça peut faire.

Il se dirigea vers le trou là-bas au fond qui était marqué de cette grosse croix rouge bien visible. Marie le suivit.

— Ah! non, dit-il, ne venez pas, vous. Et même, je voulais vous dire! soyez gentille. Sortez de la grotte. Allez là-bas dessus sur la glace, un peu loin et attendez. Oh! non, dit-il encore, c'est sans danger et je vais aller avec toute la prudence qu'il faut. Soyez tranquille.

— Alors, dit-elle, pourquoi voulez-vous me faire partir?

— C'est un travail d'homme, Marie. Ah! C'est notre risque, voilà. Qu'est-ce qu'il faut faire ?

— Laissez-moi rester près de vous, dit-elle, je vous en prie.

— Pourquoi voulez-vous qu'on soit deux? Ça ne sert à rien.

— Précisément si.

— Non jamais; allez là-bas, allez-vous-en. Restez loin. Je vous appellerai. Allez, foutez le camp. Si toutefois... oui, alors ne vous souciez de rien et descendez tout simplement le leur dire.

— Oh! dit-elle, ils seront tout aussi bien prévenus s'ils ne nous voient ni l'un ni l'autre. Vous pouvez crier, dit-elle, qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse?.

Il dit :

— Tête de cochon!

En la regardant.

— Merci, dit-elle.

Il s'agenouilla pour entrer dans le trou.

— Et ne me gênez pas, dit-il.

— Comment voulez-vous que je vous gêne, dit-elle, vous ne comprenez pas que je vous aide au contraire, que c'est précisément ça.

Il pouvait entrer là dedans en rampant. C'était profond. Il s'engagea les épaules en avant et il y entra tout entier.

Elle regarda dans le trou. Elle vit encore un peu les semelles de souliers cloutés et qu'il prenait appui sur la pointe pour se pousser. Puis elle ne vit plus rien. Elle l'entendait. Puis elle ne l'entendit plus.

— Et non, se dit-elle à haute voix, pourquoi voulez-vous que je parte? Je reste là, moi. Vous êtes tous les mêmes. Et puis après vous vous plaignez.

Le feu claquait.

Sur la crête des vagues de glace, à plus de cent kilomètres au delà de l'ouverture de la caverne, le soleil rabotait des embruns rouges.

— J'y suis, dit la voix.

Marie se pencha vers le trou.

— C'est ici, dit la voix, je peux me tenir debout.

A part les claquements du feu, tout de suite après c'était le silence. Dans le trou, il n'y avait pas d'autres bruits que la voix. Elle dit :

— J'habitue mes yeux.

Les murs de la caverne étaient tout prêts à faire sonner le moindre bruit; parfois, quand les flammes claquaient un peu

plus fort, on entendait courir de petits clapotements dans les creux sonores de la roche.

— Je vois clair, dit la voix.

Marie s'agenouilla devant le trou. Elle aurait pu glisser très facilement là dedans, elle.

— Je vous parle, dit la voix, pour que vous restiez où vous êtes. Ici, il n'y a de la place que pour un. Il faut m'obéir.

Il y avait quand même dans la voix quelque chose de tendre maintenant et Marie se redressa en souriant. Oh! bien, qu'il n'ait pas peur; on la lui laissait, sa place, va. Ça n'était pas ça qu'on voulait. Bien entendu qu'il n'y avait de la place que pour un, là-bas, mais il n'était pas si loin que ça pour qu'on ne soit pas associé avec lui et avec sa dynamite. C'est seulement ça qu'on voulait.

— Ce sont de braves garçons, dit la voix. Ils ont laissé la caisse ouverte. Ça sera bien plus facile. Je n'ai encore rien touché. Ça va aller.

Cette fois, il y eut un grand silence. Tout était beaucoup plus immobile. Les montagnes, là-bas dans l'étendue étaient comme mortes. Le feu ne bougeait plus. Elle se retenait de respirer depuis un moment. Elle n'entendait que les coups de son cœur. Elle tira lentement une longue haleine d'air. Elle toucha le rocher. Elle courba le bras devant son visage comme pour se protéger. Elle regardait ce rocher gris et lisse poudré de terre dessus. Elle appela : Jean! Mais sans bouger, et vite, pendant que son cœur tapait de gros coups contre sa peau. Tout le long de sa peau, jusque dans ses pieds jusqu'au bout des doigts.

— Ça y est, dit la voix.

Tout de suite après il y eut un tout petit silence mais d'une force terrible, pointu et vibrant et planté en plein dans le cœur. Puis :

— J'en ai, dit la voix, au moins cinq bâtons. Déjà!

Marie appuya sa bouche contre le trou.

— Alors, venez vite, dit-elle à voix basse, qu'est-ce que vous attendez?

La voix vint basse aussi.

— J'attends qu'elle soit chaude. Je la réchauffe. Je ne peux guère parler. Elle est dans mon sein.

A mesure que le silence s'allongeait, elle imaginait Jean là-bas debout dans le cœur du rocher, avec sa poudre qui pouvait faire éclater toute la falaise. Debout, sans bouger, avec cette poudre juste sous son cœur. Et les battements du cœur. Les petits battements! Il n'en fallait peut-être pas plus que ça pour que tout d'un coup il y ait là-bas dedans le déchaînement d'une force formidable.

Elle compta lentement en elle-même : un, deux, trois, quatre... (comme il avait compté les pas, là-bas, au-dessus du gouffre de Verneresse).

« Il a gagné », se dit-elle.

Et en même temps elle entendit qu'il revenait en râclant lentement les parois du tunnel.

Il émergea. Il sortit tout entier. Il se redressa.

Il fit tout juste un geste de la main droite pour la tenir loin de lui.

Il était pâle; une grande beauté était descendue sur ses traits et dans ses gestes: Il avait un petit sourire de souffrance sur les lèvres. Il tenait son bras droit étendu devant lui pour défendre qu'on l'approche. On ne le voyait ni respirer ni bouger les yeux. Il était plus seul que du marbre.

Peu à peu le sourire s'élargit et s'éclaircit sous la moustache d'osier. Il baissa ses paupières et les releva. Elle le vit respirer. Il ne bougea pas encore mais il dit :

— Donnez-moi la marmite.

Il passa avec précaution sa main droite entre sa chemise et sa peau. Il tira sa main.

Son poing serrait un bâtonnet gris à peu près gros et long comme un manche de marteau.

— Voilà, dit-il.

Ça n'avait absolument aucune beauté ; et la main le tenait.

— C'est ça, dit-elle?

— Oui.

Il s'agenouilla lentement près de la marmite et il déposa doucement le bâton dedans. Il en tira sept, un après l'autre. Il couvrit la marmite avec le couvercle. Il se redressa et il respira.

— Attendez que je bouge, dit-il. Il fait un froid de glace là-bas au fond du rocher.

Il lècha ses lèvres et il gonfla sa bouche dans une petite moue, pour crocher ses moustaches du bout des doigts.

— En réalité, ajouta-t-il, il fait moins froid que dehors là-bas dedans, mais il ne fait pas très jour.

Il se gratta la tête.

— Et puis, il faut rester raide comme un saint. Excusez-moi.

Et il commença à rire en faisant voir ses dents.

Il plaça la marmite dans la touque au milieu de l'eau chaude.

— Alors maintenant, dit-il, nous faisons, vous voyez, une bonne petite soupe à la papa. Non. Ça va seulement dégeler en plein là dedans, ne vous en faites pas. Tenez, mettez du bois dans le feu et continuez à faire chauffer de l'eau. Puisque vous voulez rester là.

— Où allez-vous, dit-elle?

— J'y retourne, dit-il.

» Ah! dit-il, vous croyiez que c'était fini? Non! On en a à peine sept cents grammes, là!

» Voyez-vous, Marie, dit-il après un moment de silence, il faut que nous en descendions le plus possible. Il faut que nous en descendions au moins dix kilos. Je peux en porter cinq à six kilos sans risques. Je ferais deux voyages. »

— Non, dit-elle, je vous aiderai. Vous me direz ce qu'il faut faire et je vous écouterai comme dieu.

Elle répéta :

— Comme dieu!

*
* *

Le soleil descendait la pente de l'ouest. La journée d'hiver s'enfonçait doucement dans la nuit. Un long ricochet de jour avait éclairé là-bas au fond du névé la ligne noire de la vieille forêt de sapins, puis le rayon s'était relevé dans le ciel comme une longue rame ruisselante de lumière; toute l'étendue des montagnes s'était illuminée. De furieux remous de rochers et de glace sautaient encore dans de l'écume rouge, mais la longue rame se releva de plus en plus. La nage du jour était finie. Un apaisement couleur de perle monta comme une fumée d'entre toutes les vagues des montagnes. Alors, toutes détachées

les unes des autres elles s'élargirent dans l'immensité déserte au-dessus des nuages.

Marie regardait là-bas dedans les mouvements de l'ombre et de la lumière. Tout était nettement sensible jusque dans l'extrême fond vert du ciel. Elle était assise près du feu, juste à l'ouverture de la caverne. De temps en temps elle tournait la tête vers le fond de la caverne où elle ne pouvait déjà plus voir la croix rouge, mais seulement le trou noir du tunnel. Les flammes commençaient à secouer de l'ombre.

Elle plongea sa main dans l'eau de la touque. Ça allait; c'était très chaud. Dans le bain-marie, la marmite était lourde maintenant.

Elle entendit le râclement de pied de Saint-Jean. Elle ne le vit pas sortir du trou, mais seulement, quand il se redressa et resta là-bas immobile. Le reflet des flammes éclairait alors ses traits de marbre et sa moustache de jonquille.

Il vint s'asseoir un moment près du feu sans rien dire.

— Donnez, dit-elle à voix basse. Donnez-moi ce que vous gardez là comme ça dans votre sein. Donnez que j'essaye.

Il la regarda du coin de l'œil sans bouger la tête. Il avait les yeux dorés. Il souriait avec une petite épaisseur de lèvres roses sous sa moustache de jonquille.

— Ce sont les derniers bâtons de poudre, dit-il. J'ai tout sorti de là-bas dedans le rocher. Il n'y a plus rien là-bas dedans. Ça n'est plus qu'une petite guérite froide.

— Donnez-moi, dit-elle à voix sourde, je veux apprendre à garder ça dans ma poitrine, moi.

— Je vous le donnerai peut-être, dit-il, dans un petit moment, quand je l'aurai un peu amadoué.

Elle tendit la main.

— Je ne veux pas que ça ne risque plus rien, dit-elle, je veux que ça risque. Autant y mettre des morceaux de pierre alors. Donnez pendant que ça en vaut la peine.

— Allons, retirez votre main de là et ne faites pas de gestes. Je vous le donnerai quand je voudrais et pas avant. Oh! Et puis vous pouvez être tranquille, ça en vaut toujours la peine à tous les moments. Si ça ne vous fait pas éclater, ça vous donnera le pouillant. Ça a toujours un biais pour vous

prendre. Un rat qui gratte sous la peau. Ça n'est pas rigolo :

Des étoiles s'allumaient au-dessus des plus lointaines montagnes, dans une grande bande du ciel qui était devenu comme de la poix contre les formes dures de toutes une houle de glaciers très éloignés et très hauts. A mesure que la nuit gagnait le large du ciel, les étoiles s'ajoutaient aux étoiles, et, peu à peu, se composa la grande constellation de l'Ourse largement allumée d'une sorte de feu qui paraissait terrible, puis, peu à peu, de chaque côté, la nuit alluma le Dragon, le Cygne, le Cancer, le Lion, le Scorpion et le Chien. Elles étaient encore toutes faibles, mais la nuit avait déjà son visage habituel. L'étendue des montagnes sous la nuit était toujours visible avec son immense désert et cette tempête de pierres, avec toutes ses vagues arrêtées.

— Nous allons passer la nuit ici, dit Saint-Jean, sans bouger. Nous ne pouvons pas partir de nuit avec ce chargement extraordinaire. D'autant plus que nous sommes en avance. Je comptais retourner là-bas demain soir. Nous y arriverons avant. Et demain soir nous serons déjà sur le lac en marche vers là-bas au fond où nous devons tout faire sauter. Dans trois jours, à partir de maintenant tout sera libéré.

— Vous voyez tout comme ça, longtemps, et sûrement à l'avance comme si ce que vous avez dans votre poitrine en ce moment-ci n'était pas si violemment explosif, dit-elle. Tous les plus petits moments du temps, je me demande si vous n'allez pas sauter en l'air, et vous dites déjà ce qui arrivera dans trois jours? A moins que vous ayez menti, et que ça n'ait vraiment pas la force que vous dites.

— Oh! croyez-moi, Marie, dit-il à voix basse, c'est exactement ce que j'ai dit. Et si vous pouviez vous rendre compte, vous verriez que je n'ose même pas respirer et que je n'ose pas parler et que je suis là tout le temps à attendre... Mais, je vous dis quand même que dans trois jours tout sera libéré. Si on n'avait pas cet espoir qui va contre tout à chaque minute, rien n'arriverait jamais, parce qu'on n'oserait rien entreprendre, même pas de vivre une minute de plus.

Maintenant, la nuit et les étoiles bouchaient toute l'ouverture de la caverne.

— Je vous demanderai, dit-il, de fendre quelques bûchettes et

d'entretenir le feu. Et même de le préparer, comme je vais vous dire, pour la nuit.

» Nous partirons à l'aube, dit-il ensuite, mais pas trop tôt et pas trop vite, car, dès que nous nous mettrons à descendre nous entrerons encore dans l'obscurité des nuages et nous ne pourrons plus compter avec la clarté d'ici. L'important n'est pas d'avoir ça ici, c'est de le descendre en bas.

» Non, fendez seulement les morceaux de bois en deux, ça suffit. Prenez ces grosses pierres. Entourez les braises tout autour pour que le feu soit comme dans un bassin. Excusez-moi, je ne peux pas encore bouger. »

Elle arrangea le feu comme il le lui disait. Elle chargea les braises avec des bûches neuves. Les flammes étouffées soufflèrent par des trous rouges. La toile de la nuit noircit tout d'un coup toute dure et avec ces étoiles tellement aiguisées, toutes rayées comme par des coups de lime.

Elle vint s'asseoir près de lui. Le feu n'éclairait plus, couché sous les bûches encore entières. Les étoiles remplissaient brusquement les yeux.

— Donnez maintenant, dit-elle.

Elle avait enlevé sa chasuble en peau de mouton. Elle déboutonna son corsage.

— Oui, maintenant je vais vous la donner.

— J'aurais voulu que ça risque encore.

— Ça risque toujours, Marie. Je vous demande justement de faire attention comme si, d'un seul coup, tous les mouvements de votre corps étaient devenus de la poudre, même ceux qui se font tout seuls dans le fond de votre sang. Il faut que vous dominiez tout ça. Non, Marie, ce n'est pas pour rire. Et ce n'est pas un jeu. Vous, il vous semble que c'est un jeu. Je ne sais pas trop ce que vous faites, mais vous avez l'air de prendre ça pour un jeu. Non, ne vous amusez pas à ça, ça n'est pas pour jouer que je vous la donne. Quelle est cette idée de vouloir jouer ? Vous aviez dit que vous m'écouteriez. Écoutez-moi : vous allez pouvoir m'aider et aider tout le monde. Je vais précisément vous habituer à avoir cette dynamite dans la poitrine, puisque vous avez l'air de la vouloir. Mais, si je le fais, c'est pour que vous puissiez m'aider à la descendre demain pour la porter en bas où nous en avons besoin. Ça n'est pas

pour jouer; pour jouer ici dessus; vous et moi; seuls; bêtement; où ça pourrait subitement éclater et nous lancer dans les étoiles sans que ça serve à personne. Au contraire. Comprenez-vous?

— Je vous obéirai, dit-elle. Excusez-moi, je comprends ce que vous me dites. N'ayez pas de crainte. Je suis là déjà, j'attends, je ne respire plus. Je retiens mon sang.

Elle le regarda. On y voyait : les yeux s'était habitués à la lumière des étoiles. Il ne souriait plus. Il était aussi devenu plus sanguin, avec de la couleur sur ses joues. Il n'était plus pâle comme le marbre. Sa bouche était soucieuse et amère.

D'autant plus, dit-il, qu'il y a bien plus de risques que ce que vous croyez. Il n'y a pas que celui de sauter en l'air qui est peu de chose, somme toute, tellement c'est vite fait. Mais ça vous donnera le pouillant, ajouta-t-il, à voix basse; allez, ne vous inquiétez pas si vous voulez risquer quelque chose, ça n'est pas ce qui manque. Et après ça, vous l'aurez pour toute votre vie. Je vous ai dit que c'était comme un rat qui gratte; eh bien! c'est encore bien plus dégoûtant.

— Alors, dit-il après, vous êtes toujours décidée?

— Donnez!

Il ouvrit son corps de chemise et il alla chercher quelque chose là-bas dedans, sous son cœur.

Elle ouvrit son corsage. Elle avait une chemise serrée autour du cou par un lacet. Elle détacha le nœud et tira sur les fronces. Elle ouvrit le passage. Elle écarta l'ouverture du sac de toile. Elle avait des seins opulents comme ceux d'une femme; blancs comme deux pigeons endormis.

— Tendez la main, dit-il, ne serrez pas. Portez ça lentement dans vous.

— Je crois que c'est encore mieux chez moi que chez vous, dit-elle, j'ai là-dessous un nid tout chaud où ça a trouvé tout de suite sa place.

Elle releva un peu son sein gauche. Il émergea avec son jabot dur et gonflé.

— Y a-t-il de la place pour tout ce que je vous donne?

— Bien plus encore. Donnez toujours.

— Je n'en ai plus, vous avez tout.

Elle attendit un moment, comme si elle espérait quand même.

— C'est tout, dit-il, c'est la dernière charge.

Elle ferma sa chemise.

— Gardez-là un moment, dit-il. Mais tout à l'heure il faudra la mettre dans la marmite, avec le reste.

— Attendez, dit-elle.

Elle serra le lacet autour de son cou, renoua la ganse et ferma son corsage.

Il faisait chaud. Les murs de la caverne arrondissaient tout autour la chaleur du feu. Les braises étaient paisibles et sans flammes dans leur bassin de pierre. La clarté du feu effaçait les étoiles les plus basses de l'horizon, mais le reste du ciel élargissait devant les yeux ses constellations familières. Elles s'étaient toutes rapprochées. Elle montaient la garde devant la caverne. La tempête des montagnes s'élargissait dans la nuit. C'était d'abord rien, puis une bande opaque, puis un chevauchement de vagues et d'écume immobile.

— Alors, ça va, dit-il?

— Oui.

— Ça rentre cette puissance?

— C'était froid comme de la glace, mais ça se chauffe. Je ne le sens presque plus. Ça a la chaleur de ma peau.

— Ne l'oubliez pas quand même et ne faites pas de gestes trop larges. C'est dans votre sein maintenant.

— N'ayez pas peur, je vous obéis.

Le reflet des braises respirait sur son visage immobile. Elle ne respirait pas.

— Vous êtes maintenant une fille puissante, dit-il. Mais si c'était tout, ça ne serait guère. Il faut que ça serve. Si je vous l'ai donnée, c'est pour vous habituer. Demain matin, je vous en donnerai sept kilos à porter. Vous vous en sentez capable?

— J'en porterais jusqu'à en crever s'il fallait.

— Si vous avez un amoureux en bas, dit-il, vous pourrez lui dire qu'il en cherche une autre. Ça ne supporte pas les caresses.

— J'ai ce que je veux, dit-elle, je ne veux pas plus.

— Il ne faut même pas le dire. Ne parlez plus. Vous n'êtes plus rien de ce que vous étiez avant. Il faut respirer avec une nouvelle manière. Maintenant, ce n'est pas difficile, vous êtes assise. Demain il faudra marcher.

— Je marcherai.

— Ne dites pas ce que vous ferez, vous n'en savez rien, moi non plus.

» Ça sera évidemment encore plus chaud que maintenant, dit-il à voix basse. Ça sera devenu encore plus comme un morceau de vous-même. Vous ne saurez même plus que vous la portez. Et il faudra malgré tout accommoder votre façon de vivre à sa façon de vivre à elle, comme si vous étiez devenue de la dynamite vous tout entière.

» Vous descendrez seule. Et moi seul derrière vous. Loin derrière. Personne ne pourra plus nous aider. Sauf nous. Chacun pour soi. Si vous tombez, je pourrai juste fermer les yeux et vous entendre éclater. Et après porter ma charge. Si vous arrivez en bas, vous m'attendrez près du radeau. Là, je vous délivrerai. »

— Ça ne sera pas une délivrance.

— Vous verrez que si. Alors, vous pourrez respirer comme avant. Et vous ramerez pour me ramener à Villard-l'Église. Mais moi il ne faudra plus me toucher.

Le temps déplaçait lentement les vastes agglomérations d'étoiles. Il renversait la nuit comme une toile noire couverte de grains de maïs. Le ciel s'effondrait avec une grandiose lenteur autour de la pointe dorée de l'Ourse. Des étoiles nouvelles montaient de l'est.

XI

LA DÉLIVRANCE

— Les voilà, dit Cloche.

Une nuit épaisse écrasait l'eau. On entendait un bruit de rames. Mais, Chaudon écarta le feu et on les vit arriver. Marie ramait; Saint-Jean était assis, immobile derrière. Ils avaient tous les deux des visages blancs comme du plâtre. C'était étonnant qu'ils ne fassent pas de signes, regardant en face, comme ça, voyant tout le monde qui attendait. Et eux, ils sortaient de la nuit avec des visages de plâtre où il n'y avait que les trous noirs des yeux, et pas de bouche.

Marie donna juste trois longs coups de rames, très longs, très lents, de tous ses reins, et le radeau toucha doucement le bord dans le craquement de l'eau glacée parce que personne ne parlait. Elle laissa retomber ses bras.

— Ne le touchez pas, dit-elle, ne le touchez pas. Ne le touchez plus, jamais, jamais!

Elle pleurait; elle avait le visage tout léché de larmes, comme par un chien.

— Aidez-la à se relever, dit Saint-Jean.

Il parlait comme d'un masque. On ne voyait même pas sa bouche s'ouvrir.

— Elle a fait plus que ce qu'elle pouvait. Elle n'a plus de nerfs. Prenez-la doucement. Ne faites pas bouger le radeau.

— Ne le touchez pas, cria Marie.

— Elle n'a plus de nerfs, dit Saint-Jean immobile.

On ne savait pas d'où venait cette voix qu'il avait. Il ne bougeait pas. Le clapotis le balançait, raide, en même temps que le radeau.

— Emportez-la, dit-il, et faites-la coucher. Elle est au bout de ses forces. Elle ne peut pas plus. Ne lui demandez jamais plus rien pour tout le restant de sa vie. Elle en a assez fait maintenant.

Ils l'avaient relevée et tirée sur le bord. Ses jambes traînaient par terre. Elle était pendue à pleines mains à leurs épaules, sa tête courbée au fond de ses bras. Elle disait à voix basse :

— Ne le touchez plus, jamais, jamais plus. Ne le touchez pas. Laissez-le, laissez-le seul, seul.

— Cloche, dit-il, de cette petite voix inhumaine (et alors on vit qu'il entr'ouvrait juste la bouche comme un fil) arrive ici. Alors, maintenant, monte sur le radeau, toi. Je chauffe vingt kilos de dynamite. J'ai les poches pleines de détonateurs. Prends les rames. Que les autres prennent les radeaux. Combien en avez-vous?

— Quatre, dirent à la fois Chaudon, Prachaval, Djouan, Arnaldo, à voix basse.

— Montez deux sur chaque, dit la voix de plâtre : un pour les rames, un pour la torche, et venez, suivez-nous. Nous partons les premiers, Cloche et moi. Quand il n'y aura plus de

danger à nous suivre, Cloche criera et vous viendrez. Et après suivez-nous; sans vous approcher.

On entendit clapoter l'eau contre le rivage et Marie, toujours effondrée, à bout de bras dans tous ces hommes, muets qui répétait à voix basse :

— Laissez-le! Laissez-le! Laissez-le!

— Allons, mon Antoine, dit-il.

Cloche prit les rames. Il avait planté une torche dans les joints du radeau et elle balançait doucement sa flamme devant le visage blanc de Saint-Jean.

— Qu'est-ce que je fais, dit Cloche?

— Vas-y maintenant avec toute ton amitié, dit la voix.

Cloche commença à ramer doucement. Ils s'éloignèrent du bord comme s'ils étaient emportés par la paix de la nuit. Puis il ne resta plus que la flamme visible sur les eaux noires. Ils avaient disparu, sauf la flamme qui faisait voler ses cheveux et le bruit de plonge des rames.

Boromé cria :

— Sarah, Sarah, où es-tu?

— Je suis là, dit-elle, où voulez-vous que je sois?

Elle était penchée sur l'herbe et sur Marie. Il y avait un grand silence et on entendit bien le reproche qui était dans la voix de Sarah.

La lueur s'éloignait parfois, elle s'éteignait comme sous un gonflement de la nuit. Sarah caressait les cheveux de Marie, mais elle regardait là-bas la flamme qui emportait Saint-Jean.

— Laissez-le, laissez-le. Ne le touchez pas. Laissez-le seul, seul.

La voix d'Antoine Cloche appela dans la nuit. Le halètement des larges eaux la faisait flotter et claquer comme une mèche de fouet.

— Venez, venez, venez!

Djouan avait des yeux durs, tout éperdus de dureté.

— J'y serai allé, moi avec lui. Il a appelé Cloche, pourquoi?

Il se frappa la poitrine.

— Alors, viens, dit Bozel, viens avec moi. Tu n'es pas le seul.

Ils poussèrent le radeau. Bozel prit les rames et Djouan la torche, et tout de suite les eaux les balancèrent.

Chaudon poussa un radeau sans se soucier des autres, mais Prachaval sauta avec lui.

On ne savait plus où était la flamme de Saint-Jean. Il y avait celle de Djouan, déjà éloignée dans l'ombre noire et le bras de Prachaval qui tenait la torche s'effaça aussi. Il ne resta plus que ces trois flammes. Solitaires.

— Alors, Paul, dit le Pâquier?

Il était déjà sur le radeau avec Charles-Auguste.

— Oui, dit Charasse.

Il monta avec eux. La nuit les emporta tout de suite. Il y avait quatre flammes sur les eaux.

— Nom de Dieu, dit Charasse, leur faire voir que je suis capable.

Le Pâquier ramait dur.

— Tu es de la montagne, dit-il.

Paul dressa la torche à bout de bras. Il voyait les furieux cheveux blancs du Pâquier, drus comme du fer, collés sur cette tête rouge; comme des lames de fer, malgré la colère de ces grands coups de rames.

— Tu es un brave type, toi.

— Non, dit le Pâquier, mais ce qui est vrai est vrai. Vas-y.

Ils étaient déjà loin.

— Si vous en êtes pour le vrai, vous autres, alors dit Charles-Auguste, ça c'est rigolo.

Sur le bord, Julie Glomore serrait le bras de son mari et ses trois filles étaient là autour de lui à le serrer au milieu d'elles. Tous le visage tourné vers la nuit des eaux où dansait les quatre flammes; une très petite au fond.

— Laissez-le. Laissez-le seul, disait Marie sans pleurer; sous la main de Sarah; avec seulement de grands frissons secs.

— Je suis embousé dans ces femmes, pensa Glomore.

Arnaldo cligna de l'œil à Dominique, lui avec sa grosseur d'arbre, il lui en fallait peu pour le mettre en route, mais Arnaldo lui fit signe vers Bourrache et lui dit :

— Hop!

Et Dominique frappa du coude dans les côtes de Bourrache.

— Hop! il lui dit, et allez donc! Qu'est-ce que tu fous là? Viens qu'on te traîne.

— J'y vais seul, dit Bourrache.

Il avait un regard clair où il n'y avait pas à se tromper.

— Pas besoin qu'on me force, dit-il.

Ils montèrent tous les trois sur le radeau très calmement, Dominique aux rames, Arnaldo à la torche, Bourrache debout, les bras pendants.

— On l'emmène, dit la petite Angèle? Qui lira le livre sur la tombe de mes sœurs?

— Moi, dit Marie Dur.

Il y avait cinq lumières sur les eaux. Puis, on n'en put plus compter que quatre. Puis trois; puis deux se fondirent ensemble dans une sorte de lueur sur laquelle dansaient très nettement les flammes rouges de la troisième. Celle-là resta seule longtemps. Dernière. Puis elle disparut.

L'eau était calme. Bourrache tourna la tête : la butte de Villars-l'Église avait disparu. Il n'y avait que cette poix noire toute plate que la torche d'Arnaldo illuminait, où les rames de Dominique déchiraient des trous huileux, et là-bas devant quatre flammes.

Djouan était penché à l'avant du radeau. Bozel ramait de toutes ses forces.

— Arrive, arrive, dit Djouan entre ses dents, on va être à côté de lui et l'accompagner comme des hommes; au lieu de toute cette putasserie de suivre.

Il agita la torche au-dessus de sa tête. Il vit là devant le radeau de Saint-Jean et il aperçut cette sorte de borne immobile qui était Saint-Jean assis. La voix de Cloche portait dans des échos plats qui la rejetait dure et sèche :

— Il vous fait dire de ne pas vous approcher, dit-il. Laissez-nous prendre de l'avance. Il demande qui est là derrière?

— Djouan!

Bozel arrêta un peu ses rames. On vit Cloche qui donnait des coups de reins longs et solides et qui s'enfonçait encore dans la nuit.

— Il te fait dire merci, Djouan, dit la voix de Cloche.

Bozel releva les rames. Le radeau flotta sur place. La flamme de Saint-Jean s'éloigna.

— Qui est là devant, demanda Prachaval?

Bozel répondit. Ils s'approchèrent presque à bord.

— Arrêtez-vous, dit Djouan, il ne veut pas qu'on l'approche.

Ils virent arriver la flamme de Charasse et les cheveux blancs du Pâquier, puis les grands coups de plonge qui ne pouvaient être donnés que par Dominique s'entendirent et ils aperçurent Bourrache arrivant debout comme s'il marchait sur les eaux.

La nuit était fermée tout autour. Les quatre flammes n'éclairaient que les radeaux et un peu de poix moirée autour des rames. L'autre flamme là-bas devant s'en allait.

— Alors, dit Djouan, c'est moi qui commande. Il me l'a fait dire. Il ne veut pas qu'on l'approche. Marchons doucement tous ensemble et ne me dépassez pas. Vas-y, Bozel.

» Il vous fait dire merci, cria encore Djouan au moment où la nuit coucha la flamme de sa torche. Et nous le suivons de loin avec notre amitié qui doit comprendre la chose, nom de Dieu! »

Bozel ramait, et Chaudron, et Dominique, et le Pâquier, s'écartant les uns des autres, avançant sur la même ligne, avec Bourrache debout, les bras ballants.

La voix de Cloche arriva de là-bas loin, entrecoupée des efforts sur ses rames.

— Qu'est-ce qu'il dit?

Il devait parler à Saint-Jean, mais l'eau plate apportait des mots qu'on pouvait entendre dans le silence retentissant :

— ... Avec toi...

— Moi aussi, dit Djouan doucement, tendrement, moi aussi, je suis avec lui, truie de Vierge!

— Tous! dit Bozel.

— Doucement, doucement, chanta Djouan. Piano! *Che siete nella farruca!* en agitant sa torche vers les autres flammes qui marchaient trop vite. Elles s'arrêtèrent. Les rames levées luisaient sous les torches. Les rames plongèrent dans l'eau. Des anneaux de feu s'élargissaient autour d'elles et s'éteignaient dans l'ombre derrière les radeaux.

— Qu'est-ce qu'il dit l'autre qui baragouine, dit Charles-Auguste?

— Il dit de ralentir, dit le Pâquier.

Charles-Auguste :

— Il est rigolo, lui alors. Il s'imagine qu'on est bien ici sur

ces eaux qui te foutent un vieux coup d'humidité dans les rhumatismes. On a un bon rameur, nous. Vas-y, Pâquier. Passe-les tous, qu'on touche terre. Bougre, c'est encore un truc dégoûtant cette histoire marine là, dis donc!

Le Pâquier :

— Regarde voir Paul, regarde voir qu'on ne dépasse pas les autres.

Charles-Auguste :

— Vas-y en plein, Pâquier de mon cœur humide.

Le Pâquier :

— Tu as envie de sauter en l'air?

Charles-Auguste :

— Non. Qu'est-ce que tu as toi encore, dis donc?

Le Pâquier :

— Regarde la petite flamme basse là-bas devant. Il porte vingt kilos de dynamite, et puis les détonateurs. Tu peux être tranquille. Ça peut être l'affaire de rien du tout. Approche-toi et puis tu verras.

Charles-Auguste :

— Vous m'avez encore mis dans une drôle d'histoire!

Charasse :

— C'est un brave type. Il a dit qu'il ne voulait pas qu'on approche. Alors, au fond, il se dit que ce n'est pas la peine de risquer tous ensemble. Moi, j'en connais au contraire qui nous auraient dit : « Allez, les gars, venez donc à côté de moi, qu'on risque tous ensemble. Et venez donc! » J'en connais qui nous auraient agrafés à pleine veste. Il nous a dit : « N'approchez pas. C'est un brave type. »

Le Pâquier :

— Oh! Qu'il veuille ou non, tu aurais vu ça s'il en serait resté peu à peu en arrière sans faire semblant. Ça en est qu'on laisse seul volontiers, ça, tu sais.

Charasse :

— Avec sa poudre maintenant, c'est le plus fort de tous.

Le Pâquier :

— Justement, c'est ça même. Il est tellement fort que ça lui coupe la vie. Tu crois qu'il peut vivre, toi comme ça? Regarde voir, Paul, si on est bien en ligne. Je ne veux pas rester en arrière, moi.

Charles-Auguste :

— Ah! dis donc, toi, l'amour-propre alors, laisse-moi ça, s'il vous plaît, je m'en fous complètement, moi. Qu'est-ce que ça ferait si on restait derrière? Tu crois qu'on serait plus mal?

La plonge des rames frappait tout autour. On entendait Chaudon et Prachaval qui parlaient. Et Bourrache qui dit subitement :

— Qu'est-ce que vous vous croyez, alors tous?

Les radeaux marchaient presque tous ensemble et pas loin les uns des autres. On voyait les hommes debout, noirs sous les torches qu'ils haussaient à bout de bras et les rameurs qui entraient d'un coup de tête dans la lumière, puis se rejetaient en arrière. Djouan chantait sans musique des mots montagnards pour faire nager Bozel en mesure : « *Nella fuggia, nella rocca, nelle groppa, nelle bestia, nelle buccha!* » Et de temps en temps il rugissait une sorte de rugissement de tendresse, penché en avant du radeau, essayant de voir, là-bas devant la nuit, vers cette petite flamme lointaine sous laquelle il était impossible de savoir s'il y avait des hommes comme ici, ou seulement un esprit comme dans les feux de marais. Toutes les rames plongèrent ensemble. Djouan s'arrêta de chanter les mots. Il appela Bozel à voix basse.

— Oïmé, dit-il, pourquoi s'est-il imaginé qu'il n'y a que Cloche qui l'aime?

— Oh! Bocchi, dit Bozel, tu as recommencé à parler piémontais.

Djouan se tourna vers lui.

— Rame, toi, dit-il, comment veux-tu que je dise ça dans ton français?

Il se pencha encore en avant, au-dessus de la proue plate, regardant là-bas au fond la petite flamme. Il cria dans une longue phrase piémontaise un rugissement tendre et velouté.

— Qu'est-ce que tu dis, demanda Prachaval, dans l'ombre?

Et il agita sa torche.

— Qu'est-ce qu'il chante, dit Chaudon? Est-ce qu'on va trop vite?

— Non, mais ils sont tous excités. Et celui-là, il a l'air fou avec ses yeux sauvages.

— Il semble toujours qu'on lui fait tort de quelque chose.

— Regarde-le. Il frappe avec sa torche dans la nuit, comme si c'était un fouet.

— Ils ont des sangs plus forts que nous.

— Ils ont toujours été sur des routes, dit Prachaval.

— Où sommes-nous, demanda Chaudon?

— On ne voit rien.

Prachaval balança la flamme de sa torche.

— Je sens, dit Chaudon, qu'une sorte de petit courant se noue autour de mes rames.

— Il n'arrête pas de gueuler, lui là-bas, et de mordre dans la nuit comme s'il voulait se hâler à coups de dents.

— Oh! dit Chaudon, il n'y a plus autour de nous que cette colère contre on ne sait pas quoi, et puis ces eaux plates. Tu ne vois rien?

— Non. Il faut pousser là dedans en bombant le dos. Vas-y, Chaudon.

La voix dure de Cloche sauta sur les eaux.

— Taisez-vous là-bas, cria Djouan.

Là-bas, c'était Bourrache qui parlait debout.

— Répète Antoine, cria Djouan.

— Il vous fait dire, reprit la voix, que vous vous approchez trop. Vous lui donnez du souci et il en a assez comme ça.

Il devait s'être arrêté de ramer et il avait dû se tourner vers eux pour leur parler.

— Je rame lentement moi, dit-il.

— Santa madona, je te remplace volontiers si tu veux, dit Djouan.

— Il te fait dire non, dit la voix. Il te fait dire que tu ne peux pas, mais merci. Il te fait dire à toi, Djouan, que ça doit être mené avec une grande paix et sans colère. Il vous fait dire qu'il voudrait que vous vous endormiez sur les rames et que vous ne pensiez pas à lui. Il rit doucement, continua la voix. Il dit : « Ne vous en faites pas, soyez paisibles. Il dit de vous dire qu'il rit, lui! »

Les rames ne plongeaient plus. Le silence frappait doucement les eaux comme une main plate. La flamme des torches fumait droit.

— Il veut te parler à toi, Djouan, dit la voix de Cloche.

— J'écoute.

— Il te fait dire que tout ça n'est pas grand chose et que ce n'est pas la peine de s'emballer.

— *Sicura bellezza della passiona!*

— Oh! il te fait dire que si tu le voyais, il est assis, et à peine s'il respire. Il ne bouge pas et il rit. Et il demande maintenant combien vous êtes ici dessus du chantier de charpentage.

Les charpentiers crièrent leurs noms.

— Ah! il dit que c'est une bonne chose. Et il veut savoir qui est encore avec lui.

— Nous sommes tous avec toi, cria Chaudon après son nom.

Puis, ils se nommèrent : Prachaval, le Pâquier, Charasse, Charles-Auguste; et Bourrache qui dit : oui, moi, et Dominique qui lui dit : ta gueule!

On entendit là-bas devant la plonge des rames de Cloche et la flamme là-bas se coucha et commença à clignoter comme si elle allait s'éteindre.

— Restez sur place tant que vous verrez la lumière. Ne bougez pas tant que vous la verrez. Quand elle s'éteindra, avancez-vous.

La voix s'éloignait.

— Il dit que vous ramiez lentement sans vous soucier de lui. Faites ça comme une promenade. La nuit est belle. Il dit qu'il y en a assez d'un.

— D'un et de toi, dit doucement la voix de Saint-Jean sur le radeau.

Chaque fois, cette voix de plâtre, presque basse, touchait Cloche comme un coup de fouet malgré le bruit des rames dans l'eau épaisse.

— Ne parle pas, mon Jean.

— Ça ne risque pas plus, dit Saint-Jean, que ce radeau qui me tape des coups dans le cul.

— Je peux ramer encore plus lentement, mon Jean.

— Non. Il faut arriver en bas au fond en même temps que le matin.

— Je voudrais te porter dans des ailes de plumes, mon Jean.

— Je voudrais crier à pleine gorge, dit Saint-Jean, et respirer enfin un bon coup, au lieu de te faire parler pour moi et

leur dire ce que j'ai à leur dire en même temps que tout sauterait.

— Fais-le, si tu le crois juste.

Cloche debout poussait lentement les rames à fond, de tous ses bras. Ils entraient peu à peu dans la solitude.

— Et maintenant, comment ça va, dit Cloche?

— Bien.

— Je tire sur la profondeur des eaux, dit Cloche. C'est plus calme?

— Oui, tu as peur de moi quand je parle?

— Non, dit Cloche, pas du tout.

— C'est dangereux, dit Saint-Jean. Je n'ose pas les toucher. Je sens des bâtons de gomme que ma peau ne chauffe pas croisés sur ma poitrine. Parler me fait respirer. Et je les entends qui forcent.

Silence sur les eaux. La plonge régulière des rames. L'effort toujours le même des bras.

— Me taire. Plus dangereux encore. Ce miracle m'étouffe. Je serais fou. Je respire à peine pour parler. C'est la première chose douce.

— Parle tant que tu veux, dit Cloche, nous sommes seuls dans le large tous les deux. Qu'est-ce que ça peut foutre? Si nous sautons, ils se sauveront bien sans nous. Parle si c'est doux. Pense à toi, mon Jean.

— C'est assez doux comme ça et je pense que j'arriverai au bout quand même.

— Laisse un peu cette voix de pierre. Parle comme avant.

— Je ne peux pas. Je ne suis plus le même. Mais toi, j'entends ta voix comme avant.

— Mais moi je t'entends comme au fond d'un saint de pierre.

— Je t'userai jusqu'au bout, comme Marie.

— Je suis plus fort qu'elle.

— Je te demanderai plus.

— Tu parlais avec elle?

— Pas un mot. Au-dessus de Verneresse, avant de descendre dans le rocher, je me suis assez approché d'elle pour voir ses yeux. Je l'ai regardée fixement dans ces yeux fixes qui pleuraient. Et je lui ai fait signe de descendre.

— Avec moi parle, fais ce que tu veux. Si nous devons sau-

ter, sautons. Nous sommes seuls. Qu'est-ce ça peut foutre? Respire, parle. Je voudrais te voir comme avant.

— Je l'ai cassée, dit-il, pour toujours; j'en ai fait juste une boîte chaude avec des jambes. Je te demanderai plus.

— Parle. Respire. Fais ta vie comme avant.

— Impossible. Oh! mon Antoine, c'est beau l'amitié!

— Tais-toi, dit Cloche.

Ils étaient repartis. Ils avaient cherché partout, droit devant eux en gardant la direction. Les quatre radeaux tenaient un grand large. Ils faisaient flotter les flammes des torches. Ils ne voyaient que l'eau de poix avec ses moires rouges. La flamme de Saint-Jean avait disparu. Ils avaient appelé les uns après les autres comme des moutons qui bêlent, puis tous ensemble. Le bruit de la grande voix roula sur les eaux, puis s'éteignit, et le silence revint avec le bruit de plonge des rames.

Djouan (criant) :

— Regardez, regardez avec des yeux de fer!

Bozel :

— C'était un homme dur.

La voix d'Arnaldo :

— Rien devant nous.

Charles-Auguste :

— Réponds-lui qu'on ne voit rien.

Le Pâquier :

— Laisse faire. Il le sait.

Charasse (penché sur la proue, dressant la torche; à chaque coup de rame, le radeau embarque un bourrelet d'eau qui claque dans ses jambes) :

— Oh! Il nous a abandonnés, c'est sûr!

Le Pâquier :

— Qu'est-ce tu chantes, toi? Tu dois être habitué à l'abandon, toi!

Charles-Auguste :

— Pas si vite, rame doucement. On n'est pas pressé. Et toi, éclaire bien devant. Ils pourraient avoir éteint leur torche et être là devant endormis sur le radeau. On ne pourrait pas s'arrêter, on y entrerait dedans à pleine force.

Le Pâquier :

— S'il y a une chose de sûre, c'est qu'ils ne dorment pas.

Charles-Auguste :

— Va savoir.

Le Pâquier :

— Oh! ils n'ont pas un seul moment de paix. Si c'est paisible là devant, c'est qu'ils n'y sont pas. Même sans lumière, dans cette nuit de poix, ils luiraient comme du verre au soleil.

Charasse :

— Il nous a laissés tout seuls!

Le Pâquier :

— Ta gueule, Paul!

Une voix dans l'ombre :

— Qui est là de ce côté?

Charles-Auguste (se précipitant sur le Pâquier pour arrêter les bras qui rament) :

— Arrête, Pâquier, voilà qu'ils sont là.

La voix qui s'approche:

— C'est Pâquier?

Le Pâquier (il lâche les rames, pousse Charles-Auguste et se dresse) :

— C'est moi, oui, je suis là. A ton service.

(Il est debout. Il parle face à face à la nuit, vide, avec son visage rouge et ses cheveux d'acier. Loin à droite la flamme de Djouan, loin à gauche la flamme d'Arnaldo.)

La voix (en même temps que deux ou trois coups de plonge et le froissement d'un radeau qui vient sur son erre, puis apparaît dans la lueur de la torche de Charasse. Un homme debout.)

— Donne-moi du feu, dit-il, ma torche est éteinte.

Le Pâquier :

— C'est Prachaval? Je n'avais pas reconnu ta voix.

Prachaval :

— On ne reconnaît plus rien.

Chaudon :

— Qui est celui-là que vous portez là, couché sur le radeau.

Charles-Auguste (lève la tête, puis se redresse sur ses pieds) :

— C'est moi. Quelle sale histoire!

Prachaval (il allume sa torche à la torche de Charasse) :

— Vous avez une idée de l'heure?

— Non.

Prachaval :

— Nous avons dépassé Méa.

Chaudon :

— Tout à l'heure je ramais comme dans du foin. Plein de courants là-dessous qui attachaient mes rames. Il fallait tirer comme si je plongeais dans de longues herbes.

Le Pâquier :

— Je ne crois pas qu'on soit si loin.

Chaudon :

— Ça devait être les nœuds de l'Ebron là-dessous.

Le Pâquier :

— Alors, c'est que le temps est bizarre.

Prachaval (à Charasse) :

— Racle-moi un peu de résine chaude là-dessus. Mon bois est froid.

Le Pâquier :

— Tire-toi, Chaudon. Les radeaux vont se coller. Pousse avec ta rame.

Prachaval (qui emporte de la flamme au bout de sa torche) :

— Au revoir.

Charles-Auguste :

— Restez donc pas trop loin qu'on se tienne compagnie. Et n'allons pas trop vite.

Chaudon (il tire sur les rames. Il a déjà tourné le dos. Il emporte Prachaval qui abrite encore sa petite flamme dans les pans de sa veste) :

— On arrivera peut-être là-bas avant l'aube.

Charles-Auguste :

— Si on arrive.

Le Pâquier (s'asseoit et reprend les rames) :

— Ta gueule!

La voix de Prachaval devant :

— Au revoir!

Charles-Auguste :

— Voilà, on est toujours seul dans cette histoire. Tu as donné de ton feu et nous, nous n'y voyons presque plus maintenant. Regarde bien, fais attention. Ne va pas si fort, toi qui rames.

Charasse :

— Rien. Là-bas devant, la flamme de Djouan éclaire aussi un rond désert. Voilà celle de Prachaval qui flambe sur rien autour d'elle aussi. Voilà là-bas celle d'Arnaldo. Rien. (Il fouette la nuit avec sa flamme rouge.) Rien.

Ils se sont peut-être noyés. Et ça n'a pas fait le moindre bruit. Ou peut-être ça a éclaté sourdement en bas dans le fond sans qu'on puisse entendre. Et tout à l'heure, l'eau se soulèvera...

Le Pâquier :

— Ta gueule, Paul!

La voix de Djouan :

— Écoutez!

La voix d'Arnaldo :

— Qu'est-ce qu'il dit?

Charles-Auguste :

— Il dit d'écouter. Écoutez! (tourné vers le Pâquier à voix basse) J'ai entendu comme le ronflement d'un oiseau qui volerait au fond de l'eau.

Le Pâquier :

— Ta gueule!

Silence. les lumières immobiles sur les eaux, plantées dans des ronds de poix moirée.

La voix d'Arnaldo :

— J'entends vers la gauche une grande chose qui gargouille et ça souffle comme un vieux cochon.

Arnaldo est sur le dernier radeau à gauche, avec Dominique et Bourrache. Et ils ont ramé tout le temps en silence, avec seulement le bruit, qui est venu une fois, de discussion entre Bourrache et Arnaldo. Maintenant, on les voit tous les trois là-bas debout, noirs sur la lueur de la torche. Ils écoutent les bruits qui viennent de leur gauche.

La voix de Chaudon :

— C'est l'eau qui muffle dans les toitures de Méa. Ne vous approchez pas, les gars. C'est plein de tourbillons.

La voix de Charles-Auguste :

— Tire Pâquier, le radeau tourne!

Charasse agite sa torche. Un large clapotis huileux reflète la lueur jusque dans les nuages bas.

La voix de Djouan :

— Écoutez devant.

On le voit là-bas devant noir comme un grillon sous les flammes de sa torche.

On entend la lourde plonge de Dominique, les coups de rame de Pâquier qui remet son radeau d'aplomb. Chaudon rame régulièrement, bien en ordre, et peu à peu Pâquier obéit à sa cadence et le suit. Dominique gagne et arrive à la hauteur de Djouan. Arnaldo et Bourrache se tiennent par l'épaule. Ils écoutent.

— Rien, c'est la voix de Bourrache.

Ils se tiennent par l'épaule avec Arnaldo. Ils regardent devant eux pendant que Dominique rame comme un Turc. Ils sont les plus loin vers la gauche. Ils touchent tout le long ce rivage de la nuit sombre, au delà duquel soufflent les tourbillons et ces hoquets de géants noyés, cette ombre où il semble que tremblent les gestes désespérés de mains grises larges comme ce radeau. Et rien ne bouge, et c'est tout noir.

— Rien, dit Bourrache, rien.

— Ne t'en fais pas, dit Arnaldo, et il lui tape sur l'épaule comme à un copain.

Il a vu près de lui cet œil inquiet et cette bouche qui tremble dans la barbe.

La voix de Djouan (il s'était rapproché d'eux et sa voix était maintenant claire et posée, sans rage et sans piémont, avec seulement une lassitude qui espaçait ses mots; ou bien il le faisait exprès pour qu'on l'entende parfaitement de tous ces radeaux sur l'eau déserte) :

— Il nous a laissés. Nous lui faisions du mal sans le vouloir.

Instinctivement ils s'étaient tous groupés et resserrés les uns sur les autres; ils continuèrent à ramer droit devant eux. Ils étaient à peine séparés de cinq à six mètres. Tout autour c'étaient les ténèbres complètes. Ils tenaient comme ça vingt mètres de front à peine. Ils ramaient ensemble. Ils s'enfonçaient tous ensemble dans cette nuit déserte devant eux. Ils auraient pu se parler de radeau à radeau, mais ils ne parlaient pas, penchés sur l'ombre ou regardant le ciel. La plonge des rames sautait sur les eaux comme le bruit d'un gros poisson qui voyage seul.

A la longue la nuit devint froide. On approchait de l'aube, mais il n'y avait pas encore de lueur. Un à un les flambeaux

s'éteignirent. Depuis un moment ils les regardaient mourir et ils cherchaient les traces du jour dans le ciel. C'était toujours la pleine et épaisse nuit, sans rien que ce froid. Djouan appela, puis Prachaval, Arnaldo et Charles-Auguste. Ils parlèrent comme ça un long moment sous la nuit; ou bien, de temps en temps ils criaient « ho! » tout simplement, et ils se répondaient. Peu à peu les rames s'étaient mises à plonger toutes ensemble. La nuit pesait. Ces ténèbres qu'on ne pouvait ni renverser ni dissoudre. Dès qu'une rame plongeait trop vite elle attendait; dès qu'une rame était à la traîne, elle se dépêchait pour être avec les autres et plonger toutes ensemble. Mais en plus il fallait s'appeler. Le son de la voix était un bruit consolant et plein d'espérance. Bourrache se mit à réciter à haute voix et sans arrêt un tas de choses qu'il savait par cœur. On n'entendait pas tous les mots mais on écoutait. On s'en fichait de ce que ça voulait dire. C'était une voix dans les ténèbres.

Ceux qui avaient porté les torches étaient maintenant assis. Ils avaient encore mal à la main d'avoir serré la torche. Ils ouvraient et fermaient leurs doigts pour se les dégourdir. Ils tournaient la tête de tous les côtés sans rien voir. La nuit froide se fendait sur eux comme l'eau sur une proue; ils l'entendaient glisser contre leurs oreilles avec le bruit de plonge des rames et là-bas à gauche Bourrache qui récitait son livre à haute voix. C'était tout. Avec en plus la respiration de celui qui ramait là, sur le même radeau. Mais, sans ce bruit de respiration et cet air qui parfois venait chaud de cette bouche pénible, on aurait pu croire que toute la vie s'était éteinte en même temps que la torche, malgré la crampe des mains, tant la nuit était épaisse. La voix de Bourrache était devenue à la longue un bruit sans valeur.

L'aube se leva.

Les montagnes s'étaient resserrées autour d'eux. La vallée ici n'avait plus qu'une cinquantaine de mètres de large. Et elle allait en se resserrant. Ils étaient à l'autre bout du lac. On voyait le rivage extrême là devant. C'était bien un éboulement qui avait barré la gorge.

Bourrache s'arrêta de réciter. Ils approchèrent en silence; ils n'osaient même plus beaucoup plonger fort. Ce n'était plus un

lac maintenant : c'était un corridor profond plein d'eau. Le pétillement même des sillages sonnait dans l'écho des murs de la montagne. Ils étaient obligés d'aller les uns derrière les autres. C'était bien un éboulement de terre jaune qui était venu barrer la gorge et maintenant, ils voyaient où ça s'était produit. Ça s'appuyait sur les rochers de Milieu-Noir.

Djouan était le premier sur le premier radeau, et malgré tout, il ne comprit pas tout de suite et il s'arrêta de respirer et il mit longtemps pour prendre un bon coup d'air et dire à Bozel :

— Arrête-toi !

Il s'arrêta et les autres derrière.

Saint-Jean était là, debout sur le barrage, à dix mètres et il les regardait venir !

Et surtout, il les saluait en remuant ses bras bougrement fort !

— N'ayez pas peur, cria-t-il, je suis libre.

Et il se frappa la poitrine où rien n'éclata. A ses pieds, Cloche dressa la tête, puis se redressa en plein, tout endormi encore et brisé, avec des yeux un peu fous.

Les yeux de Saint-Jean étaient calmes.

Il s'était débarrassé de son chargement, oh ! volontiers alors ! Il était en train de le faire dégeler. Ils sentirent l'odeur du feu. Il leur montra le feu, là-bas sous les arbres du rivage. Tout le long du voyage, il avait senti que sa propre chaleur ne suffisait pas à chauffer ces vingt kilos de poudre. Et il craignait le gel du matin. C'est pourquoi il avait pris tant de précautions. C'est la première fois qu'un homme en porte tant que ça sur lui.

— Oh ! oui, dit Bourrache, et ce sera la dernière. Il faut vraiment être obligé. Même en étant obligé, dit Bourrache, ça n'est pas donné à tout le monde.

Saint-Jean leur dit d'écouter et ils entendirent un bruit de suintement et de petite cascade. Il leur dit que l'éboulement était appuyé carrément contre les deux rochers de Milieu-Noir, que c'était ce qui avait permis au barrage de tenir, grâce à ces os de roche mais que ce serait également grâce à ça qu'on pourrait tout faire sauter, car tout le reste était de la terre

glaise qui colmatait dur et dans laquelle toutes les cartouches du monde auraient foiré. Tandis que la roche, ça alors, c'était bon dans la soupe, là, qui était de tout foutre en l'air. Ils lui dirent :

— Mais tu as déjà tout regardé alors de ce matin?

— Oui, dit-il, mais j'ai aussi bougrement pensé à tout ça pendant cette nuit.

Ils se regardèrent un peu timidement les uns et les autres, même Saint-Jean, et à la fin, il dit pour s'excuser :

— Qu'est-ce que vous voulez, à quoi voulez-vous qu'on pense la nuit?

Il leur dit de remonter leurs radeaux plus haut et de les tirer sur le bord car cet endroit de terre jaune où lui se tenait debout et où les radeaux frappaient du bec maintenant, tout ça allait sauter, c'est ça qu'ils feraient sauter, c'est ce qu'il voyait en train de sauter en l'air, et puis après les eaux se dégorgeant là-bas dedans. Oh! il ne pensait plus qu'à ça, bien entendu. Alors, ils n'avaient qu'à remonter un peu d'une cinquantaine de mètres, et aborder sous les arbres, et tirer les radeaux sur le bord, car on ne sait jamais. Quoique, à son avis, il n'y avait pas lieu de s'en faire, et désormais on aurait plus besoin de chars que de barques. Alors, allez donc là-haut et puis vous nous rejoindrez, Cloche et moi, à côté du feu, là-bas. Et il marcha sur ce barrage d'éboulement comme s'il était dans sa propriété.

Ils le rejoignirent près du feu au bout d'un moment. Il y avait une touque en fer-blanc et une marmite qui chauffait; une barre à mines était plantée dans la terre, comme une lance. Il avait donc pensé à tout. Oui, il avait pensé à tout et il se mit à sourire. Il avait maigri depuis ces jours-ci, subitement et profondément comme une terre qui s'effondre, lui aussi; avec ses joues creusées, son nez devenu fin et ses yeux enfoncés avec, malgré tout, un regard gentil. Son sourire était devenu mince et tout à fait silencieux, et il durait longtemps sur ses lèvres, puis tout d'un coup il s'effaçait. Il avait un pauvre visage sale de crasse et de longues traînées de sueur comme s'il avait pleuré, mais les traces comme de larmes venaient de plus haut que ses yeux. Ils s'arrangèrent tous autour du feu et tendirent les mains vers la chaleur. Il expli-

qua tout ce qu'il fallait faire. Il restait un tout petit peu immobile et éloigné pendant qu'il parlait. Quand il s'en apercevait, il faisait aussitôt un geste vers une épaule et il disait le nom d'un de ceux qui étaient là. Il avait vu le rocher et il l'avait estimé. Il fallait faire sur celui-là sept mines à des endroits tout à fait choisis. Qu'il connaissait. Il avait vu que toute la glaise reposait sur une assiette faite de deux roches puissantes qu'on démarrerait avec trois mines. A un endroit l'eau suintait. Écoutez. On en ferait une là aussi. De toute façon, il avait examiné que l'enchevêtrement de glaise, d'arbres et de roche ne se tenait que par ces pivots. Il y avait, évidemment, l'épaisseur de cet éboulement. Il l'avait vu, Chaudon. Il y avait pensé longtemps, sans préciser si ça avait été de tout ce temps qu'il avait porté cette poudre terrible dans la chaleur de sa poitrine, mais il avait mâché et remâché cette épaisseur si on pouvait dire, Djouan! Il avait mâché et remâché ça comme un tort qu'on vous fait. Et maintenant, regardez! Regardez Pâquier, Prachaval. Regarde, petit, viens voir, Dominique. Il mit la main dans la poche de son pantalon et il tira une poignée de terre. Ils se penchèrent tous dessus. Elle ne tient pas, dit-il. Elle résiste tant qu'elle est épaulée par la roche de Milieu-Noir, mais si celle-là saute et si les deux d'en bas sautent et si — et c'était là son idée — en même temps on fait foirer un beau paquet de poudre en pleine terre, vers l'endroit où déjà l'eau suinte, alors, tout s'effondrera, sans force, comme de la boue dans l'échappement des eaux. Parler le fatiguait. Il était encore plus maigre que ce qu'il voulait bien le dire et les tendons de son cou étaient nus comme une aile plumée. Oh! dirent-ils, il avait pensé à tout. C'était préparé comme à l'école. Ça serait vite fait. C'était l'affaire d'au plus deux jours, en se remplacant à la barre à mines. Et d'une nuit, car il faudrait travailler la nuit prochaine. Car ils attendent la délivrance, là-bas. Et nous l'attendons aussi. Nous l'attendons tous, Bourrache. Mais — il les regarda, et le feu parla seul un moment — mais qui avait pensé à porter à manger? Personne! Ah! Moi sûrement non, dit-il, et il se mit à sourire un peu plus longuement que les autres fois et pour lui. Nous non plus! Ah! Tu nous a entraînés. On n'a pensé qu'à te suivre. Je n'ai pensé qu'à cette imagination d'épaule de terre

tenant cette eau, ici. Voilà bien! On n'a rien à manger. Ne pas penser aux choses les plus simples, dit-il, avec toujours ce sourire qui alors était certainement pour lui-même. Alors, on n'a besoin que d'un peu plus de sacrifices; et on y arrivera. Certes oui. Allons-y. Oh! quand même, dit-il, avec son visage maigre et sale, des sacrifices! C'est toujours le plus facile qu'on ne fait pas. Le plus facile qui est le plus difficile. Ne t'inquiète pas, dirent-ils, et alors quoi, on est donc des hommes, on n'en mourra pas, à moins que toi?... Étant donné que tu viens déjà de là-haut sans démarrer. Non, dit-il, il n'en est pas question; moi je tiendrai, mais, toujours se sacrifier! Quand c'est si facile! Oh! oui, dit Charles-Auguste, alors ça, s'il n'y a rien à manger, c'est la fin de tout!

Raison de plus pour ne pas prendre un bail ici dedans où, avec ces murailles à pic couvertes de forêts sombres il n'y avait pas de lumière et seulement de l'air froid et gourd. Par l'ouverture de la gorge ils voyaient là-bas au delà le jour levé, couleur d'étain posé sur les larges eaux. Alors donc, dit Dominique, j'ai encore de la force dans les bras, donne voir, et il prit la barre à mine. Ils descendirent tous ensemble de l'autre côté du barrage. La gorge retentissait d'un bruit de ruissellement, mais il y avait plus d'échos que de vérité là-dedans. L'eau coulait en effet du barrage, suintant à travers la terre, et Saint-Jean avait raison; mais, en fait, il n'y avait presque pas d'eau en bas dans le cours du torrent. On avait toujours été habitué à en voir beaucoup précisément là-dedans, et il y en avait à peine un fil. En dressant la tête on voyait la hauteur du barrage, au moins une bonne vingtaine de mètres et on imaginait tout ça plein d'une eau profonde et noire. On en sentait la masse et la poids. Et ça devenait vraiment intéressant de regarder la roche de Milieu-Noir et ces roches étrangères entraînées par l'éboulement et sur lesquelles Saint-Jean posa sa main. Elles étaient en bas au fond de tout, encastrées dans l'angle même de la gorge et elles sonnèrent clair quand Dominique les frappa de la barre pour voir; ce qui est toujours bon signe, étant donné que si tu sonnes clair, tu es dure et serrée, et si tu es dure et serrée, tu éclateras en mille morceaux, parce que, justement, la poudre aime ça et travaille bien alors. Il commença tout de suite à faire un trou de mine; difficile à commencer avec tout de suite

la grosse barre, mais il était habile. Djouan faisait une curette avec un morceau de fil de fer détortillé d'un radeau. Bozel resta en bas pour relayer Dominique. Relayer Dominique, on n'avait jamais entendu ça! Cette espèce de mastodonte! Oui, mais tout ici était noir, sombre et étroit. C'était comme une ratière qui pouvait se fermer d'un coup avec une porte de roche et de terre Ça ne servait à rien d'être gros. Non pas pour relayer ces bras, ces cuisses et ces reins, mais pour relayer ce drôle d'air que nous avons tous en regardant autour de nous ici dedans. Tu comprends? Oui je comprends, tu remontes là-haut toi? Oui, il faut que je surveille cette poudre, bien entendu là-haut près du feu. Faites donc trois mines profondes au moins d'un bon mètre; je les garnirai, moi, n'ayez pas peur. Pendant ce temps les autres pourraient déjà creuser dans la glaise à l'endroit où ça suinte, un peu au-dessus. Tâchez de trouver un endroit sec et approfondissez le plus que vous pourrez. Si c'est solide, boisez un peu et faites-moi comme un boulevard sous la terre pour que je puisse ramper, moi, là-bas au fond et y porter la poudre qui fera tout sauter. Non, dit-il en riant, sans blagues, faites-moi un couloir profond pour que j'aille garnir là-bas dedans avec un gros paquet cette terre qui n'a pas l'air de s'en douter, mais qui nous gêne rien que par son propre poids. Il avait bien fait de dire couloir parce qu'il n'y avait pas besoin de boulevard pour lui, allez donc; ici au fond, dans l'ombre verte, il était maigre comme un papier à cigarettes, et transparent. Il en avait pris un vieux coup depuis quelques jours. Il remonta vers la forêt. Djouan et les deux autres le regardèrent partir. Cloche le suivait, mais Saint-Jean ne regardait personne. Il n'avait pas l'air de penser aux mêmes choses que nous. A vrai dire, tous comme ça, debout, et même Dominique qui s'était arrêté de barrer, nous avions l'air, autour de Saint-Jean, d'être comme les barreaux d'une cage, qu'il pouvait écarter de la main mais qui se refermaient autour de lui dès qu'il se mettait à sourire ou à parler avec un peu de faiblesse. Et là, maintenant, il remonta vers le feu, là-haut, qui dorlotait sa poudre et Cloche le suivait comme un barreau de cage, comme pour lui rappeler cette cage d'hommes dont il ne pouvait pas sortir. Enfin on pensait à ça. Ça ne veut pas dire que ça soit vrai, mais il y avait là dedans de notre envie de le garder avec nous

et de son envie à lui qui avait l'air d'être devenue maintenant sauvage et solitaire.

Silence dans ce couloir de montagnes. Seulement le bruit du suintement d'eau, comme quand le jeune vacher frappe le seau à lait avec sa badine de saule; mais c'est toujours pareil, sans changer, et c'est quand même quelque chose de plus gros qu'un vacher qui frappe doucement les échos du corridor. Et le claquement clair et régulier de cette barre à mine qui danse en bas entre les mains de Dominique et s'enfonce dans le rocher. Les petits échos clapotent tout autour.

Le jour tourna sur les eaux larges là-bas au delà de l'ouverture de la gorge. De temps en temps la barre à mine s'était arrêtée de danser. Elle changeait de main. Ça se comprenait à la cadence. Après, elle changea de trou. Ça se comprit au son de la danse. Trois fois. Puis, ils appelèrent Saint-Jean. Il était ici, lui, près du feu, à surveiller sa poudre, la tenir chaude et prête et inoffensive. Il était tout seul, là. Et il n'avait pas dormi ni quitté cette attitude de bâton sec. Restant comme ça, maigre, silencieux et immobile avec seulement beaucoup plus de facilité dans cette solitude. Tout ça se faisait avec aisance, n'ayant plus de chaque côté des lèvres ces prolongements d'amertumes et de souffrances qu'il changeait en sourires devant les hommes; ayant tout simplement la bouche calme, les traits calmes, les yeux calmes, là, près du feu, seul. Ils l'appelèrent d'en bas. Nous avons fini de creuser les trois mines. Il s'agissait de savoir ce qu'on allait faire maintenant à la roche de Milieu-Noir. Ils n'avaient qu'à monter. Il allait le leur montrer. Les autres avaient déjà commencé d'affouiller le trou dans la glaise vers l'endroit où sortait le suintement. Ça marchait assez vite à cet endroit-là et ils avaient déjà boisé un petit tunnel de deux mètres là-bas dedans, tout suintant. Mais, ne vous en faites pas, cria-t-il, c'est ce qu'il faut. Et il regarda monter ceux d'en bas. Ils dirent qu'ils allaient se chauffer un peu. Ils s'assirent près du feu. Ils avaient faim. Il n'y avait pas à le cacher. Mais ils tiendraient le coup. Sûrement et même bien plus, mais ils avaient faim. Dominique suçait sa langue et faisait claquer ses dents sans ouvrir sa bouche; ça claquait comme le couvercle d'une boîte à fil. « Alors, allons-y, dit-il, le jour va baisser. » Saint-Jean leur montra ce qu'il

avait d'abord dit. Voilà l'épaule de Milieu-Noir. Et voilà les emplacements que je veux dire, là, à l'endroit où elle s'emmanche dans le flanc de la montagne. Elle n'a pas l'air profonde. « Il prit la barre à mine des mains de Dominique et il frappa sur le rocher pour le faire sonner comme on fait de fois sur les gros foudres pour juger du creux qu'ils ont. » Oh! le bruit venait d'en bas dedans après un tout petit moment. Comme s'il y avait dans le rocher du vide et de l'espace; et de l'écho. Bon, dit Saint-Jean, et il délimita la ligne sur laquelle on allait trouer les sept trous. La faim qu'on a, dit Dominique, ça vous fait tout voir bizarre. Il était là, la barre à mine à la main... Enfin, il se décida à creuser le premier trou.

Près du feu, Cloche dormait. Avec cette extrême faiblesse de la jeunesse. La jeunesse, qui, si on le lui demande, ne pensera pas à cette qualité : cette qualité de faiblesse qu'elle a; et elle pensera plutôt à la force en croyant que c'est une qualité; et d'abord ça n'en est pas une; et, en croyant avoir la force, ce qui est une grosse erreur, car la jeunesse est par-dessus tout une faiblesse. Car il est là en train de dormir. Et il dormait quand il a fallu monter avec Marie à travers les nuages. Et ç'aurait été un péché de le réveiller, ce serait un péché mortel de le réveiller maintenant. N'importe quand. C'est une gloire, cette faiblesse qui leur permet d'être absolument soumis aux commandements naturels. Et de ne rien se commander à eux-mêmes avec cet orgueil bête de croire qu'on peut. Saint-Jean le regardait, mais regardait surtout au delà; comme si cette tête renversée en arrière, la bouche ouverte, ces bras jetés en l'air, ce corps abandonné, noyé dans les profondeurs les plus sombres du sommeil, n'existaient pas.

Ceux qui creusaient la galerie dans la glaise remontèrent.

— On n'y voyait plus, dirent-ils.

C'était vrai. On n'y voyait plus.

— Vous êtes allés profond?

— Trois mètres.

— Je vais voir.

— Tu ne verras rien, on n'y voit plus! On te dit.

— Mais alors, dit-il, il n'y a qu'à faire les vieilles chandelles.

Et il roula un morceau de dynamite dans la paume de sa main. Dans la lueur du feu, ils avaient tous soudain des visages plissés comme de vieilles pommes comme quand on fait un gros effet intérieur et qu'on serre les lèvres. Ils le regardaient faire avec des yeux pointus.

— Nom de Dieu, dit Bourrache!

— Ça ne risque rien, dit Saint-Jean.

Il alluma la chandelle et il dit :

— Venez, on va voir.

Ça brûlait comme un petit feu d'artifice de poche.

— Qui est là, cria Dominique?

— Moi, dit Saint-Jean.

— Qu'est-ce qui brûle?

— Rien, dit Saint-Jean. Quelle drôle d'histoire! Nom de Dieu! Chut, dit Saint-Jean un doigt à ses lèvres. Ça fusait calmement d'entre sa main droite. Charles-Auguste déboucla sa ceinture et fit semblant d'avoir besoin. Il courut dans le bois et il s'arrêta là-bas debout (cette lumière éclairait loin) prêt à se cacher derrière un arbre, mais faisant toujours semblant d'être là pour toute autre chose). Bon Dieu, Saint-Jean se promenait avec ça à la main qui l'éclairait en plein d'un éclat sans pitié et ronronnant comme un chat — une lumière dans laquelle on entendait souffler comme le ruissellement de cette force de dynamite; une lumière crue qui alors éclairait en plein sa maigreur et dessinait en gros traits noirs tous les plis de son visage. Il n'y avait que ses yeux qui restaient clairs et un peu fixes, comme bourrés de puissance eux aussi. Et il descendit dans le barrage, jusqu'au trou qu'ils avaient creusé dans la glaise.

— Sacré Dieu, de bon Dieu, de bon Dieu, dit Dominique en se grattant la tête.

— Nom de Dieu! dit encore une fois Bourrache qui était à ce moment planté en terre comme un pieu mort, sans bouger, la bouche ronde ouverte dans la barbe comme un rond de tuyau de plomb.

— Qui est là? dit encore une fois Dominique.

Bêtement.

— C'est lui, parbleu, dirent-ils, tu ne le vois pas?

Oh! En effet, pour ne pas le voir il aurait fallu être profon-

dément aveugle, car cette lumière souplement grondante l'entourait et l'éventait comme un grand voile de feu; et il apparaissait là dedans sans mystère, avec sa terrible maigreur et son regard clair.

— J'ai faim, dit Dominique.

Bêtement encore.

— C'était toujours comme ça. Tu as faim, tu as faim, dirent les autres, nous aussi! Et alors ferme la mon vieux.

Mais il continua à dire qu'il avait faim, et il s'essuyait les yeux comme s'il trouvait l'explication d'une chose dans l'autre. A ce moment-là Saint-Jean descendait vers la galerie de glaise et il regarda le trou bien comme il faut et il remonta. Toujours avec sa lumière à la main. Ils étaient tous là, eux serrés les uns contre les autres, avec des gestes commencés et qu'ils avaient laissés en suspens, comme pris par cette colique qui plissait leurs vieilles pommes de figures, comme s'ils plissaient leur peau de visage pour écraser leur tuyau d'oreille au fond de leur tête, pour ne pas entendre le grand bruit qui allait venir; et ils dévidaient des « bon Dieu de nom de Dieu de sacré Dieu », comme de la grêle dans l'orage.

— Le bon Dieu n'y est pour rien là-dedans, dit Saint-Jean. Laissez-le tranquille. Il est complètement innocent, croyez-moi, dit-il.

La lumière souffla un bon coup entre ses doigts et s'éteignit. Au bout d'un moment le feu recommença à éclairer avec sa lueur rouge, et au delà des gorges les larges eaux reflétèrent le feu sans éclat du crépuscule qui finissait.

Ainsi arriva peu à peu cette nuit qui devait être si extraordinaire. Avec Dominique qui ne s'arrêtait pas de faire danser sa barre dans les trous de mine de la Roche de Milieu-Noir, Bourrache qui venait de temps en temps chercher des brandons pour éclairer le travail de curage. Puis, on éteignait pour la danse de la barre, car c'était engagé dans le trou et il n'y avait pas besoin de lumière. Alors, c'était la nuit, sur la roche de Milieu-Noir et d'ici, grâce aux reflets du feu, on voyait la carcasse noire de Dominique accroupi sur la roche, et le mouvement régulier de ses bras, comme un gros insecte qui en transperce un autre bien plus gros. Dominique se débattait avec l'ombre. Il commença à hurler régulièrement en cadence, avec

la danse de la barre à mine. Ça ne pouvait pas être appelé autrement qu'un hurlement, quoique ce soit étouffé, sourd et régulier, et somme toute assez musical, comme les cris, par exemple, de ce danseur dont on entendait les pieds de fer s'enfonçer peu à peu dans le rocher. Mais c'était tellement bestial! Il y avait là dedans à la fois l'orgueil de la force et le gémissement sombre d'une terreur extraordinaire. Ils en frissonnaient tous, autour du feu et en bas, vers le trou qu'ils avaient recommencé à un peu creuser et arrondir en fougasse; où, de temps en temps, descendait Prachaval ou Chaudon, ou Bozel, ou Djouan avec des brandons de feu. Ils trouvaient tout de suite en eux-mêmes les raisons de cette grande peur qui ne s'était jamais éteinte, qui avait toujours gardé sous leur cœur une petite braise encore rouge, et Dominique était en train de la faire flamber avec le soufflement régulier de ce hurlement du danseur aux pieds de fer, perdu dans la solitude et la terreur du monde. Le suintement, les échos de la montagne, le clapotement des larges eaux, le craquement des forêts, la nuit, le rocher, la terre, eux seuls ici avec leur douze noms! Et pas plus; le souvenir de Villard-l'Église si loin déjà, comme effondré au fond des eaux. Rien que cette petite confrérie d'hommes. Bourrache se mit à réciter encore tout ce qu'il avait dans la mémoire. A un moment où la barre à mine passa des mains de Dominique aux mains de Pâquier, Dominique s'avança sur la roche de milieu, se dressa, comme ça, désœuvré et dit :

— J'ai faim!

Bourrache vint chercher un brandon pour éclairer le curetage du trou. Il récitait sans arrêt des longs passages de choses apprises par cœur. Il récitait ça, la tête baissée, à la mécanique, portant son brandon de feu et là-bas éclairant la besogne sans cesser de réciter à haute voix de grands passages d'histoires qu'on n'arrivait pas à comprendre, car il avalait et refoulait ses phrases bruyantes dans sa respiration, avec parfois seulement un mot qui éclatait, qu'on comprenait, et soudain, ce mot-là, tout seul, tenait compagnie. Il tenait compagnie! Il mettait comme de l'aisance tout autour de lui seul. Dominique cria :

— J'ai faim!

Il y avait dans la voix un ton qui rappelait un peu ce hur-

lement qu'il avait quand il faisait danser la barre à mine. Tout à fait autre chose que la récitation de Bourrache. Mais on sentait que c'était là la vérité. Dans ce hurlement et cette terreur raisonnable. C'était ça la vérité, et non pas ce mot qui tenait compagnie, rien véritablement, qui n'empêchait pas de frissonner, éclairant peut-être à l'intérieur de vous-même, mais laissant toujours les mêmes ténèbres dehors.

— Ta gueule!

— Qui?

— Toi!

— Moi?

Bourrache avait l'air sincèrement étonné. Mais à ce moment-là Dominique avait repris la barre à mine dans ses mains abondamment salivées et il avait recommencé à faire danser la barre et à hurler. Bon.

Saint-Jean se dressa et s'en alla voir ceux qui creusaient le grand trou dans la glaise, ce boulevard pour entrer dans le cœur même du barrage, comme il disait. Il prenait un brandon dans le feu et il s'éclairait pour descendre. Chaque fois, ils le regardaient tous marcher dans la nuit avec sa lumière aux doigts, qui semblait chaque fois être toujours cette poudre soufflante et gémissante. Et pourtant ce n'était qu'une branche de sapin toute morte et enflammée qu'il tenait à la main. Il venait au trou et en bas il semblait qu'ils étaient prévenus. Ils s'arrêtaient de travailler et ils le regardaient descendre. Dominique s'arrêtait de faire danser sa barre à mines et il regardait Saint-Jean qui descendait le long du barrage, maigre et comme transparent, avec ce visage charrué d'ombres noires à cause des os des pommettes, saillants sous la peau et allongeant des ombres sur ses joues; cet homme qui n'avait, semblait-il, plus rien de vivant, sauf cette idée têtue de faire sauter le barrage, sauf cette obstination à tout prévoir, à tout accomplir lui-même, quand il tournait son regard clair, vivant, vers l'ombre où Dominique était debout avec sa barre immobile à la main. Il descendait d'un pas tout faible qui trébuchait dès qu'il avait l'air de toucher le sol, puis glissait doucement comme le vol à fleur de terre d'un archange.

Cloche dormait toujours avec un beau visage reposé. Il n'avait pas bougé; il ne s'était ni tourné ni retourné; il avait seule-

ment bavé sur son menton avec des lèvres heureuses. Il était donc toujours pareil à un noyé avec cette sorte de lent étirement que le gros plaisir du premier sommeil lui avait donné, cette convulsion immobile au fond de laquelle il dormait. On l'avait changé deux ou trois fois de place. On l'avait pris par les pieds et par la tête et on lui avait dit, à lui insensible : « Allons, lève-toi de là qu'on garnisse le feu. Allons, Cloche, dors un peu ailleurs s'il te plaît; tout allongé tu tiens la place de quatre, pousse-toi. » Et on le poussait ou on le portait de côté, car on voyait bien que de lui-même il ne ferait rien d'autre que dormir sans bouger.

Et cette nuit extraordinaire fut faite ainsi de toutes ces choses. Au milieu de la nuit, avec cette sensibilité des échos tout autour. Dominique faisait danser la barre à mine et hurlait avec cette voix veloutée et bestiale pleine de terreur jouissante; quand il était accroupi sur la roche de Milieu-Noir, la transperçant patiemment et régulièrement de sa barre, pendant que Bozel l'éclairant d'un brandon, gonflait son ombre comme un ballon et la faisait monstrueusement flotter dans cette retentissante solitude du couloir de montagne. Il y avait la pensée de ce travail de géant contre l'accumulation de la terre, ce travail des bras qui paraissait vraiment une illusion, car enfin, qu'est-ce que c'était, ces trous minuscules, gros comme un pouce à peine et qui s'enfonçaient dans le rocher énorme au fond duquel il semblait que des espaces tout sonnants étaient renfermés? La pensée que ce travail se butait contre des forces trop énormes. Le brandon de Bozel s'éteignait. Bourrache venait en chercher un autre. Il récitait à haute voix les histoires d'un pays où des cadavres de lions pourrissaient entre les vignes, où on trouvait des mâchoires d'âne dans le désert, où les filles descendaient de terrasses en terrasses en bougeant leurs cuisses blanches dans le feuillage des figuiers.

Oh! Il racontait ça comme une machine avec sa voix de barbe, c'est-à-dire toute emmélée comme le vent dans des branches d'arbres. Il prenait son brandon, il le portait. Il éclairait le visage plein de terre de Prachaval, ou de Chaudon, ou de Djouan, ou d'Arnaldo qui s'avançait au ras du chemin, et il était obligé de se pencher pour lui parler comme s'il parlait à une tête coupée. Car l'autre montait d'en bas dessous où

ils étaient en train de creuser la glaise. Ils montaient à quatre pattes, le visage au bord du sentier, la moustache pleine de terre, les cils pleins de terre, la barbe pleine de terre, les ongles, les doigts, les cheveux pleins de terre, avec seulement des yeux sous les cils terreux. Alors, quoi? Eh bien! alors, quoi? disait Bourrache. Quoi, quoi? Il voulait dire : « Qu'est-ce que ça veut dire ce quoi? » Et il les éclairait avec son brandon, et il s'en allait vers Dominique avec sa récitation et les yeux terreux suivaient la lumière. Ils le laissaient avec ses palmes et ses déserts. Ils étaient en bas dessous en train d'arrondir la fougasse au fond de la glaise et pour eux aussi qui revenaient respirer à bout de forces, là, contre le sentier de Bourrache, avec des bouches et des nez encore tout amers de l'odeur profonde de la terre, ce travail était une illusion et une duperie, et une chose dégoûtante qui n'avançait pas et qui ne servait à rien contre cette énorme accumulation de glaise insensible, capable de sa seule inertie de contenir toute cette épaisseur des kilomètres de larges eaux. Alors, Saint-Jean s'avançait avec son glissement d'archange, cette maigreur pleine de force, ce feu autour de la tête. Cloche dormait noyé au fond de cette faible jeunesse qui l'obligeait à s'en foutre d'une façon tout à fait magique.

Ils avaient combiné que ça pourrait durer deux jours, mais à la fin de cette nuit extraordinaire qui avait étincelé de partout sous le brouillard de la faim, au matin ça se trouva fini. La barre fit encore deux ou trois violents pas de danse dans les mains de Dominique, puis deux petits, lentement, puis un petit qu'on comprit être le dernier; c'était le dernier.

— Voilà! dit Dominique.

C'était fait. L'aube pointait. Elle était couleur de citron.

— Maintenant, c'est à moi, dit Saint-Jean. A moi seul.

JEAN GIONO

(La fin dans le prochain numéro.)

LA CHINE, CHAMP DE BATAILLE POUR LA SUPRÉMATIE MONDIALE

Pendant que les pays européens se penchent sur le sort tragique de l'Espagne, des événements d'une importance considérable se déroulent en Extrême-Orient. Le Japon écrit une page d'histoire qui risque de déterminer toute l'évolution du monde. Et nous, pauvres Européens vivant à l'étroit sur nos territoires, nous laissons passer cet événement presque dans l'indifférence.

La prise de Pékin par les Japonais a une importance plus décisive pour le sort de l'humanité que n'importe quel incident actuel en Europe. On n'a pas assez remarqué, depuis la guerre, que le Pacifique avait peu à peu supplanté l'Atlantique. Le centre de gravité du monde s'est déplacé de l'Occident vers l'Orient. Le volume et la valeur des échanges sur le Pacifique sont supérieurs à ceux de l'Atlantique. La politique asiatique intéresse des centaines de millions d'hommes, alors que nos conflits européens mettent aux prises des États qui ne comptent que par dizaines de millions.

Ce que l'Européen ne comprend pas, c'est que les problèmes asiatiques se mesurent à une autre échelle que les problèmes européens. Les problèmes du Pacifique et de l'Asie intéressent les plus puissants pays du monde : le Japon, la Chine, l'U.R.S.S., les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France. Le coup de canon qu'on tire à Pékin n'a pas plus de force destructive que celui qu'on tire à Madrid. Son importance historique est beaucoup plus considérable. Car c'est en Asie que se décide

le sort futur du monde entier. Si un État réussissait à dominer l'Asie et le Pacifique, il serait le maître du monde. Il y a un demi-siècle, le péril jaune paraissait une vue fantaisiste de l'esprit. Le problème prend aujourd'hui une acuité singulière avec l'expansion japonaise.

C'est le Japon qui est le principal facteur de cette immense révolution. Le destin du Japon est un des plus prodigieux qu'on connaisse. Il y a un siècle encore, il vivait sous le régime des capitulations. Il a fallu la défaite de 1858 et les traités qui s'ensuivirent pour lui donner le sens de la grandeur nationale et la mystique de sa mission historique. Modernisant ses institutions, assimilant la science et la technique modernes, ce pays étonnant n'a pas cessé de marcher de l'avant avec une méthode et une ténacité qui surprennent l'Européen. Dès qu'il prit conscience de son destin, le Japon s'attribua la mission de guider l'Asie. Il semble qu'après avoir secoué le joug des puissances étrangères, il veuille devenir le guide de toute l'Asie pour l'aider à se débarrasser de la tutelle des pays européens.

Le Japon se présente aux peuples d'Asie comme leur guide, leur libérateur, beaucoup plus que leur colonisateur. Il voudrait apparaître à leurs yeux comme le frère aîné qui a su s'émanciper. Ces théories, nées dans des îles trop étroites pour contenir un peuple extrêmement prolifique, entraînent le désir et le besoin d'expansion. Elles n'en forment pas moins l'idée essentielle, l'idéal des Japonais de toutes classes. L'attachement du Japonais à son empereur est fait pour une grande part de ce que le mikado représente non seulement toutes les traditions japonaises, mais aussi la grande mission d'avenir du Japon. Et, de fait, l'expansion ininterrompue du Japon semble confirmer son destin hors série. Depuis 1876, il marche de succès en succès, au détriment de la Chine et de la Russie. Il obtient des droits sur la Corée, les îles Formoses, les Pescadores. La guerre de 1904-1905 lui donne enfin le rang de grande puissance et des droits absolus sur la Corée. Pendant la guerre, il occupe les possessions allemandes du Chantoung, que l'accord des puissances l'oblige à quitter en 1921 par le traité de Washington. Ce traité était une preuve de la crainte qu'inspiraient les vainqueurs de la

guerre au Japon. Devant des forces supérieures en nombre, le Japon recula, pour un moment seulement. Avec une maîtrise extraordinaire il attendit son heure. Les difficultés européennes et l'impuissance de la Société des Nations à éteindre un petit conflit sud-américain, lui montrèrent que l'heure était venue d'agir pour réaliser son rêve. Il décida de chasser les Chinois de Mandchourie. Sous une forme originale, la création du Mandchoukouo équivaut en fait à une annexion. Il s'assura aussi un avantage considérable sur l'U.R.S.S. par le rachat du réseau de l'Est-Chinois. Par les mêmes procédés diplomatiques, il est devenu le maître du Jehol. Presque sans résistance, il réussit sa marche vers le Sud, en englobant sous son drapeau des territoires immenses et comprenant des dizaines de millions d'habitants. En quelques années, le Japon s'est taillé un empire qui le place au second rang des peuples coloniaux. La France est passée du second au troisième rang des puissances coloniales ; elle s'en est à peine rendu compte.

La prise de Pékin n'est qu'un épisode de la pénétration du Japon en Chine, épisode symbolique, puisque la vieille capitale de la Chine tombe dans les mains du conquérant et que la Chine n'a pas pu se défendre contre cette attaque fulgurante. Elle ajoutera au Japon quelques millions de Chinois et quelques milliers de kilomètres carrés de territoires. Elle marque une étape importante dans la conquête de l'Asie par le Japon ; ce n'est probablement pas la dernière. La mystique japonaise se réjouira de la prise de Pékin ; elle ne s'en contentera pas. Le plus remarquable, dans cette conquête, c'est la maîtrise et le sens de l'opportunité des Japonais. Pour réussir leur coup d'audace, les Nippons devaient s'assurer de l'incapacité de l'Europe à intervenir, de l'impuissance de l'U.R.S.S. à réagir, de l'isolement forcé des États-Unis. L'Europe est en Espagne. L'U.R.S.S. s'occupait de Toukhatchevski. Roosevelt secouait la Cour suprême. Le Japon en a profité pour agir.

Rassuré du côté européen et américain, il lui avait fallu apprécier la capacité de résistance de l'U.R.S.S. Le pays de Staline a ses principaux intérêts en Asie. Lénine était le grand doctrinaire de l'alliance du milliard et demi d'hommes des

pays coloniaux et semi-coloniaux, avec les minorités prolétariennes des pays capitalistes. Au nom de l'idéal et de la tactique révolutionnaires, Lénine était un grand asiate. Aucun des problèmes de la Chine et des Indes ne lui échappait. Son idée était de dresser la masse des Hindous et des Chinois contre l'Angleterre et le monde capitaliste. Grâce à cette réserve révolutionnaire, aucune puissance au monde ne lui aurait résisté. Après avoir embrasé l'Asie, il aurait pu enflammer le monde. Son pan-asiatisme révolutionnaire ne le cédait en rien à celui des Japonais.

Son successeur Staline a peut-être revisé certaines données de Lénine ; il n'en est pas moins resté un grand asiatique. Ce qu'il ne cherche pas à posséder au nom de la révolution mondiale, il veut néanmoins le dominer au nom de l'intérêt national russe. Entre l'idéal révolutionnaire de Lénine et l'impérialisme rouge de Staline, il y a un point de contact certain en ce qui concerne la pénétration en Asie. La Mongolie extérieure est devenue, par la fiction d'un protectorat — établi sous les apparences d'un pacte d'assistance mutuelle — une véritable colonie soviétique. Le Turkestan chinois a subi le même sort, grâce à une insidieuse pénétration soviétique. Le Tibet lui-même aurait succombé, sans la présence opportune des agents de l'Intelligence Service auprès du grand Lama. Dans le sud de la Chine, les Soviets chinois, qui ont englobé jusqu'à quatre-vingts millions d'habitants, attestent l'effort persistant de Staline et de ses agents dans ce pays. L'U.R.S.S., comme le Japon et pour des raisons identiques, est devenue une grande conquérante de territoires chinois. Comme le Japon, elle s'est appropriée des territoires immenses.

L'avance parallèle du Japon et de l'U.R.S.S. en Chine a profondément modifié la géographie et le rapport des forces entre les deux puissances. On affirmait communément que l'U.R.S.S. et le Japon étaient séparés par le détroit de Corée et la mer du Japon. C'était vrai il y a encore dix ans. Mais aujourd'hui, le Japon et l'U.R.S.S. sont en contact permanent sur une ligne qui va de la Mandchourie à Vladivostok, c'est-à-dire sur des milliers de kilomètres. Ils se retrouvent en plein désert de Gobi, aux frontières de la Mongolie extérieure. Le Japon est devenue une puissance continentale, qui contrôle

une grande partie des frontières de l'U.R.S.S. Par son expansion il a réussi à réduire les voies d'entrée de l'U.R.S.S. en Chine. Jadis l'U.R.S.S. pouvait se servir de l'Est-Chinois : celui-ci est passé aux Japonais. Il lui restait la voie Ourga-Kalgan-Pékin : Pékin est passé aux Japonais. La voie maritime est contrôlée par le Japon. La prise de Pékin est un coup aussi dur pour les liaisons soviétiques que pour le prestige de la Chine. Il ne reste plus à l'U.R.S.S. que quelques pistes, qui traversent les déserts du centre de l'Asie, pour venir à l'aide de Nankin ou de ses amis du Sud. Il est évident que les Japonais veulent couper toutes possibilités de liaison entre l'U.R.S.S. et la Chine.

Dans ces conjonctures, le conflit bénin du fleuve Amour, qui précéda le déclenchement des hostilités, fut un admirable coup de sonde à l'égard de l'U.R.S.S. Quand elle ne fusillait pas ses maréchaux, l'U.R.S.S. surveillait de près l'expansion japonaise. Staline avait déclaré qu'il ne tolérerait pas l'installation des Japonais le long des frontières mongoles. Il avait même déclaré qu'on ne tolérerait pas le partage de la Chine. Or, sur l'Amour, les Soviets viennent d'évacuer sans bruit des territoires de souveraineté contestée et mal définie. Actuellement, ils assistent impuissants à l'offensive japonaise. C'est que leur moral est atteint, et que la crise de leur régime et de leur armée est plus profonde qu'on ne le croit communément. La carence de l'U.R.S.S., attaquée dans ses intérêts vitaux, devrait faire réfléchir beaucoup de partisans du pacte franco-soviétique. Dans le conflit russo-nippon pour la domination de l'Asie, c'est le Japon qui marque un point décisif.

La lutte est ainsi circonscrite, au moins pour l'instant, entre la Chine et la Japon.

Depuis 1911, la Chine cherche la voie de son indépendance et de son unification. Cet immense pays a vainement cherché à s'adapter aux conditions modernes. Tous ses réformateurs ont échoué devant la double tâche qui consistait à libérer le pays des tutelles étrangères et à l'organiser, à l'équiper. Sun-Yat-Sen, ses successeurs se sont heurtés à des difficultés insurmontables. Ils n'ont guère dépassé, depuis la guerre, le Yan-Tsé-Kiang. Jamais ils n'ont réussi à unifier la Chine, à plus forte raison à l'équiper. Divisions intérieures, pénétra-

tion étrangère, propagande soviétique, traditions séculaires difficiles à surmonter, crise sociale permanente, guerres intérieures et extérieures sont autant de facteurs qui ont maintenu la Chine dans le désordre. Les efforts du Kuomintang, de son aile droite avec Chang-Kai-Chek, de son aile gauche avec Wang-Ching-Ouei, tantôt en lutte, tantôt réconciliés, n'ont pas réussi à discipliner notablement ce grand corps sans tête. Cependant, depuis la révolte instinctive et xénophobe des Boxers, la jeune Chine semble avoir pris conscience des malheurs de son pays. Le nationalisme chinois est un phénomène vigoureux. Les Russes en ont fait l'expérience lorsqu'en 1927 ils furent éliminés brutalement des affaires chinoises, pour avoir voulu se mêler trop intimement de la vie du Kuomintang. Les Japonais se sont heurtés aussi à ce fait nouveau lorsque, devant Changhaï, la vingt-neuvième division leur infligea un dur échec. Les résistances sporadiques montrent l'envie d'une nation encore impuissante de venger les affronts qu'on lui inflige. Toute l'énigme chinoise consiste à savoir si le sentiment de nation réussira à dominer les divisions intérieures. Dans ce cas la Chine deviendrait, en assimilant la technique moderne, une puissance invincible. Elle n'en est pas encore là.

La guerre actuelle dira si elle a fait ou non des progrès dans cette voie.

L'écrasement de la Chine par le Japon n'est pas souhaitable. On peut accepter qu'un peuple comme le peuple japonais ait des droits à l'expansion. On peut considérer qu'ils sont limités dans le temps et dans l'espace. Aussi il n'est pas souhaitable, pour la paix et l'équilibre du monde, de laisser se constituer un empire nippon d'un demi-milliard d'habitants. Il couvrirait demain le monde entier de ses produits, en attendant de reprendre les raids asiatiques contre l'Europe.

L'U.R.S.S. paraît éliminée momentanément des affaires chinoises. La colonisation de la Chine par les Soviets ne paraît pas plus désirable. Inutile de donner à Staline le surcroît de puissance expansionniste que lui vaudrait la soviétisation de la Chine ou simplement l'alliance avec la Chine du Sud. L'accroissement démesuré des conquêtes territoriales nippones ou russes n'irait pas sans inquiéter les puissances du

Pacifique. Londres et Washington ne voient pas sans crainte la pénétration nippone en Chine.

C'est tout le problème de l'équilibre en Asie et dans le Pacifique qui est en jeu. Il n'est pas impossible que le prochain grand conflit se déroule dans ces régions.

Or il est peut-être encore temps de régler pacifiquement et humainement ce problème considérable. Il existe un traité signé, en 1921, à Washington. Il garantissait l'intégrité territoriale de la Chine. Il portait la signature de neuf puissances. Avec les retouches nécessaires, il serait possible de fixer à la Chine les limites raisonnables de son territoire.

Ceci fait, l'Europe pourrait aider cet immense pays à se rééquiper et le mettre en mesure de se défendre à l'occasion contre les tentatives russe ou nippone. L'équipement de la Chine pourrait apporter un soulagement aux difficultés mondiales et, particulièrement, une solution à quelques graves problèmes européens. Les grandes puissances pourraient y trouver un exutoire à leur vitalité. Le monde écarterait, pour de nombreuses années, la menace d'une guerre internationale dans le Pacifique. Nous écarterions un grave péril pour l'avenir de la race blanche. Notre petite Europe tourmentée pourrait trouver un peu de quiétude dans ce travail pacifique.

JACQUES DORIOT

ROGER MARTIN DU GARD

> Vois-tu, moi, j'ai un principe... La littérature, faites-en si vous voulez; mais, pour Dieu ! n'en parlez pas... En tous cas, n'en parlez jamais avant d'en avoir fait, d'en avoir fait de la bonne, et longtemps.
>
> *Devenir !*

Il est extrêmement significatif que Roger Martin du Gard n'ait jamais publié aucun ouvrage théorique ni aucun manifeste. Non seulement il décourage les amateurs d'indiscrétions en maintenant que l'artiste livre le meilleur de lui-même dans ses œuvres et qu'il garde, en revanche, le droit de défendre sa vie privée contre toutes les curiosités. Mais, par haine de l'exhibitionnisme auquel ont cédé tant d'hommes de lettres, il a étendu cette pudeur jusqu'au domaine de sa vie intellectuelle. Son attitude est trop noble pour ne pas inspirer le respect que mérite une carrière poursuivie depuis trente ans avec une si parfaite dignité. Elle va cependant augmenter nos chances d'erreur lorsque nous tenterons de grouper certains traits épars dans ses ouvrages pour en composer une figure d'ensemble. Il n'en faut pas moins courir le risque : en se réservant ainsi, l'écrivain oblige le critique à se découvrir. Que l'on m'excuse d'avance si j'en donne, au cours de cette étude, trop de preuves !

Car il serait fort injuste de représenter Roger Martin du Gard comme un misanthrope, enfermé dans son égoïsme de créateur. La première fois que je l'ai vu, il remplissait, par un piquant contraste, une fonction quasi officielle : il présidait une assemblée des fondateurs du Vieux-Colombier. Cela se passait vers 1920 et sa tâche se limitait à donner la parole à Jacques Copeau. Je l'observais tandis que Copeau dressait l'inventaire de ses réalisations et de ses difficultés : il écoutait

l'orateur avec une attention où l'on devinait que la sympathie n'entraînait aucune abdication du jugement. Une douzaine d'années plus tard, à la répétition générale de *Judith*, j'étais assis auprès de lui ; je n'avais pas besoin de le regarder pour éprouver, comme une sensation physique, son amicale vigilance à suivre en toutes leurs courbes les arabesques de Jean Giraudoux. C'est un remarquable auditeur que ce grand silencieux.

Il le montrait bien à l'Abbaye de Pontigny, et notamment durant cette décade de 1929 dont le thème était la toujours féconde antithèse du romantisme et du classicisme. Charles du Bos et Ramon Fernandez dirigeaient tour à tour les débats auxquels prenaient part Paul Desjardins et Léon Brunschvicg, André Gide et François Mauriac. Et les représentants de la jeune littérature n'y manquaient point, d'André Malraux à Martin-Chauffier, d'André Berge à Pierre Bost. Les nouveaux venus n'ignoraient pas quelle règle de conduite s'était fixée Roger Martin du Gard : il assistait à ces entretiens pour reprendre contact avec ses contemporains, non pour leur proposer des opinions personnelles. Mais il était si franchement cordial dans les conversations particulières que l'on ne pouvait imaginer qu'adroitement sollicité, il ne se laisserait pas entraîner à intervenir dans les discussions publiques. On essaya toutes les ruses, voire de le mettre directement en cause en soulevant le problème du romancier. Son unique réponse fut un large sourire où quelque ironie se mêlait à sa gentillesse coutumière.

Si ce mot de « gentillesse » vous étonne, songez qu'il n'en est pas de plus précis pour définir une certaine union de bienveillance et de discrétion. Roger Martin du Gard n'est pas de ceux qui, parvenus à la renommée, oublient de « renvoyer l'ascenseur ». La génération d'après-guerre a trouvé en lui un protecteur et un conseiller, bien qu'il n'ait jamais flatté les jeunes ni dissimulé ses craintes en les voyant s'habituer à gaspiller leur talent. Ce n'est point sans émotion que l'on rappelle qu'il se fit auprès des critiques, quand parut *l'Hôtel du Nord*, le répondant d'Eugène Dabit. Mais cette générosité, il l'a exercée avec la même délicatesse qu'il accueillait un de ses cadets dont il avait lu les ouvrages : « Je crois,

lui dit-il, que nous pourrons être amis ; essayons loyalement .» Est-il permis d'ajouter que ses lettres familières ont l'entrain et la variété d'une causerie sans réticences, qu'elles accroissent l'estime et l'affection que l'on éprouvait pour le maître de *Jean Barois* et des *Thibault?*

Peut-être me reprochera-t-il d'avoir évoqué d'abord quelques-unes de ces images qui restent gravées dans ma mémoire. Je ne plaiderai pourtant pas coupable, n'ayant point dépassé la limite de ce qu'un lecteur a le droit de vouloir connaître. Ses inquiétudes, ses tâtonnements dans le laboratoire où il crée des êtres et des événements, le romancier peut légitimement les dérober à nos yeux. En revanche, il est d'une saine humanité que des lecteurs qui n'ont jamais rencontré un auteur qu'ils admirent se posent cette question : ayant résolu ses problèmes dans un secret qui n'appartient qu'à lui, donne-t-il à ceux qui l'ont approché cette impression d'un accord entre l'homme et l'œuvre qui est un des signes de la grandeur? Il fallait donc dire en commençant que Roger Martin du Gard ne dément pas l'idée qu'on s'en formerait d'après ses livres. Une solidité scrupuleuse, voilà ce qui nous frappe d'abord chez le romancier au nom duquel, dès 1908, le Bernard de *Devenir* formulait ce principe : « La littérature, faites-en si vous voulez ; mais, pour Dieu ! n'en parlez pas... En tous cas, n'en parlez jamais avant d'en avoir fait, d'en avoir fait de la bonne, et longtemps. »

*
* *

Ceux de mon âge ont découvert Roger Martin du Gard quand il publia *Jean Barois* en 1913. Année de révélations littéraires puisqu'elle vit aussi paraître *le Grand Meaulnes, Barnabooth* et *Du côté de chez Swann.* Mais l'influence de Proust, de Larbaud et d'Alain-Fournier ne devait se manifester que lentement. Au contraire, les cinq cents pages de *Jean Barois* eurent, à ma connaissance, un effet immédiat et profond sur tous les jeunes qui les avaient lues avant juillet 1914. C'est qu'en racontant la vie de Jean Barois, Roger Martin du Gard montrait en pleine lumière les problèmes qui tourmentaient nos esprits et nos sensibilités. Le dénouement

de l'affaire Dreyfus avait-il apporté une solution satisfaisante au conflit de la raison et de la raison d'État? Le catholicisme exigeait-il une totale adhésion à la lettre de sa doctrine ou permettait-il encore un « compromis symboliste »? Quelle demeurait la valeur de la science, après une période de naïve adulation, suivie d'un temps de réaction où d'aucuns proclamaient sa faillite? Brusquement un inconnu nous donnait l'amère joie de revivre toutes nos hésitations, de voir se dérouler dans une âme fraternelle nos plus intimes débats.

Aussi l'approuvions-nous sans réserve d'avoir inscrit en épigraphe à *Jean Barois* cette phrase d'André Suarès : « La conscience malade, voilà le théâtre de la fatalité moderne. » Le drame qui se jouait dans ce roman, nous y étions tous engagés : c'était pour nous une question vitale que de savoir si Barois ne s'était pas leurré dans sa leçon du collège Venceslas sur le transformisme et l'évolution de la conscience humaine. Or Martin du Gard ne nous cachait pas la complexité de ces tragédies mentales. Non seulement il peignait l'inévitable lutte entre deux générations successives : Barois se heurtait à l'intransigeance de l'athée Dalier comme au tranchant dogmatisme des catholiques pragmatistes. Mais *Jean Barois* offrait le spectacle des mêmes déchirements dans un esprit qui s'était jugé affranchi et que submergeait le reflux de ses anciennes croyances. Il l'avouait à son ami Luce : « Pendant longtemps, on croit que la vie est une ligne droite, dont les deux bouts s'enfoncent à perte de vue aux deux extrémités de l'horizon ; et puis, peu à peu, on découvre que la ligne est coupée, et qu'elle se courbe, et que les bouts se rapprochent, se rejoignent... L'anneau va se boucler... On va devenir un vieux qui ne sait plus que tourner dans son cercle ! » Devrions-nous succomber, nous aussi, à ce danger du vieillissement que Charles Péguy dénonçait avec une fougueuse éloquence? Étions-nous condamnés au durcissement, à l'abdication, au reniement?

Si *Jean Barois* nous touchait à ce point, c'est aussi que Martin du Gard y unissait déjà les deux qualités dont l'alliance se retrouvera dans *les Thibault* : le goût des amples constructions, un sentiment très vif des originalités individuelles. Il collaborait avec les historiens, puisqu'il recherchait dans la

révolte de Barois les « causes de l'ébranlement général de la foi » vers la fin du XIXe siècle, puisqu'il insérait dans son texte des fragments d'un compte rendu sténographique du procès Zola, puisqu'il nous offrait, en décrivant les réunions du *Semeur*, de véritables panoramas d'idées. Et pourtant le drame n'était nullement abstrait : les méditations de Barois se traduisaient en actes ; il influençait les vies de Cécile, de Julia, de Marie, dont les réactions le troublaient à son tour. Aussi les événements historiques, ceux que le romancier ne peut modifier, semblaient-ils perdre leur rigidité de faits acquis. Nous assistions aux audiences de 1898 comme si le verdict n'eût pas été rendu encore, dans la même attente angoissée que nous suivions la tragédie finale du protagoniste, « rongé par la tuberculose pulmonaire des vieillards » en même temps que « par le doute de ce qu'il a cru vrai et par la peur de mourir ». Un récit où se reflétaient à loisir tant d'images du réel et qui prenait souvent la forme d'un dialogue soutenu par d'abondantes indications scéniques et puis un sommaire qui résumait l'évolution d'un être ainsi que l'accomplissement d'une fatalité, ce contraste révélait nettement la double tâche que s'était proposée Roger Martin du Gard.

Dans cette fresque de l'avant-guerre était-il impossible de discerner ses sympathies personnelles ? Ce n'était point par coquetterie qu'il avait choisi, pour frontispice à *Jean Barois*, une reproduction de *l'Esclave* de Michel-Ange. Dès son installation à Paris, Barois en possédait un moulage et souvent le contemplait « étirant hors de la matière son corps douloureux, aux épaules rebelles ». Dix-huit ans plus tard, *l'Esclave*, sur la cheminée du cabinet de travail, « s'épuise toujours en son effort stérile ». Revenu dans sa petite ville de l'Oise au crépuscule de sa vie, Barois a ramené avec lui « le douloureux *Esclave* de Michel-Ange, immuablement arrêté dans son effort ». Quelque temps avant de mourir, il montrera ce plâtre à l'abbé Lévys, disant : « Regardez-le... Il ne peut pas lever un bras libre ! Comme lui, peut-être n'ai-je fait, pendant des années, que le simulacre de l'affranchissement ». Si ce symbole ne suffisait pas, l'opposition entre Barois et Luce dissiperait les derniers doutes. Luce qui défendait « l'esprit de tolérance » contre la rébellion convulsive de

Barois ne peut voir en lui qu'une victime « de son époque » lorsque Jean s'est converti et lui vante son bonheur. Il est évident que, si Barois est le protagoniste du roman qui porte son nom, le véritable héros en est l'homme auquel Woldsmuth rendra ce magnifique témoignage : « J'ai la certitude, après avoir vu mourir Luce, que je n'ai pas eu tort d'avoir foi en la raison humaine ». Et Luce n'aurait sûrement point souhaité plus belle épitaphe, lui qui réconfortait ses camarades, indignés que les politiciens *dreyfusards* exploitent bassement la victoire idéologique des purs *dreyfusistes* : « La République, leur répétait-il, porte en elle-même une vertu précieuse : elle est le seul régime perfectible par nature. Laissez la démocratie s'organiser à nouveau ». Se tromperait-on en attribuant à l'auteur de *Jean Barois* cette confiance raisonnée dans l'efficacité de la raison?

Mais ayant suggéré ces rapprochements, nous commettrions une lourde erreur en prétendant assimiler Martin du Gard à Marc-Élie Luce. A preuve que l'une des phrases capitales du livre et qui justifie l'importance accordée à l'Affaire Dreyfus est prononcée par Zoeger, un soir que Luce confesse son découragement : « C'est peut-être la première fois, riposte Zoeger, que la morale intervient dans la politique... ça ne peut pas aller tout seul ! » L'unique instant où je sois sûr que Roger Martin du Gard s'est identifié avec Luce, c'est quand il peint « dans son regard, cette curiosité amoureuse et perspicace qui a été la poésie de son existence ». Car cette simple touche rappelle une des facultés essentielles du romancier, son impartialité passionnée, son pouvoir d'animer des créatures vivantes qui l'empêchera de rester jamais le prisonnier d'une thèse ou d'un système.

Tous les lecteurs de *Jean Barois* ont été frappés par l'accent de grave dignité de sa dédicace à l'ex-abbé Marcel Hébert dont « la sensibilité religieuse ne peut qu'être blessée par certaines tendances de ce livre ». Marcel Hébert avait été l'un des maîtres de Roger Martin du Gard ; il a de nouveau exprimé son respect pour cette « admirable figure d'apôtre » dans un « témoignage » qu'a publié le biographe de Marcel Hébert, Albert Houtin. *Jean Barois* aurait-il donc été le résultat d'une expérience personnelle? Non, Roger Martin du Gard,

élevé dans la religion catholique, s'en est détaché, sans crise, dès sa quinzième année. Les débats de conscience des modernistes comme la soumission traditionnelle d'autres croyants, il les a connus en spectateur qu'intéresse toute expression sincère de l'âme humaine. Lorsqu'il nous touche en décrivant l'illumination de Jean Barois ou l'élan religieux de sa fille, lorsqu'il montre, avec tant de force, comment un prêtre assailli de doutes est rattaché à son Église par la certitude qu'il soulage les souffrances de Barois, Roger Martin du Gard entend faire œuvre de romancier et, selon le mot d'Hamlet, tendre loyalement son miroir à la nature.

Il en va de même pour les luttes partisanes qui sont évoquées dans *Jean Barois*. Là non plus, l'écrivain (qui avait dix-sept ans lors du procès de Rennes) ne pouvait puiser dans une expérience directe. Il a étudié cette époque en historien ; puis il en a construit sa vision en romancier. Ce double mouvement qui a produit la chronique de *Jean Barois* nous vaudra plus tard la puissante reconstitution de *l'Été 1914*. L'objectivité que l'on admire dans les livres de Roger Martin du Gard est la récompense d'un patient effort d'exploration et de synthèse. C'est pour l'avoir accompli de façon si désintéressée que l'auteur de *Jean Barois* marquait avec sûreté, dans un terrain où les pistes semblaient se brouiller, quels seraient les sillons de l'avenir. Il déclarait « mesquin et incomplet le matérialisme sentimental » de naguère ; il refusait de traiter la science comme une « nouvelle idole » ; il annonçait un ralliement des esprits et des cœurs sur un programme de « solidarité sociale » et de « connaissance scientifique ». Avec son *Semeur*, Barois affirmait l'urgence de grouper toute les activités généreuses. Dans une improvisation enflammée sur un texte de Lamennais, il annonçait une « poussée générale contre l'état capitaliste ». Et ces pages avaient vraiment un caractère prophétique...

Nous les lisions à la veille de la guerre, sans rien savoir encore de leur auteur. Puis ce fut la mobilisation. Comme ces peintres d'autrefois dont le nom importe moins que leur titre d'auteur de telle toile fameuse, Roger Martin du Gard demeura pour nous, pendant des années, le maître de *Jean Barois*.

*
* *

Quand l'Europe eut cessé d'être un charnier, on put céder à l'envie de mieux connaître ceux dont les livres étaient restés des points de lumière dans cette ténèbre. On apprit alors que l'auteur de *Jean Barois* était né à Paris, en 1881, d'une famille catholique et d'origine mi-lorraine, mi-bourbonnaise (« Le Gard » est un domaine de l'Allier, attribué au XVIIe siècle à l'un de ses ancêtres). Toutefois, cette famille comptait déjà plusieurs générations de Parisiens qui avaient appartenu à la magistrature et au barreau. Après avoir fait ses études aux lycées Condorcet et Janson de Sailly, Roger Martin du Gard passa trois ans à l'École des Chartes. Il en sortit en 1906, muni d'un diplôme d'archiviste-paléographe et auteur d'une thèse d'archéologie sur l'Abbaye de Jumièges. On ne s'étonnera pas qu'il ait acquis, pendant son séjour à l'École des Chartes, « les méthodes de travail des érudits, le respect de la vérité historique, une disposition d'esprit pour la recherche précise et la conscience scientifique ». Sa vocation littéraire s'était, elle, manifestée dès sa prime jeunesse. Mais son père l'avait sagement contrecarrée jusqu'à sa sortie de l'École et son mariage. Résolu désormais à suivre son penchant, il écrivit et fit paraître en 1908, son premier roman, *Devenir !*

Un « mauvais roman de jeunesse », a-t-il dit depuis. Jugement trop rigoureux, car *Devenir !*, outre son intérêt documentaire, contient maints passages émouvants. Il gagne d'emblée la sympathie du lecteur, même dans ses défauts qui sont précisément ceux d'une œuvre de débutant, préoccupé de nous livrer, du premier coup, une « somme ». A preuve ces titres schématiques des trois parties et de l'ensemble : « Vouloir !... Réaliser ?... Vivre... Devenir ! » Mais ce qui nous intéresse surtout, c'est de noter dans *Devenir !* une sorte d'anticipation des *Thibault*. On ne peut se défendre, en lisant ce roman-fleuve, de penser que le romancier s'est divisé pour concevoir et nourrir les personnages d'Antoine et de Jacques avant de leur assurer une existence indépendante. Or cela nous frappe davantage encore dans le contraste que

nous offre *Devenir !* entre ses deux protagonistes : André Mazerelles et Bernard Grosdidier. Et, dans cette première œuvre, celui qui devait peindre Antoine et Jacques Thibault avec une scrupuleuse équité ne craignait pas de laisser percer une préférence pour Bernard. A ce jeune chartiste il prêtait certaines de ses expériences et de ses opinions, voire son apparence physique.

Comme nous n'aurons pas d'autre occasion d'entendre Martin du Gard nous parler de lui-même par personne interposée, je recopie son portrait de Bernard : « *Le Gros* était laid, d'une laideur ridicule mais sympathique. Il était grand, large d'épaules, et ventru : presque une difformité, vu son âge. Du visage, on ne distinguait d'abord que les trous des narines : un nez outrecuidant, dressé au milieu d'une face blanche et grasse de compère de revue. Les cheveux étaient bruns, rejetés en arrière ; deux pinceaux de moustache clairsemée soulignaient le dessin de la lèvre supérieure, tandis que la lèvre inférieure, charnue, s'abandonnait mollement ; le menton se fondait en deux plis de graisse. L'impertinence un peu lourde du nez, l'ironie plus fine des yeux, donnaient à la physionomie une expression goguenarde, qui déplaisait d'abord. Elle eût certainement déplu davantage sans la bonhomie générale des traits, particulièrement de la bouche, et sans une certaine qualité du regard, qui possédait une douceur nuancée et une sorte d'insistance expressive assez personnelle ». Cette page ne dénote-t-elle pas, avec un sens du détail à souligner qui rappelle l'art du caricaturiste, une clairvoyance et un humour assez rares chez un romancier de vingt-sept ans ?

Lorsqu'il autorisa, en 1930, une réédition de *Devenir !* Martin du Gard y joignit une brève note dont je détache ces phrases : «... je songe sans indulgence à ce qu'ont été certaines jeunesses d'avant-guerre ; et c'est à elles que je dédie ces pages, — *in memoriam...* » En composant *Devenir !* et, plus tard, *les Thibault*, se serait-il souvenu de Flaubert, et particulièrement de cette *Éducation Sentimentale* qui décrit la faillite idéologique d'une génération ? Bien que les volumes de la fameuse *Correspondance* soient restés parmi ses livres de chevet, de 1897 à 1905, il ne semble point que Flaubert ait eu sur Martin du Gard une influence directe. Si Flaubert l'a

confirmé dans son parti-pris d'objectivité, ses romans diffèrent de ceux de Flaubert pour l'architecture comme pour le style. C'est plutôt envers Tolstoï (dont *la Guerre et la Paix* fut l'enchantement de sa vingtième année) qu'il a contracté une dette. Non qu'il ait jamais tenté d'imiter l'inimitable ni de « slaviser » le roman français. Mais il a reçu de Tolstoï un précieux encouragement, l'assurance qu'une ample fresque psychologique et sociale réclamait une analyse patiente et nuancée des caractères aussi bien qu'une absence de préjugés, chez l'observateur, et la volonté d'explorer toutes les anfractuosités du réel. Il n'est pas indifférent de noter que *Devenir!* s'achevait sur cette citation de Montaigne : « Nous n'allons pas, on nous emporte, comme les choses qui flottent, ores doucement, ores avecque violence, selon que l'eau est ireuse ou bonasse ». Évoquer les êtres qui passent et l'humanité qui dure : telle était déjà, pour Martin du Gard, la mission du romancier.

De 1906 à 1910, il avait entrepris deux longs romans, laissés inachevés et partiellement détruits, qui lui servirent d'exercices. En 1910, parut *L'une de nous* qu'il nous interdit de juger, l'ayant fait mettre au pilon pendant la guerre. Puis ce fut *Jean Barois* qui l'absorba d'avril 1910 à mai 1913. Quel éditeur oserait publier cet énorme manuscrit? Gaston Gallimard, son camarade de collège retrouvé par un heureux hasard, s'y décida, chaleureusement encouragé par André Gide. Martin du Gard avait jusqu'alors vécu loin de tout milieu littéraire. Avec *Barois* il entrait dans le cercle de *la Nouvelle Revue Française* où il allait se lier d'amitié avec Gide et Gallimard, Schlumberger et Copeau. Il s'intéressa dès l'origine à la destinée du Vieux Colombier et composa *le Testament du Père Leleu*, farce paysanne, publiée quand il put reprendre son travail, en 1920. Car il avait été mobilisé, dès le mois d'août 1914, dans une section de convois automobiles. Si bien qu'il faut se le représenter, pendant quatre années, circulant d'un bout à l'autre du front avec ses vingt et un camions : il est de ceux qui ont vu la guerre, de tous les postes et dans tous les secteurs, de fort près. Envoyé en Rhénanie durant l'armistice, il n'abandonna ses camions que pour revenir dresser le plan général des *Thibault*.

*
* *

Quelle envergure comptait-il primitivement donner à cet ouvrage? Il le dédiait « à la mémoire fraternelle de Pierre Margaritis dont la mort, à l'hôpital militaire, le 30 octobre, anéantit l'œuvre puissante qui mûrissait dans son cœur tourmenté et pur ». Cette tragique évocation nous assurait que la guerre tiendrait une grande place dans les annales des Thibault, au moins par son importance d'événement. Il n'était donc pas invraisemblable de supposer que ce « roman de huit ou dix volumes » (ainsi l'annonçait une note liminaire à sa première partie) prendrait la forme d'une symphonie en trois mouvements : l'avant-guerre, la guerre, l'après-guerre. On sait, depuis quelques mois, que Roger Martin du Gard a limité son ambition. A la fin du volume de *l'Été 1914*, nous avons été prévenus qu'il ne manquait plus aux *Thibault* qu'un « épilogue ». Déjà, M. Oscar Thibault, son fils Jacques et Jérôme de Fontanin ont disparu. Mais que sont devenus dans la tourmente Antoine Thibault, madame de Fontanin et ses enfants? Des brèves amours de Jacques et de Jenny est-il né un fils en qui s'uniraient toutes les hérédités des Thibault et des Fontanin? Quand ces questions auront été résolues, l'ample construction des *Thibault* aura atteint son achèvement.

En tête du *Cahier Gris*, dans la note dont j'ai déjà parlé, Martin du Gard déclarait : « J'aurais laissé paraître cet ouvrage sans avertissement si j'avais pu le présenter dans sa totalité ». N'ayant point osé réclamer de son éditeur une telle « extravagance », il marquait ainsi sa résignation : « Il faudra donc débiter cette œuvre par tranches, à quelques mois d'intervalle ». Programme qui sembla d'abord se réaliser sans encombre, puisque nous lûmes, en 1922, *le Cahier gris* et *le Pénitencier*; en 1923, les deux tomes de *la Belle Saison*. Installé, à partir de 1925, à Bellême, dans l'Orne, Martin du Gard y composa *la Consultation* et *la Sorellina*, publiées en 1928. A la même date parut en librairie une deuxième farce paysanne, *la Gonfle*, qu'il avait entreprise pour se délasser des *Thibault*. Puis vint *la Mort du Père* (1929) dont la feuille de garde portait la mention qui nous était devenue

familière : « En préparation : *les Thibault* (suite) ». On savait par un résumé joint aux exemplaires de *la Consultation* que cette septième partie s'intitulerait *L'Appareillage.*

Elle était entièrement terminée quand, à la fin de 1930, Roger Martin du Gard fut victime d'un grave accident d'auto. Au sortir de la clinique du Mans où il avait été consigné durant trois mois, il relut son manuscrit avant de l'envoyer à l'éditeur. Persuadé qu'il avait fait fausse route, il détruisit impitoyablement ce texte. Ses biographes remarqueront qu'il avait exercé une égale sévérité sur ses deux romans de jeunesse et sur *l'Une de nous.* Mais le problème, cette fois, est plus complexe, car le romancier des six premières parties des *Thibault* possédait incontestablement toutes les ressources de son art. Cet *Appareillage* que nous ne lirons jamais, nous gardons la certitude qu'il n'était pas, en soi, un livre manqué. Aussi, ne fut-ce point comme tel que son auteur l'a condamné, mais en fonction de l'ensemble de l'œuvre. Deux dates ici nous guideront : les obsèques d'Oscar Thibault, décrites dans *la Mort du Père,* ont lieu en décembre 1913 ; *l'Été 1914* commence le 28 juin de l'année suivante. *L'Appareillage* était donc l'histoire d'un semestre et, comme son titre l'indiquait, d'une brève période d'essor que la guerre devait briser net. Quand le romancier fut convaincu que ce récit « ralentissait l'action », il n'hésita pas à le sacrifier.

Mais les liens d'un créateur avec ses personnages sont aussi forts que subtils. Comment oublier toute cette vie que, dans *l'Appareillage,* il leur avait prêtée, qu'il avait vécue en leur compagnie ? Comment faire table rase de ce passé pour repartir à neuf ? Martin du Gard n'y parvint qu'après avoir traversé plusieurs années de trouble profond pendant lesquelles il produisit seulement des œuvres en marge de son grand dessein : la nouvelle de *Confidence Africaine* (1931), le drame du *Taciturne* (1931) et les croquis villageois de *Vieille France* (1933). Alors, comme s'il avait exorcisé des fantômes, il reprit la biographie de ces Thibault qui n'avaient jamais cessé de hanter son imagination. Durant trois ans, réfugié dans le Midi, il se consacra tout entier à la composition de *l'Été 1914,* pour donner à l'ouvrage un élargissement auquel il avait toujours tendu.

Ai-je trompé sa confiance en relatant ainsi l'histoire des *Thibault?* Au lieu de laisser maints lecteurs s'égarer, comme je l'ai fait longtemps moi-même, parmi de spécieuses hypothèses, il m'a semblé opportun de préciser deux points essentiels. N'en déplaise aux amateurs de révélations piquantes, il est faux que Roger Martin du Gard se soit « fatigué » ou « dégoûté » de ses « bonshommes » et qu'il ait terminé comme une corvée la tâche qu'il s'était fixée. Et il ne serait pas moins inexact de penser que l'orientation générale des *Thibault* ait changé dans l'intervalle qui a séparé les publications de *la Mort du Père* et de *l'Été 1914*. L'examen de ce monument de l'art romanesque formera naturellement la conclusion de notre étude. Voyons d'abord quels traits ont ajouté à la physionomie de l'œuvre les ouvrages « hors série » qui se grouperaient si facilement sous deux titres : les paysans, les anormaux.

De même que *le Testament du Père Leleu, la Gonfle* est une farce paysanne, « fort facétieuse », annonce le sous-titre, et qui se déploie « sur le sujet d'une vieille femme hydropique, d'un sacristain, d'un vétérinaire et d'une pompe à bestiaux ». Énumération incomplète, car elle ne mentionne pas la jeune servante idiote dont la passivité va fournir à ces trois actes un dénouement fort actif. A la lecture, cette pièce (qui n'a jamais été représentée encore) laisse l'impression d'une puissante et savoureuse étude des astuces paysannes. Son protagoniste, Andoche, valet de ferme et sacristain, sorte d'Ulysse campagnard fécond en ruses et en paraboles, semble une des plus inquiétantes figures qu'ait créées Martin du Gard. Bien que la distribution comporte deux rôles féminins, une note prévient que « dans la pensée de l'auteur, cette pièce doit être jouée par quatre hommes ». De plus, tous les personnages s'expriment dans une langue populaire, patiemment forgée d'un mélange des divers patois français. Quant au décor, il ne doit refléter « aucun pittoresque régional ». Toutes ces indications concordent pour attester une ferme volonté de stylisation.

Elle ne s'affirme pas moins nettement dans *Vieille France*, ouvrage qui a pu dérouter de fidèles admirateurs du romancier. Non point qu'ils aient mis en question sa valeur artistique :

chacun de ces vingt-sept brefs tableaux nous ravit par sa sobre perfection. L'hésitation commence lorsqu'on s'interroge sur le sens général de l'œuvre ; car elle dépeint, sans la moindre atténuation, une « humanité animale qui rampe encore dans les bas-fonds ». Le titre de *Vieille France*, le soin qu'a pris l'auteur de ne situer le bourg de Maupeyrou dans aucune région déterminée, nous forcent à nous demander, comme mademoiselle Ennberg à son frère : « Crois-tu que, dans toutes les communes de France, c'est pareil ? » Roger Martin du Gard avait évidemment prévu qu'il déconcerterait les critiques, puisqu'il faisait joindre à leurs exemplaires cet avertissement significatif : « Tourbillonnement de microbes dans une goutte d'eau marécageuse. Satire de la Société ? Satire de l'Homme ?... Plus simplement : album de croquis provinciaux ». Si *Vieille France* a la virulence d'un réquisitoire, si le prêtre et l'instituteur connaissent des heures de découragement, ils n'abandonnent pourtant point la lutte. Et mademoiselle Ennberg persiste à espérer « le règne d'une Société nouvelle, — mieux organisée, moins irrationnelle, moins injuste », où l'Homme pourrait enfin donner toute sa mesure. La loyauté nous interdit de récuser ce témoignage autant que de le tenir pour une intervention de l'auteur dans son œuvre.

Car l'ensemble de ses ouvrages montre un souci de comprendre et de peindre tous les aspects de la réalité qui exclut les théories préconçues, optimistes ou pessimistes. Sans cela, *Confidence Africaine* passerait pour un travail de pure virtuosité dont la perfection égale, dans un autre genre, celle de *Vieille France*. Cette histoire entièrement inventée, il nous fait croire qu'elle fut contée à « monsieur du Gard », pendant un voyage en Méditerranée, par l'homme qui l'a vécue. Dans le train, entre Marseille et Paris, le romancier a noté les propos de Leandro. Il extrait aujourd'hui ces pages d'un ancien carnet de poche pour satisfaire le directeur de la N. R. F. qui souhaite publier « quelque chose » de lui. Il pousse même la coquetterie jusqu'à indiquer brièvement ce qu'il conviendrait d'y modifier pour « tirer littérairement parti de cette histoire ». Nous n'en apprécions que mieux l'habileté avec laquelle il lui a prêté le relief d'un documentaire. En effet,

ce qu'il nous décrit, c'est une liaison incestueuse qui a duré quatre années sans que personne ait soupçonné ce frère et cette sœur d'être des amants. Et la longue suite d'aveux ponctués par les « bon » du narrateur est d'un art si tranquille et si lisse que nous ne songeons à discuter l'événement que lorsqu'il est accompli.

Goût du tour de force technique? Désir de scandaliser? Curiosité soudainement éveillée pour ce qu'on nomme les anomalies sexuelles? Aucune de ces hypothèses n'explique vraiment la *Confidence Africaine*. Si la dernière trouva quelque crédit, cela tient aux circonstances : la *Confidence* parut la même année (1931) où fut représenté, au Théâtre Louis Jouvet, *Un Taciturne* dont le protagoniste est un refoulé. Or il est vrai qu'une ressemblance existe entre les deux ouvrages ; mais ne nous arrêtons pas à ce rapprochement superficiel : l'amour de Thierry pour un bel adolescent est dit « anormal », comme celui de Leandro pour Amalia. Plus importante est la leçon qui se dégage de la pièce comme du roman. Sans doute, frémissions-nous un peu en écoutant Leandro murmurer : « Ces choses-là, vous voyez comme ça peut arriver tout naturellement ». On imaginait volontiers Roger Martin du Gard se tournant vers François Mauriac et murmurant : l'inceste que vous évoquez avec une espèce d'horreur fascinée, regardez comme il peut se produire sans heurt, sans rien de morbide. Au contraire, la brusque révélation qu'il aimait le fiancé d'Isabelle a précipité Thierry dans le refuge de la mort.

On se souvient que ce dénouement couronnait une pièce conduite avec une inflexible autorité, sorte de ballet psychologique à travers lequel se poursuivait implacablement une double enquête sur les aspirations profondes d'Isabelle et de Thierry. A la fin, elle se libérait de son obsession tandis qu'il se tuait, incapable de supporter ce qu'il croyait être une honte. Certes, ce suicide était logique, mais Armand le jugeait sainement qui, devant le cadavre de Thierry, formulait ce verdict : « L'imbécile ! ». Dans *Un Taciturne*, Armand tient le rôle que Molière réservait à ses « raisonneurs »: il défend les droits de la santé, de l'humanité. Thierry, à ses yeux, a commis l'erreur de prendre une convention pour une loi et de s'en fabriquer un épouvantail. Jean Barois le disait

déjà, « la probité envers soi-même comme envers ceux qui nous regardent vivre, voilà, pour le moment, la plus certaine, la plus inflexible des règles morales ». Au lieu de se dérober, si Thierry avait osé affronter ses fantômes, il les aurait exorcisés, il aurait survécu. Sans doute lui a-t-il manqué d'avoir, comme le Bernard de *Devenir !*, entretenu un commerce familier avec l'auteur des *Essais :* alors, il se serait persuadé que « tout homme porte en soi la forme entière de l'humaine condition ». Rien n'est plus efficace pour dissiper les obsessions que cette sagesse de Montaigne, sauf peut-être la démarche du romancier qui, tel Roger Martin du Gard, incarne en des êtres fictifs les multiples possibilités qu'il a, comme chacun de nous, découvertes en lui-même.

*
* *

Avant d'entreprendre cette esquisse, j'ai naturellement relu *les Thibault*. Dès le début, j'ai été empoigné comme au premier jour. Brusque entrée en plein drame, crescendo d'humiliation dans les découvertes de madame de Fontanin sur les actes de son mari, scène atroce et grandiose où le pasteur Gregory implore le secours de l'Esprit pour sauver Jenny que les médecins ont condamnée ; les cinq premiers chapitres du *Cahier Gris* sont emportés dans un tel mouvement qu'une exclamation vous monte aux lèvres : « Quel sacré bougre ! » Après quoi, on parle d'un « grand monsieur » et on évoque d'autres passages dans la suite des *Thibault* qui témoignent de la même puissance : l'opération tentée d'urgence par Antoine sur la petite Dédette, le départ de Rachel pour le Maroc, la répétition générale de sa mort combinée par Oscar Thibault, la soirée où Antoine abrège par une piqûre de morphine l'agonie de son père, la chute de l'avion et l'assassinat de Jacques. La vigueur dramatique de Martin du Gard est indiscutable ; il suffit donc de noter qu'elle n'exclut point la subtilité, dans les tableaux de *la Belle Saison*, par exemple, où nous suivons un délicat contrepoint de méfiances et de sympathies entre Jacques et Jenny. Et la même force atteint à une envoûtante poésie quand ils s'avouent enfin leur amour, le 25 juillet 1914, dans le square

Saint-Vincent de Paul : tout l'orchestre, un instant, se tait pour que fleurisse ce tendre duo de violons.

Ampleur et variété : les mêmes mots s'imposent lorsqu'il s'agit des décors. Du pénitencier de Crouy à la chambre d'hôtel au Havre, des quais de Marseille à la pauvre pension d'Amsterdam, de l'oasis de Maisons-Laffite aux rues froides de Lausanne, bien des épisodes sont associés à des lieux très différents. Et l'on n'oubliera point cette course haletante, à la veille de la guerre, qui nous entraîne de Genève à Vienne, à Anvers, à Berlin, à Bruxelles. Néanmoins, l'œuvre garde un centre : Paris. Avec ces deux mouillages où même les vagabonds comme Jérôme et Jacques sont ramenés constamment : la maison des Thibault, rue de l'Université ; le logis des Fontanin, avenue de l'Observatoire. Voyages, évasions, excursions préservent de toute monotonie la symphonie parisienne des *Thibault,* mais n'en rompent point l'unité.

Ce déroulement suggère l'image d'un fleuve et, transposée en termes techniques, celle d'un roman-fleuve. L'expression n'était pas encore en vogue lorsque Martin du Gard conçut le plan de ses *Thibault* ; nous savons, au reste, qu'il n'est pas homme à s'embarrasser de formules. Se serait-il inspiré de Balzac ? Assurément non ; *la Comédie Humaine* fut constituée par un groupement artificiel que suivit, après 1845, un développement plus systématique. Au contraire, *les Thibault* possèdent une unité organique, autant que *la Guerre et la Paix.* A ce point de vue, l'histoire des Thibault se rapprocherait plutôt des biographies de Jean-Christophe et du Marcel d'*A la recherche du Temps Perdu :* Roger Martin du Gard fut un des fervents lecteurs de Romain Rolland et il n'a pu ignorer Proust. Mais une différence essentielle va se marquer aussitôt. Avec le moraliste Rolland comme avec Proust l'esthéticien, le roman était mis au service d'une foi : héroïsme beethovenien ou culte mystique de la durée pure. L'originalité de Martin du Gard s'affirme dans sa volonté de demeurer uniquement un romancier.

Balzac se flattait de rivaliser avec le naturaliste ; la seule science qu'invoque l'auteur des *Thibault,* c'est la médecine. Mais, loin de désobliger les médecins, on rend hommage à l'ingéniosité toujours renouvelée que leur profession exige

quand on observe que leur science vaut surtout par l'art avec lequel ils l'utilisent. Or, on relèvera facilement des analogies nombreuses et précises, depuis l'auscultation jusqu'à l'opération chirurgicale, entre cet art des médecins et l'art du romancier tel que le pratique Roger Martin du Gard. De ces procédés *la Consultation* nous offre une réussite particulièrement probante. Non seulement l'auteur établit un contact direct entre acteurs et lecteurs, nous intéressant immédiatement aux moindres gestes, aux plus infimes péripéties ; mais nous voyons comédies, drames, possibilités de crimes prendre corps dans le cabinet du docteur Thibault. Les monologues y restent d'une matière vivante, chaque examen intérieur étant suggéré par les événements. Alors dans l'esprit d'Antoine surgissent les plus graves problèmes : la défense de tuer oppose-t-elle une barrière infranchissable aux droits du médecin? d'où vient ce heurt entre sa clairvoyance et l'espèce de principe supérieur qui guide ses actes? au nom de quoi vit-il? Rien d'arbitraire dans cette crise de conscience ; elle a été provoquée par d'humbles faits concrets.

Albert Thibaudet a rangé *les Thibault* dans les romans-fleuves (ou, comme il a préféré dire, les « romans-cycles ») sous la rubrique « familial ». Auparavant, il avait inscrit Roger Martin du Gard au « groupe de Cuverville » avec André Gide et Jean Schlumberger. Sans protester contre cette classification, il sied d'observer que *les Thibault* contiennent l'histoire de *deux* familles, l'une catholique et l'autre protestante. De plus, chacune d'elles renferme aussi bien des êtres qui travaillent à la désagréger que des personnages qui s'efforcent de la maintenir intacte : sous cet angle, madame de Fontanin est alliée à M. Thibault comme Jérôme à Jacques. Le conflit des générations apparaît aussi dans cette lutte. M. Thibault proclame que la famille reste la « cellule première du tissu social et le pivot de l'état bourgeois ». Jacques et Daniel lisent avec enthousiasme dans *les Nourritures Terrestres* la fameuse déclaration de guerre : « Familles, je vous hais ! » Plus complexe est l'attitude d'Antoine : il reconnaît que les Thibault représentent « une combinaison exceptionnelle d'orgueil, de violence, d'obstination » ; parfois il redoute

l'explosion de cette énergie et parfois, il souhaite que la lignée des Thibault trouve en lui son « épanouissement ». Peut-être ce suprême épanouissement, pour les Thibault comme pour les Fontanin, s'accomplirait-il seulement chez un enfant qui mêlerait leurs hérédités contradictoires. Que l'hypothèse en demeure permise prouve au moins que Martin du Gard a peint ces drames familiaux avec une souveraine impartialité.

Pour décrire la manière dont il anime ses personnages, il conviendra sans doute que l'auteur d'une étude détaillée abandonne le langage du critique littéraire et adopte celui du critique d'art. Car il lui faudra distinguer le dessin et la couleur, parler de l'éclairage qui modèle ces figures et de l'air qui circule autour d'elles librement. Voyez le portrait d'Oscar Thibault, si patiemment poursuivi durant les sept premiers volumes. N'apparaît-il point le type du bourgeois orgueilleux, catholique intransigeant mais non dénué d'hypocrisie, fondateur d'œuvres sociales mais impitoyable tyran domestique, despote borné, souvent haïssable? Au lendemain de sa mort pourtant, son fils aîné découvrira ses lettres et son journal intime : le masque levé dévoilera une vie secrète bien plus humaine ; Antoine comprendra que son père « aurait pu être quelqu'un de grand ».

Il ne saurait être question de procéder ici à un inventaire. Je rappellerai simplement que nous devons au même romancier le révolutionnaire Meynestrel qui fait songer à un Lénine manqué, l'académicien Jalicourt qui, chargé d'honneurs, se sent un homme fini, le docteur Philip dont trois événements ont bouleversé l'existence : la découverte des contradictions des Évangiles, celle de la mauvaise foi des persécuteurs de Dreyfus, celle de la « sinistre partie de billard » qu'ont jouée les gouvernements de 1914. En contraste avec ces intellectuels, évoquons Jérôme de Fontanin et « sa grâce inquiétante de prince oriental » lorsqu'il retrouve « Rinette » dont il a causé l'avilissement, l'oblige à redevenir Victorine Le Gad, grâce à l'argent de madame de Fontanin et, fier de sa « bonne action », se prépare allègrement à de nouvelles trahisons. Songeons encore à la diversité des caractères féminins dans la fresque des *Thibault* : Noémie à la beauté épanouie et vul-

gaire, Gise qui vainement offre à Jacques « son brûlant amour d'animal fidèle », Rachel, demeurée mystérieuse pour Antoine jusqu'en sa nudité « glorieusement étalée... comme une figure allégorique », l'admirable Thérèse de Fontanin autour de laquelle « l'air possédait une conductibilité particulière », Jenny enfin, longtemps crispée dans son orgueil, tourmentée par tant d'aspirations, si adorablement pure dans le don total d'elle-même. Qui nierait à ce romancier le don de pétrir la glaise humaine?

Au centre de cette galerie deux personnages se détachent, à la fois pour leur relief individuel et parce qu'ils sont toujours maintenus dans un rapport dramatique. Antoine et Jacques Thibault sont inséparables pour nous, depuis le soir où l'aîné ramène le cadet après sa fugue jusqu'à cet autre soir où Jacques conduit à la gare de l'Est son frère mobilisé. Toute leur affection n'aura pu abolir la tragique opposition entre Jacques l'insurgé et Antoine, si robustement équilibré. Dès le début, Jacques nous séduit par son ambition de « suivre sa nature » et de « ne rien faire d'artificiel ». Nous comprenons qu'il méprise la stabilité, l'intelligence positive d'Antoine et qu'il soit choqué dans son élan vers la pureté lorsqu'Antoine lui raconte une de ses voluptueuses aventures. Nous lui pardonnons même de nous agacer un peu quand, à l'époque de *la Sorellina*, il semble le précurseur des rebelles littéraires de l'après-guerre. Cependant Jenny ne se trompait point en affirmant qu'à travers toutes les rancunes de Jacques, « sa foi en l'avenir, en un bonheur futur, restait évidente ». Farouchement révolté, depuis son enfance, « contre l'injustice universelle », Jacques n'en demeure pas moins un optimiste et de là vient le vrai pathétique de sa destinée. Quand il se sera enrôlé parmi les révolutionnaires, un de ses camarades genevois, Mithoerg, l'appellera « un dilettante rationaliste, un protestant » qui prétend discuter la doctrine au lieu d'obéir en militant réaliste. Ce fils d'Oscar Thibault se montre un individualiste jusqu'en sa dernière initiative qui amène la catastrophe. Il est équitable que le sort de Jacques Thibault soit étroitement lié, en ses heures suprêmes, au destin de l'Europe : pas plus qu'elle, il n'est parvenu à discipliner sa générosité afin de la rendre efficace contre les ennemis de la paix. Mais

Jacques garde cette noblesse de n'avoir jamais trahi l'engagement qu'il prenait dans le « cahier gris » de son adolescence : « Être sincère en tout et toujours ! »

Que le prestige romanesque de Jacques Thibault ne nous incite pas toutefois à être injuste envers son frère. Antoine n'est pas seulement son aîné de neuf ans ; il connaît beaucoup mieux l'humanité, en lui-même et chez les autres, grâce à une double expérience de médecin et d'amoureux. Il sait qu'il a hérité de l'orgueil et de l'entêtement des Thibault mais qu'il appartient pour le reste à la bonne moyenne humaine. Il ne s'étonne point de trouver dans son esprit, notamment quand il a décidé de recueillir Jacques, un inextricable mélange d'égoïsme et de dévouement. Il ne se dissimule pas qu'en chacun de nous co existent le meilleur et le pire. Lorsqu'il s'interroge, c'est avec la même loyauté dont il fait preuve dans la conversation avec l'abbé Vécard : aussi franchement qu'il déclare sa complète incrédulité envers la « mythologie catholique », il mesure le désaccord entre la médiocrité de ses principes et la plénitude de sa vie. Quand Jacques le presse de définir son attitude devant le problème social, Antoine ne cherche pas à défendre le régime capitaliste ; il accepterait volontiers des changements qui amélioreraient la condition des prolétaires. Mais il ne croit pas aux bienfaits d'une révolution violente, parce qu'au moment de reconstruire rien n'aura été modifié dans ce qu'il nomme « l'élément essentiel » qui est « la nature humaine ». En une circonstance décisive, il a enfreint les règles fixées à un médecin et à un fils : excluant toute possibilité de miracle, il a délibérément mis un terme aux souffrances de son père. De cet acte anormal il ne se blâme ni ne se glorifie ; il juge simplement qu'il doit « se l'annexer, l'incorporer à soi, comme l'apport d'une de ces expériences essentielles qui ont sur l'évolution d'un homme un retentissement profond ». Si l'on se souvient que Roger Martin du Gard s'était déjà dédoublé pour créer André Mazerelles et Bernard Grosdidier, on sera tenté de penser que, des deux frères Thibault, le plus proche de son cœur est celui qui ressemble le plus à Bernard, cet Antoine qui affronte la vie sans illuminisme et sans découragement.

Comme Bernard et André, comme Luce et Barois, Antoine et

Jacques participent aux événements publics de leur temps. Aussi est-il légitime d'écrire que l'œuvre de Martin du Gard atteste la collaboration d'un historien et d'un romancier. N'a-t-il pas maintes fois spécifié qu'il avait procédé par reconstruction? Nous l'avons dit pour *Jean Barois*; il faut le redire pour *l'Été 1914* : pendant ces fiévreuses journées, il était à la campagne et ne revint à Paris que le 1er août; il n'a jamais vu Jaurès ni pénétré dans les bureaux de *l'Humanité*. Chacune de ces résurrections fut donc précédée d'un tenace labeur où se reconnaît l'ancien chartiste. Mais qui ne remarquerait que, du même coup, l'imagination a repris ses droits, n'étant pas entravée par des souvenirs précis? Pour goûter l'un de ces empiètements du romancier sur l'historien, amusez-vous à dresser une chronologie de *Jean Barois* : vous vous apercevrez que le héros de ce livre publié en 1913 est mort en avril 1915. Ne trouvez-vous pas curieux que, vingt-quatre heures après l'affichage des résultats, ni Gisèle ni M. Thibault ne sachent que Jacques est reçu à l'École Normale? Pourquoi ne lisent-ils pas les journaux? Pourquoi Jacques n'a-t-il pas télégraphié à Maisons-Laffite, comme Daniel? Réponse : parce que le romancier a besoin de cette ignorance. Pour la même raison, M. Thibault n'aura pas appris qu'on ne peut « sortir premier de Normale », à cause de la diversité des agrégations. Ainsi encore (et André Billy a relevé ce détail), l'église de la Madeleine s'enrichit d'une « grosse cloche » pour annoncer la mobilisation. Que pèsent ces inadvertances? L'important est que l'historien se soit mis complètement au service du romancier, que nous soyons irrésistiblement entraînés, que nous revivions des événements historiques avec Jacques et Jenny, au point d'oublier nos propres souvenirs pour partager leurs émotions.

Cette puissance de reconstruction est particulièrement remarquable dans *les Thibault*, à cause de leurs vastes proportions. Martin du Gard n'a nulle complaisance pour les raffinements de style et pour les préciosités; il craint toujours, selon une boutade de Cayrouse dans *Devenir !*, qu'un art « très châtié » ne soit un art « châtré ». Mais il a horreur de l'informe et de l'indéterminé. Il acceptait chez son Bernard « cette faiblesse de savourer mieux la beauté des choses lorsque l'art

l'avait restreinte, définie et humanisée ». Je ne suis même pas sûr qu'il maintiendrait cet adjectif « restreinte » s'il analysait de nouveau, après trente ans d'expérience, une faiblesse qu'il déclarait « à tout prendre, bourgeoise » et qui me paraît généralement française. Quoi qu'il en soit, il doit, lui, quelques-unes de ses plus belles réussites à ce talent d'architecte dont la plus saisissante manifestation est le plan de *l'Eté 1914* ; un prologue dispersé de douze chapitres ; un récit ininterrompu, journée par journée et souvent heure par heure, durant soixante-huit chapitres ; cinq chapitres pour un épilogue inexorablement tendu vers la catastrophe. On s'est parfois étonné de la disproportion entre les diverses parties des *Thibault* où *la Belle Saison* occupe plusieurs mois et *la Consultation* quelques heures. Mais cette inégalité ajoute à la force de la structure romanesque : entre les instants décisifs, soigneusement choisis et minutieusement éclairés par un puissant projecteur, il faut ces larges intervalles où l'auteur laisse entrevoir sans trop insister le lent travail de la nature dans ses personnages. Je crois que *les Thibault* doivent leur extraordinaire animation, leur perpétuel renouvellement, à ces alternances de rigueur et de souplesse, de concentration et d'aération.

« Tout ce que j'ai à dire passe automatiquement dans mes *Thibault* », écrivait Roger Martin du Gard à Jean Paulhan au début de la *Confidence Africaine*. S'il fut ému par le sacrifice de Lauro de Bosis, nous ne pouvons le deviner que par la fin tragique de Jacques Thibault. Ce qu'il a cru nécessaire d'exprimer sur les problèmes de la science et de la religion, de la vie et de la vérité, il l'a de même confié à ses personnages. Son unique ambition aura été de faire vivre des êtres, nourris de sa substance, indépendants de lui néanmoins. Dans la cathédrale de l'histoire il a voulu édifier des destinées, ne demandant à chaque personnage que de reconnaître sa propre loi. « Le difficile, disait Bernard Grosdidier, c'est d'être soi-même assez résolument et assez longtemps pour découvrir la formule de sa sincérité. » Sous une autre forme, Jacques Thibault recevra de Jalicourt le même avertissement : « Si vous avez une bribe de génie, vous ne pourrez jamais croître que du dedans, sous la poussée de vos propres forces. » Tous

les personnages importants, dans l'œuvre de Martin du Gard, aspirent ainsi à prendre conscience de leurs actes et de leurs virtualités. Par là se justifie l'abondance des conversations dans ses romans : les interlocuteurs s'y cherchent, s'y définissent, s'y éprouvent. Sans nul dogmatisme, Roger Martin du Gard a composé un panorama des ressources humaines, une vaste école de la connaissance de soi.

Pourtant, il n'a jamais oublié le mot que Woldsmuth rapportait comme une des dernières paroles de l'héroïque Luce : « Ne nous laissons pas aveugler par l'individuel. » Au-dessus de cette vie personnelle à laquelle il souhaitait que « chacun de nous consentît », Luce évoquait le déroulement des générations dont chacune aussi a pour devoir « d'aller dans le sens de la vérité aussi loin qu'elle peut ». A travers tant d'images de l'humanité, c'est l'homme éternel que Roger Martin du Gard veut atteindre, à l'exemple de Montaigne et de Tolstoï. Voilà pourquoi *les Thibault* forment véritablement un tout. Les critiques de l'an 2000 ne les jugeront pas plus sur tel ou tel épisode que nous ne le faisons en 1937. Ils en liront les différentes parties exactement à notre manière, avec une attention plus ou moins passionnée selon les résonances qu'elles éveilleront dans leurs pensées, à un rythme dont la vitesse ou la lenteur méditative renseignerait fort bien un spectateur idéal sur leurs propres préoccupations. C'est que, par delà ses acteurs visibles, l'œuvre de Martin du Gard comporte une héroïne que le docteur Barois essayait déjà de définir au petit Jean lorsqu'il lui disait : « La vie, c'est de la victoire qui dure. » Historien, Roger Martin du Gard n'aurait été que le descripteur d'une époque limitée. Romancier, il est un témoin du triomphe de la vie qui dure à travers les pathétiques échecs et les précieuses victoires des hommes et des générations.

RENÉ LALOU

LE DERNIER AMOUR DU PRINCE GENGHI

Lorsque Genghi le Resplendissant, le plus grand séducteur qui ait jamais étonné l'Asie, eut atteint sa cinquantième année, il s'aperçut qu'il fallait commencer à mourir. Sa femme, la princesse du Palais-des-Violettes, qu'il avait tant aimée à travers tant d'infidélités contradictoires, l'avait précédé dans le pays où vont les oiseaux morts, et il se tourmentait de ne pouvoir se rappeler exactement la grimace qu'elle faisait avant de pleurer. Sa seconde femme, la princesse du Palais-de-l'Ouest, l'avait trompé avec son beau-fils, comme il avait trompé son père aux jours de sa jeunesse avec une impératrice adolescente. La même pièce recommençait sur le théâtre du monde, mais il savait, cette fois, que ne lui serait plus réservé que le rôle de vieillard et, à ce personnage, il préférait celui de fantôme. C'est pourquoi il distribua ses biens, pensionna ses serviteurs et s'apprêta à aller finir ses jours dans un ermitage qu'il avait pris soin de faire construire au flanc de la montagne. Il traversa une dernière fois la ville, suivi seulement de deux ou trois compagnons dévoués qui ne se résignaient pas à prendre congé en lui de leurs souvenirs. Malgré l'heure matinale, des femmes pressaient leurs visages contre les fines lattes des persiennes. Elles chuchotaient à haute voix que Genghi était encore très beau, ce qui prouva une fois de plus au prince qu'il était grand temps de partir.

On mit trois jours à atteindre l'ermitage situé en pleine sauvagerie champêtre. La maisonnette s'élevait au pied d'un

érable centenaire ; comme c'était l'automne, les feuilles de ce bel arbre recouvraient le toit de chaume d'une toiture d'or. La vie dans cette solitude s'avéra plus simple et plus rude encore qu'elle ne l'avait été au cours des longs exils à l'étranger subis par Genghi, durant sa jeunesse orageuse, et cet homme raffiné put enfin goûter tout son saoul au luxe suprême qui consiste à se passer de tout. Bientôt, les premiers froids s'annoncèrent ; les flancs de la montagne se recouvrirent de neige comme des amples plis sans tache d'un vêtement ouaté, et le brouillard étouffa le soleil. De l'aube au crépuscule, à la maigre lueur d'un brasero avare, Genghi lisait les Écritures, et trouvait aux monotones versets bouddhiques une saveur qui manquait désormais pour lui aux plus pathétiques vers d'amour. Mais il s'aperçut bientôt que sa vue faiblissait, comme si toutes les larmes qu'il avait versées sur ses victimes lui avaient brûlé les yeux, et il lui fallut se rendre compte que les ténèbres pour lui commenceraient avant la mort. De temps à autre, un courrier transi arrivait de la capitale, clopinant sur ses pieds gonflés de fatigue et d'engelures, et lui présentait respectueusement des messages de parents ou d'amis qui désiraient le visiter encore une fois dans ce monde, avant les rencontres infinies et incertaines de l'autre vie. Mais Genghi craignait de ne plus inspirer à ses hôtes que de la pitié ou du respect, deux sentiments dont il avait horreur, et auxquels il préférait l'oubli. Il secouait tristement la tête et ce prince, renommé jadis pour son talent de poète et de calligraphe, renvoyait le messager chargé d'une feuille blanche. Peu à peu, les communications avec la capitale se ralentirent ; le cycle des fêtes saisonnières continuait à tourner loin du prince qui, jadis, les dirigeait d'un coup d'éventail et Genghi, abandonné à l'impudeur de la solitude, aggravait sans cesse son mal d'yeux, car il n'avait plus honte de pleurer.

Deux ou trois d'entre ses anciennes maîtresses lui avaient proposé de venir partager son isolement plein de souvenirs. Les lettres les plus tendres émanaient de la Dame-du-village-des-fleurs-qui-tombent : c'était une ancienne concubine de moyenne naissance et de médiocre beauté ; elle avait fidèlement servi de dame d'honneur aux autres épouses de Genghi

et, pendant dix-huit ans, elle avait aimé le prince sans jamais se lasser de souffrir. Il lui rendait de temps à autre des visites nocturnes, et ces rencontres, bien que rares comme des étoiles dans une nuit pluvieuse, avaient suffi à éclairer la pauvre vie de la Dame-du-village-des-fleurs-qui-tombent. Ne se faisant d'illusions, ni sur sa beauté, ni sur son esprit, ni sur sa naissance, la Dame, seule parmi tant de maîtresses, gardait à Genghi une douce reconnaissance, car elle ne trouvait pas tout naturel qu'il l'eût aimée.

Comme ses lettres restaient sans réponse, elle loua un modeste équipage et se fit conduire à la cabane du prince solitaire. Elle poussa timidement la porte faite d'un treillis de branchages ; elle s'agenouilla, avec un humble petit rire, pour s'excuser d'être là. C'était l'époque où Genghi reconnaissait encore le visage de ses visiteurs, quand ils s'approchaient de très près. Une rage amère le saisit devant cette femme qui réveillait en lui les plus poignants souvenirs des jours morts, moins par l'effet de sa propre présence que parce que ses manches restaient encore imprégnées du parfum dont se servaient ses femmes défuntes. Elle le suppliait tristement de la garder au moins comme servante. Impitoyable pour la première fois, il la chassa; mais elle avait conservé des amis parmi les quelques vieillards qui assuraient le service du prince, et ceux-ci parfois lui faisaient tenir des nouvelles. Cruelle à son tour pour la première fois de sa vie, elle surveillait de loin les progrès de la cécité de Genghi,comme une femme impatiente de rejoindre son amant attend la complète tombée du soir.

Lorsqu'elle le sut presque complètement aveugle, elle dépouilla ses vêtements de ville, et endossa une robe courte et grossière comme en portent les jeunes paysannes ; elle natta ses cheveux à la façon des filles des champs ; et elle se chargea d'un ballot d'étoffes et de poteries comme on en vend aux foires de village. Ainsi affublée, elle se fit conduire à l'endroit où l'exilé volontaire habitait en compagnie des chevreuils et des paons de la forêt : elle fit à pied la dernière partie du trajet, afin que la boue et la fatigue l'aidassent à jouer son rôle. Les pluies généreuses du printemps tombaient du ciel sur la terre molle, noyant les dernières lueurs du crépuscule : c'était l'heure où Genghi, la tête cachée sous son capuchon

de moine, se promenait lentement le long du sentier d'où ses vieux serviteurs avaient soigneusement écarté le moindre caillou, pour l'empêcher de buter. Son visage vacant, désaffecté, terni par la cécité et les approches de l'âge, ressemblait à un miroir plombé où s'était jadis reflété de la beauté, et la Dame-du-village-des-fleurs-qui-tombent n'eut pas besoin d'hypocrisie pour se mettre à pleurer.

Ce bruit de sanglots féminins fit tressaillir Genghi, qui s'orienta lentement du côté d'où venaient ces larmes.

— Qui es-tu, femme? — dit-il avec inquiétude.

— Je suis Ukifume, la fille du fermier So-Hei, — dit la Dame en n'oubliant pas d'adopter l'accent du village. — Je suis allée à la ville avec ma mère, pour acheter des étoffes et des marmites, car on me marie à la prochaine lune. Et voici que je me suis égarée dans les sentiers de la montagne, et je pleure, car j'ai mortellement peur des sangliers, des démons, du désir des hommes et des fantômes des morts.

— Tu es toute trempée, jeune fille, — dit le prince en posant la main sur son épaule.

Elle était, en effet, mouillée jusqu'aux os. Le contact de cette main si connue la fit tressaillir de la pointe de ses cheveux à l'orteil de son pied nu, mais Genghi put croire qu'elle grelottait de froid.

— Viens dans ma cabane, — reprit le prince d'une voix engageante. — Tu pourras te réchauffer à mon feu, bien qu'il contienne moins de charbons que de cendres.

La Dame le suivit, en prenant soin d'imiter la démarche niaise d'une paysanne. Tous deux s'accroupirent devant le feu presque mort. Genghi tendait ses mains vers la chaleur, mais la Dame dissimulait ses doigts, trop délicats pour une fille des champs.

— Je suis aveugle, — soupira Genghi au bout d'un instant. — Tu peux sans scrupules ôter tes vêtements mouillés, jeune fille, et te chauffer nue devant mon feu.

La Dame ôta docilement sa robe de paysanne. Le feu rosissait son corps mince qui semblait taillé dans l'ambre le plus pâle. Soudain, Genghi murmura :

— Je t'ai trompée, jeune fille, car je ne suis pas encore complètement aveugle. Je te devine à travers un brouillard

qui n'est peut-être que le halo de ta propre beauté. Laisse-moi poser la main sur ton bras, qui tremble encore.

C'est ainsi que la Dame-du-village-des-fleurs-qui-tombent redevint la maîtresse du prince Genghi, qu'elle avait humblement aimé pendant plus de dix-huit ans. Elle n'oublia pas d'imiter les larmes et les timidités d'une jeune fille à son premier amour. Son corps était resté étonnament jeune, et la vue du prince était trop faible pour distinguer ses quelques cheveux gris.

Quand leurs caresses eurent pris fin, la Dame s'agenouilla devant le prince, et lui dit :

— Je t'ai trompé, Prince. Je suis bien Ukifume, la fille du fermier So-Hei, mais je ne me suis pas égarée dans la montagne. La gloire du prince Genghi s'est répandue jusqu'au village, et je suis venue de mon plein gré, afin de découvrir l'amour dans tes bras.

Genghi se leva en chancelant, comme un pin qui vacille sous le choc de l'hiver et du vent. Il s'écria d'une voix sifflante :

— Malheur à toi, qui vient de me rappeler le souvenir de mon pire ennemi, le beau jeune homme aux yeux vifs dont l'image me tient éveillé toutes les nuits. Va-t'en...

Et la Dame-du-village-des-fleurs-qui-tombent s'éloigna, regrettant l'erreur qu'elle venait de commettre.

Pendant les semaines qui suivirent, Genghi resta seul. Il souffrait. La visite de la fille du fermier So-Hei avait réveillé en lui le goût des créatures aux poignets étroits, aux longues poitrines coniques, au rire pathétique et docile. Depuis qu'il devenait aveugle, le sens du toucher redevenait son seul moyen de contact avec la beauté du monde, et les paysages où il était venu se réfugier ne lui dispensaient plus de consolations, car le bruit d'un ruisseau est plus monotone que la voix d'une femme, et les courbes des collines ou les nattes des nuages sont faites pour ceux qui voient et planent trop loin de nous pour se laisser caresser.

Deux mois plus tard, la Dame-du-village-des-fleurs-qui-tombent fit une seconde tentative. Cette fois, elle s'habilla et se parfuma avec soin, mais elle prit garde que la coupe des

étoffes eût quelque chose d'étriqué et de timide dans son élégance même, et que le parfum discret, mais banal, suggérât le manque d'imagination d'une jeune femme sortie d'un clan honorable de la province, et qui n'a jamais vu la Cour.

Pour cette occasion, elle loua des porteurs et une chaise imposante, mais à laquelle manquaient les derniers perfectionnements de la ville. Elle s'arrangea pour n'arriver aux environs de la cabane de Genghi qu'à la nuit close. L'été l'avait devancée dans la montagne : Genghi, assis au pied de l'érable, écoutait les grillons chanter. Elle s'approcha de lui, en dissimulant à demi son visage derrière un éventail, et murmura avec confusion :

— Je suis Chujo, la femme de Sukazu, un noble de septième rang de la province de Yamato. Je suis partie en pélerinage au temple d'Isé, mais un de mes porteurs vient de se fouler le pied, et je ne puis continuer ma route avant l'aurore. Indique-moi une cabane où je puisse loger sans crainte de calomnies, et faire reposer mes serviteurs.

— Où une jeune femme est-elle plus à l'abri des calomnies que dans la maison d'un vieillard aveugle ? — dit amèrement le prince. — Ma cabane est trop petite pour tes serviteurs qui s'installeront sous cet arbre, mais je te cèderai l'unique matelas de mon ermitage.

Il se leva en tâtonnant pour lui montrer le chemin. Pas une fois il n'avait levé les yeux vers elle et, à ce signe, elle reconnut qu'il était complètement aveugle.

Quand elle se fut installée sur le matelas de feuilles sèches, Genghi vint reprendre son poste mélancolique sur le seuil de la cabane. Il était triste, et ne savait même pas si cette jeune femme était belle.

La nuit était chaude et claire. La lune mettait une lueur sur le visage levé de l'aveugle, qui semblait sculpté dans du jade blanc. Au bout d'un long moment, la Dame se leva de sa couche forestière, et vint à son tour s'asseoir sur le seuil. Elle dit avec un soupir :

— La nuit est belle, et je n'ai pas sommeil. Permets-moi de chanter une des chansons dont mon cœur est plein.

Et, sans attendre la réponse, elle chanta une romance qu'elle n'aimait guère, mais que le prince chérissait pour l'avoir

entendue bien des fois jadis sur les lèvres de sa femme légitime, la princesse du Palais-des-Violettes. Genghi, troublé, se rapprocha insensiblement de l'inconnue :

— D'où viens-tu, jeune femme qui sait des chansons qu'on aimait dans ma jeunesse? Harpe où se jouent des airs d'autrefois, laisse-moi passer la main sur tes cordes.

Et il lui caressa les cheveux. Après un instant, il demanda :

— Hélas, ton mari n'est-il pas plus beau et plus jeune que moi, jeune femme du pays de Yamato?

— Mon mari est moins beau et paraît moins jeune, — répondit simplement la Dame-du-village-des-fleurs-qui-tombent.

Ainsi, la Dame devint, sous un nouveau déguisement, la maîtresse du prince Genghi, auquel elle avait appartenu autrefois. Au matin, elle l'aida à préparer le thé, et le prince Genghi lui dit :

— Tu es habile et tendre, jeune femme, et je ne crois pas que même le prince Genghi, qui fut si heureux en amour, ait eu une maîtresse plus douce que toi.

— Je n'ai jamais entendu parler du prince Genghi, — dit la Dame en secouant la tête.

— Quoi? — s'écria amèrement Genghi. — A-t-il été si vite oublié?

Et toute la journée, il resta sombre. La Dame comprit alors qu'elle venait de se tromper pour la seconde fois, mais Genghi ne parlait pas de la renvoyer, et il semblait heureux d'écouter le frôlement de sa robe dans l'herbe.

L'automne arriva, changeant les arbres de la montagne en autant de belles femmes rousses destinées à mourir aux premiers froids. La Dame décrivait à Genghi ces bruns gris, ces bruns dorés, ces bruns mauves, en ayant soin de n'y faire allusion que par hasard, et chaque fois elle évitait de paraître trop ostensiblement lui porter secours. Elle ravissait continuellement Genghi par l'invention de colliers ingénieux, de plats raffinés à force de simplicité, de paroles nouvelles adaptées à de vieux airs touchants et blessés. Elle avait déjà déployé les mêmes charmes dans son pavillon de cinquième concubine où Genghi la visitait autrefois, mais, distrait par d'autres amours, il ne s'en était pas aperçu.

A la fin de l'automne, les fièvres montèrent des marécages. Les insectes pullulaient dans l'air infecté, et chaque respiration était comme une gorgée d'eau bue à une source empoisonnée. Genghi tomba malade et se coucha sur son lit de feuilles mortes, en comprenant qu'il ne se relèverait plus. Il avait honte devant la Dame de sa faiblesse et des soins humiliants auxquels l'obligeait la maladie, mais cet homme qui, toute sa vie, avait cherché dans chaque expérience ce qu'elle avait à la fois de plus unique et de plus déchirant, ne pouvait que goûter ce que cette intimité nouvelle et misérable ajoutait entre deux êtres aux étroites douceurs de l'amour.

Un matin où la Dame lui massait les jambes, Genghi se souleva sur le coude, et cherchant à tâtons les mains de la Dame, il murmura :

— Jeune femme qui soigne celui qui va mourir, je t'ai trompée. Je suis le prince Genghi.

— Lorsque je suis venue vers toi, je n'étais qu'une provinciale ignorante, — dit la Dame, — et je ne savais pas qui était le prince Genghi. Je sais maintenant qu'il a été le plus beau et le plus désiré d'entre les hommes, mais tu n'as pas besoin d'être le prince Genghi pour être aimé.

Genghi la remercia d'un sourire. Depuis que ses yeux se taisaient, on eût dit que son regard bougeait sur ses lèvres.

— Je vais mourir, — fit-il péniblement. — Je ne me plains pas d'un sort que je partage avec les fleurs, avec les insectes, avec les astres. Dans un univers où tout passe, on s'en voudrait de durer toujours. Je ne me plains pas que les choses, les êtres, les cœurs soient périssables, puisqu'une part de leur beauté est faite de ce malheur. Ce qui m'afflige, c'est qu'ils soient uniques. Jadis, la certitude d'obtenir à chaque instant de ma vie une révélation, qui ne se renouvellerait plus, composait le plus clair de mes secrets plaisirs : maintenant, je meurs honteux comme un privilégié qui aurait assisté seul à la représentation d'une comédie sublime, qu'on ne donnera qu'une fois. Chers objets, vous n'avez eu pour témoin qu'un aveugle qui meurt... D'autres femmes fleuriront, aussi souriantes que celles que j'ai aimées, mais leur sourire sera différent, et le grain de beauté qui me passionnait se sera déplacé sur leur joue d'ambre de l'épaisseur d'un atome. D'autres cœurs

se briseront sous le poids d'un insupportable amour, mais leurs plus belles larmes ne seront pas nos larmes. Des mains moites de désir continueront de se nouer sous les amandiers en fleur, mais la même pluie de pétales ne s'effeuille jamais deux fois sur le même bonheur humain. Ah ! je me sens pareil à un homme emporté par une inondation, qui voudrait au moins trouver un coin de terre laissé à sec pour y déposer quelques lettres jaunies, et quelques éventails aux couleurs fanées... Que deviendras-tu, quand je ne serai plus là pour m'attendrir sur toi, Souvenir de la princesse Bleue, ma première femme, à l'amour de qui je n'ai cru que le lendemain de sa mort ? Et toi, Souvenir désolé de la Dame-du-Pavillon-des-Volubilis, qui mourut dans mes bras parce qu'elle n'était pas seule à m'aimer ? Et vous, Souvenirs troubles de ma trop belle marâtre et de ma trop jeune épouse, qui se chargèrent de m'apprendre tour à tour ce qu'on souffre à être le complice ou la victime d'une infidélité ? Et toi, Souvenir subtil de la Dame-Cigale-du-Jardin, qui m'abandonna par pudeur, de sorte que je dus me consoler auprès de son jeune frère, dont le visage enfantin reflétait quelques traits de ce timide sourire de femme ? Et toi, cher Souvenir de la Dame-de-la-Longue-Nuit, qui fut si douce, et qui consentit à n'être que la troisième dans ma maison et dans mon cœur ? Et toi, pauvre petit souvenir pastoral de la fille du fermier So-Hei, qui n'aimait en moi que mon passé ? Et toi surtout, toi, Souvenir délicieux de la petite Chujo, qui me masse en ce moment les pieds, et qui n'aura pas le temps d'être un souvenir ? Chujo, que j'aurais voulu rencontrer plus tôt dans ma vie, mais il est juste aussi qu'un fruit soit réservé pour l'arrière automne...

Grisé de tristesse, il laissa retomber sa tête sur son dur oreiller. La Dame-du-village-des-fleurs-qui-tombent se pencha sur lui et murmura, toute tremblante :

— N'y avait-il pas dans ton palais une autre femme, dont tu n'as pas prononcé le nom ? N'était-elle pas douce ? Ne s'appelait-elle pas la Dame-du-village-des-fleurs-qui-tombent ? Ah, souviens-toi...

Mais déjà les traits du prince Genghi avaient acquis cette sérénité qui n'est réservée qu'aux morts. La fin de toute douleur avait effacé de son visage toute trace de satiété ou d'amer-

tume, et semblait lui avoir persuadé à lui-même qu'il avait encore dix-huit ans. La Dame-du-village-des-fleurs-qui-tombent se jeta sur le sol en hurlant, au mépris de toute retenue ; ses larmes salées dévastaient ses joues comme une pluie d'orage, et ses cheveux arrachés par poignées s'envolaient comme de la bourre de soie. Le seul nom que Genghi avait oublié, c'était le sien.

MARGUERITE YOURCENAR

SOUVENIRS[1]

LE GÉNÉRAL SOUKHOMLINOFF, MINISTRE DE LA GUERRE

PROJET D'UNE MOBILISATION PARTIELLE DE L'ARMÉE

Lorsqu'il s'agissait de questions purement militaires, le ministre de la Guerre présentait directement ses rapports à l'empereur. Toutefois, étant donné l'interdépendance de nombreux problèmes intéressant simultanément plusieurs départements ministériels, le comte Kokovtzoff, en tant que président du Conseil et surtout en qualité de ministre des Finances, avait de fréquents contacts avec le général Soukhomlinoff.

Le comte Kokovtzoff considérait comme néfastes pour la Russie toute l'activité du ministre de la Guerre et son influence sur le tzar. On sait que les événements ultérieurs, la démission en 1915 du général Soukhomlinoff, son arrestation, son procès et sa condamnation ont entièrement confirmé ce jugement.

Le comte Kokovtzoff tenta, mais en vain, d'ouvrir les yeux de l'empereur, de le mettre en garde contre le danger que courait l'armée du fait de la présence d'un homme tel que le général Soukhomlinoff.

Peu de temps après sa nomination à la présidence du Conseil, au cours d'un de ses rapports [2], le comte Kokovtzoff dit à l'empereur : « Votre armée n'est pas en bonne condition, elle est mal organisée, mal administrée. Personne, parmi les militaires en vue, n'estime votre rapporteur, le ministre de la Guerre. Les uns se moquent de lui et les autres le méprisent. Il est impossible, Sire, avec un pareil chef, de préparer l'armée à la victoire. »

Le 28 octobre 1912 (j'ai de bonnes raisons, on va le voir, pour ne pas oublier cette date), le ministre de la Guerre me causa ce que l'on peut appeler une surprise. Oubliant évidemment tout ce que l'on avait dit à ce sujet moins d'une semaine

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er août 1937.

2. Les détails de ce rapport se trouvent, *in extenso*, dans l'édition russe des Mémoires du comte Kokovtzoff.

auparavant en Conseil des ministres, il me demanda de mettre à sa disposition, en raison des événements balkaniques, un crédit de 63 millions de roubles, destiné au renforcement de notre défense sur la frontière autrichienne. Sa demande s'appuyait sur une loi ancienne, abrogée et remplacée par des dispositions récentes. Il déclarait qu'il agissait ainsi sur l'ordre de l'empereur, qui approuvait entièrement ses vues. Cette exigence du ministre de la Guerre me surprit peu : elle était bien dans sa manière ; ce qui m'étonna davantage, c'était que l'empereur ne m'eût pas dit un mot de cette demande de crédit au cours de mon rapport de la veille.

Je convoquai immédiatement le Conseil des ministres pour le 30 octobre et écrivis de ma propre main à l'empereur que je n'avais pas le droit de donner satisfaction à la demande du général Soukhomlinoff, car elle était contraire à la loi, que toute ouverture de crédit sur simple rapport à l'empereur était devenue impossible. Seul le Conseil, et non l'un des ministres, avait le droit de présenter à l'empereur ses conclusions sur l'ouverture d'un crédit, celle-ci devant être confirmée par la Douma d'Empire.

Mon rapport revint avec l'annotation suivante, de la main de l'empereur :

« Ce n'est pas le moment de s'arrêter à de pareilles formalités. J'attends, en tout cas, le mémoire du Conseil pour le 1er novembre au plus tard. La somme doit être accordée. »

La situation du Conseil était très difficile. Soukhomlinoff, comme de coutume, souriait innocemment, et à toutes les observations énergiques de ceux-là mêmes qui ne me soutenaient que très rarement ou jamais, comme le ministre de la Justice Chtcheglovitoff, le ministre des Voies de communications Roukhloff, le ministre de l'Agriculture Krivochéine, il répondait seulement qu'en cas de danger de guerre on ne pouvait s'arrêter à des « finesses juridiques ».

L'examen de ses exigences, que je fis en hâte, me montra que sur 63 millions de roubles, 13 millions figuraient déjà au budget et ne pouvaient donc faire l'objet d'une demande nouvelle. Cela, Soukhomlinoff l'ignorait totalement. Comme Kharitonoff lui faisait remarquer combien pareille incurie

était déplorable, il répondit naïvement : « Bon, on peut donc les supprimer. »

Il apparut ensuite que, sur les 50 millions restants, 20 seulement environ devaient être accordés d'urgence et que plus de 30 ne seraient nécessaires qu'au milieu de 1913, ou même beaucoup plus tard. Enfin, nous apprîmes que, pour renforcer notre frontière autrichienne, le ministère de la Guerre projetait, sans qu'il en parût gêné le moins du monde, de passer une commande très importante aux usines autrichiennes et, en particulier, aux usines Skoda, étroitement liées au Gouvernement de leur pays. En d'autres circonstances, une telle affaire eût fait scandale. Mais il était évident, pour tout le Conseil, qu'une partie des demandes du ministre devait être accordée. On rédigea des conclusions en ce sens, pour demander à l'empereur d'accorder sans délai 20 millions, et le reste au fur et à mesure des échéances.

J'insistai pour que l'on inscrivît au procès-verbal du Conseil une déclaration de moi, spécifiant que toutes ces demandes de crédits à accorder d'urgence étaient entièrement superflues ; qu'il suffisait de donner au ministre de la Guerre les pouvoirs pour passer les commandes nécessaires, les crédits devant être demandés par la voie de la Douma et du Conseil d'État au fur et à mesure de l'exécution des commandes ; que toutes les sommes qui seraient ainsi accordées risquaient de ne pas être utilisées. Soukhomlinoff fit inscrire des déclarations contraires et le mémoire du Conseil fut présenté à l'empereur. Les crédits furent évidemment accordés et ma prophétie s'accomplit. Lors de ma mise à la retraite, quatorze mois plus tard, le 30 janvier 1914, 3 millions de roubles seulement avaient été dépensés. Cela valait-il tant d'agitation ?

L'empereur, de toute évidence, pensait sincèrement qu'il soutenait l'armée en satisfaisant aux demandes du ministre de la Guerre.

Lorsque je vins, quelques jours plus tard, lui présenter mon rapport périodique, il me dit simplement qu'il trouvait préférable d'accorder les crédits et que ce qui importait surtout, c'était que l'armée sût que l'on pensait à elle, et que l'on se souciait de son matériel.

Je répétai vainement que ce qui était nécessaire à l'armée, ce n'était pas que des crédits fussent inscrits au budget du Ministère de la Guerre, mais que les parcs d'artillerie renfermassent des pièces et des obus, qu'on ne manquât pas de fusils, de mitrailleuses et de cartouches ; qu'il fallait passer les commandes et les exécuter selon les règles, au lieu de remanier plusieurs fois les projets et de multiplier les contre-ordres. Mais je me rendais bien compte qu'avec un administrateur comme Soukhomlinoff la situation demeurerait désastreuse.

Cependant les Balkans étaient en guerre et un nouveau conflit allait diviser Serbes et Bulgares. Toutes les sympathies de Sazonoff et les miennes allaient aux Serbes ; nous étions indignés de la conduite des Bulgares envers ceux qui les avaient sauvés au moment le plus critique de leur lutte contre la Turquie.

Suivant son habitude, la Roumanie jouait double jeu, et l'attitude de l'Autriche devenait toujours plus provocante.

A la même époque, tard dans la soirée du 9 novembre 1912, Soukhomlinoff me dit au téléphone que l'empereur demandait à me voir le lendemain 10 novembre, à dix heures du matin. Je m'enquis des raisons de cet ordre ; il me répondit que l'empereur ne lui avait donné aucune explication. Je téléphonai à Sazonoff qui n'en savait pas plus.

Le lendemain matin, je trouvai à la gare Soukhomlinoff, le chef d'état-major général Gilinsky, Sazonoff et le ministre des Voies de communications Roukhloff, qui demandait avec perplexité à chacun de nous s'il connaissait le motif de notre réunion.

L'empereur nous reçut dans son grand cabinet de travail, nous fit asseoir, nous dit que l'objet de ce Conseil ne devait pas nous être inconnu et qu'il demandait à chacun de nous son avis, me priant de prendre la parole le premier en qualité de doyen.

Les trois ministres civils, dont j'étais, déclarèrent qu'ils ignoraient totalement pourquoi le Conseil était réuni. Quant à Soukhomlinoff, il expliqua, avec un apparent naturel, qu'il ne nous avait pas prévenus, car il lui paraissait préférable

que les ministres fussent informés par l'empereur lui-même. Nous échangeâmes entre nous un coup d'œil.

L'empereur, dépliant alors une carte, nous exposa avec beaucoup de calme et de clarté la situation respective, à la frontière, de nos troupes et des troupes autrichiennes : la faiblesse de notre infanterie, qui ne comptait pas plus de quatre-vingt-dix hommes par compagnie, alors que la compagnie autrichienne avait été portée à deux cents hommes, la lenteur de notre concentration et la nécessité qui en résultait de renforcer notablement les effectifs des unités de frontière.

« Pour arriver à ce résultat, dit l'empereur, il a été décidé, au cours d'une conférence à laquelle assistaient les généraux commandant les troupes des régions militaires de Varsovie et de Kiew, de décréter la mobilisation de toute la région de Kiew et d'une partie de celle de Varsovie, et de préparer la mobilisation de la région d'Odessa.

» Je souligne tout particulièrement, ajouta l'empereur, qu'il n'est question que de notre frontière autrichienne. Je n'ai aucunement l'intention d'entreprendre quoi que ce soit contre l'Allemagne. Nos relations avec Berlin ne laissent rien à désirer et j'ai toutes raisons de compter sur l'appui de l'empereur Guillaume ».

L'empereur pria ensuite Soukhomlinoff de donner des explications complémentaires, mais le ministre répondit qu'il n'avait rien à ajouter à l'exposé si net du souverain, que toutes les dépêches concernant la mobilisation étaient prêtes et qu'elles seraient expédiées le jour même, dès la fin de la conférence.

Se tournant vers moi, l'empereur ajouta : « Le ministre de la Guerre pensait donner ses ordres dès hier, mais je lui ai proposé d'attendre un jour, car j'ai estimé qu'il était préférable que les ministres intéressés pussent se concerter avec moi avant l'ordre définitif. »

Tous trois nous nous regardions, stupéfaits, et seule la présence de l'empereur nous empêchait de donner libre cours aux sentiments que nous éprouvions.

On me demanda de parler le premier. Je priai d'abord l'empereur de m'excuser si je ne pouvais pas me contenir assez

pour exposer avec un calme parfait notre point de vue sur cette affaire si inattendue. Puis j'exposai sans détours que les conseillers de l'empereur, le ministre de la Guerre et les deux commandants de régions, n'avaient évidemment pas compris à quelle catastrophe ils menaient l'empereur et la Russie en se prononçant pour la mobilisation de deux régions militaires. Ils n'avaient certainement pas, dis-je, fait ressortir à l'empereur qu'ils le poussaient tout droit à la guerre contre l'Allemagne et l'Autriche. Ils ne comprenaient donc pas que, dans l'état où se trouvait notre défense nationale, état bien connu de chacun de nous, seul un inconscient pouvait d'un cœur si léger admettre la possibilité d'une guerre et ne pas prendre les mesures susceptibles d'empêcher pareille catastrophe. »

L'empereur me coupa la parole, disant textuellement : « Comme vous, Wladimir Nicolaevitch, je n'admets même pas la pensée d'une guerre. Nous n'y sommes pas préparés, et vous assimilez très justement à de la légèreté le fait même de penser à la guerre. Il ne s'agit pas de la guerre, mais d'une simple mesure de précaution. Il s'agit de compléter sur la frontière les effectifs de notre faible armée, enfin de rapprocher quelque peu de la frontière des unités qui ont été placées trop en arrière. »

Je poursuivis mon discours, démontrant à l'empereur que, de quelque façon qu'on considérât les mesures envisagées, la mobilisation restait la mobilisation. Nos adversaires y répondraient immédiatement par la guerre. L'Allemagne y était prête et n'attendait qu'un prétexte pour la commencer. A nouveau, l'empereur m'interrompit par ces mots :

« Vous exagérez, Wladimir Nicolaevitch. Je ne pense pas à mobiliser nos unités contre l'Allemagne, avec laquelle nous entretenons les meilleures relations et qui ne nous inspire aucune inquiétude, alors que l'Autriche se trouve dans des dispositions nettement hostiles. Elle a pris une série de mesures contre nous, allant jusqu'à fortifier ostensiblement Cracovie, ainsi que nous le répète sans cesse notre service de contre-espionnage. »

Après cela, il ne me restait plus qu'à développer cette idée,

à laquelle l'empereur n'avait certainement pas pensé, qu'il était impossible de considérer séparément l'Autriche et l'Allemagne, que les deux pays, liés par un traité d'alliance qui avait soumis l'Autriche à l'Allemagne, étaient solidaires l'un de l'autre, aussi bien dans le plan d'ensemble que dans les moindres détails de sa réalisation. En mobilisant des unités de notre armée, nous prendrions une lourde responsabilité, non seulement devant notre pays, mais aussi devant la France, notre alliée. Je posai de la façon la plus catégorique que nous n'avions même pas le droit, de par notre convention militaire avec la France, d'entreprendre quoi que ce fût sans nous être concerté avec elle. Sans prendre de précautions oratoires, j'ajoutai que les conseillers de l'empereur n'avaient pas compris cette situation, qu'en agissant comme ils avaient cru possible de le faire, ils détruisaient simplement la convention militaire et donnaient à la France le droit de se dérober.

Pour conclure, connaissant bien le caractère de l'empereur, à qui il fallait toujours fournir un moyen de sortir d'une situation pénible, je lui proposai, allant au-devant des considérations qu'il avait exprimées, de remplacer une mesure aussi grave que la mobilisation par un acte qui était entièrement en son pouvoir : profiter de l'article de la loi sur le service militaire, qui donnait à l'empereur le droit, par une simple notification au Sénat, de maintenir sous les drapeaux, dans toute la Russie, pour une période de six mois, la classe libérable, et d'augmenter ainsi d'un seul coup les effectifs de l'armée.

En pratique, il en serait résulté que, sans mobilisation, au moment le plus dangereux, qui était le printemps, cinq classes se seraient trouvées sous les armes, et personne n'eût eu le droit de nous accuser de songer à la guerre.

L'empereur m'écouta avec calme. La porte de sortie que je lui avais proposée lui plaisait visiblement, mais il était troublé par la chaleur de mon ton et par les violentes attaques contre le ministre de la Guerre. Désirant adoucir cette impression et en même temps m'apaiser, il dit, en s'adressant à tous les assistants :

« Tous, nous aimons également notre patrie, et je pense

que tous, nous sommes, comme moi-même, reconnaissants à Wladimir Nicolaevitch de son remarquable exposé et de l'excellent moyen qu'il nous a proposé pour sortir de notre difficile situation. »

Seuls prirent la parole après moi, Sazonoff et Roukhloff. Tous deux furent d'ailleurs très brefs. Sazonoff dit qu'il avait été simplement atterré par ce qu'il venait d'apprendre. « Je ne puis, dit-il, que confirmer la justesse de tout ce qu'a dit le comte Kokovtzoff. Nous n'avons pas le droit de prendre pareille mesure sans nous être mis d'accord avec nos alliés. »

Quant à Roukhloff, ayant dit à l'empereur que jamais aucun pays n'est entièrement prêt pour la guerre et qu'il ne partageait pas, de façon générale, la mauvaise opinion que j'avais de notre préparation, il déclara qu'il se ralliait pourtant à ma conclusion. Il ajouta que si une telle mesure était prise, une future mobilisation s'en trouverait grandement facilitée, car il ne serait plus nécessaire de déplacer par voie ferrée le quart de notre armée.

Soukhomlinoff, invité par l'empereur à exprimer son avis, répondit textuellement : « Je suis d'accord avec le président du Conseil et demande la permission d'expédier aux généraux Ivanoff et Skalon des dépêches pour leur dire qu'il n'y avait pas lieu d'effectuer la mobilisation. »

L'empereur répondit d'un seul mot : « Évidemment. » Puis, se tournant vers moi, il me dit, du ton le plus affectueux : « Vous pouvez vous montrer entièrement satisfait d'une telle décision, et moi encore plus que vous. » Puis, tendant la main à Soukhomlinoff, il lui dit : « Vous aussi, vous devez être très reconnaissant à Wladimir Nicolaevitch, car vous pouvez maintenant tranquillement partir pour l'étranger. »

Ces derniers mots nous intriguèrent tous. Nous remontâmes déjeuner. Sazonoff resta quelques minutes chez l'empereur, et lorsque nous arrivâmes dans la pièce qui avait été préparée pour nous, Roukhloff et moi, nous demandâmes à Soukhomlinoff à quel voyage avait fait allusion l'empereur. Quelle ne fut pas notre surprise lorsque Soukhomlinoff nous répondit, de son air le plus calme : « Ma femme est à l'étranger,

sur la Riviera, et je pars la retrouver pour quelques jours. » Comme je me montrais stupéfait qu'en envisageant de mobiliser, il eût pu se décider à partir en voyage, cet homme, assurément le plus léger du monde, me répondit : « Quel mal y a-t-il à cela? Ce n'est pas le ministre de la Guerre personnellement qui fait la mobilisation, et pendant que tous les ordres eussent été mis à exécution, j'aurais réussi à rentrer à temps. Je ne pensais pas m'absenter plus de deux à trois semaines. »

Sur ces mots, Sazonoff s'approcha. Ne contenant plus son indignation, sans choisir ses mots et sans que la présence des domestiques du palais le gênât, il adressa à Soukhomlinoff ces paroles :

— Ne comprenez-vous donc pas la portée de ce que vous aviez décidé? Vous n'avez pas honte de jouer ainsi le sort de votre souverain et de votre patrie. Votre conscience ne vous souffle donc pas que si l'empereur n'avait pas pris la décision de nous convoquer aujourd'hui, s'il ne nous avait donné la possibilité de réparer ce que vous avez si bien failli faire, votre légèreté serait déjà irréparable. Et vous pensiez même, pendant ce temps, à partir pour l'étranger?

Avec la même indifférence dans la voix et le même balbutiement d'enfant, Soukhomlinoff répondit seulement :

— Et qui donc, sinon moi-même, a proposé à l'empereur de vous réunir aujourd'hui chez lui? Si je ne l'avais pas trouvé utile, la mobilisation serait déjà commencée et il n'y eût eu à cela aucun mal. N'importe comment, nous ne pouvons éviter la guerre. Il serait plus avantageux pour nous de la commencer plus tôt. »

Il n'y avait plus rien à dire. Nous terminâmes rapidement notre déjeuner et rentrâmes en ville.

ENTRETIENS AVEC M. POINCARÉ ET LE GÉNÉRAL JOFFRE

Vers la fin de juillet 1912 le président du Conseil des ministres français, M. Poincaré, arriva à Saint-Pétersbourg. J'attendais sa venue avec le plus impatient intérêt. En 1906, M. Poincaré avait rendu à la Russie et à moi-même le plus grand

service. C'est uniquement grâce à lui que nous sommes sortis avec honneur d'une situation difficile et je lui en restai profondément reconnaissant.

Sans l'aide de M. Poincaré, la Russie n'aurait pu liquider aussi rapidement les conséquences financières de la guerre contre le Japon ; elle n'aurait probablement pas pu conserver la stabilité de sa monnaie et, en tout cas, il lui aurait été impossible, après la guerre et les troubles intérieurs, de donner à ses finances et à son économie le magnifique essor auquel je ne puis penser sans fierté. Depuis six ans — depuis mon séjour à Paris, pour la conclusion de l'emprunt de 1906 — je n'avais pas eu l'occasion de voir M. Poincaré.

Le yacht du Ministère de la Marine, la *Neva*, l'avait conduit dans la capitale et nous nous rencontrâmes sur le quai des Anglais. Par la suite, pendant les dix jours qu'il passa à Saint-Pétersbourg et jusqu'à son départ pour Moscou, nous nous vîmes tous les jours. Je ne pourrai, évidemment, résumer ici tous mes entretiens avec le président du Conseil français, mais j'exposerai les plus importants d'entre eux.

Les questions de politique extérieure furent examinées à fond par M. Poincaré au cours de ses conversations avec l'empereur, et surtout avec Sazonoff. M. Poincaré n'ignorait pas que, conformément à notre coutume, le président du Conseil n'avait pas voix prépondérante en matière de politique étrangère. Mais mes relations, de ministre à ministre, avec Sazonoff étaient excellentes et il n'y eut pas une question, pendant la première année de ma présidence, que nous n'eussions longuement considérée ensemble, et en pleine communauté de vues : nous suivions à l'égard des Balkans, dont la situation se compliquait et s'aggravait, une même politique de paix.

Vers la fin de son séjour à Saint-Pétersbourg, M. Poincaré exprima le désir de s'entretenir longuement avec moi pour procéder à un échange de vues sur quelques questions qui étaient plus spécialement de ma compétence et sur lesquelles il désirait des éclaircissements.

Il vint me voir au Ministère des Finances, sur la Moika, et pendant un tête à tête de plus de deux heures, nous examinâmes tous les problèmes qui avaient attiré son attention.

Au cours de cet entretien, nous traitâmes plus particulièrement de trois questions.

M. Poincaré me dit d'abord que l'audience personnelle que lui avait accordée l'empereur et ses nombreuses conversations avec Sazonoff lui avaient laissé la meilleure impression et, à cette occasion, il me remercia très cordialement du concours que j'avais toujours apporté à la politique de Sazonoff. M. Poincaré passa ensuite aux questions dont il voulait me parler, me dit-il, en pleine franchise. Et, tout d'abord, il m'entretint de la situation personnelle de l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, M. Louis.

Cette question, ajouta-t-il, était en principe réglée. Il avait lui-même prouvé à M. Sazonoff l'injustice des accusations qu'il portait contre M. Louis. Toutefois, M. Poincaré, craignant que la situation ne redevint tendue entre Sazonoff et M. Louis — qui, il le disait lui-même, n'avait pas su se faire, dans les conditions particulières de la vie pétersbourgeoise, une situation personnelle qui le rendît à même d'aplanir toutes les difficultés qui se présentaient — proposait le remplacement simultané des deux ambassadeurs — Isvolsky et Louis. Mais cette solution ne pouvait être acceptée par Sazonoff, qui était très lié avec Isvolsky. M. Poincaré n'avait pourtant pas caché à Sazonoff que la situation personnelle de l'ambassadeur de Russie, pays allié, n'était pas ce qu'elle devait être — et que le Gouvernement français n'était pour rien dans cet état de choses. Je voyais que M. Poincaré était gêné pour s'exprimer plus clairement. Je n'insistai pas. Je lui promis — comme il me le demandait — de prêter, comme par le passé, mon concours à l'ambassadeur Louis.

La seconde question qu'aborda M. Poincaré était du domaine particulier de ma compétence.

En des termes qui ne laissaient place à aucune imprécision, M. Poincaré me demanda de lui faire connaître l'état exact du développement de notre réseau ferré, et en particulier des voies stratégiques, et cela en vue d'accélérer la mise en œuvre de notre plan de mobilisation. M. Poincaré ne me dissimula pas que cette question préoccupait beaucoup le haut commandement français et que le chef d'état-major général

trouvait les explications de l'état-major russe trop peu précises.

J'avais sous la main beaucoup de renseignements sur cette question. Je mis à la disposition de M. Poincaré toutes les données réunies au Ministère des Finances et se rapportant soit au budget de 1913, qui venait d'être examiné en Conseil des ministres, soit plus particulièrement au plan de construction, envisagé pour la prochaine période quinquennale, plan dont la réalisation dépendait naturellement de l'émission sur un marché étranger d'obligations de chemins de fer garanties.

Je dus expliquer à M. Poincaré toutes les difficultés auxquelles je m'étais heurté quant à cette réalisation, et la nécessité où nous nous trouvions d'obtenir un large concours du marché français, étant donné que nous ne pouvions compter en l'espèce ni sur le marché anglais, ni sur le marché allemand.

Je profitai de cette occasion pour exposer à M. Poincaré le plan que j'avais conçu pour la construction des voies ferrées concédées, qui éliminait les concessionnaires de la réalisation des emprunts, en chargeant de leur émission le ministère des Finances. Je le mis aussi au courant de ma conversation, relativement récente, avec le ministre des finances Caillaux. Ce dernier avait déclaré que l'État russe lançait trop souvent des emprunts sur les marchés étrangers et m'avait dit : « La situation serait tout autre si vous cherchiez chez nous de l'argent pour des dépenses productives et, surtout, pour la construction des chemins de fer. Je vous aurais alors prêté un concours énergique et la France mettrait à votre disposition toutes les ressources nécessaires. »

M. Poincaré parut bien impressionné par mes explications et il me dit qu'il pourrait quitter la Russie l'esprit sensiblement plus serein.

Au moment de nous séparer, je lui proposai de s'adresser à moi, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France, chaque fois que l'état-major français trouverait les explications de l'état-major russe insuffisantes. Je donnerais alors toutes les explications nécessaires, car, en cas de divergence de vues, la clef de la solution se trouve toujours entre les mains du ministre des Finances.

Je puis affirmer que cette conversation avec M. Poincaré jeta les bases du système des emprunts unifiés des chemins de fer russes, appliqué et réalisé par moi une année plus tard à Paris.

Enfin, la troisième et dernière question sur laquelle nous procédâmes à un échange de vues fut celle de l'emprunt chinois 1913, dit de Réorganisation. J'exprimai à M. Poincaré ma reconnaissance pour le concours que nous prêtait la France en cette occasion, concours qui permit de réserver à la Russie une participation à cet emprunt à égalité avec les autres grandes puissances. Autour de cet emprunt chinois, il s'était formé un véritable complot contre la Russie et, sans l'aide de la France, nous eussions complètement été évincés.

Après cette entrevue, je vis M. Poincaré encore une fois lorsqu'il vint à Saint-Pétersbourg, avec Viviani, pendant l'été de 1914, à la veille de la guerre. Mais à ce moment, je ne faisais plus partie du Gouvernement.

Enfin je rencontrai M. Poincaré en 1918, à Paris, lorsque j'arrivai en France comme émigré. Ici, encore, M. Poincaré, à cette époque président de la République, me reçut avec ma femme à dîner et causa amicalement avec moi pendant toute la soirée. Il fut à la vérité la première personne qui, dans mon exil, me réserva un accueil cordial.

*
* *

Le chef de l'état-major français, le futur commandant en chef des armées françaises au début de la guerre, le général Joffre, vint au cours de l'été de 1913 à Saint-Pétersbourg, pour rencontrer, comme tous les ans, le chef de l'état-major russe. Ces rencontres annuelles, qui avaient lieu alternativement à Paris et à Saint-Pétersbourg, étaient prévues par la convention militaire franco-russe.

Naturellement, le ministre de la Guerre ne crut pas nécessaire de m'en aviser, considérant probablement qu'un civil comme moi n'avait pas à s'occuper de questions purement militaires. La presse n'en parla pas non plus et j'en fus informé

seulement lorsqu'on vint de l'ambassade de France me demander quel jour et à quelle heure je pourrais recevoir le général Joffre.

J'habitais à cette époque — comme toujours en été — la villa de l'île Elagine.

Par un jour de juillet, radieux et très chaud, tout un convoi d'automobiles et d'équipages, à deux chevaux, s'arrêta devant ma maison et une grande société se réunit dans mon salon, qui était de dimensions assez modestes : le général Joffre était accompagné d'une suite de seize personnes, composée d'officiers français et d'officiers d'état-major russes.

Le général Joffre m'adressa les paroles suivantes : « Je suis venu vous voir, monsieur le Président, pour solliciter votre concours pour le développement du réseau ferré russe, car toute notre préparation militaire commune en dépend. Vous connaissez les conditions alarmantes dans lesquelles vit actuellement le monde entier. Le Gouvernement français compte beaucoup sur votre concours, tout en étant prêt à se porter très largement au-devant de vos désirs. »

Après avoir remercié le général pour ses bonnes paroles, et lui avoir expliqué que la construction de nos chemins de fer dépendait exclusivement de la possibilité de réunir rapidement les capitaux nécessaires, que seul le marché français pouvait mettre à notre disposition, je lui dis que la question exigeait un examen approfondi et je lui proposai de consacrer à cet examen un entretien spécial. Je lui demandai de me fixer à cet effet un rendez-vous pour que je puisse réunir les informations nécessaires.

D'un ton de grande bonhomie, et en s'adressant à l'ensemble de ses compagnons russes et français, le général Joffre me répondit : « Je pense que la question nous intéresse tous, ici présents ; nous pourrions procéder immédiatement à un échange de vues, d'autant plus que je ne resterai ici que très peu de temps et qu'il ne me sera pas facile de trouver pour une pareille conversation les instants nécessaires. »

J'exposai alors en détail au général l'état dans lequel se trouvait la construction de notre réseau ferré, aussi bien des chemins de fer d'État que des lignes concédées, quel était

le montant des crédits ouverts à cet effet dans le budget, combien d'entreprises de construction avaient été autorisées, quelles étaient les ressources nécessaires à la construction et dans quels délais les chemins de fer seraient construits. En même temps, je proposai au général Joffre de lui remettre un mémoire détaillé, accompagné d'une carte sur laquelle seraient tracées les voies ferrées, carte qui pourrait être utile à l'état-major général français pour toutes ses prévisions relatives à la mobilisation russe.

Il me sembla que ma communication n'intéressait pas beaucoup le général Joffre, car il réagit de façon inattendue : « Oh ! ne vous donnez pas la peine de faire un aussi grand travail. Je suppose que notre état-major possède toutes ces données et, en tout cas, mes officiers suivent de près toutes les modifications du réseau ferré russe. » Des exclamations : « Naturellement ! » partirent du groupe des officiers français.

Je demandai alors au général Joffre la permission d'aborder, sur un plan plus général, la question de l'état de notre défense nationale, en lui déclarant, pour commencer, qu'à mon avis, des alliés ne devaient pas se dire les choses à moitié et qu'il serait inadmissible que l'un deux ne fût pas exactement renseigné sur ce qui se passe chez l'autre. « Je suis certain, dis-je au général Joffre, qu'en France comme en Russie, le ministre de la Guerre à des différends avec le ministre des Finances et le considère même comme un ennemi parce qu'il ne satisfait pas assez largement à toutes les demandes du Département de la Guerre. »

Mes paroles donnèrent une note de gaîté à notre conversation et parurent avoir amusé, non seulement le général Joffre, mais aussi ses compagnons, qui s'empressèrent de déclarer que, chez eux aussi, des conflits se produisaient fréquemment entre les deux ministres et que le ministre de la Guerre français enviait même souvent le ministre de la Guerre russe, qui pouvait toujours forcer son collègue des Finances à lui faire des concessions.

En confirmant l'exactitude de cette supposition, je quittai un moment le salon pour aller chercher dans mon cabinet de travail l'état des crédits ouverts au Ministère de la Guerre

et des soldes de ces crédits non encore utilisés, état que j'avais constamment sous la main. Il fallait voir l'attention soutenue avec laquelle les officiers français suivaient mon exposé. Et quand je dis qu'à l'heure actuelle le ministre de la Guerre avait à sa disposition plus de 200 millions de roubles, soit 500 millions de francs de crédits non utilisés, l'étonnement des officiers français n'eut plus de limites.

Plusieurs des compagnons du général Joffre me demandèrent de leur expliquer les raisons d'un fait pour eux aussi inconcevable. Ils ne me dissimulèrent pas qu'en France on observait un phénomène inverse : les dépenses étaient souvent faites avant qu'elles fussent autorisées par les Chambres, ce qui créait des incidents parlementaires, et il fallait user de beaucoup d'adresse pour en diminuer l'acuité.

Je dus donner des explications détaillées. Je dis que les Chambres russes prenaient très à cœur les intérêts de la défense nationale et ne refusaient jamais au ministre de la Guerre les crédits qu'il demandait. Elles paralysaient même ainsi les efforts du ministre des Finances pour restreindre ces crédits, surtout lorsqu'il voyait que ceux qui étaient déjà ouverts pour les mêmes besoins n'étaient pas encore utilisés. Ceci provient de ce que chez nous — contrairement à ce qui se passe en France — l'ouverture des crédits précédait de beaucoup les actes d'exécution, très lents et mal étudiés dans le détail.

Pour conclure, je demandai au général Joffre de ne pas croire qu'en matière de défense nationale tout dépendît du ministre des Finances, et je l'assurai que, plus que tout autre, j'étais prêt à aller au-devant de toutes les mesures aptes à développer notre armée et à améliorer la défense nationale. Je le priai, tant qu'il se trouverait parmi nous, d'examiner de plus près, à la lumière de mes explications, la situation réelle et de demander au ministre de la Guerre russe de lui montrer non seulement l'état des commandes, mais aussi l'état de leur exécution. J'attirai, enfin, particulièrement son attention sur les commandes de l'artillerie lourde, parce que, dans ce domaine, notre armement ne me paraissait pas correspondre à nos besoins.

Je me rappelle que nous terminâmes notre entretien, qui

s'était trop prolongé, par les paroles suivantes que j'adressai au général Joffre : « Je connais bien notre convention militaire ; je sais que vous êtes venu pour vérifier ce qui a été fait chez nous et je sais qu'on vous montrera beaucoup de choses intéressantes dans les différents compartiments de notre armée. Mais je vous prie d'examiner avec toute votre attention les résultats réels de notre travail de renforcement de la défense nationale et de ne pas nous quitter avant de vous être rendu compte exactement de nos besoins et de ce dont nous disposons, en réalité et non seulement sur le papier, de ce qui nous manque et des délais dans lesquels nous pourrions compléter notre armement. En vous parlant ainsi, je veux honnêtement servir notre alliance, mon empereur et ma patrie. »

J'ignore l'impression que mes paroles produisirent sur le général Joffre. Il me remercia chaleureusement. Les officiers français avaient échangé pendant mes explications des regards sympathiques, mais personne de la mission n'eut plus aucune conversation avec moi et je n'ai revu le général Joffre qu'une seule fois, à un dîner de l'ambassade de France. Il ne revint plus alors sur le sujet de notre seule et unique conversation.

Huit jours plus tard, en faisant mon rapport habituel à l'empereur, je lui racontai en détail tout ce que j'avais dit au général Joffre. L'empereur ne m'interrompit pas une seule fois et me dit tranquillement quand je terminai : « Le ministre de la Guerre m'a déjà tout raconté. » Et lorsque je remarquai que le général Soukhomlinoff, à cette occasion encore, avait dû trouver que j'avais mal agi, l'empereur me répondit : « En effet, vous vous êtes plaint à un général français du ministre de la Guerre russe et vous avez cherché auprès de lui un appui à votre manière de voir, ayant oublié qu'il ne faut jamais laver son linge qu'en famille. Mais je ne partage pas cette opinion et je l'ai dit ouvertement à Wladimir Alexandrovitch. Je considère que nous n'avons pas le droit de dissimuler à nos alliés les lacunes de notre préparation. Ils pourront ainsi nous venir en aide plus efficacement et, en tout cas, il faut toujours être de bonne foi et ne pas cacher ses défauts. Cela vaut mieux que d'affirmer que nous sommes prêts et ensuite,

à une heure pleine de menaces, ne pas pouvoir donner ce que nous avons promis. »

— Ce sont précisément ces considérations — répondis-je — qui m'ont guidé dans mon entretien avec le général Joffre.

Je rencontrai une fois encore le général Joffre à Paris, en 1913, et cette rencontre prit un tour tristement comique. Elle révéla, en effet, avec quelle légèreté se comportaient certains de mes compatriotes dans de graves affaires intéressant la défense nationale.

La réunion finale pour la signature de notre accord ferroviaire avait été organisée au Ministère des Affaires étrangères. Tous les participants à l'accord étaient présents : Barthou, Pichon, Charles Dumont, le général Joffre et moi. M. Maurice Paléologue, directeur du Ministère des Affaires étrangères, plus tard ambassadeur de France en Russie, assumait les fonctions de secrétaire général. On lut le procès-verbal, rédigé avec précision, des réunions précédentes et l'on s'apprêtait à apposer les signatures, quand le général Joffre, sans que personne s'y attendît, déclara que le procès-verbal devait être complété et devait spécifier notamment, que le Gouvernement russe, en la personne du président du Conseil des ministres, s'engageait à achever, dans le délai le plus court possible, la construction des voies ferrées prévues au plan confirmé par l'empereur à Livadia, au début de septembre, sur le rapport du ministre de la Guerre et conformément aux conclusions des deux chefs des états-majors généraux des pays alliés.

N'ayant aucune notion du plan dont parlait le général Joffre, je déclarai que ce plan ne m'avait pas été communiqué et je demandais que l'on me le montrât, afin que j'en prisse connaissance, au moins dans ses grandes lignes. Je pourrais voir ainsi à quel point il était compatible avec les projets de lois déjà pendants devant les Chambres ou qui y seraient déposés aussitôt que la question financière recevrait une solution.

Chacun fut fort étonné lorsque, au lieu d'un plan sérieusement étudié, on étala devant nous une carte de la Russie, de petites dimensions, comme celles des indicateurs officiels des chemins de fer, et sur laquelle étaient tracées, à la main et au

crayon bleu, des lignes magistrales, représentant des voies, les unes construites depuis longtemps, les autres à l'état de projet de première urgence, d'autres encore dont la construction ne fut jamais mise à l'étude et qui ne présentaient aucun intérêt stratégique.

Je dus expliquer l'impossibilité d'ajouter à l'accord l'amendement projeté. Pour faciliter la discussion, je fis remarquer qu'une pareille obligation introduite dans l'accord pourrait même nous porter préjudice. Si elle était divulguée, nos Chambres, — qui n'étaient pas moins susceptibles que les Chambres françaises, lorsqu'il s'agissait de la défense de leurs droits, — accuseraient notre Gouvernement d'enfreindre, par ses décisions, leurs prérogatives.

Le président du Conseil Barthou liquida rapidement la question, en proposant d'ajouter à l'accord une déclaration affirmant que la conférence avait acquis la certitude que les intérêts de la défense nationale seraient pris en sérieuse considération lors du choix des voies ferrées à construire.

ENTRETIENS AVEC LE KAISER

Les entretiens avec l'empereur Guillaume II, que le comte Kokovtzoff résume dans ses Mémoires, reflètent l'atmosphère orageuse de la période d'avant-guerre, les préoccupations et les rancunes du Kaiser.

Déjà, au cours de la courte audience qu'il avait accordée au comte à Berlin, en 1906, l'empereur, parlant de l'alliance franco-russe, avait déclaré : « Dites-moi, monsieur le Secrétaire d'État, ne considérez-vous pas comme absurde qu'au milieu des ruines générales et des troubles continus qui peuvent balayer tout ce qui reste encore d'éléments conservateurs en Europe, deux monarchies ne s'allient pas pour ne former qu'un bloc compact et pour défendre leur existence? N'est-ce pas une véritable folie que la Russie monarchique cherche, par-dessus la tête de l'Allemagne monarchique, un appui auprès de la France révolutionnaire et qu'en plein accord avec ce pays, elle agisse toujours contre son ami naturel et historique. »

Le récit de la rencontre du comte Kokovtzoff avec le Kaiser et son chancelier, lors de l'entrevue des deux empereurs sur le yacht impérial russe à Port-Baltique, souligne l'attitude méfiante de l'empereur Nicolas.

Guillaume II aimait à tirer profit de ses longs tête-à-tête avec le tsar, et celui-ci se rappelait avec amertume le traité d'assistance mutuelle que le Kaiser l'avait amené à signer à Bjork, au moment de l'entrevue sur le yacht impérial *Standard* (traité qui fut annulé par la suite sur l'insistance du comte Lamsdorf).

A la fin de 1913, quelques mois par conséquent avant la guerre, recevant le comte Kokovtzoff à déjeuner à Potsdam, le Kaiser s'exprime en des termes plus précis et presque menaçants, qui laissent au président du Conseil russe l'impression que le conflit est proche et inévitable.

PORT-BALTIQUE

Peu après la clôture des travaux de la Troisième Douma, vers la fin de juin 1912, une conférence eut lieu, à Port-Baltique, entre l'empereur de Russie et l'empereur d'Allemagne, à laquelle nous assistâmes, Sazonoff et moi. Les événements dans les Balkans avaient pris, à cette époque, une tournure nettement menaçante. Pourtant, ni Sazonoff ni moi n'eûmes de conversations politiques approfondies avec le chancelier allemand Bethmann-Hollweg et l'ambassadeur d'Allemagne, comte de Pourtalès. Ce que se dirent les deux empereurs en tête-à-tête, je l'ignore évidemment. Mais j'ai toutes les raisons de croire qu'aucune explication n'eut lieu entre eux sur les questions internationales essentielles ; le tzar les évitait simplement, montrant une grande prudence à l'égard de l'empereur d'Allemagne, dont il craignait le caractère expansif, très différent du sien.

Lorsque je questionnais directement Sazonoff, je n'entendais de lui qu'une seule et même réponse : « Nous pouvons être absolument tranquilles, le Gouvernement allemand ne veut pas admettre que le feu balkanique puisse allumer un incendie européen. »

A mon égard, l'empereur Guillaume se montra d'une étonnante prévenance. Dès le premier jour de l'entrevue, la plus haute décoration allemande, l'ordre de l'Aigle Noir, me fut conférée au nom de son empereur par le chancelier allemand, qui m'entoura des plus flatteuses attentions. L'empereur lui aussi me témoigna la même amabilité, lorsque je vins lui témoigner ma reconnaissance.

Le second jour de l'entrevue, après la revue du régiment d'infanterie de Vyborg, les deux empereurs, accompagnés de leur suite, partirent à pied pour visiter les ruines des fortifications de Pierre le Grand.

Le soleil, ce jour-là, était extraordinairement chaud. Au cours de la visite, l'empereur Guillaume s'approcha de moi et engagea la conversation sur la nécessité qu'il y avait d'organiser un trust européen du pétrole pour contre-balancer la Standard Oil américaine, en réunissant dans une même orga-

nisation les pays producteurs de naphte : la Russie, l'Autriche, la Roumanie, et en donnant à la production un développement suffisant pour soustraire l'Europe à la dépendance de l'Amérique. Je savais par hasard que ce sujet intéressait Guillaume, car, six mois plus tôt, il en avait parlé avec E.-L. Nobel. Cette question faisait déjà partie, à cette époque, des préoccupations d'ordre général de l'empereur d'Allemagne, qui estimait qu'il fallait dégager l'Europe de l'emprise américaine.

La conversation prit un tour extrêmement animé et se prolongea même au delà des délais prévus par l'étiquette. Le soleil dardait impitoyablement ses rayons. L'empereur de Russie ne se décidait pas à interrompre notre conversation, mais me faisait, derrière le dos de Guillaume II, des signes d'impatience. Toute la suite se tenait à une certaine distance et ne savait que faire. Quant à Guillaume, il parait mes arguments avec une animation de plus en plus grande et lorsque notre empereur, ayant manifestement perdu patience, s'approcha de nous et prêta l'oreille à notre conversation, l'empereur Guillaume, s'adressant à lui en français :

— Ton président du Conseil se montre très opposé, — dit-il, — à mes idées et je souhaiterais vivement que ce soit moi qui aie raison et non lui ! Je te demande la permission d'essayer de le lui prouver. Je vais réunir une documentation à Berlin ; je te prierai de me donner la possibilité de reprendre cette conversation avec lui.

Ma conversation avec le chancelier eut un tout autre caractère. Je lui dis sans détours que le programme allemand d'armements de 1911, ainsi que les impôts militaires extraordinaires votés par le Reichstag, avaient éveillé chez nous la plus grande inquiétude : « Nous voyons clairement, dis-je, que l'Allemagne s'arme fiévreusement et je suis impuissant à m'opposer chez nous à la même tendance. En tant que ministre des Finances, je suis un ennemi convaincu de la guerre et je considère l'incessant accroissement des armements dans certains pays comme dangereux au dernier degré. Il prépare l'opinion publique de tous les pays à l'idée qu'un conflit armée ne peut être évité. »

Je me mis à développer, devant le chancelier, cette idée que la Russie avait donné à l'Allemagne, en déclassant des forte-

resses polonaises et en reportant à l'est son front avancé la preuve que sa politique était purement défensive.

De ce seul fait, il ressortait avec évidence que la Russie n'avait pas de plan offensif et qu'elle ne se souciait que de sa propre défense. Je ne cachai pas à Bethmann-Hollweg que cette réorganisation avait été faite, non seulement sans mon consentement, mais même à l'insu de mon prédécesseur, feu le président du Conseil Stolypine, et que nous étions tous deux très opposés à cette mesure, prise trop hâtivement.

Je fus d'autant plus sincère dans la conversation, que je savais les Allemands parfaitement renseignés sur tout ce qui se passait chez nous et que toute ruse, toute tentative pour voiler la vérité seraient vaines.

Le chancelier, dans sa réponse, ne fut pas en reste d'explications envers moi. Il me parut être un homme simple, sincère et droit. Il commença par me dire que sa propre situation était loin d'être aussi indépendante qu'elle pouvait le paraître. Il lui fallait aussi compter avec l'empereur, la Cour et l'armée. L'Allemagne était au courant de nos intentions et désirait seulement nous devancer dans notre propre préparation. Il redoutait l'influence que devaient nécessairement exercer sur le Gouvernement russe l'opinion publique et l'idée slave, à la faveur des événements balkaniques. « Et cela d'autant plus, dit-il, qu'il voyait en France les esprits s'alarmer toujours davantage. »

L'Allemagne savait fort bien que la Russie ne renoncerait pas à son alliance. Elle déplorait profondément le fatal changement de direction qui s'était produit, trente ans plus tôt, dans la traditionnelle politique germano-russe. Tout à la fin de notre entretien, Bethmann-Hollweg me demanda, en passant, si je ne m'attendais pas à rencontrer de grandes difficultés au début des pourparlers en vue de l'accord commercial, car on lui signalait qu'il fallait craindre, chez nous, une recrudescence des « tendances nationales ».

Je lui répondis brièvement que pareilles tendances existaient incontestablement, qu'il ne fallait pas s'en étonner, car le traité de commerce de 1904 avait été conclu dans des circonstances qui ne laissaient pas à la Russie sa pleine liberté d'action, que de nombreuses dispositions du traité deman-

daient sans conteste à être modifiées, et que j'aimerais croire que les deux parties feraient preuve d'assez de patience et de raison. « J'avais surtout conscience, dis-je, qu'il est toujours plus avantageux, pour deux voisins, de s'arranger pour que tous deux s'enrichissent, au lieu que l'un fasse son profit de la ruine de l'autre. »

Dès mon premier rapport, qui eut lieu aussitôt après le départ du *Hohenzollern*, je portai à la connaissance de l'empereur tous les détails de ma conversation avec le chancelier allemand. L'empereur était d'excellente humeur. Il revint plus d'une fois, au cours de notre entretien, sur l'extrême contentement où l'avait laissé sa conversation avec l'empereur Guillaume, qui lui avait donné l'assurance formelle qu'il ne laisserait pas les événements balkaniques dégénérer en conflit mondial. « Et pourtant, ajouta l'empereur, il faut nous préparer, et il est heureux que nous ayons réussi à exécuter notre programme naval. Il est indispensable que nous mettions au point notre défense terrestre. »

Je développai à nouveau mon thème habituel : la différence entre la Russie et l'Allemagne était que cette dernière, sans grands égards pour son Parlement, commençait par prendre des mesures pratiques en vue de renforcer ses armements, quitte à ne se procurer qu'ensuite, et par des procédés artificiels, les moyens financiers nécessaires. Au contraire, la Russie commençait par demander les crédits, les obtenait presque sans opposition de ses Assemblées législatives et ce n'est qu'après qu'elle mettait à exécution, avec plus ou moins de retards et de délais, des mesures de renforcement de la défense nationale, mesures qui restaient toujours en deçà des crédits alloués.

POTSDAM

Le 14 septembre 1913, j'arrivai à Yalta pour faire mon rapport à l'empereur, qui s'y trouvait à cette époque. Mon intention était de me rendre ensuite, avec ma femme, de Yalta en Italie pour un voyage d'agrément, puis d'aller à Paris pour les négociations en vue de l'emprunt des chemins de fer.

Lorsqu'au cours de mon rapport, j'en vins à parler à l'empereur de la politique extérieure et que je lui demandai ses directives pour les rencontres que je devais vraisemblablement faire à Paris, comme à Rome et à Berlin, l'empereur me répondit : « Vous connaissez à Paris tous les hommes politiques et vous serez évidemment pris surtout par la question de l'emprunt ferroviaire. Saluez de ma part Poincaré ; dites-lui que je suis heureux, aux heures difficiles que nous traversons, que nous soyons aussi unis et que la France peut en toute quiétude compter sur moi pour toutes les questions qui touchent à ses intérêts vitaux. Dites-lui enfin que les événements balkaniques me prouvent chaque jour que notre alliance est un grand bienfait pour le monde entier. En Italie, il vaudrait mieux n'avoir aucun entretien. Je n'ai guère confiance dans les Italiens. Jamais ils n'engageront avec nous une conversation sincère. Ils sont toujours d'une amabilité raffinée, mais, en réalité, ils ne pensent qu'à se servir de telles ou telles complications pour réaliser quelque entreprise qui leur soit profitable. Ils sont toujours entre deux chaises : l'Allemagne et la France, et font, évidemment, une politique allemande, tout en assurant la France de leur sincérité. »

Je dus attirer tout particulièrement l'attention de l'empereur sur l'attitude qu'il conviendrait que j'observasse vis-à-vis de l'empereur Guillaume. Tant que je restais en Russie, rien ne m'obligeait à exprimer une nouvelle fois ma reconnaissance pour la haute distinction qui m'avait été accordée : l'ordre de l'Aigle Noir. Mais passer par Berlin, et ne point m'y arrêter, me paraissait impossible. D'autant plus que le comte de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne, m'avait rendu visite, pour un motif sans importance aucune, peu de temps avant mon départ de Saint-Pétersbourg, et au moment de prendre congé, comme par hasard, m'avait demandé quand je pensais passer par Berlin. Car lui-même comptait rentrer dans les derniers jours d'octobre et « il lui serait très agréable, à lui-même et à sa femme, de faire avec nous le voyage de retour ».

Sazonoff, avec qui j'avais parlé de cela, considéra ma question de la façon un peu simpliste d'envisager les choses qui lui était habituelle et me dit seulement : « Il est indispensable

que vous demandiez audience à l'empereur. Mais il ne se trouvera évidemment pas à Berlin et vous vous tirerez très facilement d'une situation délicate... »

Je rendis compte de tout cela à l'empereur et voici la réponse qu'il me fit : « Si j'étais à votre place, je ferais l'impossible pour éviter une entrevue avec l'empereur Guillaume. Mais je comprends très bien qu'il vous soit difficile de ne pas vous arrêter à Berlin, et je souhaite que se réalise la prédiction de Sazonoff. En tout cas, comme vous ne passerez à Berlin qu'en rentrant, vous parlerez de tout cela à Paris et ainsi il ne se créera pas de situation délicate. »

De Crimée, je me rendis directement à Milan, puis, en automobile, à Bologne, Florence, Assise, Aquila, à Naples et à Rome, où je tombai gravement malade et dus rester trois semaines alité à l'Hôtel Excelsior.

Je n'arrivai à Paris que le 23 octobre. Je fus reçu à la gare par le président du Conseil Barthou, par le ministre des Affaires étrangères Pichon, par le ministre des Finances Charles Dumont, et par le représentant du président de la République. Le Gouvernement français et la presse me témoignèrent les plus grands égards ; les conversations d'affaires alternèrent avec les réceptions et ces deux semaines passées à Paris furent, pour ma femme et pour moi, une véritable fête.

Je quittai Paris en emportant une convention, intervenue entre moi et le Syndicat des banques, concernant l'émission par nous en France, pendant cinq ans, d'un emprunt annuel des chemins de fer de 550 millions de francs au moins, soit presque 3 milliards de francs en cinq ans. Le Gouvernement français, en la personne de son ministre des Finances, avait donné son adhésion à cette opération ; la cotation en Bourse avait été, elle aussi, assurée et il ne restait plus qu'à fixer définitivement le cours d'émission, ce que je fis par la suite, à la veille de ma démission.

Avant mon départ, je m'adressai à Isvolsky et lui demandai de télégraphier à notre ambassadeur à Berlin, Sverbeev, pour qu'il obtînt une audience dans les tout premiers jours de novembre, car je me trouvais obligé de rentrer d'urgence à Saint-Pétersbourg. Trois jours plus tard, un télégramme m'annonça que l'empereur était absent de Berlin, qu'il n'y

serait pas de retour avant la seconde quinzaine de novembre, et encore, pour très peu de temps.

Le président Poincaré et M. Pichon m'exprimèrent pourtant leur regret que cette entrevue ne dût avoir lieu, car ils savaient combien l'empereur avait été aimable pour moi en juillet 1912. Ils me dirent qu'étant donné le caractère expansif de Guillaume II, mon entrevue avec lui eût pu être utile même à notre cause commune. Sous l'impression de cette conversation, le jeune baron Edgar Ikskul, qui m'avait été attaché depuis ma maladie à Rome, me proposa d'examiner confidentiellement la question à l'ambassade d'Allemagne, avec l'ambassadeur von Schoene. J'acquiesçai à sa proposition, mais y mis comme condition qu'il ne présentât pas de demande en mon nom, mais se bornât à dire, dans la conversation, que j'avais eu l'intention de m'arrêter à Berlin pour témoigner personnellement ma reconnaissance à l'empereur, et qu'en raison de l'absence de ce dernier, je ne m'arrêterais que pour un jour, afin de rendre au chancelier sa visite.

Dès le lendemain, à ma grande surprise, je fus avisé que l'empereur serait très heureux de me voir, qu'il viendrait spécialement pour cela à Berlin, le 6 novembre, et qu'il m'invitait ce jour-là à déjeuner à Potsdam.

Nous arrivâmes à Berlin le 4 novembre. Sur le quai de la gare, le conseiller de l'ambassade Bronevsky me remit un télégramme de Sazonoff, que l'ambassade avait déchiffré. « Informez le président du Conseil des ministres, dès son arrivée à Berlin, que Sa Majesté l'Empereur le charge d'avoir une conversation avec le Gouvernement allemand, relative au projet de ce dernier concernant le général Liman von Sanders et de lui déclarer que nous ne pourrons, en aucun cas, donner notre accord à ce projet. »

Par la suite, Sverbeev vint m'apporter, à l'Hôtel Continental, une courte note de Sazonoff, complétant ce télégramme. Il y disait qu'il avait appris, alors qu'il s'était rendu à Livadia pour présenter son rapport à l'empereur, que le Gouvernement allemand avait décidé de remplacer von der Goltz Pacha, son instructeur des troupes turques, par le général de brigade Liman von Sanders, en lui confiant en même temps le commandement du deuxième corps d'armée turc, à Constantinople.

C'est à quoi le Gouvernement russe ne pouvait en aucun cas consentir : la situation en Turquie s'en trouverait, en effet, transformée de fond en comble.

Toute cette histoire me tombait inopinément sur la tête, et j'éprouvai d'abord une sensation d'amertume en songeant que Sazonoff (qui savait que je m'étais trouvé, depuis plus de deux mois, éloigné des affaires) n'avait pas pris la peine de me donner plus de détails ni de directives, et qu'il ne m'avait pas mis au courant des pourparlers qui avaient eu lieu précédemment.

Le matin même, l'esprit plein d'incertitude, je me rendis auprès du chancelier Bethmann-Hollweg.

Dès les premiers mots, mon entretien avec lui prit un tour simple et net. Je ne sais pas si toutes les paroles de von Bethmann-Hollweg étaient sincères, mais sa conversation m'a laissé une excellente impression et m'aida beaucoup dans mes démarches ultérieures, tant auprès du nouveau ministre de la guerre von Einem, homme désagréable et arrogant, que de l'empereur lui-même.

« Causons, déclara le chancelier, comme deux adversaires qui ont l'un pour l'autre l'estime la plus profonde. Que pouvez-vous dire contre notre décision de remplacer par un jeune général un général atteint par la limite d'âge ? Notre convention avec la Turquie, sur la nomination d'un instructeur allemand auprès de ses troupes, est arrivée à expiration. Personne n'a protesté contre le privilège certain qui nous a été assuré par cette convention. Qui donc pourrait s'étonner que, liés d'une grande amitié avec la Turquie, nous ayons fait le nécessaire pour prolonger ce privilège par une convention spéciale ? Non seulement vous ne vous y êtes pas opposés, mais je puis vous donner ma parole d'honneur que, lors de la rencontre de nos souverains à Potsdam au mois de mai, la question a été soulevée par notre empereur. J'en fus informé et je puis vous affirmer, de la manière la plus catégorique, que votre ministre des Affaires étrangères en a été averti, de même que votre ambassadeur. Et comment pourrait-il en être autrement ? La Turquie ne déclare pas qu'elle n'a plus besoin d'un instructeur européen. L'Angleterre aurait naturellement proposé avec joie ses services ; mais je suppose que vous ne pour-

riez pas y souscrire, étant donné surtout que, d'un consentement général, l'Angleterre a obtenu déjà le privilège important de voir un amiral anglais instructeur auprès de la flotte turque. Nous n'aurions pas accepté un général français à ce poste et la Turquie et l'Angleterre n'auraient pas consenti à la nomination d'un général russe. On ne peut évidemment penser à un instructeur neutre, tel que l'instructeur suédois auprès des troupes persanes. De même, le moment est mal choisi pour envisager la nomination d'un instructeur autrichien ou italien. Il ne reste donc qu'une seule chose à faire : s'en tenir à ce qui existe, c'est-à-dire conserver l'instructeur allemand auquel tout le monde est habitué et ne pas soulever de nouvelle question alors que les passions balkaniques ne sont point encore apaisées. Cette affaire, croyez-en mon expérience, est susceptible de créer des complications graves. »

Après avoir écouté ses explications, je demandai au chancelier de répondre à une question préalable : pouvait-il me donner aussi sa parole d'honneur, déjà donnée par mon souverain à Potsdam à l'empereur d'Allemagne, que, non seulement le privilège allemand en Turquie serait maintenu, mais aussi que les pouvoirs du général allemand seraient étendus, et notamment qu'il serait affecté au commandement du deuxième corps d'armée.

Le chancelier me répondit : « Je ne pourrais pas l'affirmer, car la question du commandement est de la compétence de notre ministre de la Guerre. Mais je ne comprends pas pourquoi vous attachez tant d'importance au commandement d'un seul corps d'armée par un général allemand. Notre instructeur, sans être nommé à ce commandement, peut avoir la plus grande influence sur les différentes unités des armées turques. Si la question dépendait de moi, je n'aurais nullement insisté sur cet amendement. Malheureusement, je ne puis pas intervenir énergiquement dans cette question, purement technique, et vous prie de le dire vous-même à l'empereur. Quant à moi, je tâcherai de préparer le ministre de la Guerre et je ferai mon possible pour vous aider à remplir avec succès votre mission. »

Après avoir remercié le chancelier, et lui avoir demandé de convaincre le ministre de la Guerre de ne pas insister sur

une mesure que le chancelier lui-même ne considérait pas comme indispensable, j'affirmai catégoriquement à M. de Bethmann-Hollweg que l'empereur de Russie n'avait pas été avisé, à Potsdam, de l'extension des pouvoirs du général allemand et que nos ministres des Affaires étrangères et de la Guerre n'en avaient rien su jusqu'à ces derniers temps.

En sortant de chez le chancelier, j'allai directement chez l'ambassadeur de France, Jules Cambon, que je n'avais jamais rencontré auparavant. Il me reçut immédiatement, mais me dit qu'il se sentait très souffrant et qu'il avait même l'intention de partir pour Paris, afin de prendre un court repos « parce que maintenant c'est plus calme ici et l'on peut s'éloigner sans inconvénient ».

Je lui racontai en détail tout ce que j'avais fait et lui répétai, mot à mot, ma conversation avec le chancelier. L'ambassadeur m'apparut comme un homme très fatigué et peu disposé à réagir énergiquement aux événements. Il se déclara surpris par ma communication, car aucun des rapports de l'ambassadeur de France à Constantinople ne contenait la moindre indication sur les nouvelles vues du Gouvernement allemand. « Nous devons, me dit-il, nous y opposer par tous les moyens. » Il ajouta qu'il télégraphierait le jour même à Paris. Il était certain que son Gouvernement nous donnerait son plein appui pour empêcher la réalisation du plan allemand.

Je promis à l'ambassadeur, en le quittant, de le tenir au courant de mes entretiens avec les autorités allemandes, de même qu'il me promit de me faire connaître les nouvelles qu'il pourrait recevoir de Paris.

Le soir, l'ambassade de Russie donna en mon honneur un dîner auquel assista le chancelier.

Le lendemain, je dînai avec ma femme chez von Bethmann-Hollweg.

Le nouveau ministre de la Guerre allemand, le général von Einem, que me présenta le chancelier (chez qui je dînai le lendemain), me demanda de lui parler de mes relations avec la Douma, « parce que, dit-il, il m'est fort difficile d'établir de bons rapports avec notre Douma — le Reichstag. Cela

exigerait de moi une douceur plus grande que celle dont je suis capable et, d'ailleurs, mon souverain ne m'y encourage pas ». Au cours du dîner, le chancelier me dit que l'empereur me recevrait à Potsdam le lendemain, avec ma femme, mes compagnons de voyage et notre ambassadeur Sverbeev.

Nous partîmes de la gare de Potsdam à midi et arrivâmes au Nouveau Palais à midi trente.

L'empereur me reçut dans une petite pièce attenante au salon qui donnait sur la salle à manger, et dans laquelle attendaient déjà les autres invités et la Cour. L'impératrice y entra avant que ne fût terminée ma conversation avec l'empereur.

Guillaume II s'avança vers moi d'un pas très rapide. Il portait la vareuse de notre régiment de Lithuanie et en tenait la casquette sous son bras. Ses premières paroles furent empreintes d'une grande vivacité et même d'une espèce de gaîté d'étudiant. Il me rappela notre première rencontre au Grand Palais de Berlin et me parla ensuite de nos entretiens de Port-Baltique. Il s'apprêtait déjà à passer au salon, quand je le priai de m'accorder une courte audience, pour que je puisse lui exposer la mission dont m'avait chargé pour lui mon souverain.

Abandonnant la langue allemande et poursuivant en français, l'empereur, évidemment prévenu par le chancelier, me demanda d'un ton subitement sec et officiel de faire ma communication immédiatement, « car, me dit-il, il n'aimait pas rester dans l'attente lorsqu'il s'agissait, comme il n'en doutait pas, d'une communication désagréable ».

J'exposai à l'empereur exactement le même point de vue que j'avais défendu la veille devant le chancelier. Je parlai en gardant tout mon calme et en insistant particulièrement sur le fait que mon souverain n'avait appris les intentions de l'empereur d'Allemagne que tout dernièrement, et qu'il regrettait de n'avoir pas été préalablement consulté sur une question qui touchait de la manière la plus directe aux intérêts russes dans le Bosphore.

Sans interrompre une seule fois mon exposé, l'empereur, lorsque j'eus terminé, me dit d'un ton tranchant et même irrité : « Je ne doute pas que vous n'ayez très exactement reproduit la communication dont vous a chargé votre souverain,

mais il a oublié de vous faire savoir, — et je ne puis manquer d'en exprimer mon étonnement, — que tout ce dont vous venez de m'entretenir avait été, dans tous les détails, convenu entre nous le 10 mai, au cours du dîner de Potsdam. J'ai dit alors à votre souverain que j'avais décidé de rappeler von der Goltz Pacha et de le remplacer par un autre général. On ne m'a rien objecté et voilà que, subitement, on élève une protestation, alors que tous mes ordres sont donnés et que nous nous sommes déjà entendus avec la Sublime-Porte sur tous les détails. »

Quand l'empereur eut fini, voyant que son irritation augmentait de plus en plus, je lui demandai d'écouter l'exposé de notre point de vue sur la question.

Je le priai de se rappeler avant tout que, lors de l'entrevue de Potsdam, l'empereur de Russie n'était pas accompagné du ministre des Affaires étrangères et qu'après la rencontre des empereurs, ce dernier n'avait été informé par personne de l'accord intervenu, notamment en ce qui concernait l'affectation du nouvel inspecteur allemand au commandement d'un corps d'armée à Constantinople. De l'entretien de Potsdam, mon souverain n'avait retenu que l'intention de l'empereur d'Allemagne de remplacer von der Goltz Pacha par un autre général allemand, ce à quoi il n'était nullement opposé, considérant même que cette question était de la compétence exclusive de l'empereur d'Allemagne. Mais la Russie envisageait tout autrement la nouvelle tournure de cette affaire, et, notamment, le projet de confier au général allemand le commandement d'un corps d'armée à Constantinople. Cela équivalait à remettre à l'Allemagne de véritables pleins pouvoirs sur Constantinople et sur les Détroits, ce à quoi la Russie ne pourrait jamais consentir. La France, de son côté, élèverait, comme je m'y attendais, une protestation et il était probable que l'Angleterre non plus n'envisagerait pas en toute quiétude pareille modification au statut antérieur. D'ailleurs, la Russie ne pourrait prendre dans cette affaire aucune décision sans s'être entendue avec son alliée.

L'empereur m'écoutait, en contenant avec peine son irritation. Tantôt il rougissait et tantôt il blêmissait. Lorsque je me tus, il dit d'un ton officiel et en martelant les mots : « Dois-je accepter vos paroles, monsieur le Président du Conseil,

comme une protestation officielle que l'empereur de Russie me signifie sous la forme d'un ultimatum, ou est-ce un rapport amical que vous me faites sur le point de vue de votre empereur, avec lequel je puis entrer en conversation sur cette question pour lui rappeler qu'il m'a donné son consentement et que je pensais agir en plein accord avec lui ? ».

Je me rappelle fort bien ma réponse, car j'ai transcrit ensuite mot à mot tout mon entretien avec l'empereur : « Votre Majesté connaît bien mon souverain. Elle sait que les protestations brutales ne sont pas son fait. Les relations personnelles que l'empereur de Russie entretient avec Votre Majesté rendent impossible l'idée même d'une protestation catégorique qui excluerait un échange amical de vues sur un malentendu fortuit. Deux monarques liés par l'amitié et par un désir mutuel d'entente trouveront sûrement un terrain pour aplanir celui-ci. Je vous prie seulement de croire que mon souverain ne peut pas envisager la question d'un autre point de vue que celui que je viens de préciser. »

Paraissant maîtriser son irritation, l'empereur me dit d'un ton calme : « Je vous prie de croire que je n'ai contre vous aucun ressentiment. Je vous suis reconnaissant de la modération de votre rapport et j'apprécie la correction des termes que vous avez employés, mais je ne puis vous donner de réponse définitive avant de conférer avec le chancelier. D'ailleurs, je ne sais si vous ne venez pas trop tard et si nous n'avons pas déjà communiqué à la Porte le texte définitif de l'entente. » Et reprenant le ton d'un étudiant enjoué, l'empereur conclut : « J'espère que cette discussion ne vous a pas fait perdre l'appétit. Mais j'ai diablement faim et je dirai à l'impératrice que c'est à cause de vous que nous nous sommes mis tellement en retard. »

Au cours du déjeuner, l'empereur plaisantait de temps en temps avec moi, rappelant, à chaque instant, nos dîners et déjeuners à Port-Baltique. L'impératrice entretenait avec moi la conversation la plus banale sur les conditions de la vie à Saint-Pétersbourg et après le déjeuner, lorsqu'on servit le café, rien ne rappelait plus l'atmosphère tendue de ma conversation avec l'empereur. Guillaume II ne parlait qu'avec moi et tout le monde avait l'impression qu'il me témoignait

une attention toute particulière. Il tourna rapidement la conversation sur les fouilles archéologiques effectuées récemment en Russie, près de Kertch, et me demanda de quelle façon il pourrait prendre connaissance des antiquités scythes qu'on y avait découvertes et qui l'intéressaient particulièrement. Je connaissais ces antiquités, que j'avais vues exposées au Palais d'Hiver. Je promis à l'empereur de faire part à mon souverain de son désir et, un mois plus tard, l'empereur recevait de magnifiques reproductions en couleur de ces objets. L'envoi était accompagné d'une lettre autographe du tzar, conçue dans les termes les plus amicaux.

A notre arrivée à Berlin, le directeur de la Chancellerie de crédit, L.-F. Davydoff, qui, assis à la gauche de l'empereur, avait assisté au déjeuner, vint me voir pour me rapporter, dans tous ses détails, la conversation qu'il avait eue avec l'empereur Guillaume au cours du repas :

L'entretien avait débuté par une phrase d'apparence banale.

— Êtes-vous satisfait de votre séjour à Paris? — demanda l'empereur.

— Nous autres, les fonctionnaires d'État russes, — répondit Davydoff, — surchargés de travail, nous sommes toujours enchantés de visiter Paris et de nous y délasser de la monotonie de notre vie en Russie.

— Je comprends fort bien, — répliqua l'empereur, — l'attrait de Paris; mais en vous posant ma question, j'avais en vue tout autre chose. Je voulais notamment savoir si, vous et votre chef, avez été satisfaits des conversations que vous avez eues à Paris sur le développement du réseau ferré russe. Tous les journaux français sont pleins, — ajouta l'empereur, — des informations les plus précises à ce sujet et ne dissimulent pas que l'on a examiné très attentivement, au cours de ces conversations, le développement des voies ferrées, extrêmement importantes, même, du point de vue stratégique.

Davydoff répondit qu'il était, bien entendu, au courant des articles des journaux français, mais que l'empereur devait être bien informé de la valeur qu'il y avait lieu d'attacher à ces informations, qui sont loin de briller toujours par l'exactitude. Lui, Davydoff, pouvait seulement affirmer catégori-

quement que, dans aucune des interviews que le président du Conseil avait accordées aux journalistes, le terme même de « chemin de fer stratégique » n'avait été prononcé. Et, en effet, aussi bien le président du Conseil que les autres membres du Gouvernement ne se préoccupaient du développement des transports ferroviaires qu'en vue de satisfaire aux besoins économiques grandissants du pays. Il fallait d'ailleurs prévoir le malaise de l'industrie et de l'agriculture si les chemins de fer ne prenaient pas de l'extension.

L'empereur l'interrompit en disant : « Le développement des voies ferrées du point de vue économique ne m'intéresse guère. Je conçois parfaitement que tout pays doit prendre des mesures pour que sa vie ne souffre pas de l'insuffisance des moyens de transport. Mais ce qui m'échappe, ce sont les raisons pour lesquelles la Russie trouve nécessaire de renforcer ses chemins de fer d'intérêt purement stratégique et ceux, notamment, qui se dirigent du côté de l'Allemagne. J'y vois un symptôme alarmant. »

Davydoff répondit à l'empereur : « On pourrait, dans une certaine mesure, appeler stratégique toute voie ferrée ; on pourrait avec raison affirmer qu'elle serait, le cas échéant, à même de servir au transport de soldats et de matériel de guerre. C'est ainsi qu'une amélioration du chemin de fer reliant les deux capitales — Saint-Pétersbourg et Moscou — l'accroissement du matériel roulant et du nombre des gares, pourraient, eux aussi, être interprétés comme des mesures d'ordre stratégique. Mais si l'on ne s'en tient pas à cette idée préconçue, l'examen du plan des constructions ferroviaires présenté par la Russie à Paris, et pour la réalisation duquel elle doit avoir à sa disposition, en plus des dépenses à couvrir par des ressources budgétaires, au moins 500 millions de francs par an, montrerait avec évidence que, non seulement la Russie ne s'apprête à construire aucune ligne dirigée vers l'Allemagne, mais de plus, que presque la totalité des voies ferrées projetées ont un intérêt purement économique et ne présentent absolument aucune importance militaire ou stratégique, selon le terme adopté. Pour le prouver, il suffit d'indiquer que la plus grande partie des dépenses prévues est destinée aux voies ferrées dans l'Oural, à la construction de

la ligne magistrale de la Sibérie méridionale, au développement des voies de communications actuellement insuffisantes dans le Turkestan, etc., etc. ».

L'empereur paraissait vouloir changer de thème de conversation, mais Davydoff ne s'en aperçut pas et continua : « Votre Majesté paraît voir un symptôme alarmant dans le fait que la Russie se tourne vers la France, afin d'obtenir les ressources qui lui sont d'une urgente nécessité pour ses besoins économiques. Mais pourquoi agit-elle ainsi? C'est exclusivement parce qu'elle voit que la France est prête à seconder son développement pacifique et qu'elle croit à l'absence, dans la politique de la Russie, de toute pensée agressive, alors que les autres marchés ne s'intéressent pas à la Russie et à ses aspirations; les uns, parce qu'ils sont eux-mêmes dépourvus de disponibilités et les autres parce qu'ils ont modifié, dans le domaine financier, leur attitude envers la Russie. Que nous reste-t-il à faire dans ces conditions? Il serait regrettable, il serait nuisible, et, d'ailleurs, il serait impossible d'arrêter le développement de la vie intérieure russe. Il ne nous reste donc qu'à chercher des ressources là où nous pouvons les trouver, là où l'on constate que la Russie n'épargne aucun effort pour conserver sa place parmi les autres puissances et pour sauvegarder, par tous les moyens à sa disposition, la paix et la tranquillité du monde. »

L'empereur interrompit Davydoff d'un ton devenu nerveux et tranchant : « Laissons donc là cette question. Il y en a une autre qui m'inquiète davantage que le problème des voies ferrées russes. Est-ce que vraiment on ne comprend pas chez vous où mènent les tendances de votre presse, qui reproduit toujours les idées des journaux français et anglais chaque fois qu'ils parlent de l'Allemagne? Les attaques de la presse russe contre mon pays et contre ma personne ne présagent rien de bon. L'opinion publique de l'Allemagne tout entière en est profondément révoltée. Vos journaux paraissent oublier que, récemment encore, à l'époque la plus critique pour la Russie de la guerre contre le Japon, je vous ai permis, en garantissant votre pleine sécurité, de retirer vos troupes de la frontière occidentale. Au cours de la crise balkanique, aux heures les plus dangereuses, j'ai pratiqué

la même politique de conciliation que je pratique aujourd'hui, en vous donnant mon appui en toute occasion. Et malgré cette attitude, les incartades de votre presse, de même que celles de la presse française, avec le journal de M. Bunau-Varilla en tête, sont devenues insupportables : elles conduisent à une catastrophe qu'il ne sera pas en mon pouvoir d'éviter. Dites-le à votre chef », ajouta l'empereur en me désignant.

Davydoff demanda l'autorisation d'ajouter encore quelques mots : « La situation de la presse russe, dit-il, est tout autre que celle de la presse allemande. La presse allemande est très disciplinée ; elle cherche volontiers auprès du Gouvernement ses informations et les apprécie beaucoup, en considérant même, dans une certaine mesure, comme son devoir patriotique de se conformer aux directives du Gouvernement et d'appuyer celui-ci. En Russie, la presse est indisciplinée, et les journalistes, dans leur majorité, considèrent comme leur devoir de critiquer le Gouvernement et de trouver mauvais tout ce qu'il fait. Les organes de presse qui montrent de la bienveillance envers le Gouvernement sont injustement accusés d'être à sa solde. D'autre part, la loi russe ne met pas entre les mains du Gouvernement des armes suffisantes pour lui permettre d'imposer à la presse une certaine prudence. La presse en Russie est, par conséquent, beaucoup plus libre qu'on ne le suppose ordinairement, ce qui n'empêche pas les journaux russes de se plaindre de l'insuffisance de la liberté dont elle jouit et de communiquer cette opinion fausse aux journaux étrangers. Ceux-ci ne cessent, en effet, d'affirmer que la presse russe est opprimée par le Gouvernement. Il ne faut pas non plus oublier que beaucoup d'organes de la presse russe se trouvent entre les mains de personnes hostiles au Gouvernement, mal renseignées et qui, tout simplement, refusent de s'informer auprès de lui. Ils paraissent ne pas se rendre compte du mal qu'ils font au pays. »

L'empereur, en écoutant Davydoff, paraissait à peine contenir son mécontentement et il répondit d'un ton vif : « Si la situation est telle que vous la représentez, je n'y puis rien. Mais je dois vous déclarer ouvertement que j'aperçois le conflit de deux races qui approche : le conflit de la race

latino-slave et de la race germanique, et je ne puis ne pas vous en avertir. »

Le déjeuner approchait de sa fin et Davydoff eut juste le temps de dire à l'empereur que le monde slave ne se préparait à attaquer qui que ce fût et ne craignait qu'une seule chose : une attaque germanique dirigée contre lui. La Russie n'aspirait qu'à vivre tranquille. Quant à l'Allemagne, il se demandait ce qu'elle aurait à gagner à une guerre. Elle avait besoin de matières premières pour faire travailler son outillage industriel, qui se développait avec une rapidité extraordinaire ; elle avait davantage encore besoin du marché mondial pour l'exportation de ses produits. Quelles seraient pour elles les conséquences d'un conflit armé ?

L'empereur répliqua : « Vous parlez d'un conflit du germanisme et du monde slave et vous avez l'air de supposer que c'est le germanisme qui ouvrira les hostilités. Si la guerre devenait inévitable, il est, d'après moi, sans importance de savoir quel est le peuple qui la commencerait ». Et ses dernières paroles furent : « Nous apprécions différemment, me semble-t-il, les événements. Ils me préoccupent beaucoup et je vous dis, sans ambage, que la guerre peut devenir tout simplement inévitable. Je vous en parle, parce qu'en général je préfère parler avec les financiers, qui sont mieux renseignés et savent dire ce qu'ils pensent, tandis que messieurs les diplomates ne sont capables que de créer des complications inutiles. Croyez-moi, je n'exagère rien. »

Le chancelier me reçut à cinq heures. Aussitôt que je fus entré, Bethmann-Hollweg me dit : « Je vous félicite de tout mon cœur. Vous avez gagné aux trois quarts votre cause. Il faut seulement trouver un compromis pour sauver la face, parce que les Turcs ont donné leur consentement au projet de confier le commandement d'un corps d'armée à un de nos généraux. Si votre Gouvernement ne s'oppose pas à ce que nous obtenions, pour l'instruction, un corps d'armée turc et pourvu que la France ne proteste pas de son côté, je vous promets de tout faire pour que nous n'insistions pas sur le corps d'armée de Constantinople. »

Je ne pouvais prendre aucune décision sans en référer à mon empereur, mais je suggérai d'exclure les unités casernées

à Constantinople et à Andrinople, de choisir une ville d'Asie Mineure et de nous laisser nous entendre avec la France pour obtenir son consentement. Je demandai, en tout cas, que le général allemand ne fût pas officiellement nommé commandant du corps d'armée et que l'on trouvât une formule acceptable qui indiquât clairement qu'il s'agissait de l'instruction des troupes.

En me reconduisant, le chancelier me répéta : « Vous pouvez être content du résultat de votre voyage. Nous trouverons sûrement une formule qui vous donnera satisfaction. »

Bethmann-Hollweg paraissait me parler avec franchise et chercher une issue à la situation créée en dehors de sa volonté sous l'influence des milieux militaires. Je dirai même plus. Le chancelier ne voulait pas la guerre et était sincère en me répétant les paroles qu'il m'avait dites, lors de nos entretiens de l'île Elagine : « Les succès diplomatiques réalisés par l'Allemagne par les moyens pacifiques sont tels qu'ils doivent l'inciter à consolider la paix. » Mais il n'était pas maître de la situation et, dans ses paroles, perçait le mécontentement d'un homme qui, responsable de la marche des événements, subissait une certaine contrainte.

Le lendemain, nous prîmes le chemin du retour. Le train pour Saint-Pétersbourg partait à sept heures du matin ; mais, malgré une heure aussi matinale, le chancelier se trouvait déjà à la gare et il offrit des fleurs à ma femme. Me prenant à part, il me demanda quels étaient les sentiments dans lesquels je quittais Berlin. Je dis que, malheureusement, je n'étais pas certain d'avoir obtenu gain de cause et je lui demandai de me dire franchement et à titre privé sur quoi je pouvais compter. « J'ai le droit moral, me répondit Bethmann-Hollweg, de vous dire que votre désir est réalisé ; mais, franchise pour franchise, je vous demanderai de m'indiquer quels sont, d'après vous, les autres points noirs à l'horizon de nos relations ». Il ne restait que quelques minutes avant le départ du train, mais j'eus le temps de répondre au chancelier qu'en dehors de la situation politique générale et des armements de l'Allemagne, qui croissaient sans cesse, j'envisageais avec appréhension les travaux préparatoires pour la révision du traité de commerce, car des bruits alarmants me parvenaient

sur les exigences que l'Allemagne avait l'intention de mettre en avant. « Vous avez raison, me dit Bethmann-Hollweg en me tenant par le bras, c'est une question beaucoup plus grave que la question de Liman von Sanders. Mais aussi, pourquoi de votre côté faites-vous tant de bruit? Ne pourrait-on pas vraiment trouver dans ce problème une voie de conciliation? Ce serait une bonne chose que vous puissiez de nouveau venir nous voir; nous en profiterions pour causer tranquillement de l'ensemble de ces questions. » Là-dessus nous prîmes congé.

COMTE KOKOVTZOFF

LA CONTAGION DE LA TUBERCULOSE

Lorsque l'on songe à la transmission des maladies contagieuses, on évoque volontiers l'exemple d'une infection commune comme la rougeole. A la période d'invasion de la maladie, le petit enfant éternue, tousse et répand ainsi autour de lui le virus de la rougeole ; celui-ci, pénétrant par le nez, la bouche, voire les yeux, dans l'organisme d'un enfant sain, va s'y implanter, s'y multiplier silencieusement pendant la période d'incubation ; puis éclateront les catarrhes de la période d'invasion et le petit patient transmettra à son tour la maladie à de nouvelles victimes. Pendant bien longtemps, on a refusé d'admettre un processus du même ordre pour expliquer l'éclosion de la tuberculose. Cette répugnance s'explique : la contamination est ici beaucoup plus difficile à saisir et l'évolution de la maladie, le comportement du sujet infecté sont si complexes qu'on comprend l'attitude de la médecine de jadis et aussi les obscurités des doctrines actuelles. Dans un article précédent[1], nous avons essayé de montrer aux lecteurs de cette *Revue* que l'on ne devait pas envisager la tuberculose comme une sorte de diathèse transmise par hérédité et qu'il fallait, délibérément, la considérer comme une infection acquise par contagion d'homme à homme.

L'étude du problème de la contamination par le bacille de Koch est des plus fructueuses à la fois pour la compréhension de la maladie et sa prophylaxie. Nous en exposerons ici quel-

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 février 1936.

ques-unes des données essentielles, en montrant bien que sa solution n'est que partielle et que, par ailleurs, même si ce problème était parfaitement élucidé, il resterait encore bien des difficultés à trancher pour connaître clairement les causes du grand fléau.

Afin de procéder dans l'ordre logique et en même temps pour examiner les phénomènes les plus simples avant d'envisager les plus complexes, nous envisagerons d'abord la contamination tuberculeuse du jeune enfant, puis celle de l'enfant plus âgé et enfin celle de l'adulte.

Autrefois, on considérait la tuberculose comme relativement rare dans la première enfance. C'est la tuberculose pulmonaire chronique de l'adulte, la phtisie qui attirait toute l'attention. Une série de progrès dans l'étude clinique et radiologique, l'emploi de réactions cutanées, sur lesquelles nous reviendrons, ont montré combien la tuberculose était polymorphe, sous quels masques elle pouvait se cacher ; nous avons appris à connaître les aspects variés de la maladie aux différentes époques de l'existence, et particulièrement dans le jeune âge de la vie. A vrai dire, la tuberculose du nourrisson n'est pas exceptionnelle. Sa fréquence varie sans doute avec les milieux sociaux ; quoiqu'elle soit bien loin d'être inconnue dans les classes aisées de la population, elle est d'une observation banale dans les milieux plus modestes, et particulièrement dans les milieux ouvriers des villes. Aussi reconnaît-on aujourd'hui que la prophylaxie de la tuberculose chez l'enfant tout jeune est un facteur primordial de la lutte antituberculeuse.

Si l'on admet, comme nous avons essayé de l'exposer dans notre précédent article, que la maladie n'est point congénitale, que les enfants issus de tuberculeux peuvent naître en bon état de santé et se développer normalement, qu'ils ne présentent enfin aucune propension particulière à devenir tuberculeux, on expliquera la fréquence de la tuberculose parmi eux simplement par la contagion : ils sont les victimes de l'infection qui les guette. L'interprétation traditionnelle de l'hérédité tuberculeuse est fausse, mais le fait, qui a donné naissance à cette théorie, est bien juste : le nourrisson tuberculeux est un enfant de tuberculeux, non pas parce qu'il a hérité

de ses parents, mais parce qu'il a vécu avec eux. C'est dans la famille du tuberculeux qu'il faut porter notre effort, si nous voulons lutter contre la tuberculose des enfants du premier âge.

*
* *

Ce principe posé, voyons de plus près les conditions mêmes de la contamination. Jadis, on a cru que la tuberculose du petit enfant était souvent la conséquence d'une infection par le lait de vache. C'est qu'en effet la tuberculose des bovidés est extrêmement fréquente; le cheptel bovin représente en quelque sorte un vaste réservoir de bacilles tuberculeux. Le bacille tuberculeux qui exerce ses ravages sur les bovidés est un peu différent de celui qui habituellement contamine l'homme et, par différentes techniques de laboratoire, on peut distinguer le bacille humain du bacille bovin, mais il est parfaitement démontré que le bacille bovin peut infecter l'espèce humaine et déterminer chez nos semblables des tuberculoses sévères.

On sait que les lésions tuberculeuses de la mamelle ne sont pas absolument exceptionnelles chez la vache : MM. Martel et Ostertag estiment que sur cent vaches réagissant positivement à la tuberculine, deux à quatre sont atteintes de tuberculose mammaire. Or le lait des vaches atteintes de mammite tuberculeuse est extrêmement riche en bacilles, puisqu'il peut contenir jusqu'à cent mille bacilles tuberculeux par centimètre cube, et de nombreuses expériences de laboratoire ont montré le pouvoir infectant de ce lait. Ce n'est pas tout : chez les vaches ayant une tuberculose tout à fait bénigne et compatible avec une bonne santé apparente et ne présentant, bien entendu, point de tuberculose mammaire, le passage du bacille tuberculeux dans le lait est possible, tout en restant rare et discret. Or dans les grands centres urbains, les laits consommés sont des laits de ramassage, constitués par le produit de la traite de nombreuses vaches ; il n'est donc pas surprenant qu'on puisse, assez souvent, trouver dans ces laits quelques bacilles tuberculeux. Le pourcentage des échantillons virulents dans certaines grandes villes d'Europe et d'Amérique varie entre 11 et 20 p. 100.

On s'explique que, dans ces conditions, de nombreuses enquêtes aient été poursuivies pour étudier la contamination des jeunes enfants par la consommation du lait de vache. A vrai dire, la lecture des comptes rendus de ces enquêtes est rarement convaincante ; dans bien des cas, le rôle du lait cru dans l'origine de la tuberculose ne paraît pas nettement établi.

En réunissant les enquêtes faites par quelques auteurs récents, on voit que sur mille personnes ayant consommé du lait de vache cru et, en particulier, sur six cent quatre-vingt-sept individus spécialement observés (dont deux cent quatre-vingts enfants), dans deux cas seulement on put affirmer l'origine bovine d'une tuberculose des ganglions cervicaux chez des enfants, et dans onze cas l'origine bovine de la tuberculose fut considérée comme possible. Or il est certain que le lait consommé par ces sujets n'était pas inoffensif, car il avait tuberculisé les porcs et les veaux qui l'avaient ingéré.

De ces différents travaux, se dégage l'impression que le danger, pour l'homme, de la tuberculose bovine est bien restreint. La distribution géographique de la tuberculose bovine et de la tuberculose humaine est aussi un argument fort important contre l'importance du rôle que pourrait jouer la tuberculose bovine dans la contamination de l'espèce humaine. Ainsi, en République Argentine, la tuberculose bovine est extrêmement rare ; même à Buenos-Ayres, où le bétail importé d'Europe est cependant souvent tuberculisé, le pourcentage des échantillons de lait contaminé est très faible ; or la population de Buenos-Ayres est plus infectée de tuberculose que celle des grandes villes européennes. En Algérie, la tuberculose bovine est exceptionnelle et la tuberculose de l'enfant fréquente. Au Japon, la tuberculose bovine est rare et les nourrissons ne sont jamais alimentés avec du lait de vache ; cependant la tuberculose humaine est très répandue au Japon et les enfants en sont atteints tout autant qu'en Europe.

A tous ces arguments qui plaident contre l'importance de la contamination bovine dans la pathogénie de la tuberculose de l'enfance, se joint cette notion essentielle, à savoir que l'habitude de faire bouillir le lait, actuellement si répandue

dans nos villes et dans nos campagnes, n'a nullement diminué la profusion de la tuberculose dans le bas âge.

On en arrive donc à cette conclusion que les infections d'origine bovine ne jouent qu'un rôle insignifiant par rapport à la transmission interhumaine de la tuberculose. Cependant, il est des cas parfaitement nets où l'infection de l'enfant est bien due à l'ingestion d'un lait cru contaminé, et l'on retrouve alors dans l'organisme du petit malade le bacille tuberculeux bovin, comme viennent de le montrer encore MM. E. Lesné et A. Saenz, en même temps que plusieurs auteurs étrangers. Il va de soi que seul le lait cru peut transmettre la tuberculose ; dès qu'il est bouilli tout danger cesse. Quant à la viande, sa cuisson exclut toute possibilité de lui accorder le moindre rôle dans la transmission de la maladie du bétail à l'homme. En somme, qu'il soit utile, indispensable même, de faire bouillir le lait de vache avant de le donner à boire au nourrisson, cela n'est pas douteux, et pour bien des raisons, mais il serait vain de s'attarder davantage à la lutte contre la tuberculose bovine, dans l'espoir de diminuer la fréquence de la tuberculose infantile.

*
* *

C'est la contagion interhumaine qui est responsable de l'infection du nourrisson par le bacille tuberculeux. Peut-on aisément la mettre en évidence ? A coup sûr il est le plus souvent aisé de trouver l'origine de la tuberculose lorsqu'un nourrisson a été contaminé, et cela n'est pas surprenant : isolé dans son berceau, le petit enfant n'est en contact qu'avec peu de personnes, toujours les mêmes. Si ces personnes ne sont pas tuberculeuses, le nourrisson échappera certainement à l'infection ; si, au contraire, une des personnes avec lesquelles vit l'enfant est atteinte de tuberculose pulmonaire, pour peu que le contact ait été suffisamment prolongé, la contamination sera inévitable.

Le nourrisson ne peut vivre que s'il est l'objet des soins incessants de sa mère ou de sa nourrice. On sait combien est intime le contact entre la mère ou la nourrice et l'enfant. La mère prend constamment son enfant dans ses bras, le

presse contre sa poitrine, l'enfant applique son visage contre le visage de la mère, la mère baise les joues de son enfant à tous moments, elle le met dans son propre lit, elle goûte ses premiers aliments, souffle sur la cuillerée trop chaude de la bouillie qu'elle lui fait prendre ; l'enfant inspire l'air qui sort du poumon maternel, respire et avale les gouttelettes microscopiques de salive que chaque parole de la mère projette autour de celle-ci ; il ingère de minuscules particules des vêtements de sa mère ou des étoffes de son lit, dès qu'il porte à la bouche les petits objets qu'il peut atteindre. Dans ces conditions, si la mère ou la nourrice est tuberculeuse, pour peu qu'elle tousse un peu, même si elle ne crache pas, l'enfant ne pourra éviter d'être contaminé par le bacille de Koch, répandu par la malade autour d'elle : la permanence de ce contact rend obligatoire la contamination du nourrisson.

Ce danger est-il aggravé par le péril que le nourrisson pourrait courir du fait qu'il est nourri au sein par une mère tuberculeuse? En vérité, la présence de bacilles tuberculeux dans le lait de femme (en dehors de la tuberculose mammaire, si exceptionnelle), semble être tout à fait rare, et l'on est en droit de penser que le lait de femme tuberculeuse est peu dangereux pour le nourrisson, surtout si l'on songe aux dangers considérables que lui fait courir l'inhalation ou l'ingestion des gouttelettes liquides ou des poussières sèches, hautement virulentes, abondamment réparties autour des tuberculeux pulmonaires. Si bien qu'on peut laisser éventuellement une femme tuberculeuse, faiblement atteinte, nourrir au sein son petit enfant si l'on prend toutes les précautions utiles pour que le nourrisson soit protégé vis-à-vis de la contamination (port d'une blouse par la mère et d'un masque en toile, etc.).

Dans les milieux modestes, l'infection du petit enfant est presque toujours due au contact avec sa mère tuberculeuse. Dans les milieux aisés, la mère est fréquemment remplacée par une domestique, et celle-ci peut contaminer l'enfant qui lui est confié, si elle n'est pas convenablement choisie, et préalablement examinée.

Ce n'est pas seulement la mère tuberculeuse ou la servante,

dont la maladie peut faire courir un grand danger au nourrisson : le père, un parent, des grands-parents, tousseurs chroniques, peuvent aussi transmettre la tuberculose dont ils sont atteints. Ces sujets peuvent n'être que peu incommodés et on les considère comme inoffensifs ; or si bien tolérée que soit la tuberculose pulmonaire chez beaucoup de gens âgés, elle n'en est pas moins redoutable par sa contagiosité. Enfin, certaines enquêtes dévoilent parfois comme origine de la contagion le contact du nourrisson dans un hôpital, dans une crèche, avec un sujet tuberculeux.

L'étude approfondie des conditions de la contamination chez le tout petit enfant, si fructueuse, on le voit, à cause de la simplicité relative du problème posé, met en évidence encore bien des notions intéressantes. Tout d'abord celle-ci : un contact très bref, ne durant que quelques jours, voire même quelques heures, s'est montré, dans certains cas, parfaitement suffisant pour réaliser la contamination. Nous avons pu, dans certaines circonstances, saisir en quelque sorte le moment et la durée de la contagion : c'est, par exemple, une simple visite d'un père tuberculeux, ayant quitté pour un congé de quelques jours le sanatorium où il se soigne, ou bien encore une imprudence commise en laissant un nourrisson pendant quelques heures dans les bras de sa mère tuberculeuse. Toute une série d'observations rares, mais saisissantes, montrent d'une façon évidente, qu'en tout cas, à cet âge de la vie, la transmission de la tuberculose peut être réalisée dans des conditions voisines de celles que nous évoquions au début de cet article pour la rougeole. C'est toujours un adulte tousseur que nos enquêtes montrent à l'origine de l'infection du petit enfant ; cet adulte peut fort bien supporter la tuberculose dont il est atteint, ignorer même cette maladie, attribuer à un catarrhe chronique la toux qui l'incommode. Il n'est nullement indispensable que le contaminateur soit un cracheur, la toux suffit, même une petite toux sèche, rare, voire assez légère pour ne pas retenir l'attention. Il faut parfois une étude attentive, très perspicace de tout l'entourage du petit malade, avec une véritable profusion d'examens radiologiques, pour découvrir le contaminateur coupable de la tuberculose du nourrisson. Et qu'on

ne vienne pas dire qu'avec une recherche attentive de cet ordre on trouverait dans l'entourage de tout nourrisson un sujet suspect ! Maintes fois l'expérience a été faite : lorsqu'un nourrisson n'a point de tuberculose, la recherche autour de lui est négative. On peut dire que la tuberculose du nourrisson sert vraiment de réactif vis-à-vis de son milieu : si on décèle une tuberculose chez le tout petit enfant, c'est qu'un tuberculeux pulmonaire vit dans son entourage.

On a dit et répété en Allemagne, et même en France, que la contagion du nourrisson s'opérait surtout pendant les trois premiers mois de la vie (infection du berceau), ou bien vers la fin de la première année quand le nourrisson commence à marcher, à ramper, à traîner sur le sol, à porter à la bouche les objets qui tombent sous sa main (infection du touche-à-tout). Rien ne permet de mettre en évidence une plus grande fréquence de la contamination à ces deux périodes de la vie et les arguments donnés en faveur de cette manière de voir sont assez futiles.

En réalité, la contamination s'opère par les gouttelettes liquides, infiniment petites, qui, issues du poumon malade, sont projetées, grâce à la toux du tuberculeux, dans l'air qu'inhale le petit nourrisson. Certes, à un contact bref, peu intime, le nourrisson peut échapper ; il est sûr, par contre, d'être contaminé s'il vit un certain temps dans l'intimité d'un tuberculeux.

A ces données fondamentales, il faut de suite ajouter cette notion : si l'enfant est contaminé dans les premiers jours ou les premières semaines de sa vie, la tuberculose, qui va l'atteindre, sera certainement mortelle ; à un âge plus avancé, par contre, la tuberculose est curable, surtout si le contact a été peu prolongé. On voit donc l'importance majeure de l'isolement précoce, dès la naissance mêm du petit enfant issu d'une femme tuberculeuse.

*
* *

Si, pour l'enfant tout petit, le problème de la contamination est simple, puisque l'on peut aisément en retrouver la cause dans son entourage familial et domestique, il n'en

est pas de même pour l'enfant plus grand et ici la question devient beaucoup plus complexe. Tout d'abord, à cet âge, on saisit beaucoup moins facilement le début même de la maladie ; il n'est pas rare que la tuberculose du grand enfant soit découverte lorsque commence à évoluer un foyer ganglionnaire, osseux ou articulaire, une coxalgie, un Mal de Pott, une tumeur blanche du genou. Mais alors, il n'est pas douteux que ce foyer est secondaire, qu'il s'est développé plus ou moins tardivement après la contamination. Un temps est passé, et qui n'est point bref, depuis le moment où le bacille a pénétré dans le corps de ce petit malade. A cette difficulté s'en ajoute une seconde et qui n'est pas moins considérable : le grand enfant mène une vie sociale ; non seulement il fréquente un grand nombre de personnes dans les promenades, les squares, à l'école ou en vacances, mais, en outre, il subit chaque jour toutes les contaminations indéterminées de la vie urbaine. En effet, ne doit-on pas penser que, dans les voies et dans les lieux publics, les tuberculeux tousseurs et surtout cracheurs répandent les bacilles venus de leurs poumons, et que ces microbes se mêlent aux poussières qu'inhale à chaque moment tout individu vivant dans une ville? La tuberculose contagieuse dans nos collectivités est si fréquente que la pollution du sol par les produits contaminés, a paru à certains hygiénistes la cause primordiale de la diffusion de la maladie. Si bien qu'à la contamination directe, dont nous avons longuement parlé à propos du nourrisson, s'ajouterait la contamination indirecte, la contamination impersonnelle, la contamination de la rue.

Enfin, au fur et à mesure que l'on cherche à étudier la contamination tuberculeuse à un âge de plus en plus avancé, une constatation capitale doit être mise au premier plan : c'est celle qui résulte de l'étude de la sensibilité de l'homme aux différents âges vis-à-vis de la tuberculine. Il faut dès à présent nous expliquer sur ce point.

La tuberculine est un poison du bacille tuberculeux, découvert par Koch, qui a la propriété très particulière d'être tout à fait inoffensif pour le sujet sain, ou plus exactement pour le sujet absolument vierge vis-à-vis de la contamination tuberculeuse. Par contre, pour peu qu'un bacille tuberculeux ait

pu pénétrer dans un organisme et s'y implanter, le sujet ainsi infecté réagira à la tuberculine. Or chez l'homme, comme chez les bovidés, le bacille tuberculeux peut vivre dans un organisme, n'y déterminer qu'une lésion insignifiante, invisible pendant la vie, ne provoquer aucun désordre de la santé, bref, cohabiter avec son hôte sans le rendre malade. Ce sujet sain, tout à fait sain, qui héberge dans une minuscule lésion cicatrisée quelques rares bacilles tuberculeux, réagit à la tuberculine. Il suffit de poser une goutte de tuberculine sur sa peau, de faire à ce niveau une scarification (comme pour introduire le vaccin antivariolique) et on verra en quarante-huit heures apparaître une tache rouge et surélevée. Au contraire, si le sujet n'héberge point de bacilles tuberculeux, on n'observe aucune réaction. Les services qu'a rendu cette cuti-réaction tuberculinique, imaginée par Cl. Pirquet (de Vienne), sont considérables. Pour ne pas nous éloigner du point de vue qui est le nôtre actuellement, indiquons seulement que le comportement de chaque individu pourra donc être l'un des trois que voici : ou bien réaction négative, il n'y a jamais eu implantation dans l'organisme de bacille tuberculeux ; ou bien réaction positive, implantation de bacilles tuberculeux, mais point de maladie ; ou enfin réaction positive et tuberculose déclarée, sévère ou légère, évolutive ou guérie. Or plus chaque génération d'hommes civilisés avance en âge, plus augmente le nombre des sujets sains qui réagissent positivement. Quelques petits enfants, un plus grand nombre de grands enfants, une très grande proportion d'adolescents, la presque totalité des adultes sont des véritables porteurs sains de bacilles tuberculeux, ni malades, ni contagieux, mais tuberculisés.

Forts de ces constatations : diffusion du bacille tuberculeux allant jusqu'à l'ubiquité dans les agglomérations urbaines, fréquence des contaminations accidentelles « de la rue », nombre relativement élevé des sujets qui sont bacillisés, au hasard, semble-t-il, d'une rencontre avec une poussière ou une particule bacillifère, certains auteurs ont fini par dénier à la contagion du grand enfant par un tuberculeux tousseur toute importance étiologique et par faire jouer le rôle essentiel, dans l'éclosion de la maladie tuberculeuse, à une défail-

lance des forces de résistance chez l'enfant infecté. Nous ne partageons point leur avis. Avant de discuter, mieux vaut appliquer à l'enfant la méthode minutieuse d'investigation qui nous a été si précieuse chez le nourrisson. Que voyons-nous alors?

*
* *

Conservons l'exemple que nous avions choisi, celui de grands enfants atteints d'une tuberculose des os, des jointures, des ganglions, ou plus rarement d'une tuberculose pulmonaire. Telle enquête attentive que nous prenons pour type, comme celle que nous avons poursuivi avec M. F. Cordey, permet de déceler alors un contact certain avec un tuberculeux contagieux dans 66,3 p. 100 des cas. Si l'on défalque de la statistique les observations incomplètes, où manquent certains renseignements utiles, on arrive à la proportion d'une contagion certaine dans 73,5 p. 100 des cas et dans 17,7 p. 100 des cas, on trouve une contagion probable. Si nous additionnons les chiffres de contagions certaine et probable, nous trouvons une tuberculose contaminatrice à l'origine de 91,2 p. 100 de nos observations, et encore parmi les rares observations (8,8 p. 100) où une contagion tuberculeuse n'est point retrouvée, nous pouvons affirmer que l'enquête n'a pu être poussée assez loin. Ainsi, chez l'enfant atteint de tuberculose osseuse ou articulaire ou pulmonaire, on trouve, à l'origine du mal, le contact bien net, prolongé le plus souvent, avec un adulte atteint d'une tuberculose pulmonaire contagieuse.

Si l'on veut compléter maintenant cette enquête par une autre qui concerne des enfants du même âge, bien portants, ou atteints de maladies diverses non tuberculeuses, on devra distinguer ceux qui ont une cuti-réaction positive de ceux chez qui la cuti-réaction est restée négative.

L'absence de toute source de contagion auprès des enfants présentant une cuti-réaction tuberculinique négative était bien aisée à prévoir. Il fallait tout de même vérifier le fait. L'enquête sur ces enfants peut se résumer ainsi : dans 80 p. 100 des cas : pas de contact ; dans 8 p. 100 : contact douteux ; dans 12 p. 100 : contact certain, mais minime.

Nous pouvons donc conclure que 20 p. 100 seulement des enfants à cuti-réaction négative ont été en contact soit d'une façon certaine, mais réduite, soit d'une façon douteuse avec un tuberculeux. Cette proportion est infime, comparée à celle des enfants de la catégorie précédente.

Il est plus important encore de voir dans quelle proportion on trouve une source de contagion certaine auprès d'enfants ne présentant comme unique manifestation tuberculeuse qu'une cuti-réaction positive. En effet, si cette proportion est voisine de celle que l'on trouve chez les enfants cliniquement tuberculeux, le rôle de cette contagion sera singulièrement réduit ; seules les variations du terrain pourraient alors expliquer la morbidité et la mortalité par tuberculose.

Or dans cette catégorie d'enfants, la même enquête nous montre que 54 p. 100 des enfants n'avaient subi de contact connu avec un tuberculeux contagieux, 10 p. 100 avaient eu un contact douteux ; par contre, 36 p. 100 avaient été en contact d'une façon certaine avec un tuberculeux contagieux. Or en ce qui concerne ces derniers, rien ne permet d'affirmer l'inocuité définitive des contacts certains et prolongés et, par conséquent, dangereux qu'ont subis ces enfants : une longue période latente peut séparer la date de la contamination de celle qui marque les débuts cliniques de la maladie tuberculeuse. Sur ce point nous reviendrons à propos de la tuberculose des adultes.

Quoi qu'il en soit, notre enquête apporte des conclusions bien nettes : non seulement un contact avec un tuberculeux contagieux est certain — ou, pour le moins, très probable — chez tous les enfants qui présentent une tuberculose osseuse, articulaire ou pulmonaire chronique, lorsque l'enquête a été suffisante. D'autre part, ce contact dangereux ne se rencontre que fort rarement chez les enfants dont la cuti-réaction est négative. Enfin, chez les enfants bien portants, dont la cuti-réaction est positive, tantôt s'est produit une contagion éphémère qui a passé inaperçue, tantôt, plus rarement, une contamination prolongée, et l'on doit être réservé sur les conséquences ultérieures de cette dernière éventualité.

Avant de quitter l'enfance pour examiner la tuberculose de l'âge adulte, nous devons signaler que la période latente,

c'est-à-dire celle qui sépare l'époque de la contagion du début perceptible des manifestations tuberculeuses, est plus ou moins durable ; elle semble varier, du reste, suivant les localisations de la tuberculose. Ainsi les tuberculoses osseuses ou articulaires n'apparaissent qu'un an, ou plutôt deux ou trois ans, chez nos enfants, après l'époque de la contagion et, fait essentiel sur lequel nous allons revenir, nos cas de tuberculose pulmonaire chronique de l'enfant n'ont été observés que plusieurs années après le moment de la contamination. C'est là une notion importante que nous devons retenir, car nous la vérifierons en étudiant du même point de vue la tuberculose de l'adulte.

*
* *

Pour envisager le même problème à propos de la tuberculose des adultes, essayons, dans le service d'un hôpital parisien réservé aux tuberculeux pulmonaires, de chercher avec quelle fréquence ces malades ont pu subir une forte contagion tuberculeuse. La tâche entreprise n'est certes pas aisée, car il n'est pas facile d'obtenir des renseignements rigoureux. Nos malades sont pour la plupart des domestiques, des apprentis, des journaliers, des ouvriers d'usine, des petits employés, dont nous ne connaissons ni la famille, ni le passé. Il faut les interroger longuement, et surtout à plusieurs reprises, pour réveiller leurs souvenirs et obtenir des précisions sur leur enfance, des détails sur leurs parents, leurs frères ou sœurs plus âgés, les amis de leurs parents et les personnes qu'ils ont fréquentées au cours de leur jeunesse. On se heurte souvent à l'étonnement des malades, qui ne comprennent pas l'intérêt qu'il pourrait y avoir à connaître leurs antécédents personnels et familiaux. Plutôt que d'envisager l'origine de leur mal sous cet aspect, ils préfèrent incriminer un rhume mal soigné ou une bronchite négligée. Pour quelques hommes, la tuberculose date de la guerre — ils bénéficient donc d'une pension — et il est alors très difficile de réveiller les souvenirs d'enfance qui nous intéresseraient.

Il existe une différence remarquable de mentalité entre les hommes et les femmes que nous interrogeons. Nous ren-

controns, en général, chez celles-ci une capacité d'analyse bien plus développée que chez ceux-là. D'ailleurs, en général, les hommes ont une existence sociale beaucoup plus mouvementée que les femmes et oublient leur vie plus facilement.

Nous avons été frappés aussi du manque de curiosité de certains malades pour leur famille : le père, la mère étaient morts dans leur enfance et, bien qu'ayant été élevés par des grands-parents, des frères ou sœurs plus âgés ayant fort bien connu les disparus, ils n'avaient pas eu l'idée de se renseigner sur la façon dont avaient vécu leurs parents et sur la maladie qui les avait enlevés. Très souvent enfin, on se heurte à une honte de la maladie : certains de nos patients se vexent si on insiste pour savoir s'ils n'auraient pas subis dans l'enfance un contact infectant. « Ma famille est saine », affirment-ils, et il est alors inutile d'insister. Malgré ces difficultés, on parvient, en y mettant toute la patience convenable, — comme le fit notre collaboratrice, madame Martiny-Gagey, — à obtenir, dans la plupart des cas, des précisions suffisantes.

Mais pour qu'une pareille enquête soit valable, il faut comparer ces observations à celles d'un nombre égal d'autres patients, c'est-à-dire de sujets du même âge, faisant partie du même milieu, ayant mené la même vie, mais qui ne sont point tuberculeux. On doit, chez ces témoins, avec le même soin, ou plutôt avec le même entêtement, chercher à savoir s'ils n'ont pas subi une contamination tuberculeuse dans leur enfance, leur adolescence ou à l'âge adulte. L'enquête chez les sujets témoins doit être suffisamment fouillée pour qu'on ne puisse pas émettre l'hypothèse qu'une différence éventuelle puisse être due à ce fait qu'un sujet, qui n'est point tuberculeux, ne cherche pas à retrouver, dans son passé, les antécédents d'une maladie dont il n'est pas atteint.

En procédant de cette façon, que voit-on? Chez les tuberculeux, on retrouve un contact important et prolongé avec un malade contagieux dans 60 p. 100 des cas ; au contraire, chez les témoins, la proportion des contacts retrouvés n'est que de 5 à 6 p. 100. Si aux contacts certains on ajoute les contacts probables, le pourcentage n'est pas modifié chez les témoins, mais il atteint 68 p. 100 chez les tuberculeux. On conviendra qu'une telle différence fondamentale entre les tuberculeux et les

témoins est trop considérable pour ne pas retenir l'attention.

Une pareille enquête est encore instructive sur d'autres points. Elle montre que la plupart de ces contaminations sévères, dues à une cohabitation avec un tuberculeux, datent de l'enfance ou de la jeunesse et que des années, huit, dix, quinze ans et même davantage peuvent s'écouler avant que ne se manifeste visiblement chez le sujet contaminé la tuberculose dont il est atteint secrètement depuis si longtemps. Nous considérons, en effet, la tuberculose pulmonaire chronique de l'adolescent et de l'adulte comme la conséquence directe mais lointaine de l'infection massive subie lors des premières années de la vie. On peut dire que la contamination de l'enfance poursuit en quelque sorte le sujet infecté même après la puberté, même lorsqu'il a atteint trente, voire quarante ans ; en tout cas, à ne retenir que les faits de beaucoup les plus fréquents, cette contamination redoutable de l'enfance ne produit ses effets fâcheux que sur le jeune homme ou la jeune femme de dix-huit à vingt-cinq ans.

*
* *

Sans doute, même en attribuant un rôle majeur à la contamination journalière déterminée par une enfance passée auprès d'un tuberculeux, on est hanté par ce problème : quelles sont les conditions qui favorisent chez tel sujet déterminé l'éclosion tardive d'une tuberculose pulmonaire plus ou moins sévère?

Est-ce pour les malades d'origine rurale l'influence nocive de la vie urbaine? Rien de bien net n'apparaît à cet égard. Sont-ce les maladies intercurrentes? Rien d'évident non plus. Dans une pénétrante étude, M. Ed. Rist a montré que, chez un certain nombre de malades, les chagrins pouvaient être incriminés comme ayant une part importante dans l'éclosion de la tuberculose pulmonaire. Notre enquête plus restreinte ne nous a pas permis de mettre en évidence des faits du même ordre. Nous avons évidemment rencontré un nombre assez élevé de malades qui avaient supporté de lourds chagrins, ou simplement des ennuis graves, dans les deux ans précédant l'éclosion de leur tuberculose ; mais, quand nous avons interrogé nos témoins, nous avons trouvé la même proportion

d'hommes et de femmes ayant été éprouvés par des douleurs morales ou de pénibles soucis. Les observations présentées par M. Ed. Rist sont si saisissantes qu'il faudrait certainement continuer cette enquête avant de conclure et examiner, dans chaque cas, le retentissement des bouleversements psychiques sur le sommeil et l'alimentation.

Ce sont les privations, une ration alimentaire insuffisante, le surmenage, qui semblent constituer les facteurs les plus importants. On sait qu'au cours de la guerre la mortalité tuberculeuse a plus que doublé en territoire occupé et surtout dans les villes cernées, dans les territoires des Empires centraux, où le ravitaillement était insuffisant. On ne peut négliger non plus l'effet nocif pour les hommes jeunes de l'effort intense qu'exigent les années d'apprentissage ou la préparation des concours d'entrée aux grandes Ecoles. Quel est le rôle enfin des modifications organiques déterminées par la puberté ?

Toutes ces questions auxquelles il est bien difficile de répondre ne signifient rien autre que ceci : nous ignorons pourquoi à tel moment de la vie la tuberculose commence à évoluer, pourquoi le sujet, qui vivait avec toutes les apparences de la santé malgré une contamination antérieure plus ou moins forte, devient à un moment donné un malade. Il vaut mieux, sur ce point, avouer notre ignorance que d'émettre des hypothèses vagues ou fallacieuses. Sans doute bien des notions restent encore incertaines, bien des discussions sont possibles ; mais on doit accepter comme établis les données et les chiffres que nous avons rappelés, qui affirment le rôle primordial de la contamination, sévère dans le jeune âge. La valeur de ces études étiologiques est très grande, elles laissent une impression très forte. Il reste bien établi qu'au cours de leur vie les hommes des pays civilisés sont plus ou moins promptement contaminés par le contact direct avec un tuberculeux contagieux. Ce n'est point, dans la grande majorité des cas, la poussière souillée de la rue qui est responsable de la contamination tuberculeuse inévitable, pas plus que le lait d'une vache infectée, mais bien la proximité, même brève, d'un tousseur, semeur de bacilles. Ce contact furtif suffit à contaminer ; il faut ajouter que pour le nourrisson et même l'enfant il fait courir certains

risques qui peuvent être sévères. On ne trouve parfois, à l'origine d'une tuberculose aiguë mortelle ou d'une méningite tuberculeuse d'un enfant, qu'un contact discret, mais certain et éphémère, avec un tousseur contagieux. Chez l'adolescent et l'adulte, au contraire, ce contact discret ne présente point de périls : sur ce dernier point nous reviendrons. Ce que montre à l'évidence l'étude étiologique de la tuberculose envisagée du point de vue de la contagion, c'est l'immense péril de la cohabitation dans l'enfance avec un tuberculeux contagieux. Rappelons nos chiffres : le nourrisson tuberculeux a souffert de cette cohabitation 98 fois sur 100, chez le grand enfant tuberculeux, on la trouve 91,2 sur 100 et chez l'adulte atteint d'une tuberculose pulmonaire chronique, on la décèle encore 68 fois sur 100. N'est-on pas en droit de penser, pour ce qui concerne les grands enfants et les adultes, que les proportions sont plus faibles que chez le nourrisson, surtout parce que les enquêtes ne peuvent être aussi complètes?

De ces précisions découle une conséquence pratique qui est bien nette : il faut éviter à l'enfant, surtout tout petit, le contact, même éphémère, avec des tuberculeux contagieux et, par-dessus tout, empêcher la cohabitation avec eux. Pour l'adolescent et l'adulte, le péril est, avons-nous dit, infiniment moindre. Ne voit-on pas la rareté avec laquelle un sujet tuberculeux contamine son conjoint? Il est certain que l'âge joue ici un rôle capital; de même qu'il est fort dangereux d'être atteint de coqueluche avant l'âge d'un an, de rougeole avant l'âge de deux ans, de même, il est périlleux de subir une contamination tuberculeuse (surtout si elle est sévère et répétée) dans l'adolescence et la jeunesse.

*
* *

En second lieu, pour l'adolescent et à plus forte raison pour l'adulte, vient s'ajouter un facteur d'une importance majeure. Par suite de ces contacts furtifs que provoque forcément la vie sociale, à un moment donné, sans provoquer la moindre réaction morbide, un bacille tuberculeux s'est implanté dans l'organisme et la cuti-réaction est devenue positive. Dès lors, peu à peu, s'est développée chez le sujet une

sorte d'immunité particulière, qui le protège contre les surinfections et qui lui permet non seulement de rester désormais indifférent vis-à-vis des contaminations discrètes, mais même de cohabiter sans inconvénients avec un tuberculeux contagieux. Sans entrer dans les détails du processus de l'immunité antituberculeuse, nous pouvons dire ceci : le sujet, qui héberge le bacille de Koch, présente en un point caché de son corps (généralement le poumon et les ganglions thoraciques) un petit foyer où — sans trouble pour la santé — végètent silencieusement ces germes du mal. Or ce sujet possède une résistance remarquable, souvent invincible, à la pénétration de nouveaux bacilles tuberculeux venus du dehors. Il est donc doué d'une précieuse immunité de surinfection, justement grâce à la contamination antérieure qu'il a subie et qui a laissé en lui des germes vivants mais peu virulents. Telle est la contamination discrète, vaccinante et salvatrice, qui s'oppose à la contamination massive infectante et pathogène. C'est sur cette notion capitale qu'est basé l'emploi du vaccin B. C. G. de Calmette : nous n'en ferons pas état ici, non certes que nous négligions l'intérêt de la découverte faite par Calmette avec la collaboration de M. Guérin, mais il nous paraît plus opportun de consacrer à cette méthode de lutte à la fois capitale et controversée une étude particulière.

*
* *

Au reste, quelles que soient les conceptions théoriques et les doctrines, l'ensemble de ces recherches mène au même programme de lutte et le succès même des efforts qu'elles ont inspirés suffit à les justifier. Pour le nouveau-né et le nourrisson il faut à tout prix, répétons-le encore, éviter le contact, même éphémère, avec le tuberculeux contagieux. Qu'est-ce à dire? Dépister celui-ci, l'avertir, l'éduquer; prévenir les parents tuberculeux avant la naissance de l'enfant pour que celui-ci soit mis à l'abri aussitôt qu'il voit le jour. Contrôler la santé des parents nourriciers, des servantes, des infirmières, des surveillantes de crèches et de pouponnières. Si le petit enfant issu de parents tuberculeux a pu éviter le contact redoutable, l'élever loin de tout foyer d'infection, dans de bonnes conditions, à la campagne; agir de

même si tel nourrisson a subi une contamination discrète, à laquelle il a résisté et lui éviter alors les surinfections massives auxquelles il succomberait. C'est ainsi que l'on devra protéger les enfants de tuberculeux contre la menace effroyable qui, jusqu'à présent, pesait sur eux et que l'on évitera aux petits enfants de parents sains les dangers d'une infection si redoutable dans le bas âge de la vie.

Pour l'enfant plus grand, on empêchera encore à tout prix la vie dans un foyer, la pénétration dans un milieu, la fréquentation d'une école où pourrait se produire une contamination sévère ou répétée. Là encore, l'éducation du public, le contrôle de la santé de ceux qui fréquentent les enfants sont urgents, indispensables. Mais comme au cours de sa croissance l'enfant ou tout au moins l'adolescent ne peut éviter une contamination accidentelle et légère, on devra surveiller l'apparition de ce moment si important, où le germe tuberculeux pénètre dans le corps pour s'y installer définitivement. La production de la petite lésion tuberculeuse initiale est bien souvent secrète et l'on ne peut la soupçonner par le simple examen de l'enfant. Certes, quelquefois certains phénomènes morbides très légers se produisent alors, un peu de fièvre, de la fatigue, un léger amaigrissement, ou bien des troubles un peu plus nets comme un érythème noueux et loin de négliger ces manifestations morbides bien discrètes, on devra en reconnaître toute la réelle importance. Mais en vérité, pour saisir cet événement, on doit systématiquement procéder de temps à autre à des cuti-réactions chez les enfants sains et l'on assiste alors à l'éclosion de la première cuti-réaction positive. Que faire dans ce cas? Tout d'abord une enquête; plus souvent qu'on ne l'imagine, elle permet de trouver l'agent de la contagion. Et ensuite, et surtout, mettre au repos l'enfant dans le corps duquel vient de s'implanter un bacille tuberculeux. C'est en réalité pour ces sujets tout d'abord que devraient être réservés les préventoriums. Le petit écolier, le jeune apprenti, l'étudiant, le jeune soldat, au moment de l'apparition de la première cuti-réaction positive, devraient, pendant quelques mois, bénéficier d'un séjour dans un lieu de repos où, pour le moins, voir leur régime alimentaire amélioré et leurs efforts physiques et intellectuels coupés de

longues heures de repos. C'est en leur faveur qu'une société prévoyante devrait organiser des séjours à la campagne ou, mieux encore, à la montagne, afin d'augmenter autant qu'il est possible toutes les forces de résistance de l'organisme au moment de cette première atteinte légère, mais sournoise, de l'infection bacillaire. C'est à cette période précise de la vie qu'il faut faire appel à toutes les capacités de lutte de l'organisme.

Enfin, pour les sujets qui ont vécu en contact prolongé avec un tuberculeux, une surveillance médicale longtemps poursuivie, même au delà de l'enfance et de l'adolescence, est indispensable. Chez eux, plus que chez quiconque, surmenage et privation sont redoutables ; chez tout adulte jeune, à la vérité, le contrôle clinique et radiologique de l'état du poumon, répété de temps en temps, est bien recommandable et l'on ne saurait à cet égard-là qu'encourager ceux qui organisent de sérieuses visites médicales pour les employés, les apprentis, les étudiants, les infirmières, les soldats. Avec un soin et une vigilance toute particulière, on surveillera parmi eux les sujets ayant vécu avec des tuberculeux pour saisir dès son début l'éclosion possible d'un foyer pulmonaire, car on sait sa curabilité lorsqu'il est traité dans sa phase initiale. Les pionniers de la lutte antituberculeuse en France : Grancher, Albert Calmette, Léon Bernard, pour ne citer que les plus grands parmi les médecins qui ont disparu, ont basé sur ces données générales l'armement antituberculeux. Des œuvres privées et des établissements publics réalisent pour une part les éléments principaux de ce programme, mais il s'en faut qu'il soit achevé. Par l'éducation des médecins et du public, par la collaboration des médecins de famille avec les médecins de crèches, d'écoles, de l'armée, par un équipement convenable des préventoriums surveillés, par une extension des lieux de cure et un emploi judicieux de ceux-ci, par une attention passionnément dévouée à la santé du sujet jeune, par une coordination des œuvres et des services publics, telle qu'elle est heureusement envisagée aujourd'hui, par l'octroi de nouveaux crédits, on doit, en France, obtenir dans la lutte antituberculeuse, des résultats supérieurs encore à ceux que l'on a, avec tant de satisfaction, signalés jusqu'à présent.

ROBERT DEBRÉ

LA CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS CHRÉTIENS

Depuis un an, tous les débats sur la nouvelle législation du travail ont posé le problème de la représentation des travailleurs par les organisations syndicales : il en a été tour à tour question à propos de la discussion et de la signature des contrats collectifs, de la composition des diverses commissions de conciliation, de la désignation des arbitres, du contrôle de l'embauche. Sans prétendre à un monopole de droit, la *Confédération générale du Travail* a utilisé à son profit la formule de « l'organisation la plus représentative » : ses dirigeants se déclarent mandatés par la majorité des salariés français. Contre ce monopole de fait de la représentation ouvrière, maintes protestations se sont élevées : les plus tenaces, les mieux appuyées et les plus écoutées ont été celles de la *Confédération Française des Travailleurs Chrétiens*, — la *C.F.T.C.* Les dirigeants cégétistes eux-mêmes savent, au besoin, distinguer entre les multiples syndicats « professionnels » de formation récente et les organisations « chrétiennes », dont ils reconnaissent l'indépendance à l'égard du patronat. La C.F.T.C. apparaît forte non seulement du nombre de ses adhérents, mais de sa « ligne » définie, de ses militants éprouvés, de son ancienneté. Ne vient-on pas de célébrer le cinquantenaire du syndicalisme chrétien dans notre pays? C'est l'occasion d'examiner l'histoire, l'idéologie, les possibilités d'avenir de cette organisation.

Si la *Confédération Française des Travailleurs Chrétiens* n'a été constituée qu'après la grande guerre, en 1919, les syndicats qu'elle a fédérés ont des origines plus lointaines. C'est en 1887 que fut créé à Paris le *Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie*, qui devait, trente ans plus tard, former le noyau de la Confédération et lui donner ses deux chefs : son président Jules Zirnheld, son secrétaire général Gaston Tessier, deux types très différents, mais l'un et l'autre remarquables, de travailleurs catholiques ; le syndicalisme chrétien doit à leur collaboration son existence nationale. Mais revenons au passé, aux premiers commencements, qu'il faut préciser pour comprendre l'organisation actuelle et ses problèmes. En 1886, des catholiques fondaient la *Corporation de la Soierie lyonnaise* ; mais, à l'origine, ce n'était point un syndicat d'employés ; pour répondre à son titre, la corporation voulait grouper des patrons avec leurs salariés. Nous sommes, en effet, à l'époque de La Tour du Pin et d'Albert de Mun, de l'*Œuvre des Cercles* dont un contemporain écrivait que ses institutions ouvrières ne dépassaient guère « le patronage de Saint Vincent de Paul ». Quand on pense à la démocratie chrétienne de 1848, à l'intelligence qu'eut un Buchez de la nécessité et de la fécondité de l'autonomie ouvrière, on mesure tout le recul social des catholiques français sous l'Empire : mené par des « féodaux » généreux, mais ignorants du peuple urbain, le catholicisme social de 1880 n'admet que le syndicalisme mixte, à la rigueur ce que M. Zirnheld, dans un livre lucide et attachant [1], appelle « le syndicat surveillé », l'organisation ouvrière en tutelle, sous un Comité de Patronage. Il fallut donc une tranquille audace à un frère des Écoles chrétiennes, le F. Hiéron, pour demander, en 1887, à dix-sept jeunes gens de son patronage parisien, de s'organiser en *Syndicat des Employés du Commerce et de l'Indutrie*. Il fallut aussi, sous beaucoup de prudence, pas mal de fermeté aux premiers dirigeants pour maintenir l'autonomie de leur organisation, sauver « l'initiative nécessaire pour créer une association en dehors du cadre habituel des œuvres ». Se distinguer des œuvres religieuses dans son action, ses méthodes,

1. Jules Zirnheld, président de la C. F. T. C., *Cinquante années de Syndicalisme chrétien*, Paris, Spes, 1937.

sa liberté : nous touchons un problème, inconnu des profanes, mais fondamental pour le syndicalisme chrétien, qui le résoud d'ailleurs par sa croissance même.

Adapté au milieu modéré, mais réaliste où il se formait, organisme d'entr'aide autant et plus que de revendication, le *Syndicat des Employés* eut, après des débuts pénibles, une croissance régulière : en 1896, ses membres dépassaient le millier, les cinq mille en 1909, les neuf mille au lendemain de la guerre, qui lui avait enlevé son secrétaire général, Viennet, sans interrompre son développement. Un ensemble de services coopératifs s'organisait en même temps, qui devait aider la Confédération naissante. Pour comprendre un mouvement syndical, il faut insister sur ces modestes débuts : le *Syndicat des Employés* participa aux Congrès internationaux d'Employés de Paris en 1900, de Bruxelles en 1903 où étaient représentées des organisations de toutes tendances ; en 1911, son secrétaire général est élu conseiller prud'homme de la Seine. Le syndicalisme chrétien commence sa carrière d'organisation représentative. Des organisations similaires, fondées en province, constituent en 1913, avec le syndicat parisien, la *Fédération française des Syndicats d'Employés catholiques* qui devait s'imposer, après la guerre, comme l'organisation la plus représentative des employés de la banque, du commerce, de l'industrie. Dans les années d'avant-guerre, d'autres organisations s'étaient créées : d'abord, trois mouvements de syndicalisme féminin — une des originalités du syndicalisme chrétien : l'un parti de Lyon en 1899, un autre, parisien, en 1902, un troisième, dans l'Isère, en 1906. Ensuite, des essais d'organisation proprement ouvrière : à Paris, avec l'aide du *Syndicat des Employés*, et surtout dans le Nord. L'abbé Six, un des pionniers de la « démocratie chrétienne », avait voulu y susciter des syndicats ouvriers dès 1885, mais le mouvement ne put « partir » que dix ans plus tard ; à la différence de ce qui se passait dans la proche Belgique, il ne « déboucha » qu'avec grande lenteur et difficulté ; l'hostilité patronale fut là extrêmement tenace, notamment dans le textile de Roubaix-Tourcoing, dont le patronat eut encore en 1924, avec les syndicalistes chrétiens, des démêlés jusqu'en cour de Rome [1].

1. On en trouvera le récit très suggestif dans le livre de *Zirnheld*, p. 156 sq.

Des difficultés semblables se retrouvaient dans bien d'autres régions, celles notamment où le milieu ouvrier demeurait plus modéré, plus ouvert à l'influence du catholicisme : il a fallu les événements de juin 1937 pour faire cesser ou rendre vaines bien des oppositions. Pour nous en tenir à l'avant-guerre et aux questions d'idées, notons que si l'idée d'un syndicalisme chrétien trouva de précieux appuis dans *les Semaines sociales*, *l'Action populaire*, *l'Association catholique de la Jeunesse française*, elle se heurta à de puissantes objections. Des catholiques de gauche, au *Sillon* notamment, jugeaient préférable d'entrer à la C.G.T., avec l'espoir d'y acquérir quelque influence, d'en éliminer, en tout cas, l'anticléricalisme agressif. Aujourd'hui encore, cette thèse a ses partisans, du moins dans les milieux intellectuels. D'un tout autre côté, un grand nombre de catholiques accordait sa confiance, entre 1900 et 1908, au mouvement des « Jaunes » : on espérait que les organisations de Biétry atteindraient une masse rebelle à toute formule « confessionnelle », mais on ignorait tout des conditions d'un mouvement ouvrier durable ! — Un chef des « Jaunes » remerciait publiquement ces bienfaiteurs de l'organisation — « tous de bons Français et de gros industriels ». Un religieux parlait de ces « chers ouvriers » qui comptent « sur l'intérêt et l'affection des nobles, du clergé, des patrons intelligents, des catholiques et des patriotes ». Là contre, les premiers syndicalistes chrétiens pensaient seulement que leurs organisations peu nombreuses, peu bruyantes, pauvres, possédaient au moins l'indépendance. L'un deux répondait, en 1906, à un admirateur des « Jaunes » par ce mot, expressif d'un tempérament : « Ne vaut-il pas mieux employer dix ans pour réussir que cinq ans pour échouer ? » Cette patiente lenteur, est un trait dominant du syndicalisme chrétien français. Un autre trait, non moins important, c'est cette formation éparse que nous avons brièvement exposée : la C.F.T.C. n'est point issue d'une initiative centrale, mais du concours d'œuvres diverses, souvent jalouses de leur autonomie. De là, un lien plus fédéral qu'autoritaire, la force relative des organisations régionales, un moindre développement des services confédéraux, une décentralisation qui paraît excessive aux syndicalistes étrangers.

Des syndicats chrétiens, nombreux et influents, s'étaient organisés avant 1914 dans plusieurs pays de l'Europe continentale, notamment en Allemagne, en Hollande, en Belgique, en Italie. Un secrétariat international fut même créé en 1908, sous la direction d'Adam Stegerwald, futur président du Conseil prussien sous le régime de Weimar. 1919 est une année de poussée syndicale et de reprise des relations internationales : en mars, les organisations de travailleurs chrétiens des pays alliés devaient se réunir à Paris ; les Français comprirent alors l'urgente nécessité de rassembler en Confédération leurs groupements épars pour montrer, disaient-ils, « qu'il existe, en France, un mouvement sérieux et solidement assis, s'il n'est pas numériquement très important ; que ce mouvement sait ce qu'il veut et où il va du point de vue social et syndical ». En novembre, la C.F.T.C. est constituée : aux organisations de l'intérieur se joint le mouvement alsacien dont les élections aux caisses d'assurances sociales ont montré qu'il représente — aujourd'hui encore — la majeure partie des travailleurs des départements recouvrés. En 1920, des organisations représentant plus de trois millions de salariés constituaient, à La Haye, l'*Internationale syndicale chrétienne* : dans les réunions de cette Internationale, les dirigeants de la C.F.T.C. ont su heureusement représenter leur pays en face d'organisations puissantes et souvent de grosse influence politique. Les deux principales forces numériques de l'Internationale chrétienne étaient, à l'origine, les confédérations allemande et italienne qui dépassaient chacune le million. L'avènement des régimes totalitaires fut fatal à ces deux organisations, aujourd'hui disparues. Dans la tourmente politique actuelle, le syndicalisme chrétien a un destin paradoxal, qu'a d'abord connu la *Confédération italienne des Travailleurs*, que connaît aujourd'hui, en Biscaye, la *Solidarité des Travailleurs basques :* il lui a fallu lutter d'abord, durement, longuement contre la prétention des syndicats socialistes au monopole de fait de la représentation ouvrière ; mais quand survient un mouvement antimarxiste, totalitaire, incompatible donc avec tout mouvement ouvrier autonome, tout syndicalisme libre, les syndicats chrétiens sont écrasés en même temps que les organisations socialistes, sous le monopole de droit d'un

corporatisme d'État. Il entre essentiellement dans la destinée du syndicalisme chrétien une lutte pour la liberté syndicale, pour le droit des travailleurs à s'organiser comme ils l'entendent, selon l'idéal de leur choix. Un homme d'une rare qualité d'intelligence et de caractère, le secrétaire de l'*Internationale*, le Hollandais Serrarens, a incarné cette idée dans les réunions de Genève : il a dénoncé, avec une force égale, les tendances socialistes au monopole et toutes les formes de syndicalisme d'État : Italie, Allemagne, U.R.S.S., Autriche même, malgré les principes catholiques dont se sont réclamés Dollfus et ses continuateurs. Parmi les circonstances adverses, les syndicalistes chrétiens sont fiers de cette rectitude de leur « ligne ».

Pendant que les organisations de pays voisins connaissaient des destins plus brillants et plus tragiques, la C.F.T.C. résolvait lentement de plus humbles problèmes. D'une part, ses organisations devenaient de plus en plus représentatives ; ses militants entraient dans les conseils de prud'hommes (actuellement deux cent vingt-quatre conseillers), au Conseil supérieur du Travail, au Conseil national économique. D'autre part, — et ce n'était pas la moindre difficulté, — ces organisations d'origines et de tempéraments forts divers prenaient conscience de leur unité et de ses exigences ; le centre confédéral gagnait l'autorité, obtenait les ressources nécessaires : toute l'histoire du mouvement ouvrier comporte une énorme part de ces patients travaux, presque invisibles du dehors. Une évolution en même temps se dessinait, peu apparente d'abord, mais de première importance : à considérer l'influence principale et la tonalité d'ensemble, la C.F.T.C. a fait longtemps figure de mouvement d'employés ; or même étendue aux employés, fonctionnaires, techniciens, toute organisation syndicale reste une part du mouvement *ouvrier* ; si les travailleurs manuels n'y possèdent pas un nombre et un rôle suffisants, le syndicalisme manque de cette force de *mouvement*, qui ébranle et transforme le monde du travail. Quelle que doive être l'explication, le fait est d'expérience. Certes, dans le Nord, le syndicalisme chrétien comptait de « vieux militants » ouvriers, capables de « tenir » et d' « avancer » dans les situations les plus difficiles. Ainsi Arthur Houte, dans le textile

d'Halluin. Mais un effort était nécessaire, dans l'ensemble du pays. Le centre confédéral s'enrichit, il y a une dizaine d'années, d'un propagandiste ouvrier, Jean Pérès, un métallurgiste ; à la même époque, un jeune vicaire de Clichy, l'abbé Guérin, lançait en France, avec une foi étonnante, le mouvement de la *Jeunesse ouvrière chrétienne* ; d'un tempérament, d'un accent assez différents de celui des syndicalistes d'avant-guerre, les « jocistes » ont rejoint, ces dernières années, le syndicalisme chrétien, auquel ils fournissent de jeunes « permanents », fortes personnalités, ardentes, combatives et qui « mordent sur la masse ». Ainsi une transformation s'opérait, assez nette pour ne pas échapper à des observateurs du dehors [1]. Après avoir joué un rôle de premier plan dans les grandes grèves d'employés d'après-guerre (nouveautés, couture, banque), avoir conquis sa place et maintenu sa « ligne » dans les longs conflits du textile du Nord, le syndicalisme chrétien apparut une force dans les conflits de la métallurgie des dernières années de crise. A Louvroil et Trith-Saint-Léger, à Saint-Chamond, Pérès mena les comités de grève en cartel avec les dirigeants confédérés et unitaires. Cela, grâce aux noyaux de militants déjà constitués. Grâce à ces mêmes noyaux, la C.F.T.C. a pu tenir en 1936, malgré l'unification des deux C.G.T. et la formidable poussée cégétiste qui a suivi les élections du Front populaire. Les événements de juin furent la grande épreuve : tandis que la Confédération posait les principes (accord avec les revendications de la masse ouvrière ; réserve sur les méthodes, notamment l'occupation des usines), chaque « cellule syndicale », formée ou en formation, agissait dans les entreprises. C'en était fini avec le recrutement lent, dans les œuvres religieuses ; il fallait prendre position, lutter, recruter dans la masse, sur le lieu du travail. Les permanents et les militants s'adaptèrent à ces conditions nouvelles ; de nouveaux militants se révélèrent en grand nombre. Grâce au long travail du passé, à cette adaptation brusque, à une résistance parfois héroïque des adhérents à tous genres de pression, un fait se trouvait établi : malgré les appels, la force, l'influence politique de la C.G.T., il y a en France un nombre important de travailleurs qui ne veut

1. Cf. André Philip, *Trade-Unionisme et Syndicalisme*, Paris, Aubier, 1937, p. 305 sq.

faire confiance qu'au syndicalisme chrétien. A partir de juin 1936, la C.F.T.C., qui n'avait jamais dépassé les cent cinquante mille, « marchait » vers le demi-million d'adhérents, et c'étaient des adhésions réalisées « contre le courant », avec le risque souvent de perdre son travail. Les résistances, les progrès des travailleurs chrétiens ont donné, dans notre pays, un sens réel au principe de la liberté, à la possibilité de la pluralité syndicale : ce fut, sans doute, l'obstacle décisif au monopole de fait de la *Confédération générale du Travail.*

En matière sociale et syndicale, on sauve les principes au Parlement, on en fait des réalités à l'usine. Les réalités présentes inspirent confiance aux syndicalistes chrétiens. Nous avons dit leur très forte situation en Alsace-Lorraine ; pour les différentes catégories d'employés, leurs organisations demeurent, très souvent, les plus représentatives : si dans les milieux de fonctionnaires et services publics, le mouvement débute à peine, sauf chez les cheminots et les postiers, où les minorités chrétiennes sont bien organisées, la C.F.T.C. représente maintenant d'importantes minorités ouvrières dans le Pas-de-Calais, la région de Lille, le bassin de la Sambre, la Franche-Comté, le pays autour de Saint-Étienne... Quatre-vingt-neuf Unions départementales et vingt-deux Fédérations professionnelles manifestent sa volonté d'être partout présente. Des groupes de militants s'affirment dans les milieux les plus difficiles, domaine jusqu'ici exclusif du socialisme ou du communisme : les pays miniers, la banlieue parisienne. Nous essaierons d'évaluer — toujours avec la même objectivité — ces possibilités d'avenir. Mais nous devons d'abord donner une idée de la position doctrinale des syndicats chrétiens.

On ne donne pas d'une doctrine syndicale une notion réelle par la seule analyse de déclarations de principes ou de résolutions de Congrès. Il faut mettre les formules, les idées en rapport avec la pratique, les remettre dans l'histoire. De ce point de vue, il n'est pas si facile de situer le syndicalisme chrétien. Dans son livre *Trade-Unionisme et Syndicalisme*, un sociologue aussi averti que M. André Philip ne semble pas y avoir pleinement réussi. Les rapprochements auxquels il a recours ne sont pas très heureux, soit qu'il présente comme

« aussi conservateur que le vieil Unionisme anglo-saxon » un mouvement résolument étranger au libéralisme économique, soit même qu'il juge les organisations chrétiennes encore « attachées au vieux rêve de 1848 visant à permettre aux ouvriers de devenir entrepreneurs en s'associant ». Essayons de faire correspondre les définitions idéologiques à un problème réel, central, que l'on pose très souvent : Pourquoi les travailleurs catholiques veulent-ils *leur* syndicalisme, ne vont-ils pas à la C.G.T. ?

Plus que ses déclarations actuelles, ce qui fait un mouvement, c'est son histoire, ses origines et ses fondateurs. On ne comprend la fameuse « charte d'Amiens » qu'en se référant aux luttes des guesdistes du Nord avec les anarcho-syndicalistes, amis de Pelloutier. Celui-ci a, dans sa *Lettre aux Anarchistes*, défini l'esprit qui l'animait : « Nous sommes des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie... » Pensons aux militants catholiques qui suscitaient à la même époque le *Syndicat des Employés*, expliquant seulement : « Nous entendons que le syndicat soit pour chacun de nous l'instrument de la sécurité dans l'emploi, de l'aisance dans la famille, de l'élévation dans la position sociale ! » C'est une toute autre attitude devant la vie. Et les syndicalistes chrétiens n'étaient curieux ni de Marx, ni de Proudhon ou Bakounine ; ils s'instruisaient de *Rerum novarum*, demandaient à l'Église sa morale et ses directions, suivaient les travaux des catholiques sociaux. On mesure aussitôt la différence de formation doctrinale ; on constate le fait qui, en tout pays, explique le syndicalisme chrétien : dans la mesure où, s'éloignant des Trade-Unions britanniques, les syndicats continentaux étaient gagnés par une idéologie marxiste ou anarchisante, les travailleurs demeurés croyants ont réagi en fondant des organisations à principes chrétiens. Telle est la source principale, permanente du syndicalisme chrétien. On retrouve aujourd'hui la même donnée chez les jeunes militants ouvriers, d'allure moins modérée, d'un « esprit de classe » plus accusé que les dirigeants employés d'avant-guerre : ils parlent plus volontiers de la classe ouvrière, de son rôle et de son avenir, mais ils affirment en même temps que le Christianisme est nécessaire à l'accomplissement de ces grandes

choses. Aussi se donnent-ils pleinement à un syndicalisme chrétien ; ils éprouvent assez la solidarité ouvrière pour collaborer avec la C.G.T., quand il le faut et qu'elle le veut ; mais la vieille organisation ne les attire point ; les avances des communistes ne les ébranlent point. Leur tendance syndicale, les militants de la C.F.T.C. la caractérisent ainsi : syndicalisme strictement apolitique, syndicalisme de collaboration.

La *Confédération générale du Travail* distingue bien de l'action politique l'action syndicale, déclarée autonome ; cette autonomie constitue même le caractère fondamental de la fameuse « action directe » et les militants confédérés ont soutenu, soutiennent encore, pour l'indépendance du syndicalisme, de durs combats. Cependant, de ce point de vue même, la C.G.T. prend position sur toutes sortes de problèmes, nationaux et internationaux, se lie à des partis politiques, dans des ententes telles que le *Rassemblement populaire*, manifeste une sympathie particulière à tel gouvernement. Ces attitudes sont adoptées par ceux-mêmes des cégétistes qui ne veulent point qu'un parti, serait-il communiste, se subordonne les syndicats. La position de la C.F.T.C. est ici toute différente : ses dirigeants ont le souci de limiter leur action à un cercle de questions « professionnelles », d'en exclure toute une série de « problèmes politiques » ; ils tiennent pour essentiel que, les compétences définies, les responsabilités ne soient pas confondues : celles du professionnel et du citoyen, celles de l'organisation syndicale et du gouvernement ou des partis ; devant tous les ministères, ils veulent garder la même attitude de revendication indépendante et de collaboration loyale. Dans l'action syndicale même, les militants « chrétiens » se défient des mouvements d'apparence professionnelle, mais de mobiles politiques cachés ; ils ont refusé de participer aux grèves politiques, notamment aux grèves générales.

Cette exclusion de la politique, c'est encore un caractère négatif. L'idée positive qu'on nous présente est celle de collaboration. La collaboration des classes opposée à la lutte des classes : M. Belin, secrétaire adjoint de la C.G.T., estime que ce sont là des formules, « dont on a parfaitement réussi à dénaturer le sens, à force de les solliciter [1] ». Il est vrai que les

1. René Belin, *Témoignages. I. Du côté de la C. G. T.*, *Esprit*, 1er Mars 1937, p. 877.

confédérés d'aujourd'hui ne refusent plus les conventions collectives, ni l'arbitrage obligatoire, ni l'organisation démocratique de la grève, avec vote à bulletins secrets ; les « chrétiens » suivent ou préconisent ces mêmes procédures. La différence demeure dans la façon d'en user. Pour le comprendre, il faut revenir encore aux origines doctrinales, d'autant plus que les syndicalistes chrétiens tiennent pour essentielles les questions de doctrine. De formation marxiste ou anarchiste, les fondateurs des syndicats de la C.G.T. posaient la lutte des classes au principe de leur action, et ils entendaient une opposition irréconciliable ; dans cette lutte, ils concevaient bien des trêves, mais, entre patronat et salariat, jamais de *collaboration*. Ce mot répugne ; à propos des conventions collectives, le Congrès de Lyon en 1919 expliquait : « Toute manifestation de la force ouvrière, en effet, tend, à l'heure présente, à la conclusion des contrats. Ce serait une erreur profonde d'y voir une collaboration » ; de même, le Congrès d'unité de Toulouse en 1936 : la participation des organisations confédérées à des organismes tels que le Conseil national économique ou le B.I.T. « ne saurait être considérée comme une forme... de collaboration avec le patronat ». Il y a évidemment ici un principe à sauver : le même Congrès venait de confirmer « l'opposition absolue qui existe entre les intérêts des salariés que le syndicalisme a pour mission de défendre et les intérêts du capitalisme qu'il combat ». Ce terme : *absolu* me paraît capital. Dans un article récent [1], René Belin parle d'intérêts « contradictoires » ; soulignons aussi ce mot. Les travailleurs chrétiens n'ont point cette idéologie. Ce n'est pas qu'ils nient, — ils éprouvent au contraire — la solidarité ouvrière, fait d'ailleurs complexe où se mêlent les données économiques et les aspirations idéales. Quand ils parlent de collaboration, ils posent comme première condition la reconnaissance par le patronat d'organisations syndicales réellement indépendantes de lui ; ils pensent et professent que la puissance de ces organisations, en créant un équilibre des forces, peut seule assurer l'égalité des parties, nécessaire au contrat. Mais l'autre partie — le patronat — ils ne la considèrent et ne la traitent

1. René Belin, *Témoignages. I. Du côté de la C.G.T.*, *Esprit*, 1er Mars 1937, p. 875.

pas selon la même idéologie que la C.G.T. ; ils sont en effet imbus d'éthique chrétienne, ils ont subi l'influence de la tradition corporative du catholicisme social. Le Christianisme est un universalisme ; sa morale vaut à l'égard de tout homme : alors que posée comme un absolu, logiquement développée, l'idée de lutte des classes conduit à nier qu'il puisse jamais exister « entre les classes en opposition la moindre communauté de pensée et d'action », un travailleur chrétien, en même temps qu'il revendique ses droits, se reconnaît, en face du patron, des devoirs ; le leader des mineurs chrétiens, dans l'Allemagne de Weimar, déclarait un jour : « Notre position chrétienne de principe nous contraint à la justice envers les patrons. Plus encore : Le commandement : Tu aimeras ton prochain comme toi-même, garde ici toute sa valeur. » Il ne s'agit pas de soumission, ni d'effusion vague, mais d'un échange de droits et de devoirs entre personnes foncièrement égales. L'idéal serait donc de recréer — si elle a jamais existé, telle qu'on la veut... — une communauté entre les employeurs et les salariés. Ici reparaît l'idée corporative, mais telle que des esprits réalistes, des militants syndicaux peuvent l'entendre. A la C.F.T.C., on a quelque dédain pour les systèmes corporatifs, bâtis dans l'abstrait ; on se demande aussi s'ils ne s'inspirent point de pensées hostiles aux syndicats ouvriers. Mais reprenons l'histoire ; une fois constatée la vanité du syndicat mixte, la nécessité et la fécondité de l'indépendance ouvrière, il restait à reconstruire la profession à partir du syndicat, des syndicats ouvriers et patronaux. Conventions collectives, commission mixte, conciliation et arbitrage ; voilà un régime juridique d'équilibre des forces, d'égalité des parties, de collaboration. Les syndicalistes chrétiens peuvent regretter certaines circonstances, discuter telle modalité, proposer des perfectionnements, ils se plaisent à reconnaître leur programme de toujours — et non, disent-ils, celui de la C.G.T. — dans « l'ordre nouveau » instauré par le premier gouvernement de Front populaire. Leurs difficultés en matière de liberté syndicale ne leur ont jamais fait méconnaître l'importance de cette transformation de la condition juridique du travailleur français.

L'idée de collaboration, telle que la C.F.T.C. la conçoit,

ne se trouve d'ailleurs pas épuisée par la législation récente. Il s'agit maintenant, afin d'*établir* vraiment ce droit, de faire passer dans les mœurs ce qu'on a inscrit dans la loi, avec tant de retard qu'on a dû improviser et agir d'un coup ; un énorme effort d'éducation ouvrière se trouve exigé et d'ailleurs aidé par le régime des conventions collectives, de la conciliation, de l'arbitrage. Maintenant que la discussion est possible avec le patronat, la grève peut n'être plus conçue que comme l'ultime moyen de défense, le suprême recours, toute autre procédure épuisée : telle a toujours été la conception et la pratique du syndicalisme chrétien, acquis aux méthodes de discussion, attentif au sort des familles ouvrières dans les conflits inopportuns et prolongés. Au delà de cette tâche essentielle de consolidation de « l'ordre nouveau », les dirigeants de la C.F.T.C. envisagent de plus vastes horizons : la législation nouvelle pose, plutôt qu'elle ne le résoud, le problème de l'organisation professionnelle, qu'il s'agit de traiter en évitant tout corporatisme d'État, en procédant selon des méthodes de liberté, de démocratie, seules compatibles avec un libre syndicalisme. Or la formule de la collaboration, traditionnelle dans l'école catholique sociale, c'est *le syndicat libre dans la profession organisée*. Allons encore plus avant, puisque les travailleurs chrétiens ont aussi leur *plan*, qui exprime leur idéal et ne se fonde pas, comme celui de la C.G.T., sur « la théorie du pouvoir d'achat » et un système de nationalisations. Ce document éclaire encore l'idée de collaboration : on y voit qu'il ne s'agit nullement d'arrêter l'évolution sociale, de stabiliser les formes présentes du pouvoir économique ; le statut du patronat peut, au contraire, et doit même se modifier par une réforme des sociétés anonymes, par l'organisation de « services d'intérêt public » (crédit, assurance, forces motrices, transports) selon « une formule d'exploitation nouvelle, qui en confierait la gestion aux représentants des entreprises intéressées, des usagers et des travailleurs, avec la participation ou le contrôle de l'État ou des collectivités intéressées ». Constatons que les syndicalistes chrétiens, qui estiment tellement les réalisations prudentes, ont aussi le sens des problèmes d'avenir ; ils savent même que ces questions complexes ne se résolvent point par des formules toutes faites, que chacune exige une étude particulière.

Après ce rapide exposé, tout esprit réaliste demandera : pour réaliser ces idées, quelles forces le syndicalisme chrétien pourra-t-il apporter dans ce pays? Essayons, très objectivement, d'évaluer ses chances.

Par leurs enquêtes, par leur expérience, les syndicalistes chrétiens savent que la France ne compte pas ces masses religieuses confiantes dans un clergé populaire qui font les pays de « démocratie chrétienne ». L'exception alsacienne fait éclater cette vérité. Mais, à l'étranger même, le syndicalisme chrétien a pu se développer dans des milieux très proches du milieu français, en Wallonie, par exemple. Chez nous, il heurte évidemment la tradition anticléricale, qui craint les entreprises du clergé, l'esprit laïque qui ne comprend pas que la religion intervienne dans la vie sociale. Les militants de la C.F.T.C. abordent ces deux obstacles en revendiquant d'abord, pour eux-mêmes, l'entière responsabilité de leur action professionnelle, en posant ensuite le fait de cette action dont, à l'expérience, la masse ambiante finit par sentir l'originalité. A mesure que l'organisation s'implante dans des milieux, fort peu « cléricaux », de travailleurs manuels, il devient de plus en plus difficile de lui accoler l'épithète *confessionnelle*, de nuance péjorative : non seulement parce que, dès l'origine, le *Syndicat des Employés*, recruté dans des œuvres religieuses, affirmait cependant n'être pas lui-même une telle œuvre, mais s'occuper exclusivement des intérêts professionnels de ses membres — mais encore parce que le recrutement lui-même s'est élargi : on ne se borne plus aux adhérents « notoirement catholiques », on demande aux nouveaux venus d'accepter les principes et les méthodes du syndicat. L'augmentation des effectif set des militants proprement ouvriers peut jouer ici un rôle décisif : devant leur allure, leur ton, leur combativité, les cégétistes doivent eux-mêmes reconnaître que, contre leur attente, ils ne se trouvent pas devant « des enfants de Marie » ou quelque pieuse et fade congrégation, mais se heurtent à un mouvement ouvrier chrétien. Et le mouvement peut « élargir sa base » en maintenant l'originalité de son esprit, la rectitude de sa « ligne » : il suffit qu'il trouve ou s'assure des militants formés. Et ce problème se résoud grâce à l'entraînement de la J.O.C., grâce

à l'intense effort éducatif de la C.F.T.C. : depuis un an, on voit se multiplier les jeunes dirigeants qui, d'une part, vivent « la mystique » du mouvement et pensent selon son idéologie, et qui, d'autre part, ont grandement le souci et le sens de la masse.

Si considérable que devienne la masse qu'ils organiseront, les militants chrétiens voient bien qu'elle demeurera une minorité dans la classe ouvrière française. A quelles conditions cette minorité peut elle agrandir son rôle ? On peut en énumérer quelques unes, déjà données ou en train de se réaliser : la première, bien connue, c'est cette indépendance, que nous avons déjà dite, à l'égard du patronat, le refus de tenir le rôle de « Jaunes ». La seconde, en rapport avec les difficultés récentes, c'est de ne point se laisser entraîner, par les attaques ou les brimades cégétistes, à critiquer seulement « l'organisation la plus représentative », à négliger l'action positive qui est la raison d'être du syndicat. Beaucoup de militants de la C.F.T.C. voient ce danger et savent l'écarter ; le renforcement des Fédérations de métier les outillera pour cette action professionnelle, qu'ils ont appris à mener dans les entreprises. Cette action constante, perpétuellement attentive, dont un profane se représente mal la complexité, conserve seule la fidélité des adhérents et en accroît le nombre. Or le nombre a une importance essentielle, que la justesse des idées ni le « dynamisme » même ne peuvent suppléer. Une minorité syndicale doit être assez nombreuse pour que dans son milieu, on ne puisse guère se passer de son concours. Un an après juin 1936, cette situation apparaît en plusieurs régions de France, entre la C.G.T. et la C.F.T.C. et pas seulement dans les catégories « employés ». Quand on envisage les effectifs annoncés — cinq millions d'un côté, cinq cent mille de l'autre — la disproportion apparaît considérable ; mais en comptant les voix obtenues aux récentes élections du Conseil supérieur du Travail, la minorité « chrétienne » entre, avec la majorité « unifiée », dans un rapport plus favorable de 1 à 6,6. Ces statistiques n'ont d'ailleurs qu'une valeur indicative. Une enquête montrerait, sans doute, que le syndicalisme chrétien représente aujourd'hui un ensemble de forces régionales plutôt qu'une force nationale, mais qu'une telle force, il est

en voie de la constituer par son extension à des catégories et régions nouvelles, par la croissance régulière de ses effectifs, par le développement, sans doute inévitable, des Fédérations et du centre confédéral. Dans cette perspective, on peut concevoir que les syndicats chrétiens arrivent à rompre — là où ils ne l'ont déjà fait — l'ostracisme cégétiste, à discuter et signer plus souvent les conventions de travail aux côtés de la C.G.T. L'exemple de la Belgique et de la Hollande — pour ne point parler de la défunte Allemagne de Weimar — montre que la pluralité des syndicats ouvriers n'empêche pas le fonctionnement d'un régime de conventions collectives. La surenchère est certes un danger, mais l'émulation, le contrôle mutuel ont leur bienfait [1]. Il suffit que les diverses organisations veuillent collaborer, conclure des cartels. Cette volonté de collaboration est dans la tradition de la C.F.T.C. Et ses militants savent bien que l'acceptation du cartel par la C.G.T., cela dépend de leur propre force.

Entre l'ensemble du patronat d'une part, les masses cégétistes d'autre part qui, par l'influence soit du libéralisme, soit du marxisme, leur semblent deux « forces matérialistes », les syndicalistes chrétiens envisagent le rôle d'une « tierce partie [2] », mais ce rôle, ils ne peuvent le jouer qu'à leur place, assez enracinés et nombreux dans le monde du travail pour que — comme en Belgique, en Hollande, dans l'Allemagne libre de jadis, — l'ensemble du mouvement ouvrier doive tenir compte de leur masse organisée. Si de telles conditions se réalisent, ils trouveront leur fonction dans « l'ordre nouveau » : le syndicalisme chrétien peut être, pour le pays, un principe d'équilibre dans le mouvement.

PAUL VIGNAUX

1. Cf. dans *Esprit*, 1er Mars 1937, p. 893, l'intéressante lecture de H. Pauwels, président de la *Confédération des Syndicats Chrétiens* de Belgique.

2. ZIRNHELD, *op. cit.*, p. 249.

L'EXPOSITION INTERNATIONALE DES ARTS ET DES TECHNIQUES DANS LA VIE MODERNE

Pour juger équitablement l'Exposition de 1937, il est indispensable de rappeler son histoire : longue et troublée. elle explique le caractère et l'aspect du spectacle qui nous est offert.

Le succès de l'Exposition des Arts décoratifs de 1925 appelait une suite : dès 1926, M. Fernand David tentait de reprendre l'œuvre accomplie l'année précédente. L'histoire de l'Exposition de 1937 commençait.

A peine notre ministre du Commerce avait-il, le 22 novembre 1928, consenti à l'établissement du Bureau où sont désormais fixés le cadre et les dates des expositions internationales que les discussions s'ouvraient. Le projet d'une nouvelle exposition des Arts décoratifs avait toujours ses partisans, mais on proposa bien d'autres choses : une « Exposition des Provinces », une « Exposition de la Coopération intellectuelle », une « Exposition de la Vie ouvrière et paysanne » et même une « Exposition de la Civilisation » !

En octobre 1932, le Bureau international se contenta d'autoriser l'ouverture à Paris, le 1er mai 1937, d'une Exposition internationale d'Art moderne », exposition *générale* et non *universelle*.

Puis le premier état-major disparut. A partir du 17 janvier 1933, MM. Aimé Berthod et Léo Bouyssou préparèrent une « Exposition des Arts décoratifs et industriels et de la

Vie ouvrière et paysanne » *(sic)*, à laquelle on adjoignit bientôt une « section de la Coopération intellectuelle ».

Des mois passèrent : on créa quelque cent cinquante « classes » d'exposants, — le contingent d'une exposition universelle, — on nomma un conseil de plusieurs centaines de membres que M. Georges Monnet, agriculteur, comparait à un « champ de foire ». Enfin le même député arrêta la confusion en faisant refuser, par la Chambre des députés, les premiers crédits nécessaires.

Sous M. de Monzie, devenu entre temps ministre de l'Éducation nationale, les gens sensés reprirent quelque espoir. Le fougueux ministre entendait diriger l'Exposition lui-même, aidé par M. Bollaërt, alors directeur des Beaux-Arts, et par un conseil restreint doté de pleins pouvoirs. Il adoptait les beaux projets d'Auguste Perret, il faisait voter des crédits par les Chambres.

Il lui fallait l'assentiment du propriétaire des terrains : la Ville de Paris ; le 17 juillet 1933, le Conseil municipal le refusa et renvoya à décembre l'examen de tout projet. Rien ne fut décidé ; tout traînait encore quand les événements de février 1934 firent, pour un temps, oublier l'Exposition.

Cette fois, le projet fut repris par un ministre des Finances, M. Germain-Martin. En mai et juin 1934, la Municipalité, la Chambre et le Sénat adoptaient le projet d'une Exposition, sans titre ni objet précis, qui devait être organisée, en 1937, sur le Trocadéro, le Champ de Mars et les quais voisins : trente-cinq hectares. Sur les 300 millions nécessaires à l'entreprise, la Ville en devait fournir 285.

A la fin de juillet, M. Edmond Labbé, ancien directeur de l'Enseignement technique, était nommé commissaire général et M. Paul Léon, principal artisan de 1925, lui était adjoint ; M. Letrosne puis M. Gréber furent successivement architectes en chef ; au début d'octobre, M. Doumergue donnait le premier coup de pioche ; à la fin du même mois, le Bureau international approuvait le plan d'une « Exposition internationale et générale des Arts et des Techniques dans la vie moderne ».

On vit bientôt que ce titre vague ne donnait pas un programme. La fin de 1934 vit renaître le plus beau désordre : hésitations sur le but précis que devait viser l'Exposition,

querelles autour des fonctions et des travaux à distribuer, discussions sur l'emplacement des musées d'art moderne prévus et d'une « section des jardins », disputes sur le « camouflage » ou la démolition du Trocadéro. Surtout, l'Exposition manquait cruellement d'argent.

Dans la nuit du 12 au 13 juillet 1935, le Conseil municipal lui donna enfin son budget : 341 millions sur 400. En même temps, deux conseillers, MM. François Latour et des Isnards, entraient au Commissariat général.

C'est de ce moment que l'Exposition date vraiment : dès lors, à moins de deux ans de la date fixée pour l'ouverture, il était évident que l'on serait en retard, mais on décida malgré tout qu'il fallait « faire quelque chose » pour le 1er mai 1937, et l'on passa outre à l'absence de programme réel.

L'emplacement concédé avait été, en deux fois, porté à cent hectares ; le budget suivit la progression. Cependant, à partir de juin 1936, les désordres sociaux retardèrent progressivement les travaux, tandis qu'à la suite de l'emprisonnement de Charles Maurras, les conseillers municipaux devaient quitter le Commissariat.

L'inauguration, faite le 24 mai dernier avec vingt-quatre jours de retard, a montré une Exposition en tel état que, six semaines après, il a fallu nommer un commissaire technique chargé de finir les travaux. A la fin de juillet, ni le Palais des Arts, ni le Musée des Travaux publics, ni le Centre des métiers, ni le Centre régional, ni le Centre des colonies, ni le Centre artisanal, ni les pavillons étrangers, ni même la porte de l'Alma ne sont encore terminés.

Qu'on me pardonne de me citer moi-même : j'écrivais, le 16 novembre 1935 : « Si une volonté unique ne s'impose pas à l'Exposition, nous allons vers une belle foire ». Il est aujourd'hui évident que la volonté unique a fait défaut. L'énorme et méritoire labeur accompli par tous les collaborateurs de l'œuvre n'a pu suppléer à cette absence d'autorité.

*
* *

Ainsi, en onze ans de préparation, 1937 a changé trois fois de sujet, quatre fois de titre, trois fois d'état-major, trois fois

d'emplacement et de surface, et de budget on ne sait encore combien de fois. Il faut en convenir : jamais exposition ne connut un aussi absurde destin. Or, par une malheureuse rencontre, jamais on n'a tant demandé à une exposition.

Naguère ces rendez-vous internationaux étaient considérés comme des calamités nécessaires qui, pour un bénéfice purement moral, rendaient momentanément Paris affreux et inhabitable. Et, pourtant, les circonstances étaient favorables.

En des temps difficiles, on a voulu tout obtenir d'une exposition-panacée : des aménagements urbains, l'établissement de deux musées d'art moderne et l'agrandissement des musées du Trocadéro, la préparation d'un nouveau ministère des Finances et la plantation de nouveaux jardins. Dès 1934, il était entendu pour les chefs de l'Exposition qu'elle devait, « immédiatement donner du travail aux chômeurs » de tout ordre et « améliorer l'état économique du pays ». A partir de juin 1936, elle a même dû, par ordre gouvernemental, consacrer la victoire de la « classe ouvrière » sur le « fascisme ». Les Français de 1937 enfin, qui, voici douze mois, pensaient être aux portes de la guerre civile, n'ont aujourd'hui pas assez de mots pour flétrir le retard d'une exposition à laquelle ils avaient cessé de croire. N'est-ce pas beaucoup d'exigence ?

Les travaux qui, l'Exposition finie, demeureront pour l'embellissement de Paris ne dépareront pas la prochaine édition du remarquable *Panorama* où M. Raymond Isay a fait le bilan des expositions d'autrefois : 1878 nous avait donné le Trocadéro, 1889 la Tour Eiffel, 1900 les palais des Champs-Élysées et le pont Alexandre III. 1937 a élargi le pont d'Iéna ; couvert le chemin de fer de la rive gauche et préparé ainsi une promenade nouvelle ; transformé le Trocadéro et détruit la hideuse gare du Champ-de-Mars ; démoli le Garde-meubles et préparé ainsi l'emplacement où, en vertu de la loi de 1928, le ministère des Finances, enfin expulsé du Louvre, doit s'installer ; ouvert le passage souterrain du quai de Tokio. Ces énormes travaux ont beaucoup pesé sur le budget de l'Exposition des Arts et Techniques : il n'est que juste de les porter à son actif.

Pour le moment, il est vrai, nous n'avons à juger que l'Exposition telle qu'on nous l'offre, en bloc.

Le centre de cette Exposition s'étend sur quinze cents mètres environ, du Trocadéro à l'École Militaire : les sections étrangères dans les jardins du Trocadéro et du Champ de Mars et sur le quai voisin ; les palais consacrés à la « diffusion artistique et technique » sous la Tour Eiffel.

Mais, vers l'ouest, les pavillons se sont installés sur les quais et jusqu'au bout de l'île des Cygnes, donnée au Centre colonial, tandis qu'en bordure du Champ de Mars l'ancienne gare porte le Centre régional.

Vers l'est, l'Exposition a fini par gagner les quais jusqu'à la Concorde (Centre des métiers, palais divers), par annexer le Grand-Palais (Palais de la Découverte) et l'esplanade des Invalides (Parc des attractions).

Au total, près de cent hectares de superficie, près d'une lieue de long.

Les inconvénients d'une pareille occupation du centre de Paris n'avaient pas échappé aux organisateurs. Une exposition ainsi étirée au long de la Seine pouvait gêner beaucoup la circulation entre les deux rives, elle devait être fatigante à visiter, elle imposait de lourdes obligations envers les perspectives qu'elle annexait. On sacrifia tout, à juste titre, je crois, au désir de rapprocher l'entrée de l'Exposition de ses visiteurs éventuels.

Les travaux préparatoires ont en effet gêné les Parisiens mais, terminés à grands frais, les passerelles et les passages à niveau permettent de traverser facilement l'Exposition.

Il est, malheureusement, moins aisé de s'y promener. Les divers groupes ne sont trop souvent reliés entre eux que par des ponts et surtout par des escaliers. Les dénivellations empêchent les voitures de circuler dans la majeure partie du Trocadéro, dans l'île des Cygnes. A monter et à descendre d'innombrables marches, à se glisser le long des quais, à piétiner sur le gravier, les piétons sont vite harassés, heureux si, comme il arrive trop souvent, ils ne se heurtent pas à des portes fermées pour cause d'inachèvement. La traversée de la place de l'Alma, par exemple, qu'on la fasse sur les passe-

relles ou le long des berges, est vraiment pénible. Mais le moyen de faire autrement, en plein Paris? Et, d'ailleurs, les vedettes font de la Seine un chemin aussi commode que charmant.

Le troisième point était le plus important. Puisqu'on décidait d'installer l'Exposition dans un cadre historique, il fallait l'accorder à ce cadre : si l'on y a pensé, il n'y paraît guère.

D'est en ouest, le territoire concédé annexe ou touche huit grandes perspectives : la Seine d'abord, puis la place de la Concorde, le Cours la Reine, l'avenue Alexandre III et l'esplanade des Invalides, l'Alma, le quai d'Orsay, le Trocadéro, l'île des Cygnes, enfin.

Ces perspectives ont-elles effrayé architectes et urbanistes? On le croirait.

Sur la Seine, il est presque impossible d'avoir une vue d'ensemble : des palissades surélevant les parapets en empêchent le plus souvent le spectateur. Ailleurs des passerelles arrêtent le regard. Quand on ouvre une perspective, c'est sur le vide ou sur des maisons de rapport : une grande entrée du Palais de la Sécurité, flanquée d'animaux de taille colossale, donne ainsi sur un passage de trois mètres de large bordé d'une palissade! Un seul principe général heureux : le respect des arbres.

L'Exposition de 1937 semble un complot ourdi contre un de nos plus grands architectes : Gabriel. Ses palais de la Concorde aussi bien que l'Ecole Militaire ont été atteints. La place de la Concorde, déjà défigurée par les lourdes statues de Louis-Philippe, est écornée par les immenses poteaux qui marquent une des entrées de l'Exposition. Les plaisants s'épuisent à leur sujet en comparaisons : brochettes à rognons, épingles de cravates ou perchoirs à perroquets?

Le Cours la Reine n'existe plus : en allant du nord au sud, il offre un autodrome, une rue des marchands et un parc d'attractions scientifiques; nulle part on n'en voit plus l'ensemble.

Que dire de la perspective des Invalides? Le pont Alexandre III, orné d'une masse de lampadaires nouveaux, n'est guère plus lourd que de coutume, mais la vue vers les

Champs-Élysées est bouchée par une passerelle et l'esplanade par le ridicule parc d'attractions : un village alsacien de carton cache la base de l'Hôtel des Invalides, une immense grue-promeneuse barre le dôme immortel... qu'on a redoré, à grands frais, pour la circonstance.

La place de l'Alma est tout entière occupée, à la hauteur d'un premier étage, par une série d'escaliers et de ponts de bois, chef-d'œuvre de charpente qui a le mérite de donner sur les avenues des deux rives une perspective inattendue. Les hautes et plates tours de bois qui les dominent, l'ouverture sur le pont machiné en étages et en gradins achèvent de composer un ensemble baroque et amusant.

Quant à la perspective Trocadéro-Champ de Mars, je m'excuse du mot, mais elle tourne au désastre.

Placez-vous en haut, dans la trouée pratiquée à la place du palais, où la vue pourrait être admirable sur les dômes et les coteaux du sud de Paris. Ce n'est pas assez que la ridicule carcasse de la Tour Eiffel vienne tout interrompre, il faut que, d'un bord à l'autre du Champ de Mars, les colosses gesticulants des Soviets défient l'aigle de l'Allemagne qui les guette, il faut que l'École Militaire de Gabriel soit cachée par les tours qu'ont élevées un apéritif et un cambouis également célèbres comme par l'immense écran du Palais de la Lumière, tendu tout exprès devant elle !

Retournez-vous : entre les deux ailes du Trocadéro, ravalées sans grand progrès, se dresse une colonne faite de lauriers, tronquée, grêle et, par conséquent, dédiée à la Paix : la chandelle verte du père Ubu, dit Robert Brasillach. Sur les maisons de la place, les immenses réclames d'une liqueur et d'un savon fameux la dominent et l'écrasent.

D'en bas, à la hauteur des jardins, — quatre plates-bandes arrosées par des lances de pompiers, — on ne voit plus, au-dessus de la façade du nouveau théâtre, falaise abrupte, que le vide : le trou par en haut.

Cela, quand on avait l'admirable projet d'Auguste Perret qui, laissant la vue vers le sud, dissimulait la place et unissait les ailes par une grandiose colonnade ; qui joignait la colline à la plaine par des terrasses habilement calculées ; qui élevait des palais imposants à la place de ces ailes tronquées dont

on ne tirera jamais rien ; qui couronnait enfin l'aménagement de tout un quartier de la ville, jusqu'à la place d'Italie !

Le Trocadéro tel qu'on vient de le faire est une erreur qui devra être corrigée, l'Exposition à peine close.

Les nouveaux musées jumeaux des Beaux-Arts ouvrent leur cour commune de façon plus heureuse : une colonnade y masque les maisons de l'avenue Wilson.

L'île des Cygnes est fort agréable. Cet élargissement sur pilotis, ces cours, ces bâtiments que leur aspect inaccoutumé unifie pour nos yeux d'Européens, ce bariolage enfin amusent et plaisent en un lieu où ils ne peuvent rien gâter.

Pour le Centre régional, on l'avait bien prévu et c'est dommage : d'exactes notations d'architecture provinciale, d'heureuses adaptations à notre temps des formes traditionnelles, tassées en un espace trop restreint, se heurtent et se nuisent. Il faut devant chaque pavillon s'isoler par la pensée, ce n'est pas facile dans cette cacophonie.

Au Centre des métiers, on a tout sauvé en gardant les beaux marronniers du Garde-meubles : ils entourent désormais un bassin où se cabrent des chevaux marins ; on oublie, grâce à eux, la disparate des palais d'alentour qui cachent cependant, au pavillon de la Céramique, une agréable allée de boutiques, terminée par une salle en dôme d'un aspect tout romain.

Restent les ensembles « publicitaires », si importants en cette Exposition où règne l'apéritif. La moitié est du Champ de Mars en est gâtée, mais, au centre de la même promenade, rue Joseph-Bouvard, une sorte d'enceinte formée par deux passerelles et de hauts panneaux peints, tranchant sur une palissade blanche, compose un ensemble assez gai. Au Cours la Reine, si la rue marchande est sinistre, vulgaire et poussiéreuse, le parc des attractions scientifiques est amusant comme un décor de *Caligari*.

La Seine demeure enfin, malgré parapets et palissades, la Seine, qui unit et anime les constructions les plus disparates : c'est le seul ensemble qu'ait su conserver l'Exposition de 1937. C'est peu.

L'examen du détail des pavillons et des palais devrait être assez long, mais il est aidé par une conséquence, heureuse

pour une fois, de l'esprit de propagande nationaliste qui anime tous les pays. Également persuadés de leur supériorité, ils s'efforcent à l'imposer par les moyens mêmes dont ils voient leurs voisins se servir. C'est ainsi qu'une réelle uniformité nait des rivalités exaspérées.

Dans l'esprit de ses directeurs, l'Exposition de 1937 devait être « une manifestation grandiose de l'Internationale de l'Intelligence... du Goût... de la Science... » Voire. En réalité, à défaut de ces grandes halles où les expositions *universelles* permettent la compétition des objets de même nature, chaque nation a fait de son pavillon un véritable blockhaus. A l'extérieur, des groupes colossaux montrent sous l'aspect le plus brutal les hommes ou même les bêtes du pays... Que de muscles ! Quels sourcils froncés ! Quels attributs virils ! A l'intérieur le hall joue les hauts-parleurs : photographies qui magnifient les monuments et les paysages, cartes qui montrent la capitale au centre des routes du monde, statistiques ronflantes, rien n'est épargné pour persuader le passant que chaque pays est le premier de l'univers.

Même uniformité dans l'architecture : certaines nations se sont persuadées que la meilleure façon de marquer leur supériorité était de se montrer telles qu'elles étaient et elles ont copié leurs monuments nationaux ; les autres, pour affirmer leur force, ont pris au fer, à la pierre, au cristal ce qu'ils avaient de plus rigide et de plus froid et en ont formé des cubes ; tout le reste n'est que compromis entre ces deux extrêmes. Et ces trois partis expliquent aussi bien l'œuvre des Français que celle des étrangers.

La copie des monuments du passé ou des constructions rurales actuelles a été utilisée par les pays les plus divers : la délicieuse petite pagode rouge du Siam, le mastaba annexé au pavillon égyptien, la tour des preux polonais, la ferme bulgare, l'harmonieux et net pavillon colonial hollandais de l'Union Sud-Africaine, la charmante ferme vénézuélienne et la véranda du Congo belge relèvent de cette esthétique aussi bien qu'en France la tour de porcelaine chinoise du Palais du Froid, le Centre régional et le Centre des Colonies comme le petit pavillon forestier.

Les pays ou les architectes qui veulent donner une impres-

sion de force rigide, et peut-être aussi ceux qui n'ont pas trop d'imagination, ont eu recours aux figures géométriques : cube, cylindre, parallélépipède, la boîte, pour mieux dire. La boîte, sans corniche ni moulure, règne sur cette exposition.

Boîte pure, faite de maçonnerie et de verre, parfois arrondie aux angles, en Finlande, aux États baltes, au Danemark, en Palestine, en Autriche, au Japon, en Espagne, en Hollande, en Australie, en Tchéco-Slovaquie, en Suède, en Angleterre, en Suisse, à la Maroquinerie, au Mobilier, à la Presse, à la Sécurité, à la Publicité, à l'École des Arts décoratifs. Boîte agrémentée d'un bas-relief ou d'une peinture au Luxembourg, au Palais de la Femme, au Cinéma, à la Céramique. Boîte flanquée de colonnes et de contreforts à Monaco, en Égypte, en Yougo-Slavie, au Canada, au Palais des Chemins de fer. Boîtes superposées formant terrasses en Uruguay, au Yachting, à la Marine marchande. Boîte hérissée de tours aux États-Unis, à la Radio, au Tourisme.

La Roumanie, le Portugal, la Hongrie, Haïti, le Pérou, l'Irak, l'Italie, ont tenté, souvent avec bonheur, un compromis entre les traditions nationales et l'esthétique contemporaine.

En tout ceci, peu de traits originaux. 1937 ne fait que rassembler ce que nos rues montrent depuis quinze ans. Mais un procédé assez nouveau a gagné la faveur des architectes : les façades concaves sont nombreuses à l'Exposition. La Grèce, le Brésil, l'Argentine ont ainsi disposé l'entrée de leurs pavillons comme, en France, Saint-Gobain, les Palais de la Découverte, de la Lumière et du Thermalisme. On trouve même des façades en trapèze en Norvège et à l'Orfèvrerie.

L'originalité est mieux marquée dans les deux pavillons nationaux les plus en vue : Russie, Allemagne. Tous deux sont rigides, étirés en hauteur, mais l'Allemagne montre plus de majesté grave. Je voudrais citer encore l'inutile, mais agréable courbe du Palais de l'Hygiène, le Palais des Forêts, semblable, sous sa marqueterie de planches, à une immense « boîte de paille ».

Pour le Palais du Trocadéro, tout est dit quand on a parlé de la perspective qu'il ouvre. Les nouveaux Musées des Beaux-Arts, aux projets beaucoup trop vite établis, ont été fort critiqués dans leurs dispositions intérieures par les visiteurs

de la magnifique exposition rétrospective dont parlera M. Alfassa. On ne saurait dire que leurs façades soient émouvantes, mais elles ne gâtent en rien l'ensemble, trop généralement triste et nu, des bâtiments de l'Exposition.

La présentation des objets exposés n'est pas plus désintéressée que l'architecture. En 1937, tout est fait *ad probandum*. Le commissaire général l'a dit : « Nous voulons donner à notre exposition une allure de démonstration », et il y paraît.

En même temps que ce principe immuable, deux procédés employés sans nuances achèvent d'unifier le ton : l'usage et même l'abus des agrandissements et des montages photographiques, procédé emprunté à la publicité commerciale et au surréalisme — l'exemple le plus frappant comme le plus laid est donné dans le hall du Tourisme français — ; l'exposé didactique en inscriptions murales écrites en caractères étroits, aux jambages sans pleins ni déliés — une sorte de *Gotic* — procédé emprunté à la Russie des Soviets, qui a inventé le journal-affiche, et à l'Italie, qui a fait la *Mostra fascista*. On est, enfin, littéralement obsédé par ces inscriptions et ces photographies.

1937 expose, somme toute, peu d'objets : son caractère d'exposition générale, mais non universelle, s'y oppose. Je n'ai pas besoin de dire que le titre et le programme, également vagues, de l'Exposition, n'ont pas imposé de règle stricte au choix des objets exposés. Les palais français, les pavillons étrangers présentent des œuvres d'art, des machines et des produits industriels. Seuls les objets anciens sont, en principe, exclus. Mais on peut faire à l'Exposition la plus utile revue des manières d'exposer.

Des modes traditionnels, il n'y a rien à dire : le « stand » de la Ville de Paris, avec ses richesses, ses lacunes, son désordre en offre un type aussi agréable qu'instructif pour le flâneur. Mais il s'agit bien de flâner ! Il convient, bon gré, mal gré, de travailler.

Il est, à l'Exposition, des présentations didactiques très réussies. M. Boll, a, ici même, fort bien montré ce qu'était

le Palais de la Découverte et il est tout à fait inutile d'insister sur les mérites originaux d'une présentation si vivante : collaboration des architectes, des peintres et des électriciens, cloisonnements verticaux et horizontaux des salles, démonstrations variant du graphique mural à l'installation complète de laboratoire. Si les reconstitutions historiques sont médiocres, le tableau de la science actuelle est excellent et c'est là l'essentiel.

Mais peut-être n'a-t-on pas assez dit l'impression étonnante que fait la grande salle du Palais de la Lumière, toute noire, éclairée seulement par la saisissante fresque de Raoul Dufy, sur laquelle se détachent d'énormes et beaux objets : un disjoncteur, un rotor de turbine. Dès cette salle, le visiteur est pris : on peut être assuré de l'attention qu'il prêtera aux objets qu'on lui présentera ensuite.

Un autre mode de présentation est tout neuf : 1937 aura vu naître l'Exposition et le futur Musée d'histoire de la littérature.

Il ne s'agit plus seulement ici d'assembler au hasard les souvenirs d'un écrivain : portraits, manuscrits, bibelots. Dans tout ce matériel, l'historien choisit les pièces qui marquent les étapes d'une œuvre littéraire, il en isole les parties essentielles, il leur donne, par la photographie ou autrement, une présentation analogue, il les dispose enfin dans un ordre logique et reconstitue ainsi l'histoire d'un livre ou d'une vie d'écrivain. Il n'entend ni mesurer la valeur de l'œuvre ni en faire goûter les beautés, il en explique l'origine. Tel est le travail qu'ont fait avec bonheur madame Henriette Psichari pour la *Vie de Jésus* de Renan, M. René Dumesnil pour l'*Éducation sentimentale* de Flaubert, M. Marcel Bouteron pour l'ensemble de la *Comédie humaine* de Balzac, etc.

Ce musée n'emprunte rien aux domaines voisins : il fait comprendre l'œuvre littéraire par des procédés littéraires. Il n'est rien de plus légitime comme de plus instructif. Bataille gagnée, peut-on dire à l'initiateur, M. Julien Cain, et à ses collaborateurs, Jean Babelon en tête. S'il reste dans les limites de l'histoire, s'il en garde le ton, le musée de la littérature sera l'une des heureuses inventions de 1937.

Une autre « classe » entend renouveler nos musées d'art traditionnels : à côté de la section de « muséographie », qui présente les appareils et les procédés de cette « science » nouvelle, une exposition des œuvres de Van Gogh montre leur application.

Les tableaux sont présentés sur des fonds et dans des cadres variés. La vie et le génie de l'artiste sont expliqués par des documents biographiques. On rend compte enfin des influences qu'il a subies en confrontant à ses toiles la reproduction d'œuvres de maîtres qui l'ont inspiré — rapprochement souvent fort laid, il faut bien le dire. Le tout est commenté par des inscriptions murales, encore !

Ce travail soigneux n'arrive pas à convaincre de son utilité. S'agit-il d'histoire ? Pourquoi s'arrêter ? On nous donne un itinéraire de Van Gogh à travers l'Europe ; pourquoi ne pas donner ses menus habituels ? On nous donne le portrait de son oncle, qui était amiral ; qui nous assure que la couleur du papier de tenture de sa chambre d'enfant n'a pas eu plus d'influence sur son talent ? L'enquête menée par un historien ne permettra jamais de retracer précisément la génèse d'une œuvre de peintre. Y parviendrait-elle que ce serait en vain : une toile, une statue doivent être « senties » bien plutôt que comprises. S'il est raisonnable d'expliquer une œuvre littéraire d'après les lois qui ont présidé à sa formation, il est inutile d'appliquer à l'examen d'une œuvre d'art des procédés que son auteur n'a utilisés ni même connus. L'art est décidément irréductible à la littérature, cette expérience achève de le démontrer.

Si humble que soit le public des musées, je tiens d'expérience qu'il est souvent capable de sentir la beauté. C'est à cela qu'il faut l'aider par une présentation appropriée et c'est en cela que l'autre aspect de l'exposition Van Gogh est sympathique. On pourra discuter sur le choix d'une nuance de fond, on pourra craindre que le soin apporté à l'arrangement d'un cadre attire trop l'attention au détriment de la toile qu'il enferme. Mais tout effort en ce sens est utile : le temps séparera les trouvailles heureuses des erreurs.

L'exposition voisine de la Maison rurale paraît moins défendable. Elle est destinée au public : il n'est déjà pas très adroit de synthétiser pour lui la « Campagne française » en un immense agrandissement photographique, de réduire la France, dans son infinie variété, au schéma morne et plat d'une « exploitation agricole » type. Mais en quoi peut-il être utile d'étaler sur les murs, au-dessous de truismes une fois de plus transcrits en caractères d'affiche, les procédés scientifiques de l'ethnologie ou de la géographie humaine?

Étudiant les types de la maison paysanne française, les savants les classent, nous dit-on, en cinq groupes : maisons « élémentaires », « bloc à terre », « bloc en hauteur », « à cour fermée », « à cour ouverte ». Ils montrent, par exemple, que la maison « à cour ouverte » règne aussi bien en Haute-Provence qu'en Flandre, en Auvergne qu'en Bretagne, en Berry qu'en Normandie... Cette classification doit, je pense, être à la base de statistiques, de catalogues qui permettront d'examiner comment le climat ou les usages font varier la maison paysanne et peut-être même de tirer des faits établis des lois utiles aux constructions futures. Je le pense, mais je n'en sais rien car, dans la salle, rien me dit à quoi servent ce vocabulaire et ces divisions.

Sont-ils destinés aux doctes? Mais ils connaissent tout cela. Le sont-ils aux ignorants qu'il s'agit d'amener à s'intéresser à la ferme normande qu'ils verront pendant leurs vacances? On ne voit guère comment ils pourraient être attirés par une nomenclature aussi abstraite des apparences, aussi dépourvue de toute conclusion.

Voilà bien de l'érudition perdue.

Dans un domaine tout différent, une autre « démonstration » n'est pas moins manquée. Les ordonnateurs du Palais de la Parure, qui montre des merveilles de goût : les robes, les manteaux, les bijoux que Paris sait créer, ont eu l'idée bizarre de les disposer dans un tunnel, une sorte de catacombe artificielle, tortillonnante et saugrenue. Plus, ils ont remplacé les mannequins traditionnels par des sortes de statues aux formes à peine modelées, aux extrémités pisciformes, à l'épiderme grumeleux et roussâtre. On sent bien pourquoi, c'est

afin que robes ou fourrures soient admirées pour elles-mêmes. Détestable calcul : ces effigies de musée Dupuytren sont si obsédantes qu'on oublie les toilettes pour ne regarder qu'elles.

J'aurais mal accompli mon dessein si je ne disais pour finir l'impression que ressent tout visiteur de l'Exposition : l'importance et la variété des enseignements qu'elle donne, le charme des détails agréables qu'elle offre.

Au portrait que je viens de tracer d'elle manquent, il ne faut pas l'oublier, les deux traits principaux : le Palais de la Découverte et la Rétrospective de l'Art français, dont l'importance justifiait une étude spéciale. A elle seule, leur éclatante réussite suffirait à justifier l'Exposition du point de vue de la Science et de l'Art.

Le champ même qui me restait montre des succès de tout ordre. Il y a d'abord de magnifiques démonstrations scientifiques : le Palais de la Lumière et de l'Électricité, les pavillons des Transports par air et sur rails ont déjà le succès qu'ils méritent, mais bien d'autres mériteraient d'être cités.

Il y a la Seine avec sa flotte si variée — vedettes où la promenade est paisible, bateaux de missions, barques exotiques, bateaux-phares, péniches-restaurants, — avec ses grandes terrasses-promenoirs. Il y a le coin de la porte Delessert où la Palestine et Monaco font si bon ménage parmi les paulownias et les cactus. Il y a l'annexe de la porte Maillot où un charmant village-miniature — ridiculement privé d'église — offre, restaurant et cabaret ouverts, le plus aimable accueil. Il y a mille choses encore : la cour bariolée du Vénézuéla, le hall blanc et les beaux objets d'art du Danemark, le petit jardin suisse, la pelouse et le restaurant roumains, la grave chapelle hongroise, le hall grandiose de la Belgique, la publicité russe, tantôt brutale et tantôt insinuante, la somptuosité démodée de l'Allemagne, la résurrection de Philae chez les Égyptiens, l'excellente sculpture yougoslave, les nobles lignes du pavillon portugais et, chez nous, entre cent, la descente vers le fleuve du Palais du Tourisme, la somptuosité cristalline de Saint-Gobain, l'élégante netteté du minuscule pavillon de l'École des Arts décoratifs, le charme accueillant du pavillon des vins de France.

Il y a, dans chaque palais, sur chaque mur des œuvres d'art dont l'énumération formerait un interminable palmarès. Il y a, la nuit, sur la Seine, les jeux de l'eau et de la lumière. Il y a Paris aux portes...

Un mauvais sort semble empêcher les expositions du xxe siècle de s'ordonner harmonieusement. Ce que nous ont offert les capitales étrangères était médiocrement tracé. L'Exposition de 1937 ne manque pas à cette règle : son plan d'ensemble est manqué. Mais elle prend sa revanche dans le détail : il était impossible qu'une œuvre contrariée par tant de fautes fût logiquement composée ; il était impossible que les talents de tant de nations ajoutés aux qualités françaises n'amènent pas une foule d'heureuses réussites.

Un site incomparable, une immense variété de spectacles, le frappant tableau de l'art français de tous les âges et de la science actuelle en tous les pays, heureuses alliances de lumières et de couleurs, une amusante confrontation des peuples et des arts qui conduit à d'utiles réflexions, voilà ce que l'Exposition de 1937 offre à des visiteurs que le seul renom de Paris aurait peut-être amenés chez nous. Ils attendent beaucoup de Paris : assurons-les qu'au programme habituel l'Exposition ajoutera quelques plaisirs inédits [1].

PIERRE D'ESPEZEL

1. Une simple requête au commissariat de l'Exposition : ne pourrait-on faciliter la tâche des visiteurs de tout ordre en plaçant près de chaque pavillon une pancarte donnant le nom des architectes et des artistes qui y ont collaboré, avec la liste de leurs œuvres? Il faut actuellement aller chercher ces « détails », comme sa carte d'entrée, dans des bureaux... J'ai tout dit.

P. E.

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

C'est un mélancolique plaisir, mais dont l'intérêt est vif, de voir entrer dans l'histoire les années dont on a été le témoin. Des confidences se publient, et des mémoires, et la vraie figure des choses apparaît. C'est ainsi que M. Donnay, en publiant *Mes débuts à Paris* [1], éclaire quelques unes des œuvres que nous avons le mieux aimées vers 1890.

Il commence son récit après cette soirée du Chat Noir que Jules Lemaître a décrite. Une dame de ses amies le présenta à Jacques Saint-Cère et M. Donnay devint, le 14 février 1889, le secrétaire de cet étonnant personnage, moyennant deux louis par semaine. Il le fut près de deux années, jusqu'au mois de décembre 1890. Rosenthal, dit Saint-Cère, — et dont le pseudonyme était une antiphrase, — n'a pas laissé un souvenir si parfaitement immaculé que son secrétaire, s'il l'avait voulu, n'eût été en mesure de nous raconter quelques histoires. Mais il ne l'a pas voulu. Il a eu l'élégance de ne pas médire de son premier patron. Peut-être aussi, après tantôt un demi-siècle, le venin qui avait pu rester dans les souvenirs de M. Donnay s'est-il changé, par un bienfait des dieux, en une indulgente indifférence. « Ce n'était pas un mauvais homme, dit-il. Il pouvait même être gentil ».

Après tout, c'est une grande sagesse que de conserver les aventures de sa vie dans un peu de sucre. Dans le même temps

1. Fayard.

qu'il travaillait chez Saint-Cère, M. Donnay était trompé par une jeune personne nommée Angèle. Et il était le plus malheureux des hommes.

Honte à toi, qui la première
M'as appris la trahison...

Mais non. Le fantôme coupable d'Angèle, remonté du fond des temps, M. Donnay l'absout aussi. Il lui trouve encore des grâces, il lui reconnaît des mérites, il a de l'indulgence pour ses fautes légères et il prend en pitié les sévérités de sa propre jeunesse. « Elle n'était pas méchante, elle n'était pas intéressée. Je la voyais souvent avec une robe nouvelle, un chapeau nouveau. Je n'avais aucune idée du prix de ces ornements. Elle avait du goût ; elle était habile à manier les étoffes et les rubans. Je pensais qu'elle faisait ses robes et ses chapeaux elle-même... » — Aimables illusions ! Innocence pleine de charme ! Le prochain auteur d'*Amants* avait alors toutes les exigences de la jeunesse. Il comprend mieux maintenant le présent que lui faisait Angèle en venant dans sa chambre meublée. « Elle partageait avec moi une maigre dînette. Je n'avais rien à lui offrir, je ne l'emmenais jamais au restaurant, au théâtre. Et elle venait tout de même, et elle m'apportait sa jeunesse, son sourire et toute sa grâce botticellesque ! Mais je pense aujourd'hui que c'était de sa part admirable ; mais je ne comprenais rien à l'âme de cette fille charmante. »

Voilà le ton. Ayant quitté Saint-Cère, M. Donnay retrouva le Chat Noir et Salis, auquel il proposa le sujet de *Phryné*. Le gentilhomme cabaretier lui fournit le vivre. Après le déjeuner, le poète travaillait dans la grande salle du bas, la salle des Gardes. « L'hiver était rude ; dehors, il gelait à pierre fendre ; ma chambre était glacée ; mais là, un bon feu de coke rougeoyait et grésillait dans la haute cheminée. Là, personne ne venait me déranger, personne qui trouvât mauvais que je fisse des vers. J'étais mon maître. Douce atmosphère propice au travail et à la rêverie. Même au sein de ma famille, dans mon adolescence, je n'avais connu un bonheur pareil. Le Chat Noir ! Rien n'était plus calme, plus familial que ce lieu. » Après le succès de *Phryné*, Salis lui donna un louis

par soirée pour venir réciter la pièce. « Je ne m'étais jamais vu à pareille fête », dit-il. Il n'a même pas gardé un mauvais souvenir de ses duels.

Il s'amuse encore au souvenir de la visite qu'il fit, avant de se battre, au maître d'armes Spinnewyn. Il lisait sur les murs : « L'Escrime est l'école de l'honneur », en même temps qu'il entendait un prévôt commander : « Une, deux, trompez. » L'ironie, cette fois, n'est que plaisante ; il lui arrive d'être plus amère. Verlaine écrit au directeur du Chat Noir : « Veuillez, mon cher Salis, en même temps que vous recevrez cette suite à *Mes Prisons*, m'envoyer, par lettre chargée ou mandat, le reste : cent francs, je crois, le plus tôt possible. » Après la mort de Verlaine, cette lettre passe en vente publique : elle fait trois cents francs.

M. Donnay a gardé ainsi de ces années de jeunesse quelques belles histoires. Entre la période Saint-Cère et la période Chat Noir, il fit une fugue dans le Midi ; dans le même compartiment voyageait un monsieur à barbe noire, qui, ayant ouvert la fenêtre, s'exclame :

— On approche Avignon ; sentez-vous le mistral ?

— Mais, — dit l'écrivain, — les arbres ne bougent pas.

— Ils ont l'habitude, répliqua le barbu.

Et M. Donnay de conclure : « Avec l'accent, cette raison devenait raisonnable. » Il rapporte plus loin une histoire que j'avais entendue de Grosclaude. Celui-ci racontait que Jules Lemaître et lui, à la suite d'un à peu près, firent partie d'initier M. Renan à ce jeu de l'esprit. L'illustre historien d'Israël, d'abord étonné, y pris goût et commença à faire des calembours en hébreu. J'ignorais cependant quel était l'à peu près qui avait servi de point de départ. M. Donnay le rapporte et il est vrai qu'il est bien propre à ouvrir des vues sur le fond du cœur. Le voici : c'est *puritain comme chausson*.

Une part de la grâce du livre est dans les portraits : « Alphonse Allais était alors un homme jeune encore, blond, à la figure longue, aux yeux bleus tout pleins de candeur, aux longues mains très soignées. Un grand air de dignité était répandu sur toute sa personne... » Voici Auriol et voici Jules Jouy, racontant l'émerveillement, qu'il a eu sur le

tard, quand il a pénétré pour la première fois dans une maison de bains. Jules Jouy, dont certaines chansons sont de terribles réquisitoires, avait connu de très mauvais jours : un soir de glace, sur le boulevard extérieur, montrant à M. Donnay un clochard sur un banc : « Ce n'est encore rien de ne pas manger tous les jours, lui dit-il, mais ce qui est affreux, c'est de ne pas savoir où coucher. Alors ça, mon vieux, c'est horrible. » Ces camarades de sa première heure, M. Donnay retrouve maintenant leurs noms sur les plaques des rues. Il y a à Paris une rue Jules-Jouy, une rue Steinlen, un square Willette, une place Émile-Goudeau. Une plaque commémorative a été posée à Honfleur sur la maison d'Alphonse Allais. Et tout cela est parfaitement juste. Le buste de Bruant, à Courtenay, est une de ces inoffensives gaîtés que la Renommée se permet à l'égard des morts. Après tout, nous avons vu pis.

M. Donnay enregistre ces honneurs sans broncher. Ils terminent la comédie de sa jeunesse. Quant à lui, il se croit obligé d'avoir quelque remords pour l'indifférence sereine où il était alors de la chose publique. Il s'en accuse avec grâce. « Notre excuse, c'est que nous nous croyions insérés dans un système républicain indéformable. Et puis, nous respirions l'air non pas de la liberté, cet air là on ne le respire jamais, mais des libertés, et cet air là semble d'abord léger. » Il s'excuse encore en rejetant la faute sur la gaîté, comme on le dit d'un cheval qui a tué son homme. Mais ne je sais pas si l'époque était aussi gaie que M. Donnay l'imagine aujourd'hui. C'est pourtant dans sa revue *Ailleurs* qu'il a placé, dans ce même temps, la *Chanson du Jeune Homme triste*. Je ne suis pas convaincu, au surplus, qu'en battant sa coulpe, il se sente torturé comme un moine espagnol. Il y a de la sérénité dans son repentir et même de la complaisance. Il doit se dire que tandis que tous ces gens sérieux qu'il n'imitait point tombaient dans l'éternel oubli, son badinage gardait une éternelle jeunesse ; et que ce mélange de légèreté, de sincérité, de tendresse, de lyrisme et d'ironie qui respirait si naturellement dans son œuvre était pour jamais un moment exquis de l'esprit.

*
* *

Le livre posthume de M. Bompard, *Mon Ambassade en Russie* [1], tient beaucoup plus que ne promettent de simples mémoires. Ce n'est pas là seulement un recueil de souvenirs, ni de notes jointes l'une à l'autre. C'est un livre véritable, et un des meilleurs qu'on puisse lire, sur l'histoire de la Russie pendant ces années tragiques de la guerre japonaise et de la première révolution. A un récit serré et vivant, se joint une élucidation critique, une comparaison des documents, une ampleur dans les tableaux d'ensemble, une pénétration dans les portraits, qui font vivre toute une époque.

M. Bompard, directeur des Affaires commerciales depuis 1894, avait été nommé, le 1er janvier 1898, ministre plénipotentiaire de première classe. Ce titre le désignait pour une grande ambassade. Il fut nommé à Pétersbourg le 29 août 1902, et il prit possession de son poste le 9 février 1903. Le ministre des Affaires étrangères était alors Delcassé. En arrivant au Quai d'Orsay en 1898, celui-ci avait compris que la France ne pouvait pas rester en butte, à la fois, à l'hostilité de la plus grande puissance navale, c'est-à-dire de l'Angleterre, et de la plus grande puissance militaire, c'est-à-dire de l'Allemagne. Son plan avait donc été de vider, par un accord d'ensemble, les différends avec l'Angleterre. Il fit choix pour cette œuvre de Paul Cambon, qu'il transféra, cette année même, de Constantinople à Londres. L'avènement d'Édouard VII facilita beaucoup les choses et le nouveau ministre des Affaires étrangères, lord Lansdowne, y prêta les mains.

Delcassé n'avait pas caché à Saint-Pétersbourg, où il fit un voyage en avril 1901, son désir de se rapprocher de l'Angleterre. Cette communication n'avait pas été défavorablement accueillie. Néanmoins, la tension était trop forte entre Londres et Saint-Pétersbourg pour que la position de l'ambassadeur français en Russie ne fût pas délicate. Jules Cambon avait été d'abord désigné pour ce poste. Mais il avait préféré Madrid, et ce fut M. Bompard qui fut nommé à sa place.

1. Plon.

La politique franco-anglaise n'était pas la seule cause des difficultés. L'anticléricalisme du Gouvernement français en était une autre. Enfin, le tzar autocrate éprouvait une certaine appréhension, pour ne rien dire de plus, de cette capitale des révolutions qu'était la France. Sa visite de 1895, où il avait été reçu avec un enthousiasme frénétique, lui avait laissé un certain malaise. Il n'avait pas voulu habiter un palais, mais seulement l'ambassade. « Pendant que les Parisiens se dépensaient sans compter pour faire fête aux alliés de la France, les souverains russes accoutumés par leur peuple à des démonstrations moins bruyantes, d'un amour plus déférent, étaient tout étourdis par cette effervescence populaire et quelque peu épouvantés par cette frénésie d'ovations dont ils étaient l'objet. Lorsque dans la cour de l'ambassade de Russie la porte cochère s'est refermée sur eux, ils ont éprouvé la sensation de soulagement du marin ayant atteint le port, après une tempête essuyée en haute mer. » Ainsi parle M. Bompard. Quand en 1901, les souverains furent obligés de revenir en France une seconde fois, pour rendre à M. Loubet sa visite, ils demandèrent à être reçus dans un château éloigné de la capitale, et qui, dans l'espèce, fut Compiègne. Ils ne firent même pas une apparition à Paris.

En même temps que la France se rapprochait de l'Angleterre, la Russie se rapprochait de l'Allemagne. Les rapports au temps d'Alexandre III, avaient été assez froids. Mais dès l'avènement de Nicolas II, Guillaume II entretint avec lui une correspondance personnelle, de plus en plus amicale. Or, dans ces lettres, l'empereur d'Allemagne poussait de plus en plus le tzar du côté de l'Asie : « Il est incontestable, lui écrivait-il en 1895, que la grande tâche qui s'impose dans l'avenir à la Russie sera de soutenir la cause de la civilisation dans le continent asiatique et de défendre l'Europe contre l'offensive de la puissante race jaune. En cette affaire, je t'aiderai toujours dans la mesure de mes forces ». Il lui disait encore : « J'accomplirai tout ce qui est en mon pouvoir pour maintenir la tranquillité en Europe et protéger les frontières russes afin que personne ne puisse t'empêcher d'agir en Extrême-Orient. »

Que voulait donc Guillaume II ? Il ne faut pas oublier que

l'Europe était alors partagée en deux systèmes : l'alliance franco-russe, la Duplice, comme on disait, et la Triplice, c'est-à-dire l'alliance de l'Allemagne avec l'Autriche et l'Italie. L'idée de Guillaume était de superposer, à cette double combinaison, une super-alliance entre l'Allemagne et la Russie, chacune amenant avec elle ses alliés. Ainsi toute l'Europe continentale serait unie dans la main des deux empereurs, c'est-à-dire en fait de Guillaume II. Dessein chimérique, mais dont on ne peut méconnaître la grandeur.

On voit de quoi va être rempli le livre de M. Bompard. D'une part, ce sera le tableau de la crise russe, guerre japonaise et révolution, tableau d'un contour ferme et clair; par là, l'ouvrage appartient à l'histoire générale. D'autre part, ce sera le récit des intrigues poursuivies pendant quatre ans par Guillaume II pour arracher un traité d'alliance à Nicolas; par là, l'ouvrage sera un épisode de l'alliance franco-russe. On comprend que cet épisode inspire à M. Bompard le plus vif intérêt. Le complot s'est tramé dans le plus grand secret, pendant son séjour. Il l'a pressenti. Il a vu naître le péril, comme un nuage à l'horizon; et sans avoir su exactement ce qui se passait, il a vu l'orage disparaître. Un jour qu'il essayait de faire parler le ministre Witte, en lui rappelant les griefs des Français contre lui : « Si la France savait ce que j'ai fait au cours du mois qui vient de s'écouler, s'écria Witte, elle serait en peine pour me témoigner assez de gratitude. » Il venait de faire annuler le traité de Bjorkoé.

L'histoire de ce traité n'est bien connue que depuis la guerre, par la publication des documents secrets, allemands et russes. M. Bompard lui-même n'en a connu le détail qu'à ce moment-là, et c'est la première fois, je crois, que ce détail est reconstitué. Quoiqu'il en soit, le récit de ce guet-apens est extrêmement savoureux. Il s'agissait, comme on l'a dit, d'arracher à Nicolas II la signature d'un traité défensif avec l'Allemagne, sans que la France fût consultée. On lui ferait croire que ce traité ne contredirait en rien l'alliance franco-russe. Bien plus, on demanderait à la France de le signer aussi. Il faudrait évidemment au tzar une somme extraordinaire de naïveté pour ne pas s'apercevoir que la nouvelle alliance détruisait

l'ancienne. Mais, dans cet ordre d'idées, Nicolas II était capable de tout.

Le piège fut ourdi par Guillaume, le chancelier Bülow, et, sans doute, Holstein, le directeur des Affaires étrangères. Mais Guillaume II était chargé seul de l'exécution. Il s'embarque sur le yacht le *Hohenzollern*, sans ministres, et se rend en croisière à Stockholm. Le 19 juillet, au moment de quitter cette ville, il télégraphie au tzar : « Je serai bientôt sur le chemin du retour, mais je ne puis passer au large du golfe de Finlande sans t'envoyer mes meilleurs souhaits et amitiés. Te plairaît-il de me voir, soit à terre, soit sur ton yacht? Bien entendu, je suis à ta disposition. Je viendrais en simple touriste, sans aucune fête. » — Nicolas répondit : « Ravi de ta proposition. J'envisage avec une joie intense le plaisir de te voir. » Le poisson avait mordu à l'hameçon. Pour le lieu de la rencontre, Nicolas proposa Bjorkoé, près de Viborg, « un endroit plaisant et bien tranquille. » Guillaume II répondit gaiement, comme s'il faisait une bonne escapade. Il riait d'avance de la tête de ses invités, quand ils apercevraient l'*Étoile-Polaire*, le yacht impérial russe.

Cependant, à Pétersbourg, notre ambassadeur avait été alerté par le chef des cuisines impériales, lequel l'avait averti que le service de gala était commandé. Il suffisait de rapprocher ce fait et le départ de Guillaume II de Stockholm pour prévoir sa visite. L'ambassadeur d'Allemagne ne savait rien. Le ministre russe des Affaires étrangères rassura M. Bompard. Visite de simple courtoisie, dit-il.

Les deux yachts se rencontrèrent le 23 juillet, à trois heures. On a le récit que Guillaume II écrivit deux jours après à Bülow. Il était très ému. « Finalement, j'ai levé les mains vers Dieu ; j'ai tout abandonné à sa volonté ; je l'ai prié de me guider et de me conduire comme Il l'entendait, car je ne suis qu'un simple instrument entre ses mains. » Dieu lui inspira de monter à bord de l'*Étoile-Polaire*. En cet été de 1904, la situation de la Russie était assez tragique. Battue par les Japonais, elle se considérait comme trahie par la France, qui ne l'aidait pas et qui flirtait avec l'Angleterre, alliée du Japon. Au bout de quelques instants, le tzar prit à part l'empereur et lui dit qu'il brûlait de s'entretenir avec lui. Ce fut le tour d'horizon

classique. D'abord, les affaires du Maroc : Guillaume les représenta comme conduites par l'Allemagne de façon à ouvrir de bonnes et durables relations avec la France. Bien plus, la France renonçait définitivement à l'Alsace-Lorraine, puisqu'elle n'avait pas relevé le gant que Guillaume II lui avait jeté. Il y avait, en revanche, un être malfaisant en Europe : c'était Édouard VII.

Ce fut tout pour ce premier entretien. Le lendemain matin, Guillaume, qui était nerveux, ouvrit son livre de prières et lut : « Chacun sera récompensé selon ses œuvres. » Ce texte lui rendit confiance. Il revint à bord de l'*Étoile-Polaire*, un projet de traité dans sa poche. Nicolas se plaignit de la France et de l'Angleterre, et du traité qu'elles avaient sans doute signé entre elles. Guillaume saisit la balle au bond : « Puisque la France agit à sa guise, sans se concerter avec son alliée, pourquoi le tzar ne ferait-il pas de même? » Et il lui rappela ce projet d'alliance que Nicolas avait toujours refusé de signer sans en avertir la France. Mais, aujourd'hui, les dispositions du tzar étaient changées et il signerait tout de suite :

— Quel dommage, — fit-il, — que je n'en aie pas à bord un exemplaire !

— J'en ai par hasard un sur moi, — dit Guillaume II.

Ils le signèrent et appelèrent pour le contre-seing, l'un un représentant de la Friedrichstrasse, Tchirschky, qui laissa voir sa joie, l'autre un vieil amiral, Birileff, à qui, dit-on, le tzar cacha le texte avec sa main. Son souverain lui avait dit de signer et il signa. Il n'avait absolument rien compris.

*
* *

Gilbert Mauge nous donne un volume de vers de la qualité la plus rare, *Concert* [1]. Dès le début, on reconnaît deux choses. L'une, c'est que l'espèce d'angoisse des livres précédents, si elle n'a pas décru, a changé d'aspect. Elle s'est déplacée, reportée sur d'autres objets; et apparaît aujourd'hui,

1. Éditions du Sagittaire.

aux frontières du monde, à la fois tourmentée et sereine. L'autre, c'est que la maîtrise du vers s'est accrue. Il est ici d'une singulière fermeté, et parfois d'une étrange, d'une profonde beauté.

Il est plus difficile de grouper cette soixantaine de courtes pièces et d'en faire un ensemble. On s'aperçoit qu'on peut en faire des arrangements en nombre infini, dont chacun aurait un sens. En voici un que je propose entre cent autres, non que je le croie meilleur, mais parce qu'il faut bien finir par faire une construction avec ces beaux matériaux épars.

On distingue dans le livre une figure d'homme. Le plus souvent nous ne l'apercevons que dans l'éclair d'un vers. Nous surprenons un geste. Une seule fois, il est vraiment décrit. Je cite tout le passage :

Il lit et ne veut pas s'attacher à ce livre ;
Il vit, mais il s'exerce à ne plus guère vivre.
Les abeilles au ciel volent, vont essaimer ;
Il songe et croit pouvoir ne plus jamais aimer.
Une immense fatigue est en lui bienfaisante,
Quelque douleur aussi, mais peut-être apaisante.
A-t-il suffisamment sacrifié l'humain ?

Et ce soir a-t-il droit à frôler une main,
A regarder des yeux, les larmes au visage,
A demeurer simplement là, jusqu'à demain
Près d'un autre être à lui pareil, — souffrant et sage ?

Ainsi, auprès de ce fakir désabusé, nous apercevons une jeune femme qui se croit pareille à lui. C'est elle qui emplit de sa plainte le reste du volume. Mais c'est une plainte sans espoir, sans autre demande que la paix d'une mort qui est peut-être une clarté. Si l'on regarde mieux, on s'aperçoit que cette jeune femme a concentré l'existence dans sa vie intérieure. Dans un soir d'été, rien n'est réel excepté le suspens de son cœur. Elle vit dans son cœur comme dans un asile. Un peintre fait son portrait ; mais elle rit, étant peinte, de rester secrète. Elle vit volontiers avec les fantômes de ses rêves. Elle vit la mort, qu'elle aime comme un être, qui lui promet une clarté suprême sur la Pensée et sur l'Étendue. Déjà nous la voyons au bout du monde, drapée de bleu, quand tout

à coup une petite pièce, émouvante et charmante, nous rappelle qu'elle est encore de la terre. Dieu, faites-moi mourir ce soir, dit-elle. Mais cette prière désespérée est faite de la peur, de la certitude peut-être d'aimer trop ce monde. Prenez-moi, implore-t-elle,

Ou demain, défaillant dans un obscur devoir,
Je marcherai vers vous sans vous apercevoir
Et reprendrai peut-être à l'aurore solaire
Le goût désespéré des choses de la terre,
J'aimerai de nouveau l'azur de votre ciel,
Le songe humain, notre désir artificiel,
Et lorsque reviendront les aubes délicates,
Je renoncerai mal à ce que vous créâtes.

HENRY BIDOU

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

Le courant des transactions boursières est resté, jusqu'ici, extrêmement restreint. La dispersion coutumière de la clientèle pendant les vacances estivales en est, évidemment, l'une des principales raisons. Elle n'est cependant pas la seule : nous avons connu, à d'autres époques, une très grande activité du marché en cette saison. Mais, à l'heure présente, il ne saurait y avoir d'animateurs parce que les perspectives prochaines restent encore embrumées.

Les professionnels du marché suivent d'un œil complaisant, certes, les efforts multipliés et méritoires de l'actuel ministre des Finances pour redresser une situation dont on soupçonnait l'extrême gravité sans la bien connaître. Le maquillage sous lequel elle était dissimulée ne disparaît que progressivement. Il est donc encore impossible de préciser l'étendue du désastre et, d'autre part, de supputer dès maintenant les résultats et la durée de la convalescence où paraît entrer le pays.

De toute évidence, le Fonds de soutien des Rentes, récemment créé et fort bien accueilli, ne peut être manœuvré qu'avec une lente et sage prudence. Cependant ce sera la reprise, franche et nette, de ce principal groupe du marché qui marquera la réussite de ce que l'on appelle déjà « l'Expérience Bonnet » et consacrera le retour à la santé économique et financière.

Les événements extérieurs, en attendant, continuent de jouer le rôle, si fâcheusement déprimant, qu'ils tiennent depuis si longtemps. La déplorable et interminable guerre civile espagnole nous fait passer, de mois en mois, par de nouvelles transes. Et voici que, à l'autre bout du monde, le nouveau conflit sino-japonais rallume un foyer d'incendie dont on ne peut estimer encore s'il pourra rester circonscrit.

Au surplus, chez nous, la paix sociale, indispensable à la prospérité, n'est point encore restaurée. Le marché financier ne peut négliger d'en tenir compte. L'incessante éclosion de grèves, ici ou là, compromet gravement le développement

commercial et industriel, sans lequel tous les efforts que nous demande présentement le Gouvernement demeureraient vains. Dans ces conditions, il est bien difficile et il serait bien téméraire de préjuger d'un redressement sérieux et durable de nos grandes entreprises, dont les titres, répandus dans la masse des épargnants, sont cotés à la Bourse.

La prudente circonspection de cette dernière se trouve donc parfaitement justifiée.

La Bourse ne peut ainsi envisager, pour le moment, que des mouvements épisodiques motivés par des circonstances accidentelles.

A peu près seules, les valeurs internationales peuvent prétendre à se tenir à l'écart de cette ambiance temporairement restrictive. Les valeurs de mines d'or, de cuivre, d'étain, de pétroles, etc... ont marqué, dans leur ensemble, un entrain satisfaisant. Elles sont, d'ailleurs, épaulées par la fermeté générale des grandes places étrangères, ainsi que par les perspectives redevenues favorables des prix des principales matières premières. Il s'ensuit que l'ère des investissements que l'on a englobés dans l'appellation de « valeurs réelles » ne paraît point encore près de se clore.

L'indication est à retenir puisque, pour nous, s'y ajoute aussi, éventuellement, une signification de refuge ou, plutôt, de compensation dans le cas où de nouvelles adversités imprévisibles devraient nous échoir.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle Française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée directement à son Rédacteur, M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).

TABLE DU QUATRIÈME VOLUME

Juillet-Août

LIVRAISON DU 1er JUILLET 1937

		Pages.
JEAN GIONO	Batailles dans la Montagne. — I	5
NAPOLÉON III	Lettres à Madame Cornu	33
ANDRÉ ROUSSEAUX	Corneille	50
M.-H. SZÉKELY-LULOFS	« Coolie ». — II	74
G. AUDISIO, Pnce M. DE BROGLIE, L. DE DAMPIERRE, P. ELUARD	Anthologie 1937	105
ALBERT MOUSSET	Paris raconté par ses rues	115
B. SOUVARINE	Cauchemar en U.R.S.S.	137
FERNAND ANGERAND	Le Trésor des Églises	171
★★★	La Chute du Cabinet Blum	185
ALEXANDRE ARNOUX	Le Cinéma	192
A. ALBERT-PETIT	L'Histoire	202
ALBERT FLAMENT	Tableaux de Venise	214

JEAN POIRIER : Parmi les Livres.

LIVRAISON DU 15 JUILLET 1937

P.-E. FLANDIN	Budget et Monnaie	241
JEAN GIONO	Batailles dans la Montagne. — II	255
JEAN MASSIP	L'Angleterre et sa Politique	289
CHARLES DE WIMPFFEN	La Carrière de Prosper Bourée	305
PROSPER BOURÉE	Souvenirs diplomatiques	313
CAMILLE MAUCLAIR	Le Cinquantenaire de J. Laforgue	341
PIERRE DEFFONTAINES	L'Homme et la Forêt au Brésil	352
C. BOUGLÉ	Sous le Signe de Descartes	368
M.-H. SZÉKELY-LULOFS	« Coolie ». — Fin	387
MARCEL BOLL	Les Sciences à l'Exposition	420
GÉRARD BAUËR	M. Jaloux à l'Académie Française	435
FRANÇOIS PORCHÉ	Le Théâtre	445
HENRY BIDOU	Le Mouvement Littéraire	454
ALBERT FLAMENT	Tableaux de Juin	464

LIVRAISON DU 1er AOUT 1937

		Pages.
WLADIMIR D'ORMESSON	L'Espagne et les Puissances	481
COMTE KOKOVTZOFF	Souvenirs. — I	495
WILLIAM BECKFORD	Lettres de Venise	520
JEAN GIONO	Batailles dans la Montagne. — III	549
RAOUL DESJARDINS	En Vague d'assaut (Juillet 1918)	586
LOUIS FRANCIS	Le Chouel	616
RENÉ LAURET	Le Général Göring	632
BERNARD FAY	Écrivains Américains	644
FRANCIS DE MIOMANDRE	Notes sur Jules Laforgue	666
LOUIS HOULLEVIGUE	La Vie des Étoiles	672
★★★	Débuts du Cabinet Chautemps	681
A. ALBERT-PETIT	L'Histoire	689
ALBERT FLAMENT	Tableaux de Paris et d'ailleurs	702

LIVRAISON DU 15 AOUT 1937

HENRY BORDEAUX	Français en Méditerranée	721
ED. GISCARD D'ESTAING	Le Fonds d'Égalisation	758
JEAN GIONO	Batailles dans la Montagne. — IV	771
JACQUES DORIOT	Guerre en Chine	814
RENÉ LALOU	Roger Martin du Gard	821
MARGUERITE YOURCENAR	Le Prince Genghi	845
COMTE KOKOVTZOFF	Souvenirs. — Fin	855
ROBERT DEBRÉ	La Contagion de la Tuberculose	894
PAUL VIGNAUX	Le Syndicalisme Chrétien	914
PIERRE D'ESPEZEL	L'Exposition de 1937	930
HENRY BIDOU	Le Mouvement Littéraire	946

UNE GARANTIE POUR L'ÉPARGNE

Le grand public ignore en général que le volume des transactions effectuées chaque jour sur les principales catégories de fonds d'Etat demeure extrêmement réduit.

Conséquence, longue à disparaître, de la crise boursière que nous avons connue depuis six ans. Peu d'achats, peu de ventes. Dès lors, dans un marché à peu près vide, la moindre offre, sans contre-partie immédiate, fait tomber les cours dans des proportions qui défient toute vraisemblance. Il était nécessaire, en ce qui concerne les fonds d'Etat, qu'une garantie positive fût donnée à l'épargne contre des aléas de ce genre. C'est le rôle que pourra jouer le fonds de soutien des rentes qu'un récent décret-loi vient de créer.

Grâce aux disponibilités de ce fonds, dont l'ampleur — 6 milliards — est telle qu'aucune spéculation, si bien armée soit-elle, ne pourrait lui faire échec, l'épargne reçoit une première certitude : c'est que le cours des fonds d'Etat ne pourra désormais, en aucun cas, être manœuvré « du dehors », qu'aucune action de surprise ne pourra venir troubler le marché, et que le relèvement progressif des cours, qui doit résulter de la politique financière et générale du gouvernement, ne pourra être interrompu par aucun accident, par aucun de ces reculs passagers dont l'espoir retarde souvent les achats du public averti. Désormais, par conséquent, le marché des rentes offre un terrain solide où l'on peut s'engager sans crainte aucune de ces déceptions dont la raréfaction des affaires rendait jusqu'ici le risque menaçant. A soi seul, un tel résultat est considérable. Il est en effet de nature à dissiper l'esprit de thésaurisation qui prévaut depuis très longtemps en France. Etre certain qu'il n'y a plus lieu de redouter une perte en capital lorsqu'on doit mobiliser un portefeuille de rentes, avoir au contraire des raisons d'escompter des plus-values sensibles sur un placement de ce genre, cela provoquera bientôt, aussitôt que le grand public aura pris peu à peu conscience de cette situation nouvelle, un courant d'achats soutenu des fonds d'Etat. Et il n'en faut point tant, sitôt que cette démonstration aura été faite, pour que les cours de rentes accusent un redressement spontané et durable.

En définitive, le fonds de soutien se trouvera avoir agi sur le marché beaucoup plus par sa présence et par l'immensité de ses possibilités d'action que par l'ampleur de ses interventions réelles. Si l'on songe que la Caisse des Dépôts, dont les achats et les ventes exerçaient déjà une influence bien nette sur le marché des rentes, ne disposait que de quelques centaines de millions par an au maximum, tandis que le fonds de soutien possède plus de 6 milliards, on en concluera facilement que le contrôle du marché appartient désormais intégralement à nos autorités financières. C'est donc une ère nouvelle qui s'ouvre pour nos fonds d'Etat.

Grâce au fonds de soutien, les premiers épargnants qui auront eu confiance dans le redressement progressif du crédit public seront ceux qui en profiteront le plus sûrement et le plus largement dans les mois à venir.

CHEMINS DE FER
DE L'ORLÉANS ET DU MIDI

Si vous avez des membres de votre famille ou des amis habitant la province qui désirent visiter l'Exposition Internationale de 1937, rappelez-leur que le P. O.-Midi met en circulation, à leur intention, plusieurs trains spéciaux à prix très réduits.

Ils trouveront, dans la presse régionale et locale ou dans les gares du P. O.-Midi, tous renseignements utiles sur ces trains.

***

Malgré le relèvement des tarifs, les prix spéciaux du « Train des Châteaux » restent en vigueur jusqu'au 1er octobre prochain. Profitez-en pour visiter dès maintenant les célèbres Châteaux de la Loire.

Rappelons que le « Train des Châteaux », organisé par le P. O.-Midi chaque dimanche et jour férié, part de Paris-Quai d'Orsay à 6 h. 50 et que le prix du billet A. R. pour Tours n'est que de 30 francs.

B

Éditeurs : FÉLIX ALCAN, Paris - NICOLA ZANICHELLI, Bologna
AKADEMISCHE VERLAGSGESELLSCHAFT m. b. H., Leipzig - DAVID NUTT, London
G. E. STECHERT & Co., New-York - RUIZ HERMANOS, Madrid - F. KILIAN'S NACHFOLGER, Budapest
GEORG & Co., Genève - F. MACHADO & Cia, Porto - THE MARUZEN COMPANY, Tokyo

1937 31ème Année

" SCIENTIA "

REVUE INTERNATIONALE DE SYNTHÈSE SCIENTIFIQUE
Paraissant mensuellement (en fascicules de 100 à 120 pages chacun)
Directeurs : **F. BOTTAZZI - G. BRUNI - F. ENRIQUES**
Secrétaire général : **Paolo Bonetti**

EST L'UNIQUE REVUE à collaboration vraiment internationale.

EST L'UNIQUE REVUE à diffusion vraiment mondiale.

EST L'UNIQUE REVUE de synthèse et d'unification du savoir, traitant par ses articles les problèmes les plus nouveaux et les plus fondamentaux de toutes les branches de la science : philosophie scientifique, histoire des sciences, enseignement et progrès scientifique, mathématiques, astronomie, géologie, physique, chimie, sciences biologiques, physiologie, psychologie, sociologie, droit, sciences économiques, histoire des religions, anthropologie, linguistique; articles constituant parfois de véritables enquêtes, comme celles sur la contribution que les différents peuples ont apportée au progrès des sciences; sur la question du déterminisme; sur les questions physiques et chimiques les plus fondamentales et en particulier sur la relativité, sur la physique de l'atome et des radiations; sur le vitalisme. " Scientia " étudie ainsi tous les plus grands problèmes qui agitent les milieux studieux et intellectuels du monde entier et constitue en même temps le premier exemple d'organisation internationale du mouvement philosophique et scientifique.

EST L'UNIQUE REVUE qui puisse se vanter de compter parmi ses collaborateurs les savants les plus illustres du monde entier.

Les articles sont publiés dans la langue de leurs auteurs, et **à chaque fascicule est joint un Supplément contenant la traduction française de tous les articles non français. La Revue est ainsi entièrement accessible même à qui ne connaît que le français.** *(Demandez un fascicule d'essai gratuit* au Secrétaire Général de " Scientia " Milan, *en envoyant trois francs en un seul timbre-poste de votre Pays, — à pur titre de remboursement des frais de poste et d'envoi).*

ABONNEMENT : Fr. 230
Il est accordé de fortes réductions à ceux qui s'abonnent pour plus d'une année.
Adresser les demandes de renseignements directement à **" SCIENTIA "** Via A. de Togni, 12 — Milano (Italie)

Partez...

BILLETS ET CARTES
A PRIX RÉDUITS

RENSEIGNEZ-VOUS DANS LES GARES ET LES AGENCES DE VOYAGES

Le Temps

PARIS — 5, Rue des Italiens, 5 — PARIS

Registre du Commerce Paris n° 70,722

6 ou 8 PAGES GRAND FORMAT

TÉLÉPHONE (CINQ LIGNES)

Taitbout : 76.60 - 76.61 - 76.62 - 76-63 - 76.64

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : TEMPS-PARIS

Directeurs : Jacques CHASTENET et Emile MIREAUX

Le plus grand journal d'information.
Rend compte de toute l'activité
politique, intellectuelle, artistique
et économique du monde entier.

Services Télégraphiques et Téléphoniques

POLITIQUES, COMMERCIAUX ET FINANCIERS PARTICULIERS

DE TOUTES LES CAPITALES

ET DE TOUS LES DEPARTEMENTS FRANÇAIS

PRIX DE L'ABONNEMENT :

		Trois mois	Six mois	Un an
PARIS, DÉPARTEMENTS et COLONIES FRANÇAISES	.. ..	35 fr.	68 fr.	130 fr.
ÉTRANGER	Pays accordant une réduction de 50 0/0 sur les tarifs postaux .	57 fr.	112 fr.	220 fr.
	Autres pays	80 fr.	157 fr.	310 fr.

LES ABONNEMENTS DATENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS

Par abonnement le numéro ne coûte pas même 26 centimes

Pour la Publicité, le Temps s'impose par sa diffusion, sa présentation et la qualité de ses lecteurs

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, PARIS-IXe

PIERRE MILLE

LES AVENTURIERS

Roman

Les profiteurs de la Révolution Russe

Un volume in-16 ... ... 15 fr.

TOM KROMER

LES VAGABONDS DE LA FAIM

traduit de l'anglais par R. DE ROUSSY DE SALES

La confession pathétique d'un « crève la faim » chômeur aux États-Unis.

Un volume in-16 ... ... 15 fr.

JOHAN BOJER

LE JOUR ET LA NUIT

Roman

traduit du norvégien par P.-G. LA CHESNAIS

- - - Le roman d'un grand inventeur - - -
Un débat entre l'amour et la conscience

Un volume in-16 ... ... 15 fr.

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

EXPOSITION INTERNATIONALE 1937

MAI - NOVEMBRE 1937

NOMBREUSES MANIFESTATIONS ARTISTIQUES SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET SPORTIVES

Demander la carte de Voyage et renseignements à : Cies de Chemins de Fer, Aériennes, de Navigation, Agences de Voyages.

L'ARGUS de la PRESSE "VOIT TOUT"

Fondé en 1879

LES PLUS ANCIENS BUREAUX D'ARTICLES DE JOURNAUX

37, Rue Bergère, PARIS (IXe)

Lit et dépouille par jour
20.000 *Journaux ou Revues du Monde entier*

Collectionne : LES ARCHIVES DE LA PRESSE

Edite : **L'Argus de l'Officiel**
contenant tous les votes des Hommes politiques

L'Argus recherche articles et tous documents passés, présents, futurs

---

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

●

VISITEZ LES CENTRES D'ART

DU RÉSEAU DE L'ÉTAT

●

Billets des Dimanches et Fêtes au départ de Paris

VERSAILLES....	4 fr.	A. R.
CHARTRES.....	15 fr.	A. R.
ROUEN	30 fr.	A. R.
CAEN.....	45 fr.	A. R.

1/2 place pour les enfants de 3 à 5 ans.

CHEMINS DE FER D'ALSACE ET DE LORRAINE

POUR L'AMATEUR de belles promenades en forêt

un **RÉSEAU...**

celui d'**ALSACE** et de **LORRAINE**

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

—:—

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114 AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3 RUE AUBER

(Les abonnements sont également reçus 114, avenue des Champs-Élysées.)

PRIX DE L'ABONNEMENT

		UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE		120 »	61 »	31 50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES		126 »	64 »	33 »
ÉTRANGER	Demi-tarif postal	150 »	76 »	39 »
	Plein tarif	180 »	91 »	46 50

LA LIVRAISON — 240 pages — 7 fr. 50

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de **1** *franc et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Tables décennales : (1894-1903) ; (1904-1913). — *Chaque livraison* . . . . . 10 fr.
Tables (1914-1933) . . . . . 20 »

IMPRIMERIE CHAIX, 20, rue Bergère, Paris.